

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Le budget économique révisé de 1964 — Rapport du Fonds des Rentes : année 1963 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LE BUDGET ECONOMIQUE REVISE DE 1964

Le Bulletin a repris, dans son numéro de novembre 1963, le budget économique de 1964 établi par le Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie. Depuis lors, les comptes prévisionnels contenus dans ce budget ont subi des révisions à la lumière notamment des premières statistiques ex post relatives à une partie de l'année 1964. Ces révisions ont donné lieu à la publication d'un nouveau document parlementaire ⁽¹⁾ dont la partie relative aux prévisions pour l'année 1964 est reproduite ci-après.

Le numéro de juillet du Bulletin contiendra une analyse des développements économiques et financiers récents, qui complètera utilement les données macro-économiques, établies sur une base annuelle, du budget économique révisé.

APERÇU GENERAL

Les hypothèses utilisées lors de la rédaction du budget économique initial concernaient surtout les exportations et le niveau des salaires.

Compte tenu d'une nouvelle augmentation des importations mondiales, conséquence de l'amélioration de la conjoncture internationale, et dans la perspective d'un accroissement un peu moindre que l'année précédente de nos ventes aux pays de la Communauté Economique Européenne, il avait été admis que les exportations belges totales accuseraient à peu près le même progrès qu'en 1963. L'hypothèse de travail relative à la masse des salaires payés par les entreprises prévoyait une hausse de 7 p.c., 1 p.c. découlant de l'augmentation de l'emploi et 6 p.c. de l'augmentation du coût salarial par ouvrier.

L'hypothèse générale concernant l'évolution économique était exprimée comme suit : « En dépit

du plein emploi, l'expansion se réalisera au sein d'une situation économique relativement bien équilibrée. Il faut prévoir, il est vrai, la continuation de la pression sur les prix, mais la hausse peut demeurer assez limitée si une certaine prudence est gardée. Pour le solde des transactions courantes à la balance des paiements un statu quo est prévu ».

Les perspectives actuelles pour l'année 1964 diffèrent assez fort de la première évaluation. Ceci s'applique surtout au mouvement des prix, qui, pendant les derniers mois de 1963, a accusé une accélération. Cette hausse ainsi que les fortes tensions apparues dans la construction ont incité le Gouvernement à prendre, au début de 1964, des mesures conjoncturelles.

⁽¹⁾ Chambre des Représentants, session 1963-1964, document n° 834 du 19 juin 1964, 56 p.

Malgré les mesures restrictives adoptées, l'augmentation du volume du produit national brut en 1964 est actuellement évaluée à 5 p.c., contre 4 p.c. dans le budget économique. Rappelons que l'augmentation du P.N.B. a été de 4 p.c. en 1963, année pendant laquelle l'hiver particulièrement rigoureux a défavorablement influé sur la production.

A prix constants, l'accroissement de la valeur ajoutée est estimé à 7 p.c. pour l'industrie, 10 p.c. pour la construction, 4 p.c. pour le secteur des services et 2 p.c. pour l'agriculture.

D'après les prévisions, la population active augmentera d'environ 25.000 unités, soit 0,5 p.c. Cette augmentation est rendue possible pour une bonne part par le recours à la main-d'œuvre étrangère; il semble, cependant, que le recrutement de travailleurs étrangers deviendra encore plus difficile par suite du manque général de main-d'œuvre en Europe occidentale. En outre, une participation croissante de la main-d'œuvre féminine au processus de production est prévue. L'emploi augmentera probablement de près de 15.000 unités, dans l'industrie, y compris la construction. On s'attend à un accroissement un peu plus élevé dans le secteur des services. Des tensions subsisteront pourtant dans divers secteurs et il faut prévoir surtout un manque de main-d'œuvre qualifiée.

Les exportations fourniront sûrement la plus grosse part de l'augmentation de la demande finale à l'économie belge. A la suite des nouveaux progrès de la conjoncture mondiale et de la persistance d'une puissante demande à l'importation dans les pays de la C.E.E., en dépit des mesures anti-inflationnistes, on peut estimer que le taux de croissance de nos exportations sera plus élevé qu'en 1963.

L'augmentation de la consommation privée est évaluée en quantité à 5 p.c. Contrairement à 1963 et pour autant que le temps soit normal à l'arrière-saison, la structure de la consommation n'est pas influencée par une utilisation exceptionnellement élevée de combustible. La tendance générale se maintient en ce qui concerne la structure de la consommation : forte hausse des dépenses de voyages, de soins personnels et d'articles de ménage durables. Pour ces derniers produits, il faut tenir compte d'un certain freinage, dû à la nouvelle réglementation en matière de vente à tempérament qui a prévu un raccourcissement des délais de paiement et une augmentation des acomptes.

Pour lutter contre la surchauffe de la conjoncture, on a freiné l'augmentation des dépenses de l'Etat. Des dépenses nouvelles à charge du budget ordinaire sont postposées. Afin de réduire les investissements du secteur public les engagements relatifs au budget extraordinaire ont fait l'objet d'un étalement.

Une mesure analogue s'applique aux dépenses des institutions parastatales et des autorités locales. Le Gouvernement maintient son contrôle sur les prix des soumissions lors des adjudications publiques; ces prix ne peuvent, sauf justification spéciale, dépasser de 10,5 p.c. ceux demandés au premier semestre de 1962 pour des travaux comparables.

L'augmentation du volume des investissements en capital fixe des entreprises (sauf les habitations) est évaluée à plus de 5 p.c., l'application restrictive des lois d'expansion de juillet 1959 y étant prise en considération. L'octroi de l'aide prévue par ces lois a été en principe suspendu pour six mois à partir du 1^{er} février 1964. Elle est cependant maintenue pour des investissements qui favorisent d'une manière particulière les objectifs sectoriels du programme d'expansion, qui rendent possible une rationalisation importante ou concernent certaines régions de développement où l'industrialisation et la reconversion sont essentielles. Pour les habitations, un retour au niveau de 1962 est prévu. La capacité de production existante autoriserait vraisemblablement une avance plus considérable, mais celle-ci sera sans doute limitée par les mesures financières prises en vue de réduire les tensions du secteur de la construction. L'octroi de crédits par les institutions parastatales est, en effet, freiné. Pour les prêts hypothécaires de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, le taux d'intérêt a été relevé de 0,50 ou 0,75 p.c.; la part du coût de la construction couverte par le crédit a été réduite et pour les appartements l'octroi de tout crédit a été suspendu.

Afin de restreindre les dépenses, des mesures monétaires ont été prises. Les banques ont accepté, depuis février, de soumettre à la Banque Nationale un programme trimestriel pour les crédits à octroyer. L'augmentation est limitée à 10 p.c. par rapport à l'année passée, soit la moitié de l'expansion enregistrée en 1963. On procède aussi de façon sélective pour freiner l'expansion de la consommation, le stockage et l'activité de la construction. Il est cependant possible que la demande intérieure demeure plus élevée que la production.

L'estimation actuelle de la hausse des prix et spécialement des produits de consommation dépasse les prévisions du budget économique initial. Cette hausse est en rapport avec la forte augmentation des revenus. Celle-ci dépasse, d'ailleurs, sensiblement l'accroissement de la production par tête; cette remarque vaut tant pour les revenus salariaux que pour les autres. Dans les entreprises, la hausse du salaire moyen est estimée à 8,5 p.c.

Pour les transactions courantes avec l'étranger, une amélioration est prévue par rapport au résultat de l'année 1963. Néanmoins, un déficit de 2,5 milliards de francs est prévu.

CHAPITRE I

PRODUCTION

Pour 1964 l'augmentation en volume du P.N.B. est estimée à 5 p.c., contre 4 p.c. en 1963.

Tableau I.

Evolution de la production en 1964

(Volume)

	Indice 1963 = 100
Agriculture	102
Industrie	107
Construction	110
Services	104
Secteur public	102
Total ...	105

Pour le secteur agricole, on a tenu compte de la tendance accusée précédemment.

Dans l'industrie, l'augmentation de la production est évaluée à 7 p.c., ce qui ne suppose cependant qu'un faible progrès au deuxième semestre. Entre la fin de 1963 et celle de 1964, elle est estimée à environ 5 p.c. : ceci implique une amélioration de 3 à 4 p.c. de la productivité au cours de cette période.

Dans la construction, on s'attend à un accroissement de la production d'environ 10 p.c., dû surtout à l'hiver rigoureux de 1963, qui a défavorablement influencé la production à cette époque.

Tableau II.

Evolution de la production industrielle

(1959 = 100)

Source : Institut National de Statistique, Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie; Bureau de Programmation économique.

	Réalisations en 1963 ¹	Prévisions pour 1964	Programme pour 1965
Industrie pétrolière	163	176	165
Industrie charbonnière	94	94	86
Coke et gaz *	117	124	119
Electricité *	150	167	162
Sidérurgie	120	134	141
Métaux non ferreux	127	138	145
Industrie des fabrications métalliques	140	151	161
Industrie chimique *	124	135	158
Matériaux de construction	121	127	139
Textile, habillement et cuir ...	125	132	128
Bois et papier *	139	151	135
Industries alimentaires	111	116	123
Industries diverses *	122	128	142

¹ Indice de l'activité industrielle de l'Institut National de Statistique, sauf secteurs marqués d'un astérisque basés sur les valeurs ajoutées I.N.S. à prix constants.

Dans le secteur des services, l'évolution diffère peu de la tendance observée en 1963. L'augmentation est évaluée à près de 4 p.c. en volume.

1. Agriculture.

L'augmentation de la production agricole peut, sur base de l'évolution passée, être estimée à environ 2 p.c.

Il est probable que, si le temps continue d'être favorable au cours des prochains mois, les rendements des cultures seront particulièrement élevés. L'hiver fut nettement plus doux qu'en 1963 et les pousses se présentaient fort bien au printemps. Une récolte abondante est cependant susceptible de provoquer certaines difficultés d'écoulement, notamment pour le froment. Les meuneries utilisent, en effet, de moins en moins de froment indigène, phénomène qu'accroissent encore les prix plus élevés et qui ressort du pourcentage d'incorporation assez faible, de 30 à 40 p.c. au cours du premier trimestre. Cette évolution laisse supposer qu'une part plus importante de la récolte devra être exportée et ce à charge du Fonds agricole.

Le cheptel accusa une diminution au cours de l'année 1963. Au 1^{er} janvier 1964, la régression était de l'ordre de 18 p.c. pour les porcs et de 8 p.c. pour les bovins. On prévoit une reconstitution du cheptel porcin au cours du second semestre de 1964, celle du cheptel bovin réclamant, elle, plus de temps. Comme il est vraisemblable que la consommation de viande continuera de suivre une courbe ascendante, nous pourrions avoir une régression de notre cheptel. La production laitière sera sensiblement la même qu'en 1963. Si elle avait, en effet, été alors influencée par le froid, il faut, pour 1964, tenir compte de la diminution du nombre de vaches laitières.

La production horticole continue de croître, l'augmentation en valeur pouvant être estimée à environ 12 p.c. pour 1964.

La hausse des prix concernera, principalement, tout comme en 1963, les produits animaux. Selon toute vraisemblance, les prix de la viande bovine resteront assez élevés pendant deux ou trois ans. Les prix des porcs seront probablement un peu moins fermes du fait de l'accroissement de la production, encore que l'on puisse s'attendre à une substitution de viande porcine à la viande bovine. Une certaine tendance à la baisse des prix pourrait se manifester dans la mesure où la récolte serait excédentaire.

2. Energie.

La consommation apparente globale d'énergie différera vraisemblablement peu de celle de 1963. Elle avait alors fort augmenté, en dépit d'une conjoncture moins favorable dans le secteur des métaux, par suite de l'hiver rigoureux. Les besoins seront moins importants pour le chauffage des locaux et les stocks constitués pour le commerce et les consommateurs au cours du deuxième semestre de 1963 ne seront plus accrus, ils seront même peut-être réduits. Par contre, il y a une augmentation structurelle de la consommation d'énergie pour d'autres usages chez les petits utilisateurs et dans les transports, un fort accroissement de la demande dans la métallurgie et la continuation de l'augmentation des besoins des autres secteurs industriels.

La demande de charbon sera moins forte en 1964 qu'en 1963. Les fines à coke font exception car, comme déjà au dernier trimestre de 1963, la demande de ces qualités va croître. Malgré cet écoulement moins aisé, les efforts de recrutement d'ouvriers mineurs ne seront pas encore relâchés, semble-t-il; en ce qui concerne l'emploi, la tendance à l'augmentation des derniers mois de 1963 va persister ou du moins ne fera pas place à une baisse sensible. La productivité pourrait, pour l'année entière, être quelque peu plus élevée qu'en 1963. A partir de juin 1963, elle a fléchi pour la première fois depuis de nombreuses années, par suite de la mise au travail de personnel non qualifié, mais, après l'été et compte tenu des corrections saisonnières, elle a graduellement augmenté. D'après ces prévisions, la production pourrait être du même ordre de grandeur qu'en 1963. On peut admettre que la diminution de la vente de grisou et la légère augmentation de la demande d'électricité vont se neutraliser.

La forte hausse de la production d'agglomérés de houille (40 p.c.) ne durera vraisemblablement pas.

En dépit des nouvelles économies de coke réalisées dans les hauts fourneaux, l'amélioration de la conjoncture en sidérurgie va en accroître la consommation. La production d'acier augmentera vraisemblablement de 10 p.c. Comme le solde d'exportation de coke va probablement diminuer et que la demande du petit coke pour le chauffage extérieur va aussi se réduire, on peut s'attendre à une augmentation de 6 p.c. de la production.

L'économie belge se prépare progressivement à se tourner vers le gaz naturel et pour le chauffage et la consommation industrielle notamment, on utilise plus d'installations au gaz. On peut s'attendre

cependant que la progression du gaz de distribution soit en 1964 notablement plus faible qu'en 1963, période au cours de laquelle le taux de croissance a été fort élevé, par suite des besoins exceptionnels dus à l'hiver (+24 p.c.). Pour 1964, une augmentation de 15 p.c. semble possible. En sidérurgie, une forte hausse de la consommation est à prévoir. Contrairement aux années précédentes, la part des cokeries dans l'approvisionnement en gaz va probablement augmenter.

On prévoit une augmentation d'environ 11 p.c. de la production d'électricité.

La consommation intérieure « normale » va probablement augmenter autant qu'en 1963 ou même peut-être un peu plus par suite de la reprise de l'activité dans les secteurs des métaux qui consomment en général beaucoup d'électricité.

La demande sera plus faible en hiver et on peut prévoir que, contrairement aux derniers mois de 1962 et aux premiers de 1963, il n'apparaîtra pas de solde d'exportation important.

Après le fort accroissement de la quantité de pétrole brut mise en œuvre en 1963 (43 p.c.), à la suite de l'extension de la capacité de production, on ne peut plus s'attendre pour 1964 qu'à une augmentation relativement faible (8 p.c.), aucune installation nouvelle ne devant être mise en activité.

La consommation apparente intérieure globale, qui avait augmenté de 12 p.c. en tonnage en 1963, peut encore progresser de 10 p.c. en 1964. L'augmentation de la consommation d'essence qui, freinée par le mauvais temps en hiver, n'a été que de 3,7 p.c., pourrait atteindre environ 5 p.c., mais le taux de croissance sera probablement plus faible pour l'ensemble des produits pétroliers utilisés directement ou indirectement pour le chauffage, gaz inclus.

3. Autres secteurs industriels.

En sidérurgie, on peut s'attendre à un nouvel essor de la production, surtout en ce qui concerne les produits finis. Depuis le dernier trimestre de 1963, la demande d'acier a en effet fort augmenté, aussi bien sur le marché intérieur que de la part des autres pays industriels. Il faut noter, en outre, que les ordres passés par les partenaires de la C.E.C.A., à la sidérurgie belge, dépassent notablement ceux en provenance du marché intérieur. De plus, les commandes en provenance des pays en voie de développement vont être activées par l'augmentation de leurs rentrées de devises, due à la hausse des prix des matières premières. D'autre part, dans le Marché Commun, le relèvement des droits d'entrée au niveau des droits italiens favorisera la production.

La reprise a provoqué un relèvement des prix, tandis que l'utilisation accrue de la capacité de production a amélioré les conditions d'exploitation en sidérurgie. Ces deux facteurs doivent entraîner un redressement de la rentabilité et accroître le désir d'investissement qui avait fléchi.

Dans l'industrie des métaux non ferreux, l'évolution de la demande de zinc et plomb (métal et produits demi-finis) demeure incertaine. L'offre de minerai de zinc et de plomb semble cependant plus régulière. En outre, une gamme de plus en plus étendue de métaux spéciaux est produite.

Pour l'ensemble des secteurs de la sidérurgie et des métaux non ferreux, on s'attend, en 1964, à une augmentation d'environ 10 p.c. de la production.

Le progrès de l'activité dans l'industrie des fabrications métalliques est évalué en 1964 à environ 8 p.c. Les totaux des commandes des douze derniers mois, en provenance du marché intérieur, ont continuellement augmenté, au cours de l'année 1963 et ils étaient, en fin d'année, 10 p.c. plus élevés qu'un an auparavant; les ordres en provenance de l'étranger qui ont surtout progressé au deuxième semestre de 1963 ont enregistré un taux d'accroissement de 9 p.c.

Les ventes de produits de première transformation participent à l'évolution favorable qui a caractérisé le marché sidérurgique à la fin de 1963 et au début de 1964. Les carnets d'ordres promettent une forte activité dans les aciéries de moulage, l'étirage, les tréfileries et les entreprises de laminage à froid. La demande de tôles revêtues et de feuillards a notablement augmenté. Elle est moins bonne seulement pour les fonderies de fer et dans certaines branches du forgeage, de l'estampage et du gros emboutissage.

La vente de biens de consommation durables sera favorisée par la persistance de la haute conjoncture. Le taux de croissance de ce secteur pourrait être plus considérable qu'en 1963, le volume des ordres à exécuter ayant atteint un niveau très élevé.

La demande de biens d'équipement tend à augmenter. Même exprimée en mois de travail, la réserve d'ordres ne fléchit plus. Au début de 1964, elle représentait, en tout cas, une activité de sept mois. Le marché intérieur absorbe environ les deux tiers de la production nationale de biens d'investissement, les besoins intérieurs sont cependant couverts pour plus de la moitié par l'importation.

La demande de véhicules à moteur demeure extraordinairement élevée. Les commandes de matériel de chemin de fer et de tramways ont fort augmenté vers le milieu de 1963, de sorte que, au début de 1964, elles correspondaient à vingt mois de travail. Les perspectives sont moins favorables en ce qui concerne la construction navale : bien que la

demande de navires neufs ait augmenté dans certains autres pays, à la suite de la hausse des frets, peu d'ordres nouveaux ont été inscrits en Belgique, de sorte que les carnets de commandes diminuent continuellement depuis deux ans.

On prévoit que la production augmentera de 9 p.c. dans l'industrie chimique. Des investissements importants ont été effectués dans cette branche d'activité au cours des dernières années.

Les nouveaux produits et les extensions de production qui en ont résulté concernent des articles jouissant de vastes possibilités d'expansion. On accorde dans cette branche d'activité de plus en plus d'attention au travail de recherche. On prévoit que l'augmentation de la production sera de nouveau fort considérable dans le secteur des « produits chimiques divers ». D'importantes mesures ont été prises pour accroître le taux de l'expansion dans le secteur des produits photosensibles. L'industrie pharmaceutique et celle des plastiques qui rencontrent même sur le marché intérieur une forte concurrence, se sont efforcées de rationaliser davantage leur appareil de production. La demande de couleurs et de vernis et de produits en caoutchouc demeure considérable. Pour les secteurs traditionnels, 1964 se révèle prometteur : dans le secteur de la chimie minérale, la demande a fort augmenté et les prix ont progressé pour la première fois depuis de nombreuses années.

Alors que la consommation intérieure de papier a augmenté de 11 p.c. en 1963, la production intérieure n'a progressé que de 6 p.c., l'exportation vers les pays de la C.E.E. étant demeurée en arrière. On estime que le taux d'expansion de l'industrie du papier sera plus élevé qu'en 1963. Dans l'industrie de la transformation du papier, les progrès seront aussi très grands cette année, mais il n'est pas du tout certain que le pourcentage de 1963 (17 p.c.) sera égalé.

Outre la forte activité de la construction, la vive demande intérieure et les possibilités toujours croissantes de vente de meubles à l'étranger constituent une garantie solide d'une nouvelle progression de l'activité de l'industrie du bois et de la transformation du bois.

La concurrence des autres pays de la C.E.E. s'est renforcée dans l'industrie des produits alimentaires, de sorte que le taux de croissance est réduit dans certains secteurs de la préparation des produits alimentaires, qui étaient cependant les plus dynamiques.

Dans les secteurs traditionnels, l'évolution dépend surtout de la production de bière et de tabac : la consommation de ces deux produits tend à augmenter lentement.

Dans l'ensemble, on peut s'attendre à une augmentation de la production.

Les commandes de verre à vitre ont continuellement progressé après le premier trimestre, qui a été faible, de sorte que les perspectives sont très favorables pour 1964. Il n'en est pas de même pour le verre à glace. Dans le secteur du verre creux, on prévoit un nouveau progrès de l'activité, qui n'atteindra pourtant pas le taux de 1963 (11 p.c.).

La demande des autres matériaux de construction dépend presque exclusivement de l'évolution du marché intérieur.

Pour l'industrie céramique, l'exportation est importante, grâce à elle l'activité augmentera dans ce secteur en 1964. Ceci vaut aussi, dans une moindre mesure cependant, pour les carrières. Les exportations des autres produits, comme le ciment et les briques, qui sont concentrées presque entièrement sur les pays voisins, vont encore fléchir, la capacité de production ayant été entre-temps accrue dans ces pays.

La demande de ciment sera plus élevée qu'au cours de l'année écoulée : les grands travaux publics jouent ici un rôle important. L'hiver ayant été beaucoup plus doux, la demande de briques sera plus élevée qu'au cours de l'année précédente et elle atteindra le niveau de 1962.

D'après les statistiques de l'Institut National, la tendance au fléchissement du nombre des autorisations de bâtir relatives aux habitations s'est affaiblie au cours des derniers mois. Par contre, la demande d'immeubles professionnels a accusé un recul. La réserve de commandes exprimée en mois de travail, demeure en tout cas considérable. Elle n'a diminué au cours des premiers mois de cette année que pour les travaux publics : ceci à la suite de l'étalement des engagements en matière de travaux d'investissement du secteur public, décidé en vue de lutter contre la tension excessive de l'industrie de la construction.

L'expansion persistera probablement dans l'industrie textile. Si les demandes des pays en voie de développement, en matière de réductions tarifaires sur les produits industriels étaient acceptées, l'industrie textile serait sûrement la première touchée, surtout en ce qui concerne les produits demi-finis. Il est cependant heureux que la part des articles textiles finis et fortement élaborés occupe une place toujours plus grande dans l'ensemble de la production textile. En dépit des perspectives moins favorables à la suite de la forte concurrence des pays en voie de développement, l'industrie cotonnière semble avoir surmonté dans une certaine mesure ses difficultés : en 1964, un niveau d'activité relativement élevé pourrait être atteint.

Dans l'industrie lainière, les perspectives varient d'après les secteurs : les filatures de laine cardée disposent encore d'un carnet d'ordres considérable. A la fin de 1963, la demande a cependant considérablement fléchi dans les filatures de laine peignée et dans les tissages de laine.

En dépit d'une vive concurrence, les ordres ont été si nombreux dans les filatures de lin au cours du second semestre de 1963 que les carnets d'ordres ont atteint un nouveau record au début de 1964 : la situation est toutefois moins favorable dans les tissages de lin.

Les ordres restant à exécuter dans les filatures de jute au début de cette année ont aussi constitué un nouveau record. La demande de produits des tissages est cependant faible. Comme dans les autres pays industrialisés, une forte expansion de la production des fibres synthétiques est assurée grâce à l'extension de la gamme des nouveaux produits et de leurs possibilités d'utilisation.

En bonneterie et dans l'industrie de la confection, l'expansion persiste, bien que l'on puisse craindre que les taux de croissance de 1963 (respectivement 19 p.c. et 13 p.c.) ne soient pas égalés.

Les difficultés ne semblent pas encore résolues dans le secteur du cuir lourd et l'avenir de cette branche d'activité demeure incertain. Pour le secteur du cuir léger, il est permis d'être plus optimiste. On prévoit que la production de chaussures et de pantoufles va encore augmenter.

4. Prix à la production.

Il est à peu près certain que la tendance à la hausse des prix persistera dans le secteur industriel, les facteurs de la hausse de 1963, faisant encore sentir leur influence en 1964. L'augmentation du coût de la main-d'œuvre persiste mais l'évolution des prix des matières premières devient quelque peu incertaine.

Les hausses des salaires seront incorporées dans les prix, surtout dans les branches d'activité où la rentabilité des entreprises est faible. La hausse des prix de l'acier, apparue en janvier 1964, à la suite de l'accroissement de la demande, va manifestement se poursuivre. Celle des prix de la construction pourrait graduellement faiblir, grâce aux mesures prises en vue de réduire les tensions dans l'industrie de la construction.

La hausse des prix agricoles s'affaiblira en 1964 et on prévoit que les prix du bétail, spécialement ceux des porcs, accuseront même au deuxième semestre une tendance au fléchissement.

CHAPITRE II

MARCHE DU TRAVAIL

L'augmentation globale de la population active, en ce qui compris le nombre de chômeurs, est, pour 1964, évaluée à 25.000 unités contre 30.000 en 1963. Cette moindre augmentation s'explique d'abord par le fait que l'accroissement naturel de la population en âge de travailler est plus lent en 1964 qu'au cours de l'année précédente; le groupe sortant, c'est-à-dire le nombre de personnes arrivant à l'âge de la pension, est quelque peu plus important que l'année passée, tandis que le nombre de ceux atteignant l'âge de travailler, l'est un peu moins. En outre, le taux de scolarité continue d'augmenter. L'accroissement de la population active est par ailleurs favorisé par celui du taux d'activité des femmes et par l'embauchage de main-d'œuvre étrangère. Le recrutement de travailleurs à l'extérieur se fait cependant plus difficile, la pénurie de main-d'œuvre étant générale dans toute l'Europe occidentale. Les efforts faits l'an dernier pour attirer de la main-d'œuvre grecque et turque furent cependant couronnés de succès.

La contraction de la réserve de main-d'œuvre se poursuit. Un certain nombre de chômeurs atteignent l'âge légal de la pension et ne sont pas ou partiellement seulement remplacés par de jeunes éléments, vu la conjoncture favorable. En outre, les efforts considérables en matière de réadaptation et de formation professionnelles, ont favorisé la réintégration des chômeurs difficiles à placer dans le processus économique.

Le chômage partiel et accidentel est également plus faible qu'en 1963, mais la moyenne de l'an dernier réfléchissait l'incidence de l'hiver très rigoureux.

On prévoit une augmentation de l'emploi de près de 15.000 unités dans l'industrie, y compris la

construction. L'évolution dans les services sera un peu plus élevée et concernera surtout les banques et le commerce.

Tableau III.

Prévision de la population active

(En milliers)

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail; Ministère des Affaires Économiques et de l'Énergie; Bureau de Programmation économique.

Secteurs	1962	1963	1964
Agriculture ¹	239,5	232,0	225,0
Énergie	128,1	126,5	124,0
Industrie	1.184,1	1.195,5	1.205,0
Construction	259,0	272,0	277,0
Services	1.321,5	1.340,0	1.358,0
Service public (militaires inclus)	412,4	418,0	423,0
Total, y compris :	3.544,6	3.584,0	3.612,0
indépendants	(779,0)	(772,0)	(765,0)
salariés et appointés .	(2.765,6)	(2.812,0)	(2.847,0)
Chômeurs (non contrôlés exclus)	47,5	39,0	36,5
Frontaliers	57,0	56,5	56,0
Total ...	3.649,1	3.679,5	3.704,5

¹ Exprimée en unités de travail adultes, la population active agricole et horticole est estimée par l'Institut économique agricole comme suit (en milliers) : 1961 : 334,8; 1962 : 371,6; 1963 : 309,0.

Le fléchissement du nombre des indépendants, imputable à la régression progressive du nombre d'agriculteurs, est estimé à environ 7.000 unités.

Dans l'ensemble, il sera possible de satisfaire la demande croissante de main-d'œuvre. Des tensions apparaîtront cependant encore dans certains secteurs, entre autres en construction et en fabrications métalliques.

CHAPITRE III

EXPORTATIONS ET INVESTISSEMENTS

1. Exportations et équilibre extérieur.

Vu la conjoncture mondiale favorable, on peut s'attendre à une augmentation assez considérable du commerce international. La demande étrangère de produits belges est stimulée par ailleurs par la position concurrentielle assez forte de notre industrie, bien que notre capacité de compétition se soit, dans les derniers temps, quelque peu affaiblie par rapport

à certains pays, et spécialement vis-à-vis des États-Unis d'Amérique. En chiffres annuels, on prévoit une augmentation des exportations plus forte qu'en 1963. Ce résultat peut même être obtenu avec une expansion modérée au cours des prochains mois, étant donné le niveau élevé déjà atteint, surtout par rapport au premier trimestre de 1963. Il est vrai que pendant cette période, les exportations avaient été défavorablement influencées par les grands froids.

La part de la C.E.E. dans les exportations belges de marchandises augmentera encore. L'accroissement des exportations vers les pays de la C.E.E. est évalué à plus de 15 p.c. Ce taux est moins élevé qu'en 1963. Il faut considérer que les mesures anti-inflationnistes prises en Italie et en France vont y freiner la tendance à recourir aux importations. Le commerce réciproque entre les pays du Marché Commun accusera cependant un taux d'augmentation considérable, étant donné que l'activité et les dépenses marqueront encore en 1964, dans cette région, un progrès important. Aux Pays-Bas, le partenaire commercial le plus important de la Belgique, les dépenses

accuseront même une augmentation plus grande qu'en 1963.

Le taux d'augmentation des exportations vers les pays tiers est évalué à environ la moitié de celui des exportations vers la C.E.E. L'augmentation des exportations vers les pays non C.E.E. sera sans doute due surtout aux ventes au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Dans ces deux pays, on prévoit, pour 1964, une forte expansion économique. Les perspectives d'exportation vers les pays producteurs de matières premières sont également assez favorables.

On s'attend à une forte progression des exportations dans les secteurs des métaux communs, des

Tableau IV.

Commerce extérieur

(milliards de francs et indices 1963 = 100)

	1963 aux prix de 1963	Indice du volume pour 1964	1964 aux prix de 1963	Indice des prix en 1964	1964 aux prix de 1964
Exportations de marchandises	197,9	111,0	219,5	102,0	223,5
Exportations de services	42,3	102,5	43,5	104,0	45,0
Revenus des facteurs	15,5	—	16,5	—	16,5
Exportations	255,7	109,5	279,5	102,0	285,0
Importations de marchandises	203,7	109,0	222,0	102,0	226,0
Importations de services	45,8	105,0	48,5	104,0	50,5
Coût des facteurs	10,1	—	11,0	—	11,0
Importations	259,6	108,5	282,5	102,0	287,5

produits chimiques et du matériel de transport. Une augmentation assez considérable est aussi attendue pour les machines et les produits textiles.

La forte augmentation des dépenses de consommation se reflète dans l'évolution des importations. Néanmoins, celles-ci augmenteront probablement moins que les exportations. Ceci signifie une amélioration de la balance commerciale, due entre autres à l'évolution en sidérurgie.

En ce qui concerne le solde de la balance des services, une évolution similaire à celle de 1963 est prévue, c'est-à-dire une détérioration. Pour le solde des revenus des facteurs qui correspondent à la contribution de l'étranger à la formation du produit national brut, on estime que le solde variera peu par rapport à 1963.

2. Investissements.

En comptabilité nationale, la construction d'habitations est reprise dans le secteur des entreprises. Les investissements des entreprises en capital fixe comprennent donc les habitations.

Pour ces dernières, on prévoit un progrès par rapport à 1963. Le temps favorable des mois écoulés,

qui contraste fortement avec la longue période de froid de 1963, rend possible cette année la réalisation d'un volume de constructions beaucoup plus considérable. Il est probable que la production d'habitations accusera pour le moins un retour au niveau de 1962. La hausse du coût des constructions et le freinage des crédits hypothécaires limitent cependant la demande.

On prévoit que les investissements des entreprises (habitations non comprises) vont continuer de croître. Leur taux d'augmentation sera également influencé par le fait que l'hiver a été moins rigoureux qu'en 1963. Pour les immeubles professionnels, une augmentation considérable est prévue.

Les achats de biens d'équipement accuseront aussi un progrès. La situation du marché de la main-d'œuvre et la nécessité de préserver la capacité de concurrence expliquent la continuation des efforts dans le domaine des investissements de rationalisation. D'après des indications récentes, la tendance à investir semble avoir crû ces derniers temps.

On estime possible, pour l'ensemble des investissements privés, une augmentation en valeur d'environ 13 p.c.

La hausse des prix due au relèvement du coût de la main-d'œuvre et à l'augmentation des prix à l'importation est évaluée à 5 p.c.

En valeur, les investissements des pouvoirs publics accuseront un accroissement d'environ 10 p.c. Il faut rappeler qu'il s'agit ici des investissements des autorités centrales, des administrations

locales et de l'enseignement, y compris l'enseignement libre. Les investissements réalisés pourraient continuer de croître en dépit des mesures prises, étant donné que les liquidations de dépenses pour travaux publics seront en 1964 surtout tributaires des engagements effectués avant la mise en vigueur du plan d'étalement.

CHAPITRE IV

REVENUS, CONSOMMATION ET COMPTE DES POUVOIRS PUBLICS

1. Revenu national, revenus et consommation des ménages.

Dans cette nouvelle estimation pour 1964, le revenu national de l'année courante est évalué à 604 milliards de francs, au lieu de 581 milliards dans l'estimation initiale. Cette modification est liée, en partie, à la révision des données de 1963; en outre, elle est due à la nouvelle évaluation de la hausse du volume du P.N.B. en 1964 et plus encore à la révision de la hausse des prix.

De même que pour les prix, l'estimation de la hausse pour les salaires a été relevée par rapport à l'évaluation originale. Comme hypothèse de travail, il avait été admis que l'augmentation du coût de la main-d'œuvre, par ouvrier, dans les entreprises s'élèverait à environ 6 p.c. Ce taux était réparti, à peu près, comme suit : 1,5 p.c. dû au relèvement des diverses charges sociales; 2 p.c. provenant de la répercussion sur toute l'année 1964 de l'évolution enregistrée au cours de l'année précédente et environ 2,5 p.c. résultant des modifications du salaire direct au cours de l'année 1964, ces dernières étant dues elles-mêmes à la mise sur pied de nouvelles conventions salariales et à l'adaptation des salaires

à l'indice des prix de détail. La masse des salaires payés par les entreprises aurait augmenté d'environ 7 p.c. Dans l'évaluation actuelle, ce taux d'augmentation est porté à 10 p.c.

Les cotisations à l'Office National de la Sécurité Sociale à charge des employeurs accusent une augmentation considérable. Ceci s'explique par divers relèvements des cotisations : 0,75 p.c. pour les pensions des travailleurs, 0,30 p.c. pour l'assurance maladie-invalidité des ouvriers et 0,60 p.c. pour celle des employés, 0,50 p.c. pour les allocations familiales. Le plafond a aussi été relevé pour certaines cotisations.

Le montant des rémunérations payées par le secteur public a été relevé quelque peu par rapport à l'évaluation initiale. Les salaires des travailleurs frontaliers accusent un progrès de même qu'en 1963.

La part des salariés dans le revenu national croît encore, pour atteindre 59,50 p.c. contre 59,25 p.c. en 1963.

Comme le revenu national, le revenu professionnel des indépendants et des sociétés de personnes accuse dans la nouvelle évaluation une augmentation plus considérable que dans le budget économique initial. A la suite de l'augmentation des ventes dues à l'accroissement de la consommation et à la hausse des prix, les bénéfices des commerçants progressent. Pour les profits des professions libérales, on a prévu la continuation de la hausse progressive des années antérieures. Une augmentation assez considérable du revenu des agriculteurs est prévue. Elle est basée sur une nouvelle hausse des prix agricoles et un accroissement normal de la production. Celui-ci est d'autant plus probable qu'en 1963 le volume de la production agricole n'a pas augmenté.

L'estimation des revenus de capitaux des particuliers est également plus élevée que l'année précédente. On prévoit une nette avance en ce qui concerne les intérêts, compte tenu de l'extension du volume de l'épargne et du relèvement des taux d'intérêt.

Tableau V.

Salaires
Modifications par rapport à l'année antérieure
(Pour cent)

Désignation	1962	1963	1964
Revenu du travail salarié dans les entreprises (comptabilité nationale)	9,0	10	10,0
Masse des salaires (O.N.S.S.) .	9,0	10	10,0
Taux des salaires dans les entreprises (comptabilité nationale)	6,5	8	8,5
Coût de la main-d'œuvre dans les industries manufacturières (Indice de l'I.R.E.S.P.)	7,5	10	10,0

En dépit de la hausse du coût de la main-d'œuvre qui, au cours des mois écoulés, a défavorablement influencé les coûts de production et les bénéfices, on estime possible une augmentation des dividendes et des tantièmes, compte tenu de l'augmentation des ventes et des hausses de prix.

On estime possible aussi une augmentation des bénéfices réservés des entreprises. L'amélioration de la conjoncture en sidérurgie va favoriser l'augmentation de ce poste.

Pour avoir une image complète du revenu des particuliers, il est nécessaire de tenir compte des transferts, spécialement du secteur public. La plus grande partie de ces transferts concerne le secteur de la sécurité sociale. Comme au cours des années précédentes, les dépenses augmentent, par suite notamment de leur liaison à l'indice des prix de détail. Par ailleurs, les impôts directs des particuliers accuseront une augmentation.

En valeur, l'accroissement de la consommation privée est estimée à 8,5 p.c. La hausse de prix s'élèverait à 3,5 p.c. et celle du volume atteindrait 5 p.c. La structure de la consommation subit peu de changements. La tendance à l'accroissement des dépenses de voyages, pour les soins personnels et pour les articles de ménage durables, persiste. Pour ces derniers produits, la nouvelle réglementation de la vente à tempérament exerce cependant un certain freinage.

2. Compte des pouvoirs publics.

Le compte des pouvoirs publics, qui comprend à la fois les administrations centrales et locales et la sécurité sociale, a été établi sur la base des indications fournies par le budget initial de l'Etat, mais adaptées en fonction d'éléments plus récents dont l'influence concerne essentiellement les traitements, le produit des impôts et les données relatives à la sécurité sociale.

Les recettes courantes du Pouvoir central se développent rapidement tant en raison de la progression des rémunérations et des chiffres d'affaires que de la hausse plus rapide des prix.

Les recettes des pouvoirs locaux continuent à progresser, notamment sous l'effet de la loi du 31 juillet 1963 qui élargit leur champ fiscal, mais à un rythme moindre qu'en 1963, année où un premier élargissement était entré en vigueur.

Le rythme d'accroissement des recettes de la sécurité sociale demeure élevé (15 p.c.) en fonction du développement de la masse salariale et des relèvements de taux et de plafonds.

L'ensemble des recettes des pouvoirs publics augmentera ainsi de près de 10 p.c., soit d'un pourcentage sensiblement égal à celui de l'année précédente.

Pour l'ensemble des dépenses courantes, la progression (8 p.c.) sera inférieure à celle des recettes. Elle n'atteindra pas le niveau de l'année antérieure.

Les dépenses de consommation paraissent devoir augmenter de quelque 7,7 p.c. en raison d'un accroissement encore important des salaires et traitements, notamment par le fait de leur liaison aux variations de l'index. Le montant des achats de biens et services ne varie que dans une faible mesure; les dépenses y afférentes avaient été portées à un haut niveau en 1963 par suite de l'hiver rigoureux et de la progression des dépenses d'équipement militaire; la hausse des prix des biens et services est susceptible d'être compensée en 1964 par une diminution du volume des achats.

Malgré les importants appels bruts auxquels le Trésor devra recourir cette année sur le marché des capitaux à long terme, il est prévu que la charge des intérêts de la dette publique augmentera plus faiblement qu'en 1963.

A l'exception des dépenses d'allocations de chômage en diminution, les transferts aux particuliers en rapport avec la sécurité sociale progresseront encore fortement en 1964, sous l'effet des facteurs suivants : influence des relèvements ayant pris cours au milieu de l'année 1963, par exemple pour les pensions des indépendants; mesures entrant en vigueur, en 1964, tel l'élargissement des avantages en matière d'assurance-maladie ou d'allocations familiales; la liaison à l'index des prix de détail.

Pour l'ensemble des dépenses de transferts, l'augmentation est d'environ 10 p.c. comme en 1963.

L'augmentation des recettes courantes, plus rapide que celle des dépenses, entraînera une amélioration du solde d'épargne du compte des pouvoirs publics en 1964; ce solde dépassera le niveau de 1962. Ce mouvement est conforme aux objectifs de la politique d'assainissement des finances publiques.

Cette amélioration doit concerner à la fois les trois branches de l'Etat : Pouvoir central, pouvoirs locaux, sécurité sociale. L'équilibre réel du budget ordinaire du Pouvoir central en 1964 apportera un supplément d'épargne par rapport à l'exercice 1963. Si, en fait, le solde — dont le caractère positif résulte de l'élimination des amortissements de la dette, avec en compensation entre autres l'intégration des dépenses extraordinaires de la Défense nationale — se trouve favorablement influencé par la hauteur modeste des amortissements économiques inclus dans la comptabilité nationale (uniquement

pour les bâtiments), il n'en reste pas moins que l'évolution de 1963 à 1964 se situe dans la ligne de l'assainissement entrepris depuis 1961. Il en va de même au niveau des pouvoirs locaux.

Quant à la sécurité sociale qui répond d'une part importante du solde d'épargne, les adaptations de taux et de plafonds ainsi que l'expansion de la masse des salaires produisent un volume de cotisa-

tions en développement continu ⁽¹⁾. L'épargne qui en résulte se situe principalement dans les régimes de pension et une part importante en est logée dans les organismes privés qui participent à la gestion du système.

(1) Le mode d'imputation — notamment en « droits constatés » — entraîne cependant une certaine anticipation dans le compte des recettes qui améliore ainsi le bilan de la branche.

*
**

Tableau A.

Ressources et emplois

(milliards de francs et indices)

	1962	Indice de volume 1963	Indice de prix 1963	Indice de valeur 1963	1963 valeur à prix courants	Indice de volume 1964	Indice de prix 1964	Indice de valeur 1964	1964 valeur à prix courants
A. — Ressources									
Produit national net au coût des facteurs ...	512,6	—	—	107,5	551,2	—	—	109,5	604,1
Impôts indirects moins subventions	71,4	—	—	108,5	77,4	—	—	111,0	85,9
Produit national net aux prix du marché ...	584,0	—	—	107,5	628,6	—	—	110,0	690,0
Amortissements	62,2	101,5	105,0	106,5	66,2	102,0	105,0	107,0	70,9
Produit national brut aux prix du marché ...	646,2	104,0	103,5	107,5	694,8	105,0	104,0	109,5	760,9
Importations	230,3	109,0	103,5	112,5	259,6	108,5	102,0	110,5	287,5
Total général ...	876,5	105,0	103,5	109,0	954,4	106,0	103,5	109,5	1.048,4
B. — Emplois									
Dépenses intérieures	643,7	104,0	104,0	108,5	698,7	105,0	104,0	109,5	763,4
Exportations	232,8	108,0	101,5	110,0	255,7	109,5	102,0	111,5	285,0

Tableau B.

Compte des entreprises

(milliards de francs)

Postes	Contre-écriture		1962	1963	1964
A. — Recettes					
101		Ventes	664,8	726,7	794,1
101a	324a	aux particuliers	425,7	462,2	501,3
101b	222a	aux pouvoirs publics	20,4	24,3	24,8
101c	421	à l'étranger	218,7	240,2	268,0
102		Formation brute de capital	130,3	137,7	155,4
102a	522a	Capital fixe	127,9	136,9	154,2
102b	522b	Stocks	2,4	0,8	1,2
103	223a	Intérêt de la dette publique	7,6	7,8	8,2
104		Autres recettes en provenance :			
104a	224a	des pouvoirs publics (transferts)	7,2	7,8	7,1
104b	423a	de l'étranger (revenus)	4,8	5,7	6,5
		Recettes totales	814,7	885,7	971,3
Contribution au P.N.B. (101+102-121)			583,0	626,3	685,6
Part dans le revenu national (123a+126)			21,5	27,1	28,6
B. — Dépenses					
121		Achats courants	212,1	238,1	263,9
121a	401a	à l'étranger	211,7	237,7	263,5
121b	203a ¹	aux pouvoirs publics	0,4	0,4	0,4
122		Salaires distribués	242,4	262,6	289,0
122a	301	à l'intérieur	241,7	261,7	287,9
122b	402a ²	à l'étranger	0,7	0,9	1,1
123		Contributions :			
123a	201a ¹	directes	11,1	11,2	11,4
123b	201b	indirectes	78,6	85,2	93,0
124	502	Consommation de capital	61,2	65,1	69,7
125		Autres dépenses :			
125a	301	Particuliers (part du revenu)	188,6	196,9	215,3
125b	203a ²	Pouvoirs publics (part du revenu)	3,3	2,7	3,2
125c	402a ¹	Etranger (part du revenu)	7,0	8,0	8,6
		Dépenses totales	804,3	869,8	954,1
126	501	Épargne	10,4	15,9	17,2
		Total (dépenses + épargne)	814,7	885,7	971,3

Tableau C.

Comptes des pouvoirs publics

(milliards de francs)

Postes	Contre-écriture		1962	1963	1964
A. — Recettes					
201		Impôts :			
201a		directs	54,0	57,3	59,9
201a ¹	123a	Entreprises	11,1	11,2	11,4
201a ²	321	Particuliers	42,9	46,1	48,5
201b	123b	indirects	78,6	85,2	93,0
202	322	Contributions à la sécurité sociale	42,1	50,7	59,1
203		Autres recettes ordinaires	6,1	5,7	6,0
en provenance des :					
203a		Entreprises :			
203a ¹	121b	Achats	0,4	0,4	0,4
203a ²	125b	Revenus	3,3	2,7	3,2
203b	324b	Particuliers	—	—	—
204	221b	Revenu imputé	2,3	2,5	2,4
205	423c	Transferts en provenance de l'étranger	0,1	0,1	—
Recettes totales			180,8	198,9	218,0
Part dans le revenu national (203a ² + 204 - 223)			— 12,9	— 15,0	— 15,5
B. — Dépenses					
221		Contribution des pouvoirs publics au P.N.B. ...	58,0	63,1	69,3
221a	301	1. Traitements et salaires	54,7	59,5	65,7
221b	204	2. Charges afférentes au revenu imputé	2,3	2,5	2,4
221c	502	3. Consommation de capital	1,0	1,1	1,2
222		Achats de biens et services :			
222a	101b	aux entreprises	20,4	24,3	24,8
222b	401c	à l'étranger	—	—	—
223		Intérêt de la dette publique	18,5	20,2	21,1
223a	103	aux entreprises	7,6	7,8	8,2
223b	301	aux particuliers	9,7	11,2	11,6
223c	402c ¹	à l'étranger	1,2	1,2	1,3
224		Transferts	76,9	84,9	93,2
224a	302	aux particuliers	68,5	75,9	84,9
224b	104a	aux entreprises	7,2	7,8	7,1
224c	402c ²	à l'étranger	1,2	1,2	1,2
Dépenses totales			173,8	192,5	208,4
225	501	Epargne	+ 7,0	+ 6,4	+ 9,6
Total (dépenses + épargne)			180,8	198,9	218,0
Consommation (221 + 222 - 203a ¹)			78,0	87,0	93,7

Tableau D.

Compte des particuliers

(milliards de francs)

Postes	Contre-écriture		1962	1963	1964
A. — Recettes					
301	122a/125a 221a/223b 422/423b ¹	Participation au revenu national	504,0	539,1	591,0
302	224a	Transferts en provenance des pouvoirs publics ...	68,5	75,9	84,9
303	423b	Transferts en provenance de l'étranger	5,3	6,1	6,1
		Revenu brut	577,8	621,1	682,0
B. — Dépenses					
321	201a ²	Impôts directs	42,9	46,1	48,5
322	202	Contributions à la sécurité sociale	42,1	50,7	59,1
323	402b	Transferts à l'étranger	3,0	3,5	3,5
324		Consommation (achats)	435,4	474,0	514,3
324a	101a	aux entreprises	425,7	462,2	501,3
324b	203b	aux pouvoirs publics	—	—	—
324c	401b	à l'étranger	9,7	11,8	13,0
		Dépenses totales	523,4	574,3	625,4
325	501	Épargne	54,4	46,8	56,6
		Total (dépenses + épargne)	577,8	621,1	682,0

Tableau E.

Compte de l'Étranger

(milliards de francs)

Postes	Contre-écriture		1962	1963	1964
A. — Recettes					
401		Ventes de biens et services	221,4	249,5	276,5
401a	121a	aux entreprises	211,7	237,7	263,5
401b	324c	aux particuliers	9,7	11,8	13,0
401c	222b	aux pouvoirs publics	—	—	—
402		Autres recettes	13,1	16,0	15,7
		en provenance des :			
		Entreprises :			
402a		Revenu	7,0	8,0	8,6
402a ¹	125c	Salaires	0,7	0,9	1,1
402a ²	122b	Particuliers (transferts)	3,0	3,5	3,5
402b	323	Pouvoirs publics :			
402c		Intérêt de la dette publique	1,2	1,2	1,3
402c ¹	223c	Transferts	1,2	1,2	1,2
402c ²	224c	Transferts en capital	—	1,2	—
		Recettes totales	234,5	265,5	292,2
B. — Dépenses					
421	101c	Achats de biens et services (aux entreprises belges)	218,7	240,2	268,0
422	301	Rémunérations versées	5,0	5,5	6,0
423		Autres dépenses	14,8	16,2	17,1
		Entreprises :			
423a		Revenu	4,8	5,7	6,5
423a ¹	104b	Transferts	—	—	—
423a ²		Particuliers :			
423b		Revenu	4,3	4,3	4,5
423b ¹	301	Transferts	5,3	6,1	6,1
423b ²	303	Pouvoirs publics (transferts)	0,1	0,1	—
423c	205	Transferts en capital	0,3	—	—
		Dépenses totales	238,5	261,9	291,1
424	501	Épargne	— 4,0	3,6	1,1
		Total (dépenses + épargne)	234,5	265,5	292,2
Contribution au P.N.B. (422+423a ¹ +423b ¹ —402a ¹ —402a ² —402c ¹)			5,2	5,4	6,0
Exportations (421+422+423a ¹ +423b ¹)			232,8	255,7	285,0
Importations (401+402a ¹ +402a ² +402c ¹)			230,3	259,6	287,5
Exportations — Importations			2,5	— 3,9	— 2,5

Tableau F.

Compte capital
(milliards de francs)

Postes	Contre-écriture		1962	1963	1964
		<i>Epargne brute</i>			
501		Epargne	68,1	71,5	84,5
	225	des pouvoirs publics	7,0	6,4	9,6
	126/325	des particuliers et des entreprises	64,8	62,7	73,8
	424	de l'étranger	- 4,0	+ 3,6	+ 1,1
		Transferts en capital	0,3	- 1,2	—
502		Amortissements	62,2	66,2	70,9
	124	des entreprises	61,2	65,1	69,7
	221c	des pouvoirs publics	1,0	1,1	1,2
		<i>Investissements bruts</i>			
521	102	Pouvoirs publics	16,0	18,8	20,7
522		Entreprises	114,3	118,9	134,7
522a		Capital fixe	111,9	118,1	133,5
522b		Stocks	2,4	0,8	1,2

RAPPORT DU FONDS DES RENTES : ANNEE 1963

L'activité du Fonds des Rentes s'est exercée en 1963 dans un climat de haute conjoncture persistante.

Durant cette année, un accroissement substantiel du recours des entreprises au crédit et plus particulièrement au crédit bancaire a été constaté.

Cette augmentation de la demande de crédits émanant du secteur privé et, peut-être, dans une certaine mesure aussi l'abrogation effective au début de 1963 des dispositions réglementaires prescrivant aux banques de conserver un volume minimum de placements en fonds publics, ont agi dans un sens restrictif sur l'évolution des ressources à la disposition du Fonds des Rentes et limité, par le fait même, ses moyens d'intervention en tant qu'organisme régulateur.

L'année 1963 fut aussi l'année de l'adaptation des marchés financiers aux nouvelles dispositions fiscales.

Les taux d'intérêt se sont élevés, parfois substantiellement. Cette évolution fut générale; elle engloba aussi bien le court terme que le marché des capitaux.

I. LES OPERATIONS DE REGULARISATION DU MARCHÉ DES FONDS PUBLICS

La tendance à l'abaissement des taux d'intérêt qui avait caractérisé l'année 1962 a encore prévalu jusqu'à la mi-février 1963. Les disponibilités importantes, gonflées par l'apport dû au remboursement de deux emprunts — pour 5,5 milliards —, la baisse des taux d'escompte en Grande-Bretagne (3 janvier) et aux Pays-Bas (8 janvier), l'activité très réduite du marché des valeurs à revenu variable et la perspective de l'application du nouveau régime fiscal aux titres à émettre ultérieurement ont été les éléments moteurs de la fermeté de la demande de fonds publics pendant cette période.

Au mois de mars fut émis le premier emprunt de l'Etat à des conditions d'intérêt légèrement supérieures à celles des émissions de la fin de 1962.

Après l'émission de cet emprunt, les rendements se sont orientés vers la hausse. A remarquer, toutefois, qu'il s'agit ici d'une évolution qui n'est pas propre à la Belgique seulement. En effet, une même orientation a été constatée dans la plupart des pays d'Europe occidentale ainsi qu'aux Etats-Unis et au Canada.

Il convient de signaler aussi que la différence dans les taux d'intérêt des emprunts émis en 1963 par rapport au taux d'intérêt des emprunts émis avant cette dernière année, a donné lieu à certaines opérations d'arbitrage. Ceci était dû à une disposition de la réforme fiscale prévoyant que le précompte mobilier n'est pas applicable à l'intérêt des obligations créées à partir de l'année 1963, à condition que ces obligations soient mises au nominatif et appartiennent à certaines institutions. Du chef de leur portefeuille d'obligations d'avant la réforme fiscale, certains investisseurs professionnels disposent d'un précompte fictif dépassant actuellement l'impôt direct dont ils sont redevables. Ces institutions avaient, par conséquent, intérêt à arbitrer des obligations d'avant 1963 contre des obligations émises depuis la réforme fiscale et mises au nominatif. Ces arbitrages ont influencé le marché. Durant peu de temps toutefois. Ils ont pris fin par suite d'un gentlemen's agreement conclu avec le Trésor.

Le mouvement de hausse des taux d'intérêt commencé après l'émission de l'emprunt de l'Etat en mars a duré d'une façon ininterrompue pendant toute l'année. Le rendement réel de l'emprunt d'Etat de mars fut de 5 p.c. à 10 ans et de 5,27 p.c. à 20 ans. Ce rendement s'est élevé pour atteindre 5,70 p.c. à 10 ans et 5,94 p.c. à 20 ans à l'émission d'un emprunt d'Etat en octobre. En octobre aussi fut émis un emprunt à 20 ans sans échéance intermédiaire et cela à un taux de 6 p.c. Un emprunt du Fonds des Rentes émis le mois suivant, également à 20 ans et aussi sans échéance intermédiaire, avait un rendement réel de 6,09 p.c.

Il est bien connu qu'en période de hausse des taux d'intérêt la tenue du marché des rentes est plus difficile. Tout compte fait, les dégagements du marché se reflétant dans les achats du Fonds des Rentes n'ont pas eu l'importance que la hausse des rendements aurait pu faire craindre. En effet, le portefeuille du Fonds des Rentes ne s'est accru que de 627,9 millions durant l'année 1963, passant ainsi de 7.791,9 millions à 8.419,8 millions.

Il n'est pas sans intérêt de souligner que les émissions du secteur public en 1963 ont atteint 28,2 milliards brut, tandis que les remboursements opérés par ce même secteur furent de 7,9 milliards. Les émissions publiques nettes furent donc de 20,3 milliards, chiffre qui se compare avec 22,2 milliards pour l'année 1962.

II. LES OPERATIONS EFFECTUEES PAR LE FONDS DES RENTES SUR LE MARCHE MONETAIRE.

L'encours des certificats émis par le Fonds des Rentes s'établit à la fin de 1963 à 6.549 millions, contre 6.440 millions un an plus tôt. Néanmoins, il y avait en portefeuille 2,7 milliards de certificats de trésorerie « B » contre 2,2 milliards à la fin de 1962.

Il est un fait que le Fonds a eu plus de difficultés qu'antérieurement pour l'émission de ses certificats. Ci-dessus, il a déjà été souligné que ceci est vraisemblablement à mettre en rapport avec l'expansion des crédits bancaires au secteur privé et aussi peut-être avec l'assouplissement de la réglementation du emploi des ressources bancaires.

Le Fonds des Rentes peut s'alimenter sur le marché de l'argent au jour le jour, tout comme il peut influencer l'offre sur ce marché en y plaçant son disponible.

Pendant les huit premiers mois, le Fonds a prêté du « call money », tandis que durant le dernier trimestre de 1963 il a régulièrement emprunté. D'un côté comme de l'autre, il ne s'agissait pas de montants particulièrement importants. Les prêts furent le plus élevés en janvier (1,4 milliard) et les emprunts ont atteint leur maximum en décembre (0,9 milliard).

En envisageant le marché de l'argent au jour le jour dans son ensemble, on constate que les capitaux traités sur ce marché ont atteint un montant inférieur à celui de 1962. Les banques et les institutions autres que le Fonds des Rentes ont prêté ensemble en 1963 un montant approximativement égal à celui de l'année antérieure. C'est l'apport du Fonds des Rentes qui est resté en deçà du montant de 1962. L'offre moins élevée de la part du Fonds des Rentes est à mettre en rapport avec l'évolution de son portefeuille d'effets publics et aussi avec ses émissions de certificats qui ont été moins faciles qu'antérieurement.

Par comparaison avec ceux de 1962, les avoirs détenus en compte courant à la Banque Nationale en 1963 constituent un indice des modifications intervenues dans le volume des moyens d'action du Fonds des Rentes. Alors qu'en 1962 le montant maximum d'avoirs en compte courant avait atteint 8.053 millions, en 1963 il ne s'est plus élevé qu'à 1.643 millions (le 20 mai). En outre, tandis qu'à la fin de chacun des dix premiers mois de 1962, le Fonds détenait des avoirs en compte courant à la Banque Nationale de Belgique, en 1963 seuls les mois d'avril et de mai se sont clôturés avec un solde créditeur.

Au cours de l'année sous revue, le Fonds a eu recours, à plusieurs échéances mensuelles, non seulement à l'utilisation de la totalité de ses avoirs en compte courant, mais même aux avances de la Banque Nationale. L'avance la plus importante en 1963 s'est élevée à 979 millions et a eu lieu le 29 mars, journée pendant laquelle le marché de l'argent au jour le jour fut influencé par les opérations de quelques banques dont l'exercice social se termine le 31 mars. A la fin de 1963, le Fonds était débiteur de 600 millions en compte d'avances à la Banque Nationale.

Dans le courant du premier trimestre de 1963, le Fonds des Rentes a été amené à intervenir de temps à autre sur le marché des certificats de trésorerie à court terme autres que ceux de la tranche « B ». A partir du 8 juillet, le Fonds n'a plus détenu de certificats de ce genre. Ces interventions n'ont eu qu'un caractère strictement temporaire; elles visaient à couper des pointes en période de tension. Elles ont eu lieu par l'achat de certificats à échoir peu de temps après avoir été repris par le Fonds. Il s'agissait toujours de certificats se trouvant déjà en circulation, ayant une échéance fixe et qui n'ont jamais été renouvelés.

L'avoir maximum du Fonds en ces certificats se situe pendant la période du 11 au 21 février et a été de 1.100 millions; au 31 décembre 1963, tout comme un an auparavant, le Fonds n'avait pas en portefeuille de certificats de cette nature.

Dans le cadre du renchérissement généralisé du loyer de l'argent, les *taux d'intérêt pratiqués lors des adjudications de certificats du Fonds des Rentes et ceux des certificats de trésorerie de la tranche B* ont suivi en 1963 un mouvement de hausse par paliers; de la dernière adjudication de 1962 à l'adjudication correspondante de 1963, le taux de ces certificats est passé de 3,30 p.c. à 4,35 p.c. Cette progression de 1,05 p.c. résulte de onze relèvements de 0,05 p.c. et de trois majorations respectivement de 0,25 p.c., de 0,10 p.c. et de 0,15 p.c.

En fait, la hausse des taux de ces certificats se situe surtout dans le courant du second semestre. De la dernière adjudication de 1962 à celle qui se déroula le 16 juillet 1963, la hausse n'avait pas dépassé 0,20 p.c. Lors de l'adjudication du 23 juillet, la première après le relèvement du barème des taux de la Banque Nationale intervenu le 18 juillet, le taux auquel furent adjugés les certificats haussa de 0,25 p.c. Par la suite, et jusqu'au début d'octobre, le taux des adjudications augmenta trois fois de 0,05 p.c. Le rythme de la progression des taux subit une certaine accélération aux adjudications des 29 octobre et 5 novembre qui consacrèrent respectivement des augmentations de l'ordre de 0,10 p.c. et de 0,15 p.c., en relation avec la hausse différenciée

des taux de la Banque Nationale qui entra en vigueur le 31 octobre. Par après, et jusqu'à la fin de 1963, le taux des adjudications devait encore hausser de 0,05 p.c. à quatre reprises.

Comme le laissaient présumer les considérations formulées ci-avant à propos du *marché de l'argent au jour le jour* et des interventions du Fonds des Rentes, les *taux d'intérêt* pratiqués sur ce marché, qu'il s'agisse des taux faits pendant la journée ou des taux en clôture de compensation, ont atteint en 1963 un niveau moyen supérieur à celui de 1962. Au surplus, pour chacun des mois, hormis mars, juin, octobre et décembre, ces taux ont été plus élevés en 1963 qu'en 1962.

Dans le courant de l'année sous revue, les taux minima — 0,30 p.c. à 1 p.c. au cours de la journée et 0,30 p.c. en clôture de compensation — ont été pratiqués le 19 mars; cette journée est incluse dans la période pendant laquelle les banques ont placé temporairement sur le marché du call money garanti une partie du produit des souscriptions qu'elles avaient recueillies à l'Emprunt de l'Etat 1963-1983, 1^{re} série.

Les taux maxima ont été cotés aux environs des échéances mensuelles des quatre derniers mois; à cette époque ont été enregistrés, en cours de journée, des taux se situant entre 3,25 p.c. et 4,50 p.c. et un taux maximum de 4,50 p.c. a été arrêté en clôture de compensation.

Les taux pratiqués au cours de la journée du 31 décembre 1963 ont fluctué entre 4,25 p.c. et 4,50 p.c.; celui retenu en clôture de compensation a été de 4,50 p.c. Le 31 décembre 1962, le taux avait été de 3,50 p.c., tant au cours de la journée qu'en clôture de compensation.

*
**

Le rapport sur les opérations du Fonds des Rentes au cours de l'exercice 1962 faisait état de la modification du statut des certificats de trésorerie de la tranche A et de leur conversion en titres non négociables en bourse d'un nouvel emprunt dénommé « Emprunt spécial de conversion de 1962 »; il rappelait également l'intention exprimée par le

Tableau I. **Evolution des cours de quelques rentes types pendant l'année 1963**

	Moyenne des cours janvier 1963	Cours extrêmes				Moyenne des cours décembre 1963
		Plus bas		Plus haut		
4 % Unifiée	99,027	2-1-1963	98,70	14-3-1963	99,90	99,200
4 % Libération	87,977	2-1-1963	86,00	2-8-1963	92,20	90,390
4 1/2 % Belge 1953-1968	100,354	27-12-1963	97,90	7-2-1963	101,20	98,120
4 1/2 % Belge 1954-1972	99,540	23-12-1963	95,70	8-2-1963	101,30	95,865
4 1/4 % Belge 1954-1974, I	97,790	26-12-1963	94,90	11-2-1963	99,90	94,985
5 % Belge 1958-1968	101,204	20-12-1963	99,50	8-2-1963	102,00	99,650
4 3/4 % Belge 1959-1971	100,104	26-12-1963	96,70	4-3-1963	101,30	97,275
5 % Belge 1960-1965-1970	101,077	5-11-1963	100,00	13-2-1963	102,80	100,000
5 1/4 % Belge 1961-1966-1970-1973	103,945	23-12-1963	101,40	20-2-1963	104,70	101,520
5 % Belge 1962-1967-1972-1977-1982, I ..	102,695	23-12-1963	99,90	11-2-1963	104,20	100,050
5 % Belge 1963-1973-1978-1983, I	—	5-12-1963	93,00	9-9-1963	96,30	93,015
5 1/2 % Trésor 1958-1964	101,731	4-11-1963	100,10	24-1-1963	101,90	100,215
4 % Lots 1941	939,136	2-1-1963	908,00	6-2-1963	978,00	934,650
4 % Ch. Fer 1955-1975, II	94,568	2-1-1963	93,30	25-2-1963	97,40	93,700
4 % priv. Ch. Fer - tranche belge	525,909	22-11-1963	504,00	11-2-1963	537,00	511,200
4 3/4 % R.T.T. 1959-1970	100,222	14-11-1963	98,10	19-2-1963	100,80	98,320

Tableau II. **Evolution des rendements de quelques valeurs**

	17 décembre 1962		2 janvier 1963		16 décembre 1963	
5 % Belge 1960-1965-1970 ¹	100,80	4,45	101,00	4,35	100,00	4,69
5 1/4 % Belge 1961-1966-1970-1973 ¹ ..	103,50	4,16	103,50	4,15	101,60	4,57
5 % Belge 1962-1967-1972-1977-1982, I ¹	101,80	4,40	101,90	4,37	100,00	4,86
5 % Belge 1958-1968	100,40	4,84	100,60	4,79	99,70	4,97
4 1/2 % Belge 1953-1968	99,20	4,89	99,70	4,78	98,20	5,26
5 % Belge 1957-1969	100,40	4,84	100,60	4,81	99,90	4,93
5 1/4 % Belge 1960-1970, I	100,50	5,09	101,00	5,01	100,00	5,17
4 3/4 % Belge 1959-1971	98,80	4,87	99,50	4,76	97,10	5,18
4 1/2 % Belge 1954-1972	97,50	5,04	97,60	5,03	95,80	5,41
4 1/2 % Belge 1953-1973	98,50	4,92	98,50	4,98	98,00	5,12
5 % Belge 1963-1973-1978-1983, I ^{1 2} .	—	—	95,80 ^a	4,77	93,00	5,17
4 1/4 % Belge 1954-1974, I	96,10	5,02	96,20	5,01	95,00	5,29
4 % Belge 1955-1975	93,00	5,08	93,40	5,02	91,80	5,38

¹ Ces rendements sont calculés sur la première échéance.
² Précompte mobilier de 15 p.c. déduit (introduit aux cotations le 19 août 1963).
³ Cours du 2 septembre 1963.

Tableau III.

Emissions d'emprunts

Emprunts	Date d'émission	Nominal (millions de francs)	Taux nominal (pour cent)	Durée	Prix d'émission	Prix de remboursement	Rendement pour le souscripteur	
					(pour cent)			
Emprunt belge 1963-1973-1978-1983, 1 ^{re} émission	4- 3-1963	5.900	5,00 (10 premières années)	10, 15 ou 20 ans	100	100	5,00	
			5,25 (10 dernières années)			après 10 ans 101 après 15 ans 106 après 20 ans	après 10 ans 5,11 après 15 ans 5,27 après 20 ans	
Régie des Télégraphes et des Téléphones 1963-1973-1978-1983 ...	18- 4-1963	1.350	5,50	10, 15 ou 20 ans	100	100	5,50	
						après 10 ans 102 après 15 ans 107 après 20 ans	après 10 ans 5,59 après 15 ans 5,70 après 20 ans	
						100	5,50	
Société Nationale des Chemins de fer belges 1963-1973-1978-1983 .	16- 5-1963	1.300	5,50	10, 15 ou 20 ans	100	100	5,50	
						après 10 ans 102 après 15 ans 107 après 20 ans	après 10 ans 5,59 après 15 ans 5,70 après 20 ans	
						100	5,50	
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 1963-1968-1973	30- 5-1963	350	5,20 (5 premières années)	5 ou 10 ans	100	100	5,20	
			5,50 (5 dernières années)			après 5 ans 102 après 10 ans	après 5 ans 5,48 après 10 ans	
Emprunt belge 1963-1973-1978-1983, 2 ^e émission	20- 6-1963	5.250	5,50 (10 premières années)	10, 15 ou 20 ans	99	100	5,63	
			5,75 (10 dernières années)			après 10 ans 102 après 15 ans 106 après 20 ans	après 10 ans 5,75 après 15 ans 5,84 après 20 ans	
			5,20 (5 premières années)			100	5,20	
Ville de Gand 1963-1973-1983 ...	3- 9-1963	600	5,40 (5 années suivantes)	10 ou 20 ans	99	115	5,90 ¹	
			5,60 (5 années suivantes)			10 prem. années 105 5 années suiv. 102,50 5 dern. années		après 20 ans
			5,80 (5 dernières années)			115		
			5,20 (5 premières années)			105		
Ville de Liège 1963-1973-1983 ...	3- 9-1963	1.000	5,40 (5 années suivantes)	10 ou 20 ans	99	115	5,90 ¹	
			5,60 (5 années suivantes)			105		après 20 ans
			5,80 (5 dernières années)			102,50		
			5,20 (5 premières années)			105		
Emprunt belge 1963-1973-1978-1983, 3 ^e émission	8-10-1963	3.232	5,50 (10 premières années)	10, 15 ou 20 ans	98,50	100	5,70	
			5,75 (10 dernières années)			après 10 ans 103 après 15 ans 108 après 20 ans	après 10 ans 5,84 après 15 ans 5,94 après 20 ans	
			6,00			100	6,00	
Emprunt belge 1963-1983	8-10-1963	4.270	6,00	20 ans	100	100	6,00	
Fonds des Routes 1963-1983	18-11-1963	2.500	6,00	20 ans	99	100	6,09	
Ville de Bruxelles 1963-1973-1983	11-12-1963	1.000 ²	5,30 (5 premières années)	10 ou 20 ans	98	115	6,14 ¹	
			5,50 (5 années suivantes)			105		après 20 ans
			5,60 (5 années suivantes)			105		
			5,80 (5 dernières années)			105		
Ville d'Anvers 1963-1973-1983 ...	11-12-1963	1.400 ²	5,30 (5 premières années)	10 ou 20 ans	98	115	6,14 ¹	
			5,50 (5 années suivantes)			105		après 20 ans
			5,60 (5 années suivantes)			105		
			5,80 (5 dernières années)			105		
		28.152						

¹ Rendement moyen.

² Le montant nominal n'a pas été entièrement souscrit pendant la période d'émission publique.

Ministre des Finances de procéder progressivement à la normalisation des titres de cet emprunt en offrant aux banques la possibilité de les convertir en titres d'emprunts nouveaux de la Dette publique, largement négociables.

L'émission, en mars, de l'Emprunt de l'Etat 1963-1983, 1^{re} série, offrit l'occasion de convertir la 1^{re} série de 1 milliard de la 1^{re} tranche de l' « Emprunt spécial de conversion de 1962 ». A une près, toutes les banques détentrices de titres de l' « Emprunt spécial de conversion de 1962 » ont fait usage de la faculté de conversion qui leur était offerte. Conformément au principe arrêté antérieurement, les modalités de la conversion furent fixées de façon à assurer, du point de vue des charges de l'Etat, la neutralité de l'émission, aussi bien sous l'angle actuariel que sous l'angle fiscal.

Emissions d'emprunts.

Les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public ont émis par souscription publique, en 1963, les emprunts figurant au tableau III.

Il y a lieu d'ajouter, aux émissions précitées, les titres de la dixième tranche des obligations à 5,5 p.c. d'ensemble 288.780.000 francs, remises aux sinistrés par la Caisse Autonome des Dommages de Guerre du 1^{er} octobre 1962 au 30 septembre 1963. Ces obligations ont été admises aux cotations officielles le 18 février 1963.

La Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique a commencé en 1963 l'émission, au taux de 2 p.c. l'an et au pair, d'une quatrième tranche de 300.000.000 francs de son emprunt 1960/1999.

Le tableau III fait abstraction des émissions au robinet des institutions d'intérêt public.

Le montant net des appels publics au marché des capitaux en 1963 s'élève donc à 20,3 milliards (émissions : 28,2 milliards moins remboursements : 7,9 milliards) contre 22,2 milliards en 1962, 20,6 milliards en 1961, 23 milliards en 1960, 27,9 milliards en 1959 et 21,2 milliards en 1958.

Tenant compte des mouvements du portefeuille du Fonds des Rentes, on obtient les chiffres ci-après :

	1962	1963
	(milliards de francs)	
Emissions	35,4	28,2
Remboursements	— 13,2	— 7,9
	<u>22,2</u>	<u>20,3</u>
Solde des opérations effectuées en bourse et dont le Fonds a été la contrepartie	— 0,8	— 0,6
	<u>21,4</u>	<u>19,7</u>

Tableau IV.

Remboursements et radiations effectuées en 1963

21- 1-1963	Certificats de Trésorerie 1957-1963 : — remboursement à l'échéance	3.469.512.000
1- 2-1963	Reconstruction - 2 ^e tranche — remboursement à l'échéance	373.000.000
1- 6-1963	Caisse Nationale de Crédit Professionnel 1953-1963 - 1 ^{re} série : — remboursement à l'échéance	35.136.000
15- 7-1963	Saint-Gilles 1897 — remboursement à l'échéance	313.000
1- 9-1963	Caisse Nationale de Crédit Professionnel 1953-1963 - 2 ^e série : — admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1963-1968-1973	22.399.000
	— remboursement à l'échéance	50.651.000
15-10-1963	Certificats de trésorerie 1943 : — admis en paiement des souscript. aux emprunts 1963-1973-1978-1983 - 3 ^e série 1963-1983 (à 20 ans) — remboursement à l'échéance	416.134.000 647.346.000 1.437.680.000
17-12-1963	Ville d'Anvers 1958-1963 : — admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1963-1973-1983	115.986.000
	— remboursement à l'échéance	484.014.000
17-12-1963	Ville de Bruxelles 1958-1963 : — admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1963-1973-1983	44.162.000
	— remboursement à l'échéance	755.838.000
		<u>7.857.171.000¹</u>

¹ A ce chiffre, il y a lieu d'ajouter les titres remboursables, le 1^{er} janvier 1963, de l'emprunt de l'Assainissement monétaire, 0^e série - numéros impairs - pour un montant de 802.457.000 francs.

Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1963.

Le tableau ci-dessous résume les fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1963 :

Tableau V.

(Capital nominal en millions de francs)

	Solde général	Mouvement	
		Plus	Moins
27 décembre 1962 ¹ ...	7.791,9		
29 mars 1963	8.212,3	420,4	
28 juin 1963	9.008,8	796,5	
30 septembre 1963	8.648,7		360,1
27 décembre 1963 ² ...	8.419,8		228,9
		1.216,9	589,0
		+ 627,9 ³	

1 Dernière journée de bourse « valeur » 1962.
 2 Dernière journée de bourse « valeur » 1963.
 3 L'augmentation de 627,9 millions s'établit comme suit :

	<i>(millions de francs)</i>
Achats du Fonds au marché (par solde)	806,7
Achats du Fonds hors bourse à divers organismes	214,5
	1.021,2
Encaissement de titres remboursables	398,3
Net ...	627,9

Les mouvements du portefeuille ont été commentés plus haut. Le montant le plus bas, soit 6.728,8 millions, a été enregistré le 12 février. Le montant le plus élevé, soit 9.068,5 millions, a été atteint le 3 juillet.

Le portefeuille du Fonds a subi, depuis 1956, les variations suivantes :

	<i>(millions de francs)</i>
1956	+ 1.396
1957	— 1.818
1958	— 801
1959	+ 1.272
1960	+ 2.071
1961	+ 270
1962	+ 870
1963	+ 628

Volume des transactions.

Le volume général des transactions effectuées en bourse, sur le marché des rentes, s'établit comme suit :

	1962	1963	Différence
	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>		
Titres offerts (par le public)	16.363	15.669	— 694
Titres demandés (par le public)	15.526	14.863	— 663
	31.889	30.532	— 1.357

Ce volume global se répartit comme suit, entre les quatre bourses du pays :

Tableau VI.

	Titres offerts		Titres demandés		Total des transactions
	Ventes notées en carnets par les agents de change		Achats notés en carnets par les agents de change		
Bruxelles :					
Portefeuille « A »	9.210		9.888		
Portefeuille « B »	3.181		2.674		
		12.391		12.562	24.953
Anvers :					
Portefeuille « A »	1.134		1.126		
Portefeuille « B »	613		400		
		1.747		1.526	3.273
Gand :					
Portefeuille « A »	704		376		
Portefeuille « B »	288		157		
		992		533	1.525
Liège :					
Portefeuille « A »	380		172		
Portefeuille « B »	159		70		
		539		242	781
		15.669		14.863	30.532

Tableau VII.

Nombre d'ordres inscrits dans les carnets des agents de change, teneurs de carnets

	Ordres de ventes notés en carnets par les agents de change		Ordres d'achats notés en carnets par les agents de change	
Bruxelles :				
Portefeuille « A »	206.779		73.976	
Portefeuille « B »	91.419		28.128	
		298.198		102.104
Anvers :				
Portefeuille « A »	20.720		9.335	
Portefeuille « B »	14.217		5.074	
		34.937		14.409
Gand :				
Portefeuille « A »	21.260		5.087	
Portefeuille « B »	8.164		2.593	
		29.424		7.680
Liège :				
Portefeuille « A »	7.120		2.479	
Portefeuille « B »	3.930		1.080	
		11.050		3.559
		373.609		127.752
Total général ...		501.361		

Les données de ce tableau, comparées à celles pour l'année 1962, font apparaître les différences ci-dessous :

— les ordres d'achats ont diminué de	12.179
— les ordres de ventes ont diminué de	62.875
Diminution totale de l'année ... 75.054	

La moyenne journalière ressort à 2.005 postes inscrits aux carnets par séance de bourse, en prenant comme base 250 séances par année.

Pour la seule Bourse de Bruxelles, les opérations du Fonds des Rentes se sont traduites par les mouvements matériels ci-après :

Entrées dans les coffres	1.934.825 titres contre 1.415.829 en 1962
Sorties des coffres	1.310.209 titres contre 1.454.441 en 1962
Mouvement total	3.245.034 titres contre 2.870.270 en 1962

Ce mouvement a représenté en 1963 une manipulation moyenne de 12.980 titres par journée de travail (contre 11.481 titres en 1962).

Les livraisons de titres ont été accompagnées de 69.508 bordereaux de dépôt numériques, ce qui détermine une moyenne journalière de 278 bordereaux.

*
**

Les liquidations sur les places de province ont donné lieu aux mouvements de titres suivants :

	<i>(millions de francs nominal)</i>
Anvers	1.335
Gand	818
Liège	390

Nombre et volume des emprunts dont le Fonds contrôle le marché.

Au 31 décembre 1963, le contrôle du Fonds s'exerçait sur 213 emprunts totalisant un capital nominal en circulation de 306.578 millions.

Ces emprunts se répartissent comme suit :

Portefeuille « A » : (emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat) 72 emprunts totalisant 234.879 millions.

Portefeuille « B » : (emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit communal, etc.) 141 emprunts totalisant 71.699 millions, se détaillant comme suit :

a) Emprunts garantis par l'Etat : 51 emprunts totalisant 47.939 millions;

b) Emprunts du Crédit communal : 9 emprunts totalisant 9.330 millions;

c) Emprunts de la Société Nationale des Chemins de Fer belges non garantis : 2 emprunts totalisant 1.395 millions;

d) Emprunts des provinces : 4 emprunts totalisant 456 millions;

e) Emprunts des villes et communes : 75 emprunts totalisant 12.579 millions.

Le portefeuille du Fonds au 31 décembre 1963 représente 2,65 p.c. des emprunts en circulation (1) :

En 1962 le rapport s'établissait à 2,50 p.c.

En 1961 le rapport s'établissait à 2,45 p.c.

En 1960 le rapport s'établissait à 2,37 p.c.

En 1959 le rapport s'établissait à 1,70 p.c.

Situation générale du portefeuille à la fin de 1963

La situation générale du portefeuille s'établit comme suit au 27 décembre 1963, comparativement au 27 décembre 1962 :

	27 décembre 1962	27 décembre 1963
	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>	
Portefeuille « A » :		
(emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat)	5.307	5.089
Portefeuille « B » :		
(emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit Communal, du Congo, etc.)	2.485	3.331
	<u>7.792</u>	<u>8.420</u>

Classification des valeurs au 27 décembre 1963, tenant compte de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement :

	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>
Portefeuille « A » :	
Moins de 5 ans	2.649
De 5 à 10 ans	1.306
Plus de 10 ans	<u>1.134,1</u>
	5.089,1

	<i>(millions de francs de capital nominal)</i>			
	Moins de 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Portefeuille « B » :				
Emprunts garantis par l'Etat	610,2	330,7	578,6	1.519,5
Emprunts du Congo	306,3	251,4	349,4	907,1
Emprunts du Crédit Communal	49,8	15,9	141,3	207,0
Emprunts non garantis à long terme de la S.N.C.B.	—	—	19,5	19,5
Emprunts des provinces et villes	431,2	78,5	167,9	677,6
	<u>1.397,5</u>	<u>676,5</u>	<u>1.256,7</u>	<u>3.330,7</u>

Renseignements généraux.

A. Evolution du portefeuille général (en valeur nominale) :

Solde au 27 décembre 1963	8.419.891.333,00
Solde au 27 décembre 1962	7.791.907.960,50
Augmentation en 1963 ...	627.983.372,50

(1) Si l'on fait abstraction des valeurs congolaises, ces chiffres s'établissent à 2,45 p.c. en 1963 et 2,29 p.c. en 1962.

**B. Evolution par portefeuille (en valeur nominale) -
Différence accusée par les montants des deux
portefeuilles :**

	Portefeuille « A »	Portefeuille « B »
Le 27 décembre 1962 ...	5.306.804.262,50	2.485.103.698,00
Le 27 décembre 1963 ...	<u>5.089.097.627,50</u>	<u>3.330.793.705,50</u>
	217.706.635,00	845.690.007,50
	(Diminution)	(Augmentation)
Augmentation du portefeuille ...	627.983.372,50	

**C. Ventilation par nature d'opération (en valeur
nominale) :**

1. En bourse :

	Portefeuille « A »	Portefeuille « B »
1 ^{er} semestre : acheté ...	769.751.050	acheté : 649.331.610
2 ^e semestre : vendu ...	<u>903.369.300</u>	acheté : <u>291.040.340</u>
vendu ...	133.618.250	acheté : 940.371.950
Portefeuille « B » : acheté	940.371.950	
Portefeuille « A » : vendu	<u>133.618.250</u>	
Acheté par différence ...	806.753.700	

2. Hors bourse :

	Portefeuille « A »	Portefeuille « B »
1 ^{er} semestre : acheté	95.419.655	
Caisse d'Epargne	29.000.000	
Fonds Monétaire	25.000.000	
Banque Nationale	34.500.000	
Caisse de l'Etat :		
Souscription belge		
1963-1983, I	6.917.000	
Fractionn. Unifiée, I	2.655	
	<u>95.419.655</u>	
2 ^e semestre : acheté	114.145.160	5.000.000
Caisse d'Epargne	30.000.000	
Fonds Monétaire	25.000.000	
Banque Nationale	25.000.000	
Caisse de l'Etat :		
Souscriptions :		
Belge 1963-1983, II ...	8.760.000	
Belge 1963-1983, III ...	12.103.000	
Belge 1963-1983, 6 % .	13.279.000	
Fractionnaires :		
Unifiée, I	2.760	
Unifiée, II	400	
	<u>114.145.160</u>	
Souscriptions :		
Gand 1963-1983	2.500.000	
Liège 1963-1983	2.500.000	
	<u>5.000.000</u>	
	<u>209.564.815</u>	<u>5.000.000</u>
Portefeuille « A » : acheté	209.564.815	
Portefeuille « B » : acheté	5.000.000	
	<u>214.564.815</u>	

3. Encaissements :

	Portefeuille « A »	Portefeuille « B »
1 ^{er} semestre	229.126.300,00	63.621.412,50
2 ^e semestre	<u>64.526.900,00</u>	<u>36.060.530,00</u>
	293.653.200,00	99.681.942,50
Portefeuille « A »	293.653.200,00	
Portefeuille « B »	<u>99.681.942,50</u>	
Total des encaissements	<u>393.335.142,50</u>	

**Récapitulation par nature d'opération en compa-
raison avec 1962 :**

	1962	1963
En bourse	+ 837.127.309,00	+ 806.753.700,00
Hors bourse	+ 590.539.095,00	+ 214.564.815,00
Encaissements	<u>- 558.295.800,00</u>	<u>- 393.335.142,50</u>
	+ 869.370.604,00	+ 627.983.372,50

Portefeuille « D »

Certificats de trésorerie à très court terme

Repris au Crédit Communal de Belgique :

dans le courant du 1 ^{er} trimestre	1.100.000.000,—
2 ^e trimestre	2.300.000.000,—
3 ^e trimestre	—
4 ^e trimestre	—
	<u>Total ... 3.400.000.000,—</u>

Encaissements :

Existence au 27 décembre 1962	néant
Repris au Crédit Communal	3.400.000.000,—
Encaissements	<u>3.400.000.000,—</u>
Existence au 27 décembre 1963	néant

Situation générale du Portefeuille « D » :

Existence au 27 décembre 1962	néant
Existence au 27 décembre 1963	néant

Tableau VIII.

Fluctuations du Portefeuille

Amplitude des variations entre les extrêmes
(fin de mois)

(millions de francs)

	Plus haut	Plus bas	Amplitude des variations
1956	6.237	3.693	2.544
1957	5.929	3.634	2.295
1958	4.112	2.436	1.676
1959	5.107	3.310	1.797
1960	6.652	4.582	2.070
1961	6.922	5.978	944
1962	7.791	6.112	1.679
1963	9.068	6.729	2.339

Tableau IX.

**Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes
pendant l'année 1963**

Par mois	(Capital nominal en millions de francs)		
27 décembre 1962	7.791,9		
31 janvier 1963	7.061,1		— 730,8
28 février 1963	6.941,2		— 119,9
29 mars 1963	8.212,3	+ 1.271,1	
30 avril 1963	8.387,1	+ 174,8	
31 mai 1963	8.604,7	+ 217,6	
28 juin 1963	9.008,8	+ 404,1	
31 juillet 1963	8.690,7		— 318,1
30 août 1963	8.396,0		— 294,7
30 septembre 1963	8.648,7	+ 252,7	
31 octobre 1963	8.543,3		— 105,4
29 novembre 1963	8.562,5	+ 19,2	
27 décembre 1963	8.419,8		— 142,7
		+ 2.339,5	— 1.711,6
		+ 627,9	

Bordereaux.

Nous avons reçu en 1963, vérifié et comptabilisé, 75.786 bordereaux d'exécution, soit 1.900 de moins qu'en 1962. La moyenne ressort à 303 bordereaux par jour de bourse.

Encaissement coupons.

Il a été procédé à l'encaissement de 1.730.128 coupons détachés des titres constituant le portefeuille du Fonds.

Tableau X.

Taux de l'argent au jour le jour en 1963

Moyennes pondérées par les montants des capitaux empruntés des taux journaliers moyens

Janvier	2,32
Février	1,76
Mars	1,77
Avril	1,78
Mai	2,07
Juin	2,19
Juillet	2,87
Août	2,49
Septembre	2,55
Octobre	2,16
Novembre	2,78
Décembre	2,73

Tableau XI.

**Résultats des adjudications de certificats
du Fonds des Rentes**

1963	Montant offert	Montant adjugé	Taux d'intérêt
	.(millions de francs)		(pour cent)
3 janvier	1.000	855	3,30
8 janvier	1.020	680	3,30
15 janvier	1.209	819	3,30
22 janvier	1.230	845	3,30
29 janvier	899	499	3,30
5 février	929	879	3,35
12 février	847	762	3,35
19 février	1.150	1.055	3,35
26 février	782	692	3,35
5 mars	717	672	3,35
12 mars	996	846	3,35
19 mars	1.387	1.317	3,35
26 mars	1.980	1.950	3,35
2 avril	1.114	824	3,40
9 avril	1.457	1.289	3,40
16 avril	950	830	3,40
23 avril	1.292	1.122	3,40
30 avril	1.422	1.006	3,40
7 mai	791	611	3,40
14 mai	1.405	1.335	3,40
21 mai	1.320	932	3,40
28 mai	895	800	3,40
4 juin	663	663	3,40
11 juin	922	652	3,40
18 juin	842	712	3,40
25 juin	1.031	746	3,40
2 juillet	645	345	3,40
9 juillet	698	648	3,45
16 juillet	530	530	3,50
23 juillet	1.695	1.695	3,75
30 juillet	1.262	1.232	3,75
6 août	741	741	3,80
13 août	616	566	3,80
20 août	1.279	1.129	3,80
27 août	1.290	1.165	3,80
3 septembre	1.324	1.299	3,80
10 septembre	647	622	3,80
17 septembre	706	706	3,85
24 septembre	727	727	3,85
1 octobre	675	675	3,90
8 octobre	880	780	3,90
15 octobre	650	540	3,90
22 octobre	481	391	3,90
29 octobre	658	658	4,00
5 novembre	560	560	4,15
12 novembre	1.125	1.030	4,15
19 novembre	1.869	1.844	4,20
26 novembre	1.312	1.257	4,20
3 décembre	683	678	4,25
10 décembre	337	212	4,25
17 décembre	585	585	4,30
24 décembre	1.120	1.120	4,35
31 décembre	731	731	4,35

Tableau XII.

Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes

(millions de francs)

Dates	Avoirs du Fonds des Rentes					Financement		
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts de call money	Emission de certificats du Fonds des Rentes	Emprunts de call money	Solde débitéur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie B	Autres certificats de trésorerie					
1962 31 décembre	7.759	2.226	—	—	50	6.440	—	589
1963 31 janvier	7.061	550	—	—	1.457	6.020	—	—
28 février	6.941	1.159	900	—	154	6.054	—	—
29 mars	8.212	1.663	100	—	706	6.471	—	979
30 avril	8.387	1.330	—	70	973	7.702	—	—
31 mai	8.604	1.319	—	390	1.408	8.650	—	—
28 juin	9.008	1.058	500	—	489	7.949	—	—
31 juillet	8.690	1.100	—	—	71	6.828	—	—
30 août	8.396	1.315	—	—	126	6.569	—	228
30 septembre ...	8.648	1.370	—	—	—	6.282	—	639
31 octobre	8.543	1.629	—	—	—	6.459	572	—
29 novembre	8.562	1.721	—	—	—	6.851	280	—
31 décembre	8.383	2.711	—	—	—	6.549	877	600

BILAN ET COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1963

Bilan au 31 décembre 1963

Résultats au 31 décembre 1963

ACTIF	
Fonds publics en portefeuille	8.892.694.351
Certificats de trésorerie, tranche B	2.711.000.000
Ventes de titres à liquider	39.233.956
Prorata d'intérêts courus sur fonds publics ...	182.232.822
Prorata d'intérêts courus sur certificats de trésorerie, tranche B	7.257.605
	<u>11.832.418.734</u>
PASSIF	
Banque Nationale de Belgique, compte d'avan- ces	599.795.787
Emprunts à court terme	877.000.000
Certificats Fonds des Rentes	6.549.000.000
Trésor public (art. 9 de la loi du 19 juin 1959)	2.812.500.000
Achats de titres à liquider	39.865.823
Prorata d'intérêts courus sur compte d'avan- ces à la Banque Nationale de Belgique ...	74.974
Prorata d'intérêts courus sur emprunts à court terme	109.625
Prorata d'intérêts courus sur certificats Fonds des Rentes	38.636.756
Réserve générale au 31 décem- bre 1962	797.978.664
Résultat au 31 décembre 1963	117.457.105
	<u>915.435.769</u>
	<u>11.832.418.734</u>

CREDIT	
Revenus des fonds publics	331.532.296
Intérêts des certificats de trésorerie, tranche B	46.211.087
Intérêts des certificats de trésorerie D.....	7.307.293
Intérêts des prêts à court terme	6.613.957
	<u>391.664.633</u>
DEBIT	
Intérêts sur compte d'avances à la Banque Nationale de Belgique	1.101.778
Intérêts sur emprunts à court terme	2.627.950
Intérêts sur certificats Fonds des Rentes ...	249.046.337
Courtages	20.064.181
Commissions sur opérations de call money ...	211.797
Frais généraux	278.745
Soldes des postes de titres complètement liquidés	876.740
	<u>274.207.528</u>
Bénéfice à virer à la réserve générale	117.457.105
	<u>391.664.633</u>
<i>Pour mémoire : Coupons de valeurs congo- laises venus à échéance, restés en souf- france faute de paiement :</i>	
a) coupons détachés des titres :	
année 1960	11.750.104
année 1961	36.749.960
	<u>48.500.064</u>
b) coupons attachés aux titres :	
année 1962	36.749.960
année 1963	36.749.960
	<u>73.499.920</u>
	<u>121.999.984</u>

Le bilan reproduit ci-dessus fait apparaître une réserve générale de 915,4 millions de francs.

Cette réserve est basée sur la valeur comptable des fonds publics en portefeuille, qui est supérieure de 1.295,4 millions à la valeur boursière au 31 décembre 1963.

Il faut toutefois rappeler que dans cette moins-value boursière de 1.295,4 millions, le portefeuille-Congo intervient à concurrence de 654 millions.

La différence négative entre la réserve générale et la moins-value boursière s'élève à 380 millions au 31 décembre 1963 contre 411,3 millions au 31 décembre 1962, soit une amélioration de 31,3 millions qui se justifie comme suit :

	<i>(millions de francs)</i>
Résultat bénéficiaire au 31 décembre 1963, viré à la réserve générale	117,4
<i>moins</i>	
augmentation de la moins-value boursière :	
au 31 décembre 1963	1.295,4 millions
au 31 décembre 1962	<u>1.209,3 millions</u>
	<u>86,1</u>
	31,3

L'évolution favorable des résultats au cours de l'exercice 1963 résulte principalement d'un accroissement du rendement des fonds publics en portefeuille et d'une diminution de la charge d'intérêt des certificats émis par le Fonds.

Bruxelles, le 20 avril 1964.

Le président,
M. D'HAEZE.

*
*
*

1963 - Moyennes des cotations

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Portefeuille « A » :												
3 % Belge, II	99,900	99,900	99,895	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900	99,884	99,900
3 1/2 % Belge 1937	86,159	87,400	87,766	88,020	88,180	88,200	88,209	88,300	88,338	88,400	88,400	88,400
3 1/2 % Belge 1943	86,709	88,305	89,176	89,465	89,680	89,705	89,904	90,045	90,138	90,195	90,115	89,905
4 % Unifiée, I	99,027	99,440	99,728	99,855	99,900	99,700	99,469	99,500	99,500	99,378	99,273	99,200
4 % Libération	87,977	89,870	91,471	91,675	91,990	91,900	91,865	92,195	92,019	91,478	91,252	90,390
4 1/2 % Belge 1952-64	103,004	102,975	102,738	102,780	102,715	102,536	102,300	102,590	102,657	102,417	102,321	102,420
4 1/2 % Belge 1953-73	99,872	101,685	100,847	99,635	99,635	99,594	99,313	99,225	98,871	98,386	98,115	98,000
4 1/2 % Belge 1953-68	100,354	101,055	100,361	100,245	100,210	99,794	99,721	99,625	99,576	99,047	98,578	98,120
4 1/2 % Belge 1954-72	99,540	101,130	100,214	99,060	98,800	98,336	97,426	97,330	97,428	96,973	96,121	95,865
4 1/4 % Belge 1954-74, I	97,790	99,620	99,166	98,490	98,225	97,700	96,869	96,502	96,290	95,569	95,121	94,985
4 % Belge 1955-75	94,963	96,640	95,957	95,080	95,160	94,131	93,591	93,490	93,123	92,391	92,231	91,830
4 1/4 % Belge 1956-66-71	99,163	99,970	99,628	99,215	99,260	98,794	98,621	98,635	98,661	98,491	98,163	97,835
4 1/4 % Belge 1956-67-73	99,122	100,170	99,595	99,305	99,245	98,168	97,795	97,770	97,523	97,400	97,400	97,260
4 1/2 % Belge 1956-67	99,959	100,370	100,000	99,325	99,190	99,389	99,652	99,650	99,280	98,582	98,457	98,250
5 % Belge 1957-69	100,845	101,655	101,257	100,525	100,690	100,594	100,330	100,285	100,071	100,017	100,000	99,915
5 % Belge 1958-68	101,204	101,820	100,904	100,505	100,710	100,278	100,108	99,970	99,933	100,073	99,868	99,650
4 3/4 % Belge 1959-71	100,104	100,995	100,595	99,845	100,000	99,936	99,930	99,970	99,590	99,260	98,447	97,275
5 % Belge 1959-70	100,886	101,600	100,938	100,320	100,500	100,200	100,017	100,090	99,876	100,039	99,694	99,425
5 % Belge 1960-65-70	101,077	102,425	101,636	100,730	100,710	101,000	100,730	101,000	100,457	100,308	100,005	100,000
5 1/4 % Belge 1960-65-70-75	103,772	105,000	104,114	102,835	102,965	102,810	102,539	102,825	102,533	102,304	101,900	101,330
5 1/4 % Belge 1961-66-71-76-81	104,495	106,385	105,666	104,575	104,395	103,873	103,465	103,210	103,209	102,900	102,194	101,590
5 % Belge 1962-67-72-77-82, I	102,695	104,045	103,342	101,925	101,485	101,600	101,800	101,690	101,595	101,221	100,494	100,050
4 % Belge à lots 1933	1.173,454	1.162,150	1.174,809	1.182,200	1.169,500	1.160,526	1.164,347	1.181,150	1.184,904	1.180,782	1.139,315	1.125,600
4 % Belge à lots 1941	939,136	963,800	959,666	942,100	957,750	945,105	940,130	948,800	946,190	943,304	930,315	934,650
2 % Belge à lots 1953	1.103,727	1.121,157	1.118,666	1.115,450	1.123,200	1.108,578	1.114,391	1.127,600	1.128,952	1.121,739	1.087,421	1.061,450
4 % Chem. fer Belges 1955-75, II ...	94,568	96,310	96,814	96,425	96,210	95,742	94,900	94,900	94,600	94,369	93,957	93,700
4 1/4 % Fonds des Routes 1955-65 ...	99,959	100,215	99,647	99,550	99,525	99,473	99,795	99,970	99,828	98,882	98,463	98,680
5 % Fonds des Routes 1957-67	101,118	101,935	101,561	101,010	101,100	101,100	101,000	101,000	100,938	100,304	100,000	100,000
4 % Chemins de fer belges, tranche belge	525,909	533,950	533,000	530,850	524,950	527,421	524,086	528,800	525,571	518,695	506,210	511,200
Portefeuille « B » :												
3 % Vicinaux J.J., IV	65,188	67,312	67,000	66,800	66,800	66,700	66,600	66,362	66,300	66,233	65,525	64,628
3 1/2 % Régie T.T. 1943	102,464	102,430	102,360	102,093	102,000	102,000	102,166	102,300	102,222	101,916	101,433	101,400
4 1/2 % Régie T.T. 1953-68, I	102,609	103,115	103,100	103,025	103,035	102,815	102,608	102,600	102,538	102,334	101,936	101,460
4 1/4 % Régie T.T. 1954-74, I	96,954	99,285	99,471	98,865	98,575	97,752	97,139	97,005	96,804	96,439	96,273	95,865
4 3/4 % Régie T.T. 1959-70	100,222	100,695	100,557	100,000	99,850	99,473	99,473	99,500	99,361	98,465	98,194	98,320
5 1/4 % Régie T.T. 1961-66-71	103,286	104,090	103,752	102,840	102,470	102,757	102,647	102,895	102,961	102,678	101,978	101,445
4 1/2 % Chemins de fer 1953-65	104,618	104,860	104,261	104,325	104,505	104,452	104,213	104,535	104,642	104,243	103,900	103,765
4 1/2 % Chemins de fer 1954-72	99,622	101,380	100,900	100,510	100,345	99,926	99,186	99,070	98,823	98,386	98,131	98,065
5 % Chemins de fer 1957-67-72	101,331	102,090	102,257	102,100	102,120	102,005	101,734	101,600	101,542	101,147	100,752	100,405
4 3/4 % Chemins de fer 1959-69, I ...	100,168	100,735	100,742	100,530	100,445	100,000	99,956	100,000	99,804	99,295	98,784	98,600
5 % S.N.C.I. 1959-69	101,472	102,420	102,461	101,730	101,635	101,057	100,578	100,610	100,228	99,860	98,984	99,220
4 1/2 % Distributions d'Eau 1953-68	101,240	102,175	101,914	101,700	101,665	101,157	101,100	101,100	101,014	100,469	100,173	99,590
4 % Crédit Communal, I	89,454	92,870	93,195	90,136	90,535	89,847	89,417	89,105	88,971	88,743	88,289	87,310
4 % Crédit Communal, IV	96,200	96,265	96,347	96,075	96,000	95,905	95,900	95,805	95,800	95,721	94,942	94,210
5 % Crédit Communal 1957 ¹	100,459	101,050	101,019	100,245	100,520	100,315	100,060	100,100	99,723	99,017	98,547	98,135
4 % Chemins de fer 1937	835,545	880,150	869,476	863,200	862,950	866,210	868,478	872,200	872,000	869,619	864,411	855,750
4 % Anvers 1919	99,200	99,350	99,500	99,500	99,500	99,500	99,500	99,500	99,500	99,500	99,500	99,500
4 % Anvers 1931	94,544	94,840	95,000	95,000	95,050	95,100	95,142	95,325	95,500	95,500	95,500	95,500
4 1/2 % Anvers 1953-68, I	101,527	102,035	102,180	102,200	102,265	102,384	101,978	102,000	101,842	101,182	101,200	101,200
4 % Anvers 1955-75	92,590	94,935	95,414	95,185	95,100	95,105	95,291	95,115	95,014	94,917	94,542	93,760
5 % Anvers 1959-69	100,945	101,700	101,557	101,220	101,100	100,968	100,552	100,105	99,838	99,356	98,873	98,865
4 % Bruxelles 1930	85,217	87,545	89,142	89,314	89,400	89,544	89,490	89,400	89,400	89,320	89,050	88,900
4 1/2 % Bruxelles 1956-67-72	99,163	100,055	100,200	100,155	99,970	99,747	99,426	99,395	99,352	99,126	98,894	98,505
4 1/4 % Gand 1954-74	95,104	97,070	97,580	97,500	97,380	97,331	97,339	97,300	97,214	97,156	96,884	96,605
4 1/2 % Gand 1956-66-71	99,163	99,950	100,057	100,000	99,970	99,952	99,782	99,605	99,600	99,373	99,100	98,970
4 1/2 % Liège 1956-65-70	99,331	99,985	100,009	99,950	99,990	99,842	99,743	99,700	99,614	99,291	99,005	98,940
5 % Liège 1957-67	100,781	101,295	101,300	101,300	101,300	101,300	101,300	101,300	101,300	101,300	101,242	101,200
2 % Bruxelles 1905	824,666	856,625	861,000	854,111	850,675	845,375	819,555	812,625	808,250	807,700	802,125	788,250

1 5 % depuis le 5 mars 1962.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de mai 1964. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

BOSSU W., De toestand van de verkoper op afbetaling in België en Nederland. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XVIII, n° 2, avril 1964, pp. 111-124.*)

MEUTERMANS J., Het factorsbedrijf. (*Tijd, Anvers, XXXIX, n° 21, 22 mai 1964, pp. 3-5.*)

MORIN F., Monnaies de Belgique de 1832 à 1963. (*Boom, 1964, 120 p.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Combien coûtent les actions à Bruxelles ? (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIX, n° 19, 9 mai 1964, pp. 161-166.*)

FAVRESSE J.-M., Les placements réglementés des investisseurs institutionnels (suite). (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXVIII, n° 3, 1964, pp. 205-265.*)

L'obligation convertible. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, III, n° 27, mai 1964, pp. 1-3.*)

Reconstruire le marché belge des valeurs. (*Epargner et investir, Bruxelles, n° 124, mai 1964, pp. 9-20.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

CEULEMANS C., Traité élémentaire des taxes assimilées au timbre. (*Bruxelles, 3^e édit., 1963, 245 p.*)

Code des impôts sur les revenus. Arrêté royal du 26 février 1964. (*Journal pratique de Droit fiscal et financier, Bruxelles, XXXVIII, numéro spécial, 1964, 79 p.*)

MERSMANN W., Réflexions sur le programme d'harmonisation des fiscalités des pays du Marché Commun dans le domaine des impôts indirects. (*La Fiscalité du Marché Commun, Bruxelles, n° 8, avril 1964, pp. 179-186.*)

WILMART J., Commentaire de l'arrêté royal du 15 janvier 1964 relatif à l'imputation des précomptes. (*Journal pratique de Droit fiscal et financier, Bruxelles, XXXVIII, nos 3-4, mars-avril 1964, pp. 69-86.*)

6. DEMOGRAPHIE

PERTINAX, Où en est l'immigration en Wallonie ? (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, nos 66-67, janvier-avril 1964, pp. 1-7.*)

7. PRIX ET SALAIRES

DUPRIEZ L.-H., Productivité, rémunérations et prix dans les pays industriels (1946-1963). (*Synopsis, Bruxelles, VI, n° 73, mai 1964, pp. 1-8.*)

L'égalisation des salaires masculins et féminins. (*Le Progrès Social, Liège, LII, n° 79, avril 1964, pp. 21-44.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

BLANPAIN R., La réservation d'avantages aux travailleurs syndiqués en Belgique. (*Droit Social, Paris, XXVII, n° 5, mai 1964, pp. 273-277.*)

DECLERCQ J., Paradoxen inzake werkloosheid en tekort aan arbeidskrachten (*Tijd, Anvers, XXXIX, n° 21, 22 mai 1964, p. 19-27.*)

DECLERCQ J., Tekort aan arbeidskrachten. (*Tijd, Anvers, XXXIX, n° 22, 29 mai 1964, pp. 11-17.*)

DENIS F., Het onthaal en de integratie van de buitenlandse arbeiders. (*E.R.V.-Mededelingen, Bruxelles, XI, n° 1, 1964, pp. 7-18.*)

SPITAEELS G., L'année sociale 1963. (*Institut de Sociologie de l'U.L.B., Bruxelles, 1964, 350 p.*)

9. SECURITE SOCIALE

DAVIN L., Aspects financiers spécifiques de la sécurité sociale. (*Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, VI, n° 3, mars 1964, pp. 451-472.*)

DEFOSSEZ M., Les finances du pouvoir central et de la sécurité sociale. (*Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, VI, n° 3, mars 1964, pp. 401-417.*)

FRANTZEN P., Placements à court et à long terme des organismes d'assurance sociale. (*Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, VI, n° 3, mars 1964, pp. 418-450.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

BREGENTZER B., Le diagnostic de la conjoncture économique de la Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXX, n° 3, 7 mai 1964, pp. 167-183.*)

CORTENBOSCH M., Les communes et l'expansion économique. (*Mouvement communal, Bruxelles, XLVI, n° 384, mai 1964, pp. 265-267.*)

La situation économique de la Belgique. 1^{er} trimestre 1964. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIX, n° 18, 2 mai 1964, pp. 149-157.*)

VANNESTE O., Le chef d'entreprise et la politique économique régionale des pouvoirs publics. (*Synopsés, Bruxelles, VI, n° 73, mai 1964, pp. 9-16.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

BAUVIR L., Construisons-nous assez de logements ? (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n°s 65-67, janvier-avril 1964, pp. 8-25.*)

EVALENKO R., Perspectives charbonnières de la Belgique. (*Socialisme, Bruxelles, XI, n° 63, mai 1964, pp. 315-332.*)

RAES G., La recherche appliquée dans l'industrie textile. (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, VI, n° 5, mai 1964, pp. 23-32.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ANGELL J., The United States International Payments Deficit : Dilemmas and Solutions. (*Political Science Quarterly, New-York, LXXIX, n° 1, mars 1964, pp. 1-24.*)

ASCHINGER F., International Liquidity - A Continental View. (*The Banker, Londres, CXIV, n° 459, mai 1964, pp. 314-323.*)

BLONDEEL J., Une nouvelle forme de financement international : les emprunts en unités de compte européennes. (*Moneta e Credito, Rome, XVII, n° 65, 1964, pp. 48-62.*)

De internationale kapitaalbewegingen in en uit België. Een colloquium van de Vereniging voor Economie. (*E.R.V.-Mededelingen, Bruxelles, XI, n° 1, 1964, pp. 19-41.*)

del SOLAR J., The Inter-American Development Bank. Its Operations and its Relations with Banks and Capital Markets. (*Centre d'Etudes Bancaires, Bruxelles, Cahier n° 96, mars 1964, 25 p.*)

JACOBSSON P., International Monetary Problems, 1957-1963. (Selected speeches). (*International Monetary Fund, Washington, 1964, XIII, 368 p.*)

Monetary Interdependence. International Co-operation on the Control of Hot Money. (*Barclays Bank Review, Londres, XXXIX, n° 2, mai 1964, pp. 29-31.*)

POSTHUMA S., Problemi strutturali dei pagamenti internazionali. (*Bancaria, Rome, XX, n° 4, avril 1964, pp. 410-416.*)

Problèmes d'inflation et mouvements des capitaux. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIX, n° 21, 23 mai 1964, pp. 181-184.*)

TRIFFIN R., The Evolution of the International Monetary System. Historical Reappraisal and Future Perspectives. (*State Bank of Pakistan Press, Karachi, 1964, 48 p. + annexes.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

BARE C., La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier fait face aux difficultés : production, consommation et politique économique. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXIII, n° 210, mars-avril 1964, pp. 277-285.*)

BOUTTEFEUX F., Economies régionales dans le cadre de la C.E.E. (*Revue de l'Agriculture, Bruxelles, XVII, n° 3, mars 1964, pp. 333-341.*)

DEHOUSSE F., Aspects institutionnels des Communautés européennes. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXIII, n° 210, mars-avril 1964, pp. 257-270.*)

ISSING O., Monetäre Probleme der Konjunkturpolitik in der E.W.G. (*Duncker & Humblot, Berlin, 1964, 163 p.*)

La politique de la Haute Autorité en matière d'ententes et de concentrations. (*Bulletin de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Luxembourg, IX, n° 47, 20 avril 1964, pp. 1-46.*)

MANSHOLT S., Perspectives européennes. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXIII, n° 210, mars-avril 1964, pp. 243-254.*)

MERSMANN W., Réflexions sur le programme d'harmonisation des fiscalités des pays du Marché Commun dans le domaine des impôts indirects. (*La Fiscalité du Marché Commun, Bruxelles, n° 8, avril 1964, pp. 179-185.*)

SWANN D. & McLACHLAN D., Programming and Competition in the European Communities. (*The Economic Journal, Londres, LXXIV, n° 293, mars 1964, pp. 85-100.*)

WAER D., Common Market Antitrust. A Guide to the Law, Procedure and Literature. (*Martinus Nijhoff, La Haye, 1964, 67 p.*)

WAUTERS-de NEEFF C., Code des lois sur les sociétés par actions en vigueur dans les pays du Marché Commun. (*Bruyant, Bruxelles, 1964, 647 p.*)

WOOD H., The Agricultural Policy of the Common Market and the Kennedy Round. (*Cartel, Londres, XIV, n° 2, avril 1964, pp. 50-60.*)

17. DIVERS

Les conséquences d'ordre interne de la participation de la Belgique aux organisations internationales. (*Institut Royal des Relations internationales, Bruxelles, 1964, 366 p.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 29 avril 1964

instituant la commission pour l'inventaire du patrimoine de l'Etat (Moniteur du 15 mai 1964, p. 5.513).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 8 mai 1964

relatif à la répartition d'une partie du Fonds de réserve de la Caisse d'Epargne (Moniteur du 15 mai 1964, p. 5.514).

Article 1^{er}. — La Caisse Générale d'Epargne et de Retraite prélèvera sur le Fonds de réserve de la Caisse d'Epargne un montant d'un milliard de francs qui sera réparti entre les livrets d'épargne au marc le franc des intérêts bonifiés à chacun d'eux pour l'ensemble des années 1961 à 1965.

Seront seuls admis au bénéfice de la répartition :

- a) les livrets d'épargne ordinaires;
- b) les livrets de dépôts à terme auxquels aucun intérêt n'est alloué au-delà d'un montant déterminé.

Ces livrets devront être encore ouverts au 31 décembre 1965 et avoir, à cette date, au moins un an d'existence.

.....

Loi du 15 mai 1964

modifiant la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole (Moniteur du 27 mai 1964, p. 5.919).

Article unique. — Les deux premiers alinéas de l'article 8 de la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 8. Le montant global jusqu'à concurrence duquel la garantie du Fonds peut être accordée est fixé à 1.500 millions de francs.

» Par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, cette somme pourra être portée à 2 milliards de francs. »

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 27 mars 1964

contenant le budget du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Culture pour l'exercice 1964 (Moniteur du 13 mai 1964, p. 5.371). Erratum (Moniteur du 21 mai 1964, p. 5.700).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1964, afférentes au Ministère de l'Éducation Nationale et de la Culture (...) des crédits s'élevant à la somme de 28.199.008.000 francs.

Arrêté royal du 24 avril 1964

transférant à l'exercice 1964 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1963 sur les titres II (dépenses extraordinaires) des budgets de l'exercice 1963 et des budgets extraordinaires de certains exercices antérieurs (Moniteur du 6 mai 1964, p. 5.114).

Arrêté royal du 27 avril 1964

transférant à l'exercice 1964 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1963 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère des Finances de l'exercice 1963 (Moniteur du 27 mai 1964, p. 5.926).

Arrêté ministériel du 28 avril 1964

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 1^{er} mai 1964, p. 4.997).

Arrêté royal du 28 avril 1964

modifiant l'arrêté royal du 19 avril 1963 relatif à la détermination du revenu imposable des sociétés par actions et des non-résidents autres que les personnes physiques (Moniteur du 20 mai 1964, p. 5.626).

Arrêté royal du 28 avril 1964

transférant à l'exercice 1964 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1963 sur les titres II (dépenses extraordinaires) des budgets du Ministère de la Défense Nationale et de la Gendarmerie pour l'exercice 1963 (Moniteur du 21 mai 1964, p. 5.673). Erratum (Moniteur du 26 juin 1964, p. 7.148).

Arrêté ministériel du 8 mai 1964

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 12 mai 1964, p. 5.310).

Arrêté royal et arrêté ministériel du 11 mai 1964

relatifs à l'émission de l'emprunt 1964-1969-1975 (Moniteur du 15 mai 1964, p. 5.514).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre, aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 1964-1969-1975 ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,25 p.c. l'an à partir du 1^{er} juin 1964 jusqu'au 30 novembre 1969;

6,50 p.c. l'an à partir du 1^{er} décembre 1969 jusqu'au 31 août 1975.

Les intérêts sont payables le 1^{er} décembre des années 1964 à 1974 et le 1^{er} septembre 1975.

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipatif de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 1^{er} décembre 1969.

Arrêté royal du 21 mai 1964

relatif à la restitution de la majoration de l'impôt des sociétés afférent aux bénéfices réservés (Moniteur du 30 mai 1964, p. 6.066).

Arrêté ministériel du 27 mai 1964

modifiant le règlement établi par l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 pour la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués et modifiant le tableau des bandelettes fiscales (Moniteur du 28 mai 1964, p. 5.969).

4. — AGRICULTURE

Loi du 15 mai 1964

modifiant la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole (Moniteur du 27 mai 1964, p. 5.919). (Voir texte, rubrique 2).

5. — **INDUSTRIE**

Arrêté royal du 11 avril 1964

prescrivant une statistique mensuelle de l'activité et des stocks dans l'industrie du savon et des détergents de synthèse (Moniteur du 20 mai 1964, p. 5.631).

Arrêté ministériel du 5 mai 1964

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 14 mai 1964, p. 5.470).

6. — **TRAVAIL**

Arrêté royal du 20 décembre 1963

relatif à l'emploi et au chômage. Erratum (Moniteur du 5 mai 1964, p. 5.066).

Arrêté royal du 18 mai 1964

relatif à la durée du travail dans l'industrie de la construction (Moniteur du 27 mai 1964, p. 5.935).

8. — **COMMERCE EXTERIEUR**

Arrêté ministériel du 28 avril 1964

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 1^{er} mai 1964, p. 4.997).

Arrêté ministériel du 8 mai 1964

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 12 mai 1964, p. 5.310).

10. — **PRIX ET SALAIRES**

Arrêté royal du 21 février 1964

rendant obligatoire la décision du 2 septembre 1963 de la Commission paritaire nationale des industries du ciment, fixant les salaires dans les entreprises d'agglomérés à base de ciment (Moniteur du 5 mai 1964, p. 5.061).

Arrêté royal du 26 février 1964

rendant obligatoire la décision du 6 novembre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois fixant les salaires minimums applicables dans les exploitations forestières et l'industrie du bois de mines (Moniteur du 6 mai 1964, p. 5.125.)

Arrêté royal du 29 avril 1964

rendant obligatoire la décision du 23 décembre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des tabacs modifiant la décision du 27 mars 1958 de la même commission fixant la classification professionnelle et les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans l'industrie des tabacs, et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 25 juin 1958. (Moniteur du 14 mai 1964, p. 5.479).

Arrêté royal du 29 avril 1964

rendant obligatoire la décision du 23 décembre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des tabacs modifiant l'article 2 de la décision du 27 mars 1958 de la même commission fixant la classification professionnelle et les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans l'industrie des tabacs, et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 25 juin 1958 (Moniteur du 29 mai 1964, p. 6.021).

Arrêté royal du 20 mai 1964

rendant obligatoire la décision du 19 décembre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans l'industrie de la viande (Moniteur du 28 mai 1964, p. 6.023).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrangement administratif

signé à Luxembourg, le 12 février 1964, portant modification de l'arrangement administratif relatif aux modalités d'application de la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, concernant la sécurité sociale des travailleurs frontaliers, signé à Luxembourg, le 16 novembre 1959 (Moniteur du 23 mai 1964, p. 5.791).

Arrêté royal du 5 mai 1964

modifiant l'arrêté royal du 7 janvier 1960 portant exécution de l'article 2bis de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 13 mai 1964, p. 5.369).

Arrêté royal du 22 avril 1964

modifiant l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire (Moniteur du 6 mai 1964, p. 5.120.)

Arrêté royal du 8 mai 1964

fixant le pourcentage du montant des ressources de l'assurance maladie-invalidité destiné aux frais d'administration des organismes assureurs (Moniteur du 13 mai 1964, p. 5.370.)

Arrêté royal du 4 mai 1964

modifiant l'arrêté royal du 3 septembre 1963 modifiant l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 13 mai 1964, p. 5.368).

Arrêté ministériel du 22 mai 1964

relatif à l'octroi de certains avantages aux travailleurs salariés ou indépendants et aux chômeurs qui reçoivent une formation professionnelle (Moniteur du 30 mai 1964, p. 6.082).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Règlement n° 41/64/CEE de la Commission
du 29 avril 1964**

portant fixation des prix de référence pour les prunes (Journal Officiel du 1^{er} mai 1964, p. 1111/64).

**Règlement n° 42/64/CEE de la Commission
du 29 avril 1964**

portant fixation des prix de référence pour les pêches (Journal Officiel du 1^{er} mai 1964, p. 1112/64).

**Règlement n° 43/64/CEE de la Commission
du 29 avril 1964**

portant fixation des prix de référence pour les tomates de plein air (Journal Officiel du 1^{er} mai 1964, p. 1113/64).

**Règlement n° 44/64/CEE de la Commission
du 29 avril 1964**

portant fixation des prix de référence pour les cerises (Journal Officiel du 1^{er} mai 1964, p. 1115/64).

**Décision de la Commission du 6 mai 1964
(64/289/CEE)**

autorisant le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, la République fédérale d'Allemagne et la République française à percevoir un montant compensatoire à l'importation de certaines catégories d'aliments pour animaux, contenant du lait (Journal Officiel du 13 mai 1964, p. 1165/64).

**Décision du Conseil du 8 mai 1964
(64/299/CEE)**

concernant la collaboration entre les services compétents des administrations des Etats membres dans le domaine de la politique budgétaire (Journal Officiel du 21 mai 1964, p. 1205/64).

Article 1^{er}. — Il est institué un Comité de politique budgétaire ci-après dénommé « le Comité ». Le Comité examine et confronte les grandes lignes des politiques budgétaires des Etats membres.

L'avis du Comité peut être recueilli par le Conseil ou par la Commission.

En outre, le Comité formule des avis, de sa propre initiative, chaque fois qu'il l'estime nécessaire pour le bon accomplissement de sa mission.

Art. 2. — Le Comité est composé de représentants des Etats membres et de la Commission. Les Etats membres et la Commission nomment chacun un membre titulaire et deux membres suppléants.

**Décision du Conseil du 8 mai 1964
(64/300/CEE)**

concernant la collaboration entre les banques centrales des Etats membres de la Communauté économique européenne (Journal Officiel du 21 mai 1964, p. 1206/64).

Article 1^{er}. — Afin de développer la collaboration entre les banques centrales des Etats membres, il est créé un « Comité des gouverneurs des banques centrales des Etats membres de la Communauté économique européenne » (...)

Art. 2. — Les membres du Comité sont les gouverneurs des banques centrales des Etats membres (...)

La Commission est, en règle générale, invitée à se faire représenter par un de ses membres aux sessions du Comité.

Art. 3. — Le Comité a pour mission :

— de procéder à des consultations portant sur les principes généraux et les grandes lignes de la politique des banques centrales, notamment en matière de crédit, de marché monétaire et de marché des changes;

— de procéder régulièrement à des échanges d'informations au sujet des principales mesures relevant de la compétence des banques centrales et d'examiner ces mesures. Cet examen précède l'adoption de celles-ci, si les circonstances et, notamment, les délais d'adoption de ces mesures le permettent.

Dans l'exercice de sa mission, le Comité suit l'évolution de la situation monétaire dans la Communauté et en dehors de celle-ci.

**Décision du Conseil du 8 mai 1964
(64/301/CEE)**

relative à la collaboration entre les Etats membres en matière de relations monétaires internationales (Journal Officiel du 21 mai 1964, p. 1207/64).

Article 1^{er}. — Des consultations ont lieu au sein du comité monétaire au sujet de toute décision et de toute prise de position importantes des Etats membres dans le domaine des relations monétaires internationales et concernant en particulier :

— le fonctionnement général du système monétaire international;

— le recours par un Etat membre à des ressources mobilisables dans le cadre d'accords internationaux;

— la participation d'un ou de plusieurs Etats membres aux actions importantes de soutien monétaire au bénéfice de pays tiers.

Art. 2. — Les Etats membres n'adoptent les décisions et prises de position susvisées qu'après intervention des consultations visées dans l'article premier, à moins que les circonstances et, notamment, les délais d'adoption ne s'y opposent.

**Décision du Conseil du 8 mai 1964
(64/303/CEE)**

portant fixation du tarif douanier commun pour les produits pétroliers inscrits à la liste G (positions tarifaires 27.10, 27.11, 27.12 et 27.13 B) (Journal Officiel du 21 mai 1964, p. 1209/64).

**Décision du Conseil du 8 mai 1964
(64/304/CEE)**

portant suspension de certains des droits du tarif douanier commun applicables aux produits pétroliers et adaptation de la nomenclature (Journal Officiel du 21 mai 1964, p. 1211/64).

Déclaration du 8 mai 1964 (64/306/CEE)

des représentants des gouvernements des Etats membres de la C.E.E., réunis au sein du Conseil, relative à l'organisation de consultations préalables entre les Etats membres en cas de modifications des parités de change de leurs monnaies (Journal Officiel du 22 mai, 1964, p. 1226/64).

.....

— les gouvernements des Etats membres se consulteront préalablement à toute modification de la parité de change de la monnaie d'un ou de plusieurs Etats membres, selon des modalités appropriées qui seront précisées après avis du Comité monétaire;

— la Commission sera associée à ces consultations.

**Règlement n° 55/64/CEE du Conseil
du 21 mai 1964**

portant établissement des critères relatifs au régime d'intervention dans le secteur de la viande bovine (Journal Officiel du 29 mai 1964, p. 1287/64).

Premier programme commun (64/307/CEE)

pour favoriser l'échange de jeunes travailleurs au sein de la Communauté (Journal Officiel du 22 mai 1964, p. 1226/64).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1961	1962	1963
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.190	9.251	9.328
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.921		
dont : Hommes	»	2.902	2.937		
Femmes	»	2.948	2.984		
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.525	3.568	3.589
dont : Agriculture	»	423	249	240	230
Industries extractives	»	191	115	105	102
Industries manufacturières	»	1.311	1.235	1.259	1.267
Bâtiments et construction	»	197	249	264	276
Transports	»	243	243	240	245
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.339	1.333	1.404
Chômeurs complets	»	92	95	77	65

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Rémunération des salaires ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	108,8	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,0	180,8
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	8,2	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,3	15,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	16,9	18,5	20,3	23,4	23,9	23,6	26,2	28,9	31,6	36,4
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	44,9	48,1	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,4	68,7	74,7
e) Corrections et compléments	10,7	10,7	13,0	14,7	13,2	13,3	15,3	16,4	20,8	19,3
Total ...	189,5	201,1	217,3	237,1	243,2	244,3	261,6	275,0	301,4	326,7
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,5	20,2	19,5	22,8	21,1	22,2	22,9	26,6	24,7	28,5
b) Professions libérales ¹	9,3	9,5	10,0	10,2	11,3	11,9	12,7	13,5	15,0	15,6
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	69,3	71,6	73,9	73,0	72,7	74,1	76,6	79,5	82,3	87,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	5,3	6,0	6,4	6,2	5,5	5,9	6,4	7,0	7,0	7,7
e) Ajustement statistique	1,2	0,7	1,4	1,9	1,3	0,9	0,9	—	1,0	— 1,0
Total ...	104,6	108,0	111,2	114,1	111,9	115,0	119,5	126,6	130,0	137,8
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	11,4	12,6	13,6	14,4	15,8	17,2	19,1	20,8	23,0	25,8
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	32,9	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,1	34,2	34,0	33,8
c) Dividendes, tantièmes, dons	9,3	10,8	12,4	13,4	12,3	11,4	13,2	14,3	15,6	15,0
Total ...	53,6	56,9	59,7	61,9	62,2	62,9	66,4	69,3	72,6	74,6
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	9,5	12,3	13,3	10,2	7,2	10,6	11,4	13,2	10,4	15,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	6,9	6,8	8,3	8,8	7,7	7,5	9,3	9,0	11,1	11,2
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	4,6	4,8	5,1	6,0	5,1	4,7	5,5	5,9	5,6	5,3
7. Intérêt de la dette publique	— 9,8	— 10,9	— 11,8	— 12,6	— 12,9	— 13,8	— 15,8	— 18,4	— 18,5	— 20,2
Revenu national net au coût des facteurs	358,9	379,0	403,1	425,5	424,4	431,2	457,9	480,6	512,6	551,2
8. Amortissements	36,8	38,7	42,7	45,6	50,6	53,1	56,2	58,3	62,2	66,2
Revenu national brut au coût des facteurs	395,7	417,7	445,8	471,1	475,0	484,3	514,1	538,9	574,8	617,4
9. Impôts indirects	41,7	46,2	50,8	54,2	55,3	60,3	65,4	73,2	78,6	85,2
10. Subsidés	— 5,0	— 4,1	— 6,5	— 6,5	— 6,9	— 6,6	— 7,2	— 6,7	— 7,2	— 7,8
Produit national brut aux prix du marché	432,4	459,8	490,1	518,8	523,4	538,0	572,3	605,4	646,2	694,8

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

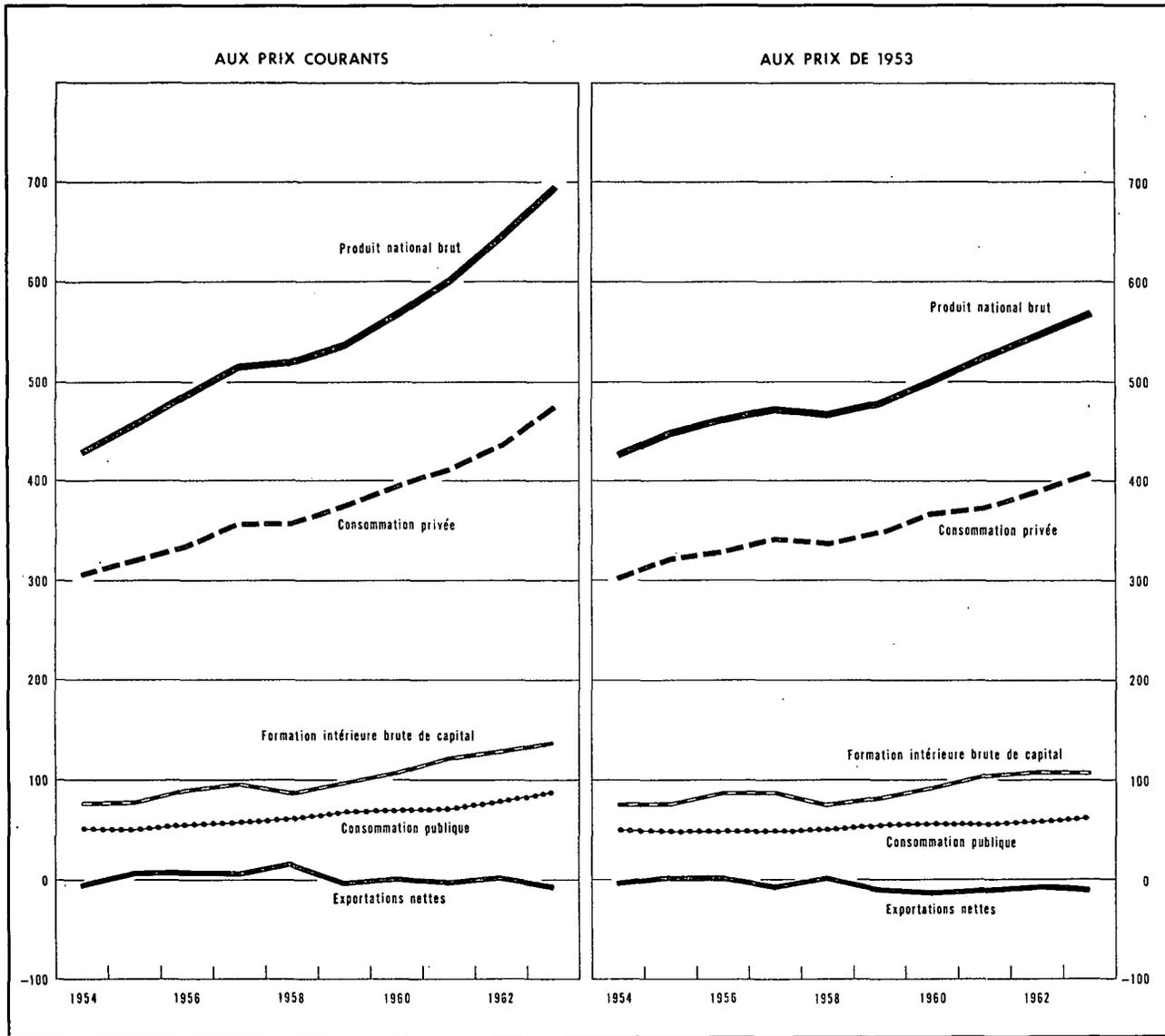
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,2	32,5	31,8	35,4	33,8	35,0	36,1	39,9	38,3	42,8
2. Industries extractives	16,9	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,2	15,4
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	31,6	32,5	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	41,0	42,6	44,3
b) Textiles	13,9	13,4	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,1	16,7	18,1
c) Vêtements et chaussures	5,7	6,0	6,3	7,0	6,6	6,9	7,3	7,9	8,9	9,9
d) Bois et meubles	4,3	4,8	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	8,1	9,0
e) Papier, impression, édition	6,6	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,2	9,5	10,6
f) Industries chimiques et activités connexes	11,7	12,1	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,4	15,9
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	6,5	7,4	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	10,5	13,6	15,5	15,8	13,3	14,5	18,6	17,4	19,0	19,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	29,1	29,3	31,4	35,2	33,7	33,2	36,9	42,2	46,9	51,6
j) Industries non dénommées ailleurs	8,3	9,1	9,8	10,3	10,4	11,0	12,5	13,2	14,5	16,0
<i>Total des industries manufacturières (rub. 3)</i>	<i>128,2</i>	<i>134,8</i>	<i>144,7</i>	<i>153,8</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,1</i>	<i>179,5</i>	<i>193,5</i>	<i>207,0</i>
4. Construction	23,4	25,0	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	42,0	45,7
5. Electricité, gaz et eau	8,7	8,9	9,4	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,5	13,3
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce	62,0	66,6	70,7	75,1	75,9	82,1	86,2	93,3	100,1	110,3
b) Services financiers et assurances ...	9,4	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,8	21,0
c) Immeubles d'habitation	35,9	36,9	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,7	42,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>107,3</i>	<i>115,0</i>	<i>120,3</i>	<i>126,6</i>	<i>128,4</i>	<i>137,0</i>	<i>142,7</i>	<i>151,6</i>	<i>161,7</i>	<i>173,6</i>
7. Transports et communications	27,3	30,3	33,1	34,4	34,8	36,3	39,4	39,5	42,6	46,2
8. Services	87,0	92,1	96,4	103,2	111,3	115,3	122,1	126,9	135,9	145,3
9. Corrections	-1,7	-2,0	0,4	-5,0	-0,3	0,2	-3,2	-0,4	0,3	0,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	428,3	454,4	482,4	510,8	515,8	533,1	565,5	599,4	641,0	689,4
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	4,1	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	6,0	5,2	5,4
Produit national brut aux prix du marché	432,4	459,8	490,1	518,8	523,4	538,0	572,3	605,4	646,2	694,8

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	91,1	93,2	98,4	101,7	102,5	105,6	107,0	111,2	117,4	122,5
b) Boissons et tabac	22,8	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,5	32,9
c) Vêtements et autres effets personnels	30,7	31,9	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,2	42,8	48,2
d) Loyers, taxes, eau	42,2	43,5	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,3	51,7
e) Chauffage et éclairage	16,3	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,3	24,1	27,8
f) Articles ménagers durables	21,9	23,0	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,8	38,3	42,5
g) Entretien de la maison	14,7	15,2	16,0	17,1	17,5	18,3	19,0	19,7	21,4	22,9
h) Soins personnels et hygiène	16,9	17,6	18,4	19,7	22,0	23,5	25,2	26,7	28,9	31,6
i) Transports et communications	21,4	23,0	25,2	27,2	27,3	28,8	33,1	34,2	36,2	40,1
j) Loisirs	22,9	24,0	25,0	27,1	30,0	29,2	29,2	31,0	32,3	34,4
k) Autres dépenses et ajustement statistique	6,4	9,5	6,0	9,6	4,6	10,7	13,3	13,5	12,2	19,4
Total ...	307,3	321,8	334,9	358,9	358,6	375,1	394,5	411,0	435,4	474,0
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	33,9	36,2	37,6	40,0	44,0	46,3	49,8	51,1	54,7	59,5
b) Biens et services	16,2	13,1	14,0	13,9	14,8	16,6	17,4	16,8	19,7	23,6
c) Loyer net imputé	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,1	2,3	2,5	2,8
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0	1,1	1,1
Total ...	52,1	51,4	53,9	56,4	61,3	65,7	70,2	71,2	78,0	87,0
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	3,7	4,3	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,4
b) Industries extractives	2,5	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	1,8
c) Industries manufacturières	14,0	16,7	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	34,6	38,2
d) Construction	1,7	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	6,2	5,3
e) Electricité, gaz et eau	3,5	4,1	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,5	6,6	6,3
f) Commerce, banque, assurances	8,4	8,6	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6
g) Immeubles d'habitation	20,9	19,5	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	30,7	29,5
h) Transports et communications	8,8	9,8	10,5	10,7	12,0	11,2	12,1	12,2	12,8	13,5
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	7,4	8,3	9,1	8,5	8,5	12,1	12,3	13,8	16,0	18,8
j) Autres services	2,1	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,3	3,4	3,7
k) Variations de stocks	3,0	-0,4	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	2,4	0,8
l) Ajustement statistique	-0,4	0,1	-0,9	-0,2	-0,6	-0,6	0,2	0,1	-0,8	0,8
Total ...	75,6	77,2	91,5	97,1	86,5	97,3	106,5	124,0	130,3	137,7
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	129,1	155,3	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,1	232,8	255,7
b) Importations totales	131,7	145,9	169,9	178,2	160,3	176,4	199,0	216,9	230,3	259,6
c) Exportations nettes	-2,6	+9,4	+9,8	+6,4	+17,0	-0,1	+1,1	-0,8	+2,5	-3,9
Produit national brut aux prix du marché	432,4	459,8	490,1	518,8	523,4	538,0	572,3	605,4	646,2	694,8

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Consommation privée :									
a) Produits alimentaires	106	108	109	111	111	115	117	121	122
b) Boissons	103	103	111	109	114	117	122	125	131
c) Tabac	105	107	115	118	119	124	127	134	134
d) Vêtements et autres effets personnels	111	112	120	112	117	125	129	136	149
e) Loyers, taxes, eau	104	105	106	107	107	108	109	110	110
f) Chauffage et éclairage	111	118	117	108	110	117	123	145	161
g) Articles ménagers durables	116	122	131	128	134	156	165	181	194
h) Entretien de la maison	108	111	114	115	118	119	121	126	129
i) Soins personnels et hygiène	108	111	113	123	128	134	139	147	156
j) Transports	119	125	131	132	137	152	156	166	182
k) Communications P.T.T.	111	117	122	129	130	136	144	153	171
l) Loisirs	105	106	111	117	114	114	119	121	126
<i>Total ...</i>	<i>110</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>118</i>	<i>124</i>	<i>127</i>	<i>132</i>	<i>139</i>
2. Consommation publique :									
a) Rémunérations et pensions	107	106	106	110	115	114	115	116	119
b) Biens et services	73	75	71	77	86	89	86	99	116
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	108	115	121	127	133	141	154	167	179
<i>Total ...</i>	<i>96</i>	<i>96</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>106</i>	<i>107</i>	<i>106</i>	<i>112</i>	<i>120</i>
3. Formation intérieure brute de capital									
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	113	104	106	96	98	80	89	83	92
b) Industries extractives	91	117	110	98	68	56	74	50	59
c) Industries manufacturières	118	144	127	117	118	167	202	210	222
d) Construction	112	126	130	105	132	145	184	340	281
e) Electricité, gaz et eau	118	128	132	125	156	126	117	162	145
f) Commerce, banques, assurances	104	111	109	97	110	120	131	135	148
g) Immeubles d'habitation	111	118	124	110	120	140	149	135	124
h) Transports et communications	121	125	122	135	127	137	135	140	143
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	113	121	111	120	150	137	142	158	198
j) Enseignement	163	158	123	92	201	244	303	338	318
k) Autres services	104	111	109	107	118	124	140	141	147
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>128</i>	<i>129</i>	<i>112</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>155</i>	<i>158</i>	<i>159</i>
4. Exportations nettes de biens et services :									
a) Exportations totales	127	137	139	140	149	164	179	196	211
b) Importations totales	125	141	144	139	155	175	187	202	220
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	109,0	111,7	114,3	113,1	115,8	121,2	126,9	132,3	137,4

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juin 1964, p. 1209. — Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Bulletin statistique (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Textiles (sans confection)			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques		Construction de matériel de transport		
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1962 2 ^e trimestre .	102,4	62,2	105,3	105,6	107,3	125,2	113,7	99,8	96,7	107,3	
3 ^e trimestre .	103,8	61,5	106,0	105,2	108,3	127,7	112,9	101,1	97,2	109,5	
4 ^e trimestre .	103,0	61,6	106,6	105,7	112,3	130,3	114,4	100,2	99,1	110,0	
1963 1 ^{er} trimestre .	98,2	60,0	105,8	103,4	113,1	127,4	113,8	97,1	99,1	89,9	
2 ^e trimestre .	105,5	59,9	107,9	105,8	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9	
3 ^e trimestre .	106,1	60,2	108,3	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8	
4 ^e trimestre .	106,5	60,3	109,3	106,2	124,4	134,8	113,9	100,8	100,1	116,0	
1962 Décembre	102,6	61,2	106,2	105,4	113,5	129,7	113,3	100,3	99,1	109,4	
1963 Janvier	97,0	59,4	105,9	105,7	112,3	126,5	115,9	96,0	99,0	77,0	
Février	94,5	60,0	105,2	105,1	111,8	127,7	112,9	96,2	98,7	64,9	
Mars	103,2	60,7	106,3	99,5	115,1	128,1	112,6	99,1	99,5	109,9	
Avril	105,6	60,4	108,5	105,7	116,3	131,4	110,8	100,6	98,6	114,7	
Mai	105,6	59,7	107,9	105,9	119,7	130,7	110,4	102,9	98,9	117,9	
Juin	105,3	59,6	107,4	105,1	119,5	131,0	110,8	101,5	98,2	118,1	
Juillet	105,5	60,0	107,6	105,0	118,0	130,9	110,1	103,1	97,9	118,0	
Août	106,0	60,0	108,1	105,7	121,1	132,5	111,7	102,5	98,4	119,0	
Septembre ...	106,9	60,5	109,2	105,9	123,4	135,0	113,9	102,8	99,6	119,3	
Octobre	107,0	60,3	109,2	106,5	123,3	135,4	115,4	101,9	99,4	118,4	
Novembre ...	106,8	60,4	109,7	106,4	125,2	134,9	116,3	100,4	100,8	116,8	
Décembre	105,6	60,3	108,9	105,8	124,8	134,2	110,1	100,0	100,1	112,9	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7	70,9	27,7	13,4
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.717	20,5	8,5	9,8	49,2	23,9	14,9
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1962 4 ^e trimestre	62	90,1	39,8	50,3	1.845	15,4	7,1	6,5	17,1	15,7	13,0
1963 1 ^{er} trimestre	65	176,1	47,0	129,1	3.816	16,9	12,0	3,4	22,3	16,6	12,2
2 ^e trimestre	61	44,1	30,0	14,1	897	15,0	5,9	7,2	10,1	18,3	19,6
3 ^e trimestre	63	35,4	24,7	10,7	743	15,4	5,8	7,4	7,9	13,6	18,9
4 ^e trimestre	61	72,1	29,0	43,1	1.467	15,0	8,8	6,8	12,0	12,5	16,0
1964 1 ^{er} trimestre	64	82,3	32,6	49,7	1.755	16,1	7,6	4,6	13,0	15,6	14,1
2 ^e trimestre	62	35,9	23,3	12,6	742	14,9	5,7	7,1	7,3	14,8	14,7
1963 Juin	24	39,5	26,6	12,9	949	16,9	6,2	7,7	7,8	15,3	19,9
Juillet	19	35,8	25,1	10,7	680	14,9	6,0	7,1	8,0	12,0	17,8
Août	19	34,9	24,2	10,7	663	14,6	5,0	7,5	7,5	13,2	18,2
Septembre	25	35,4	24,8	10,6	886	16,5	6,3	7,6	8,4	16,6	19,8
Octobre	19	36,3	25,1	11,2	690	13,9	5,6	7,2	8,8	16,5	17,6
Novembre	19	41,7	28,0	13,7	793	14,1	5,6	6,4	11,3	11,0	15,4
Décembre	23	126,9	33,2	93,7	2.919	16,6	10,1	4,6	16,0	9,9	13,6
1964 Janvier	20	119,9	36,5	83,4	2.398	15,8	9,7	3,7	16,2	15,9	13,4
Février	20	62,8	33,5	29,3	1.256	15,6	5,7	4,6	13,1	15,0	14,3
Mars	24	67,1	28,6	38,5	1.610	16,9	6,3	5,4	9,7	16,0	14,5
Avril	19	40,1	26,3	13,8	762	14,5	5,9	6,7	9,1	16,5	15,0
Mai	23	35,8	23,1	12,7	823	16,0	6,0	7,2	6,7	14,0	14,4
Juin	20	32,1	20,9	11,2	641	14,2	5,2	7,4	6,0	13,9	14,9

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

Nombre de journées perdues par mois

3 Durée moyenne du chômage = Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

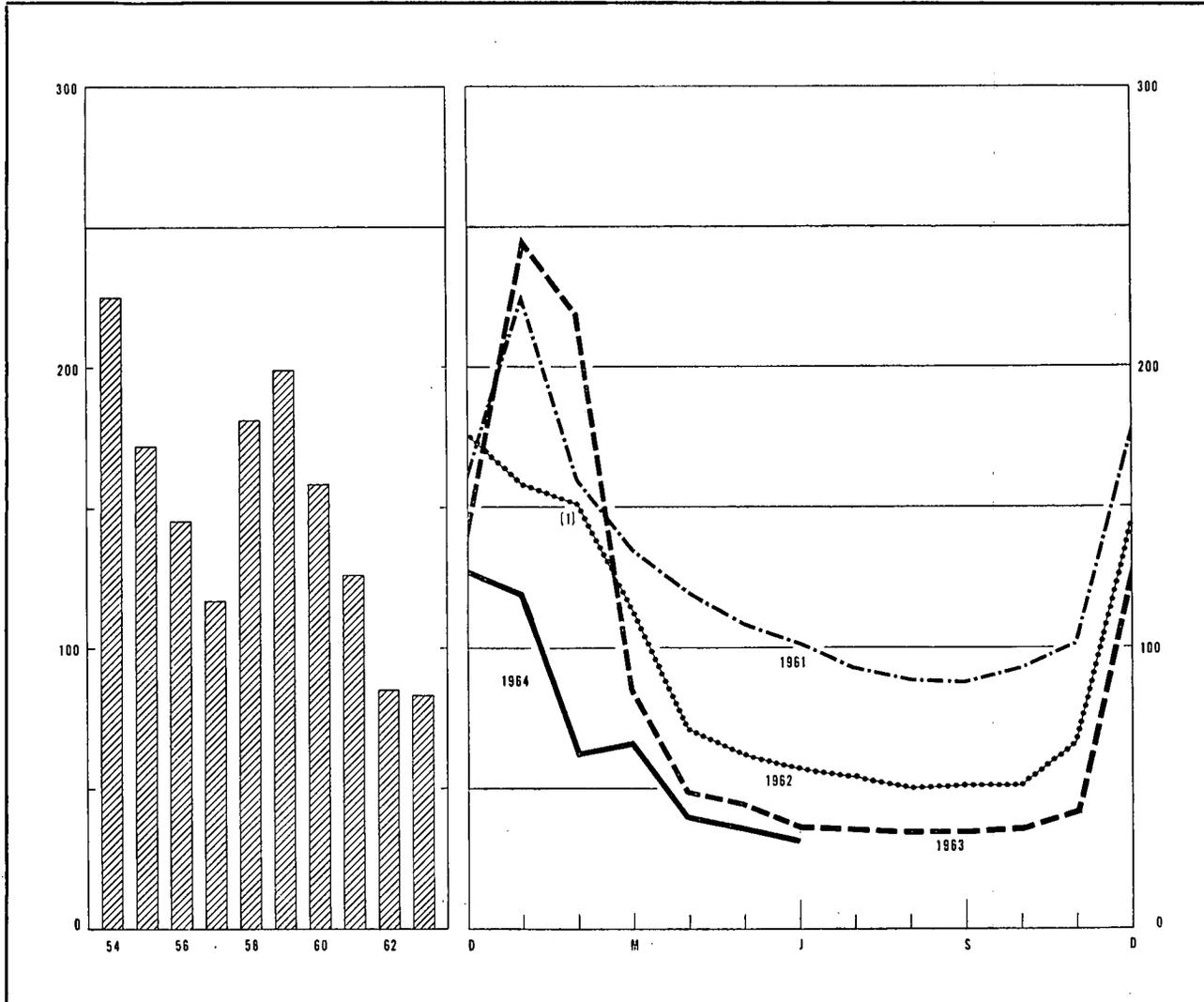
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés
Chômeurs complets + chômeurs partiels
(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1961	1962	1963	1964
1955	172	280	152	116	137	Janvier	226	158	246	120
1956	145	247	122	95	115	Février	160	151 ¹	219	63
1957	117	144	96	88	138	Mars	135	113	86	67
1958	181	204	166	149	204	Avril	120	71	49	40
1959	199	292	182	150	171	Mai	109	62	45	36
1960	158	221	149	123	137	Juin	102	57	40	32
1961	126	177	111	90	124	Juillet	93	54	36	
1962 ¹	85	141	64	52	90	Août	89	50	35	
1963	83	176	44	35	72	Septembre	88	51	35	
1964		82	36			Octobre	93	51	36	
						Novembre	102	66	42	
						Décembre	176	144	127	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficies cultivées).

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Superficie cultivées ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	272	260	280	296	270	273	256	252	246
dont : froment	191	188	208	219	200	203	206	209	200
seigle	74	68	66	69	62	63	44	39	41
Céréales non panifiables	234	254	238	240	255	252	263	260	255
Plantes industrielles	98	99	92	94	88	96	92	93	94
Plantes racines et tuberculifères	152	151	145	141	134	131	120	116	114
Légumes cultivés pour la graine	13	14	13	12	12	11	11	10	10
Prés et prairies	815	818	814	811	816	819	821	829	825
Divers	147	132	137	128	137	134	142	135	134
Total ...	1.731	1.728	1.719	1.722	1.712	1.716	1.705	1.695	1.678
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	714	596	751	779	789	773	722	835	759
Autres céréales	1.013	998	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039
Betteraves sucrières	2.495	2.305	2.600	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135
Lin (graines et paille)	272	235	182	170	124	214	196	231	240
Chicorée à café	95	54	51	56	43	55	60	37	47
Pommes de terre	2.184	2.034	2.043	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	195	189	182	178	170	159	148	141	132
Total des bovidés	2.393	2.413	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805
dont : vaches laitières et de trait	985	974	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044
Porcs	1.420	1.471	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	392	400	391	412	424	441	429	462	505

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Aiglefin	546	519	445	374	232	262	285	300	221
Cabillaud	870	764	662	834	653	689	698	868	728
Plie	392	379	427	451	381	390	291	346	424
Sole	323	299	289	315	257	350	314	347	631
Raie	312	314	356	337	342	323	328	310	298
Hareng	1.650	716	254	201	260	528	409	273	153
Crevettes	178	266	84	64	89	39	80	48	76

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

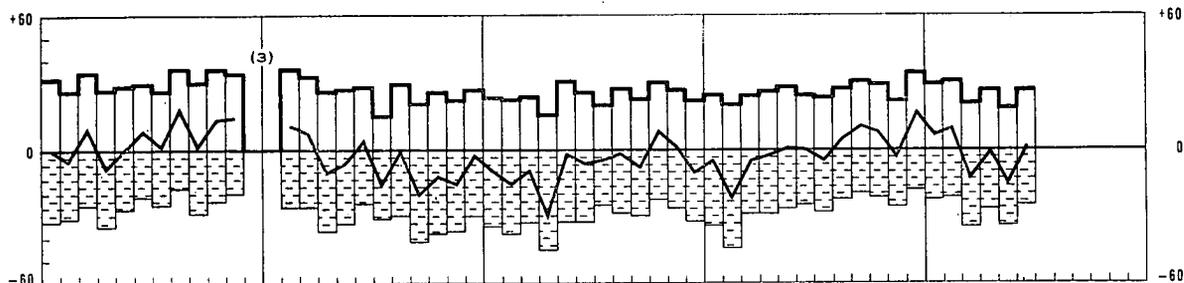
IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

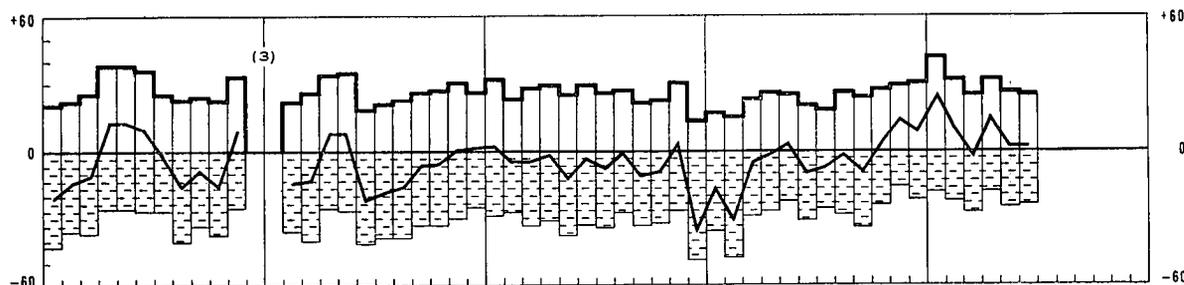
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.

- Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A et B.
- Pourcentage des réponses "Supérieur à la normale" pour les questions C et D.
- Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A et B.
- Pourcentage des réponses "Inférieur à la normale" pour les questions C et D.
- Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et en "baisse" pour les questions A et B.
- Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "Supérieur" et "Inférieur" à la normale pour les questions C et D.

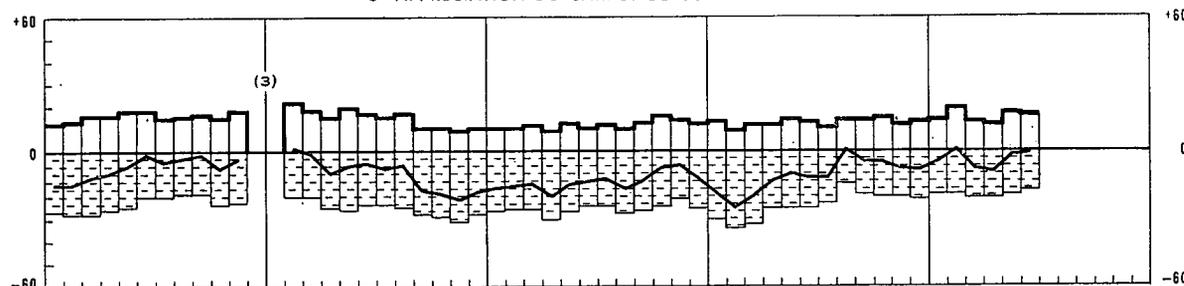
A - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



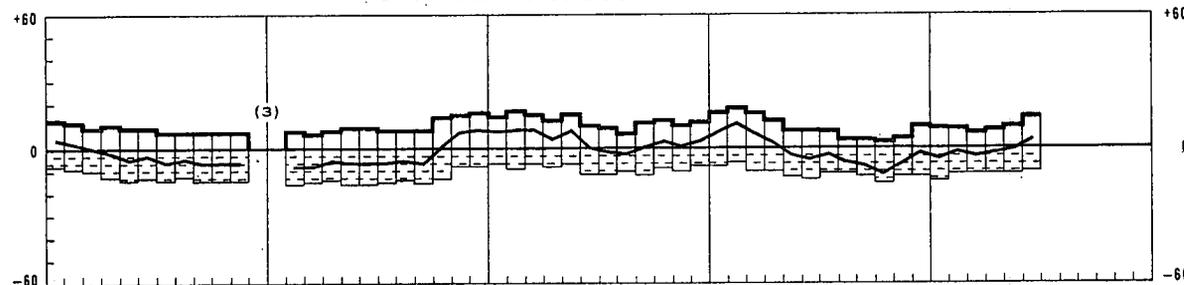
B - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



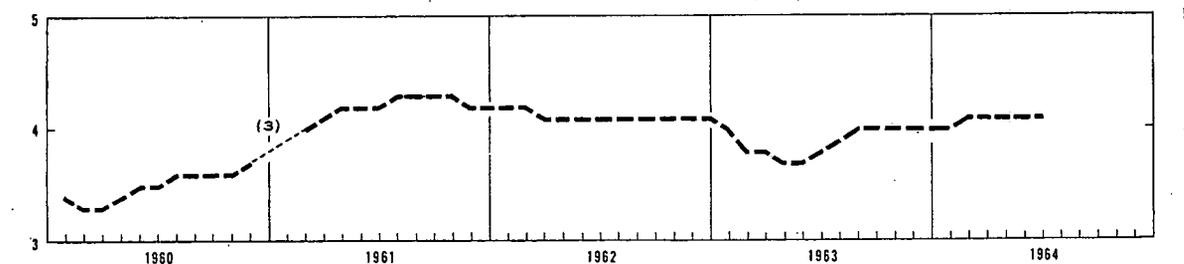
C - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



E - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
 2 Mouvements saisonniers éliminés.
 3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 1 a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1953 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P.		Source : Agefi
	Indice général	dont : industries manufacturières seules	Indice général	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1957	120	126	124	129	130
1958	114	121	116	122	125
1959	115	126	122	131	131
1960	125	139	129	140	143
1961	130	146	135	147	152
1962	138	155	p 143	p 157	162
1963	p 147	p 167	p 152	p 167	172
1962 4 ^e trimestre	146	166	p 149	p 163	169
1963 1 ^{er} trimestre	p 137	p 155	p 143	p 158	164
2 ^e trimestre	p 149	p 169	p 157	p 173	173
3 ^e trimestre	p 140	p 159	p 145	p 161	166
4 ^e trimestre	p 161	p 183	p 161	p 177	184
1964 1 ^{er} trimestre			p 161	p 176	182
2 ^e trimestre					p 185
1963 Juillet	p 129	p 148	p 133	p 148	155
Août	p 139	p 157	p 144	p 158	169
Septembre	p 151	p 172	p 160	p 176	172
Octobre	p 169	p 192	p 161	p 177	183
Novembre	p 155	p 176	p 162	p 177	181
Décembre	p 159	p 181	p 160	p 177	182
1964 Janvier	p 156	p 176	p 157	p 172	185
Février	p 152	p 173	p 160	p 177	179
Mars			p 164	p 179	182
Avril			p 167		189
Mai					p 177
Juin					p 188
Juillet					170 ¹

¹ Programme.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1953 = 100

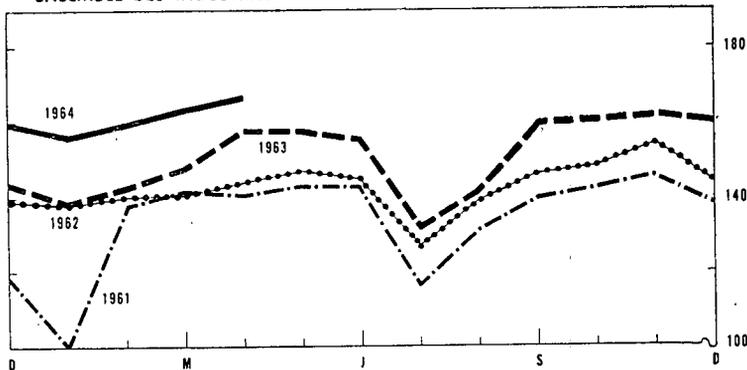
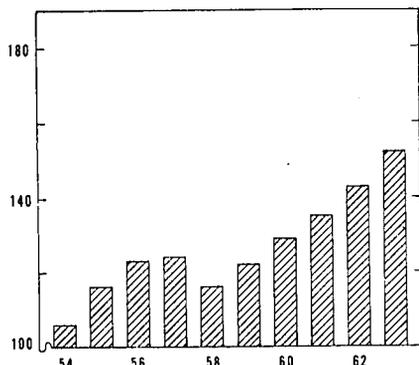
Source : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	dont :										
		Combustible et énergie	Matériaux de construction		Sidérurgie et métaux non ferreux	Fabrications métalliques	Industries alimentaires	Industries textiles				Industries chimiques
			Total	dont : verre plat				Total	Filatures	Tissages	Bonne- terie	
1957	124	104	121	130	131	135	113	123	122	119	139	136
1958	116	99	117	148	126	127	115	101	100	96	128	141
1959	122	88	131	186	136	132	116	114	118	108	139	164
1960	129	89	143	212	148	140	122	122	129	117	149	180
1961	135	88	144	184	148	150	127	131	136	122	160	195
1962	p 143	89	156	214	156	p 159	135	134	139	124	169	226
1963	p 152	93	159	205	162	p 178	p 140	144	148	131	200	215
1962 3 ^e trim. .	p 137	81	158	202	148	p 151	152	123	128	113	159	229
4 ^e trim. .	p 149	94	161	218	158	p 165	139	147	152	134	191	225
1963 1 ^{er} trim. .	p 143	98	122	209	160	p 158	127	140	146	126	192	224
2 ^e trim. .	p 157	94	167	186	164	p 192	138	149	154	135	201	219
3 ^e trim. .	p 145	83	170	206	155	p 171	154	132	137	120	175	206
4 ^e trim. .	p 161	99	176	220	171	p 193	p 141	156	154	142	229	209
1964 1 ^{er} trim. .	p 161	p 98	p 173	p 237	p 181	p 190	p 129	p 151	p 155	p 141	p 195	p 218
1963 Avril	p 158	97	162	189	165	p 189	131	151	160	135	202	235
Mai	p 158	96	168	184	163	p 194	141	150	153	136	206	216
Juin	p 156	88	170	184	165	p 192	142	147	149	134	196	207
Juillet	p 133	73	159	196	144	p 156	155	110	119	109	97	203
Août	p 144	85	169	206	152	p 160	164	133	137	113	204	201
Septembre .	p 160	90	182	215	168	p 194	145	152	153	138	224	215
Octobre ...	p 161	96	181	208	174	p 191	p 147	157	153	142	236	208
Novembre .	p 162	100	183	227	167	p 195	p 143	159	156	145	239	204
Décembre .	p 160	101	165	224	172	p 194	p 134	153	154	139	213	215
1964 Janvier ...	p 157	102	164	241	178	p 179	p 131	147	154	136	186	p225
Février ...	p 160	p 96	p 176	247	180	p 193	p 127	p 151	p 155	p 141	196	p207
Mars	p 164	p 96	p 179	p 222	p 185	p 198	p 129	p 154	p 156	p 145	p 204	p222
Avril	p 167	p 105		p 223	p 193							

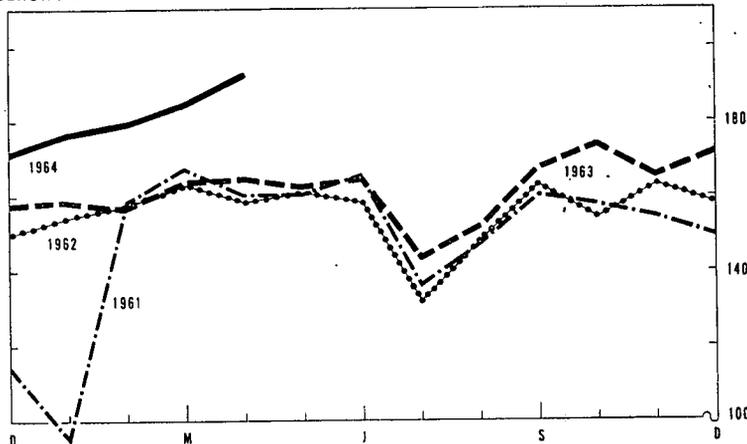
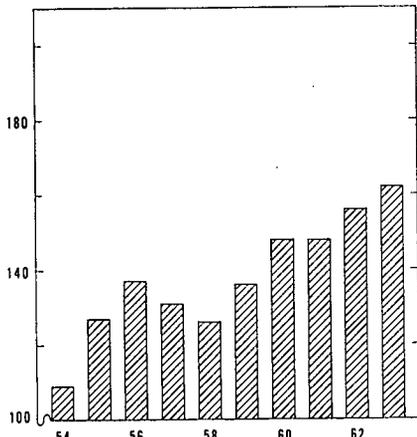
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

Base 1953 = 100

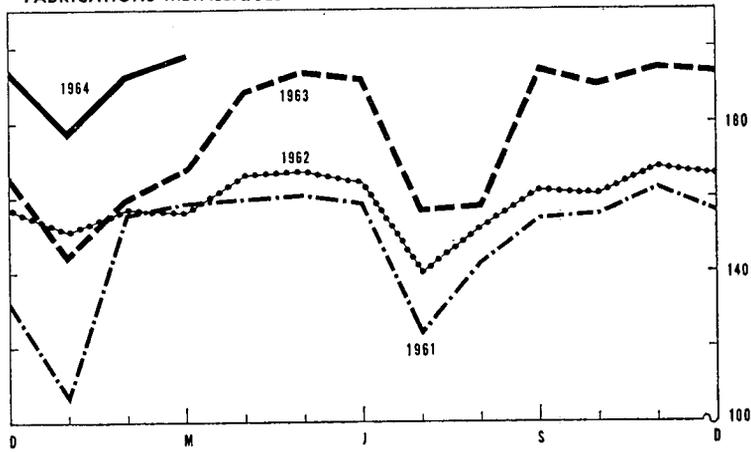
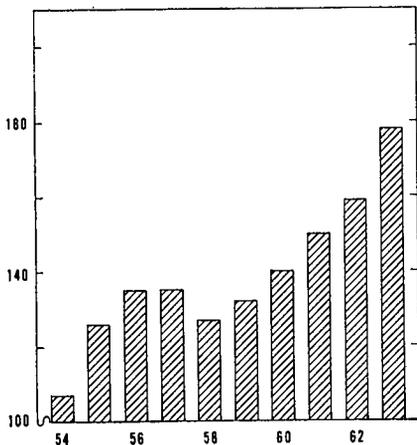
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



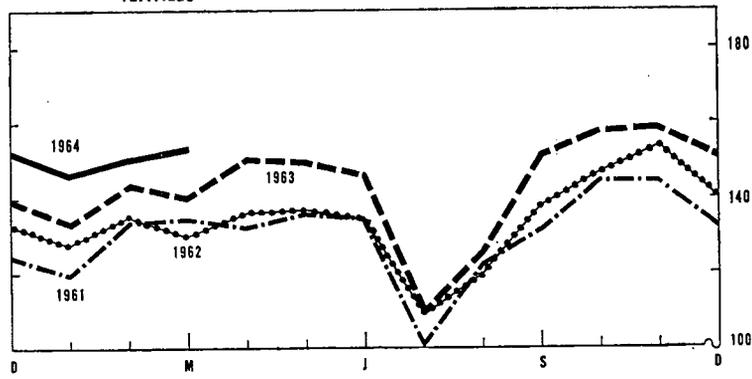
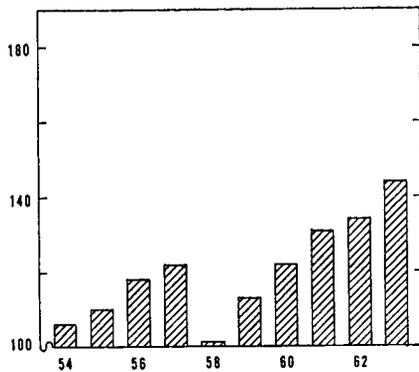
SIDERURGIE ET METAUX NON FERREUX



FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (9) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroliers bruts	Gaz		
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible	
	(milliers de tonnes)					(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
1955	2.498	371	- 287	2.702	826	912	n.d.	92	168	
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	n.d.	99	182	
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180	
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182	
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188	
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200	
1961	1.794	4.394	192	2.479	1.090	1.247	660	102	196	
1962	1.769	1.351	182	2.580	1.149	1.368	705	104	214	
1963	1.785	454	474	2.664	1.166	1.483	1.013	102	224	
1962 3 ^e trimestre	1.615	2.002	180	2.312	1.145	1.253	688	101	189	
4 ^e trimestre	1.869	1.351	309	2.807	1.187	1.565	728	105	233	
1963 1 ^{er} trimestre	1.863	974	362	2.648	1.185	1.588	971	101	255	
2 ^e trimestre	1.801	631	456	2.727	1.166	1.392	996	102	206	
3 ^e trimestre	1.569	460	496	2.435	1.119	1.332	1.031	100	196	
4 ^e trimestre	1.907	454	561	2.781	1.184	1.621	1.054	104	241	
1964 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 1.871	<i>p</i> 888			<i>p</i> 1.179	1.647	1.022	95	259	
2 ^e trimestre	<i>p</i> 1.812	<i>p</i> 1.207								
1963 Juin	1.611	631	508	2.504	1.132	1.316	1.021	100	189	
Juillet	1.331	563	515	2.342	1.092	1.253	1.024	96	178	
Août	1.663	473	437	2.480	1.114	1.324	1.047	101	201	
Septembre	1.712	460	536	2.482	1.150	1.420	1.022	101	207	
Octobre	1.964	466	524	2.723	1.176	1.608	1.058	108	224	
Novembre	1.855	481	549	2.790	1.176	1.553	1.045	99	220	
Décembre	1.901	454	609	2.831	1.200	1.702	1.060	106	279	
1964 Janvier	2.022	592	578	2.812	<i>p</i> 1.179	1.715	1.088	100	274	
Février	<i>p</i> 1.799	<i>p</i> 726	422	<i>p</i> 2.401	<i>p</i> 1.185	1.555	1.090	82	233	
Mars	<i>p</i> 1.793	<i>p</i> 888			<i>p</i> 1.174	1.670	889	103	269	
Avril	<i>p</i> 2.001	<i>p</i> 1.049			<i>p</i> 1.186	1.605	1.064			
Mai	<i>p</i> 1.643	<i>p</i> 1.093			<i>p</i> 1.155					
Juin	<i>p</i> 1.791	<i>p</i> 1.207								

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (8) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Siderurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,73	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	477	<i>p</i> 5,91	<i>p</i> 4,08	<i>p</i> 9,99	<i>p</i> 10,25
1962 4 ^e trimestre	614	462	5,74	3,67	9,41	9,63
1963 1 ^{er} trimestre	612	469	<i>p</i> 5,05	<i>p</i> 3,84	<i>p</i> 8,89	<i>p</i> 8,82
2 ^e trimestre	620	483	<i>p</i> 5,83	<i>p</i> 4,03	<i>p</i> 9,86	<i>p</i> 10,78
3 ^e trimestre	615	451	<i>p</i> 6,28	<i>p</i> 4,16	<i>p</i> 10,44	<i>p</i> 9,74
4 ^e trimestre	663	504	<i>p</i> 6,47	<i>p</i> 4,28	<i>p</i> 10,75	<i>p</i> 11,67
1964 1 ^{er} trimestre	703	537	<i>p</i> 6,52	<i>p</i> 4,81	<i>p</i> 11,33	<i>p</i> 10,84
2 ^e trimestre	<i>p</i> 724					
1963 Juin	604	468	<i>p</i> 5,47	<i>p</i> 4,18	<i>p</i> 9,65	<i>p</i> 10,90
Juillet	589	418	<i>p</i> 5,59	<i>p</i> 4,98	<i>p</i> 10,57	<i>p</i> 9,22
Août	627	445	<i>p</i> 6,30	<i>p</i> 3,77	<i>p</i> 10,07	<i>p</i> 9,26
Septembre	628	489	<i>p</i> 6,94	<i>p</i> 3,73	<i>p</i> 10,67	<i>p</i> 10,74
Octobre	696	544	<i>p</i> 6,83	<i>p</i> 4,22	<i>p</i> 11,05	<i>p</i> 12,03
Novembre	630	476	<i>p</i> 5,50	<i>p</i> 4,41	<i>p</i> 9,91	<i>p</i> 10,28
Décembre	663	490	<i>p</i> 7,09	<i>p</i> 4,22	<i>p</i> 11,31	<i>p</i> 12,70
1964 Janvier	706	546	<i>p</i> 6,29	<i>p</i> 4,40	<i>p</i> 10,69	<i>p</i> 10,42
Février	682	532	<i>p</i> 6,55	<i>p</i> 5,47	<i>p</i> 12,02	<i>p</i> 10,68
Mars	722	533	<i>p</i> 6,73	<i>p</i> 4,54	<i>p</i> 11,27	<i>p</i> 11,43
Avril	<i>p</i> 758	<i>p</i> 576	<i>p</i> 6,57	<i>p</i> 4,60	<i>p</i> 11,17	<i>p</i> 12,17
Mai	<i>p</i> 678	<i>p</i> 502				
Juin	740					

1 Estimations sur base chiffre Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et transformations
Nombre										
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.407	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	p 39.017				32.178					5.169
1963	p 36.619				23.355					5.384

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1962 3 ^e trimestre	3.320	3.226	1.010	476
4 ^e trimestre	2.943	2.337	897	486
1963 1 ^{er} trimestre	3.135	656	692	158
2 ^e trimestre	3.303	2.636	940	593
3 ^e trimestre	2.901	2.426	908	490
4 ^e trimestre	2.867	2.052	745	553
1964 1 ^{er} trimestre	4.081	1.934	851	421
1963 Mars	3.717	1.674	777	347
Avril	3.435	2.254	920	411
Mai	3.280	2.875	981	712
Juin	3.195	2.779	919	655
Juillet	3.211	2.152	976	383
Août	2.989	2.354	963	555
Septembre	2.502	2.773	786	531
Octobre	2.931	2.632	802	644
Novembre	2.748	2.189	742	629
Décembre	2.923	1.336	691	387
1964 Janvier	3.637	1.265	673	385
Février	3.960	1.894	827	399
Mars	4.645	2.644	1.053	480

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV . 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (non ajustés pour variations saisonnières)

Base 1953 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentals 1		
	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *
1 ^{er} trimestre	189	193	+ 2,1	140	143	+ 2,7	188	192	+ 2,1
2 ^o trimestre	197	209	+ 6,1	146	157	+ 8,0	203	213	+ 4,9
3 ^o trimestre	182	191	+ 4,9	137	145	+ 5,7	192	198	+ 3,1
4 ^o trimestre	207	220	+ 6,3	149	161	+ 8,3	214	224	+ 4,7
	1963	1964		1963	1964		1963	1964	
1 ^{er} trimestre	193	214	+ 10,9	143	161	+ 12,2	192	213	+ 10,9
2 ^o trimestre	209			157			213		
3 ^o trimestre	191			145			198		
4 ^o trimestre	220			161			224		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *
1 ^{er} trimestre	196	196	—	220	233	+ 5,9	164	168	+ 2,4
2 ^o trimestre	199	213	+ 7,0	226	250	+ 10,6	170	181	+ 6,5
3 ^o trimestre	168	178	+ 6,0	206	226	+ 9,7	163	170	+ 4,3
4 ^o trimestre	207	223	+ 7,7	234	255	+ 9,0	180	192	+ 6,7
	1963	1964		1963	1964		1963	1964	
1 ^{er} trimestre	196	222	+ 13,3	233	250	+ 7,3	168	184	+ 9,5
2 ^o trimestre	213			250			181		
3 ^o trimestre	178			226			170		
4 ^o trimestre	223			255			192		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimetal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Statistiques générales* (O.C.D.E.).

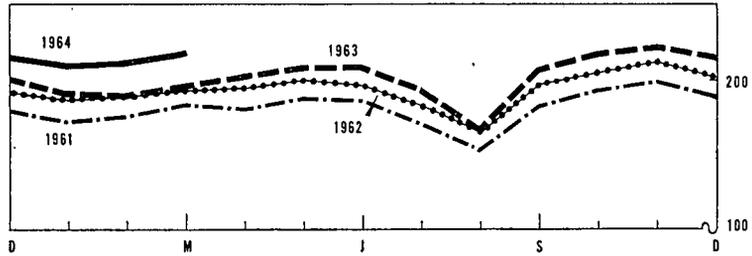
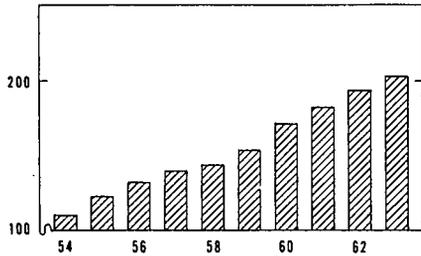
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

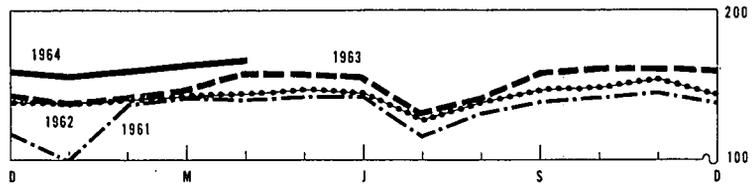
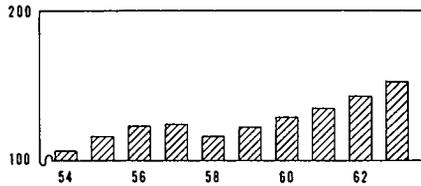
Base 1953 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)

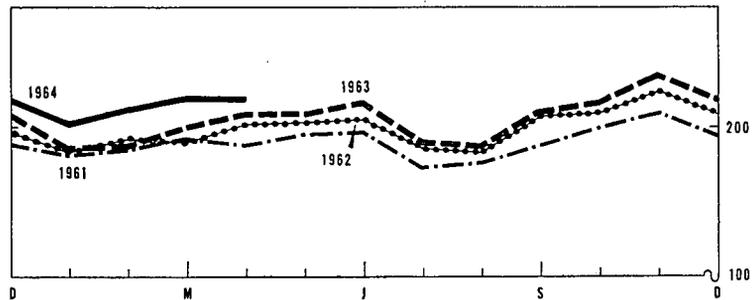
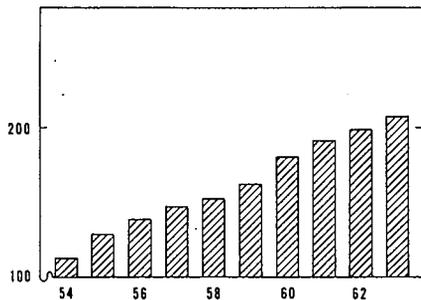
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



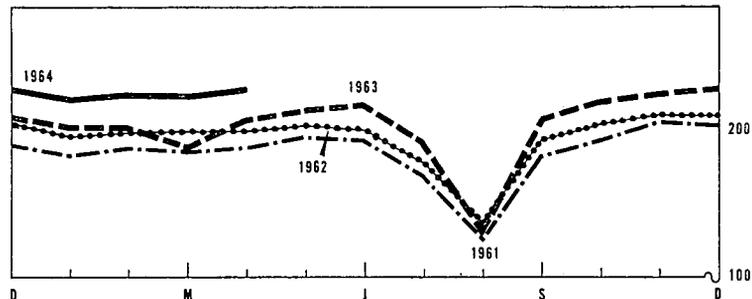
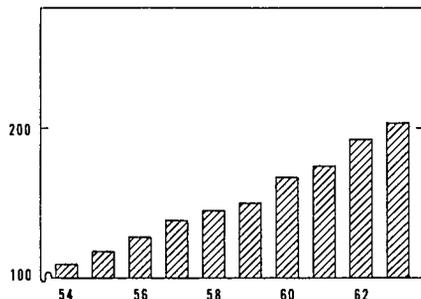
BELGIQUE



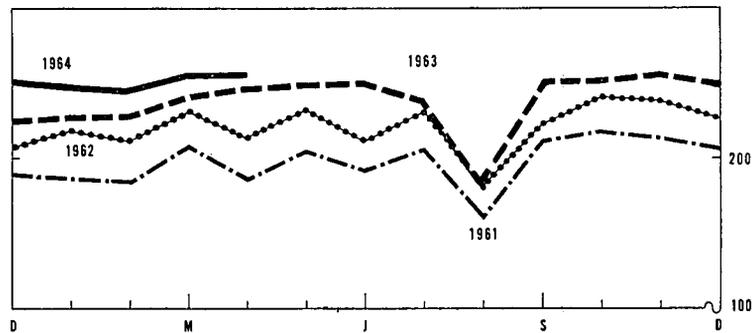
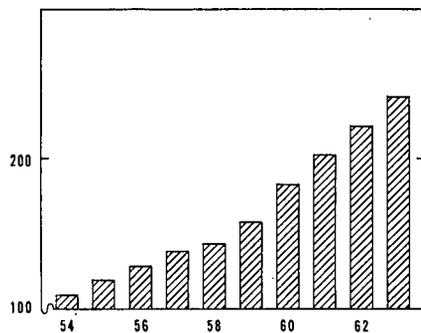
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



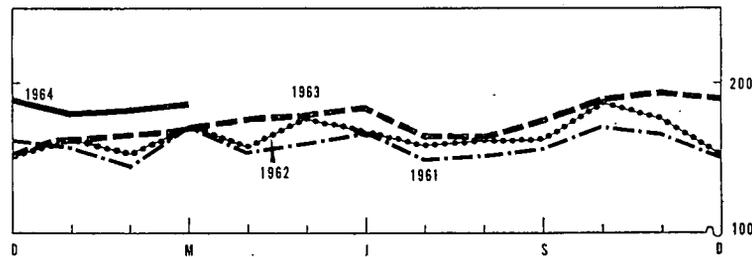
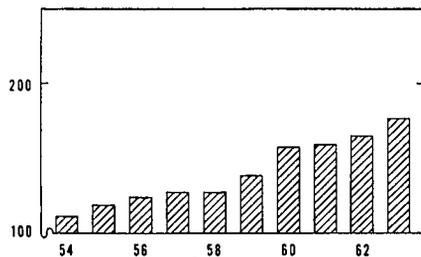
FRANCE



ITALIE



PAYS-BAS



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			dont		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives ¹ (millions)	Tonnage total (milliers de tonnes)			combustibles et huiles minérales	Minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1962 3 ^e trimestre	766	505	4.897	1.856	1.173	188	173,0	18,8
4 ^e trimestre	739	569	5.499	2.149	1.198	191	88,2	11,4
1963 1 ^{er} trimestre	718	617	5.615	2.358	1.090	181	74,3	10,5
2 ^e trimestre	760	552	5.428	2.216	1.162	166	112,6	13,5
3 ^e trimestre	765	511	4.967	1.922	1.135	162	174,7	19,2
4 ^e trimestre	760	594	5.766	2.353	1.217	173	87,0	11,9
1964 1 ^{er} trimestre	p 770	585	5.566	2.125	1.234	151	87,0	12,1
1963 Avril	767	580	5.612	2.429	1.153	175	91,0	11,4
Mai	756	555	5.519	2.225	1.172	169	99,2	12,2
Juin	756	522	5.153	1.995	1.162	153	147,6	16,9
Juillet	782	499	4.718	1.772	1.102	152	189,2	20,2
Août	752	507	5.022	1.977	1.158	162	175,3	19,1
Septembre	762	528	5.161	2.016	1.144	171	159,5	18,3
Octobre	764	605	6.012	2.403	1.261	186	115,0	14,4
Novembre	755	573	5.597	2.305	1.132	154	68,2	10,1
Décembre	761	604	5.689	2.351	1.258	180	77,9	11,3
1964 Janvier	p 779	618	5.837	2.416	1.241	157	82,9	11,6
Février	p 744	578	5.472	2.034	1.246	144	76,8	11,0
Mars	p 786	558	5.389	1.956	1.214	153	101,4	13,6
Avril	p 738	575	5.682	2.098	1.271	167	107,7	14,0
Mai			5.132					

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b). — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1962 4 ^e trimestre	4.133	2.394	1.189	146	161	71
1963 1 ^{er} trimestre	4.225	2.363	1.228	150	137	55
2 ^e trimestre	4.367	2.482	1.202	149	151	79
3 ^e trimestre	4.448	2.703	1.290	150	179	59
4 ^e trimestre	4.384	2.858	1.408	155	180	73
1964 1 ^{er} trimestre	4.558			185		
2 ^e trimestre				165		
1963 Juin	4.444	2.500	1.193	158	191	100
Juillet	4.386	2.593	1.348	166	206	53
Août	4.329	2.703	1.263	166	132	80
Septembre	4.630	2.814	1.258	119	198	44
Octobre	4.574	2.845	1.592	147	163	110
Novembre	4.273	2.849	1.306	168	208	24
Décembre	4.305	2.880	1.325	151	169	85
1964 Janvier	4.797	3.277	1.521	214	245	117
Février	4.436	2.845	1.665	135	136	58
Mars	4.442			206		
Avril	4.639			164		
Mai	4.428			152		
Juin				178		

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics ¹	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
5.336	452
2.699	198
6.512	532
6.493	525
5.896	478
6.156	510
6.900	562
6.405	510
6.174	504
6.903	572
5.372	431
5.414	430
5.238	

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1962 3 ^e trimestre	3.590	2.852	199	70	238	82	38
4 ^e trimestre	412	248	30	22	16	23	16
1963 1 ^{er} trimestre	334	196	24	17	14	21	12
2 ^e trimestre	1.422	1.009	83	41	125	50	31
3 ^e trimestre	3.793	2.981	214	73	260	94	45
4 ^e trimestre	446	255	35	23	20	26	20
1964 1 ^{er} trimestre	458	267	37	22	29	26	15
1963 Mars	379	219	29	20	16	25	15
Avril	1.272	912	102	35	89	43	20
Mai	832	520	53	36	69	41	33
Juin	2.163	1.593	95	51	217	67	40
Juillet	5.066	4.224	212	70	295	82	51
Août	5.172	4.033	313	110	364	149	46
Septembre	1.142	686	117	38	122	52	37
Octobre	499	267	37	26	27	34	30
Novembre	440	254	40	22	16	26	19
Décembre	399	245	28	22	17	19	12
1964 Janvier	348	198	25	18	15	20	13
Février	360	204	29	19	15	22	14
Mars	667	399	58	30	57	37	16

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement 4		Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage 1		Indice général	Hommes 2			Sous-vêtements et accessoires 3	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122			
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142			
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147			
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	173	172	151	135	154			
1963	180	177	185	164	179	161	p 186	p 139	p 179	193	156	140	p 156			
1962 3 ^e trimestre	159	153	157	159	172	143	136	135	173	162	149	130	147			
4 ^e trimestre	205	195	209	153	191	167	181	159	187	193	155	140	164			
1963 1 ^{er} trimestre	156	182	148	155	157	160	p 158	147	169	189	150	140	157			
2 ^e trimestre	176	167	195	165	171	159	p 224	138	p 176	186	160	142	p 155			
3 ^e trimestre	171	159	174	172	182	153	p 161	121	p 183	185	156	136	p 153			
4 ^e trimestre	216	199	224	166	206	173	p 200	p 150	p 187	214	158	140	p 157			
1964 1 ^{er} trimestre	174	190	165	184	187	165	p 197	p 171	p 181	210	162	141	p 160			
1963 Mai	177	172	191	173	179	165	p 217	137	186	192	160	147	166			
Juin	174	153	203	156	169	156	p 196	132	p 167	181	165	142	p 146			
Juillet	178	147	198	177	187	147	p 175	148	p 185	180	151	132	p 157			
Août	172	167	164	162	185	158	p 150	108	p 181	186	169	144	p 149			
Septembre	163	162	159	176	175	153	p 158	108	p 183	189	149	131	p 153			
Octobre	188	183	211	162	188	165	p 222	154	p 190	202	155	136	p 164			
Novembre	211	188	199	160	182	158	p 180	p 126	p 170	196	160	141	p 157			
Décembre	250	227	262	177	249	195	p 199	p 171	p 202	244	158	144	p 150			
1964 Janvier	166	179	164	176	174	169	p 175	p 244	p 182	195	150	141	p 160			
Février	173	191	153	193	206	162	p 170	p 124	p 168	215	175	145	p 156			
Mars	182	199	179	182	181	165	p 246	p 144	p 192	219	161	137	p 165			
Avril	187	189	196	184	189		p 287	p 128	p 195	p 211	159		p 166			
Mai	193	181	217	184	190		p 262	p 131	p 183	p 215	168		p 156			

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes. — 4 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1961 2 ^e semestre	1.430	625	169	636	11,75	2,92	3,80	5,03	4,99	1,67	1,51	1,81
1962 1 ^{er} semestre	1.405	634	170	601	11,86	3,15	3,91	4,80	5,29	1,73	1,65	1,91
2 ^e semestre	1.373	646	163	564	11,94	3,30	3,96	4,68	5,24	1,87	1,47	1,90
1963 1 ^{er} semestre	1.361	641	166	554	12,74	3,60	4,19	4,95	5,70	2,03	1,73	1,94
2 ^e semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 8 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 8 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1961 1 ^{er} semestre	55	27	1	27	87,1	31,4	6,3	49,4
2 ^e semestre	50	26	1	23	81,8	30,0	5,9	45,9
1962 1 ^{er} semestre	53	27	1	25	84,6	30,3	6,2	48,1
2 ^e semestre	54	31	1	22	87,9	33,8	7,6	46,5
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1

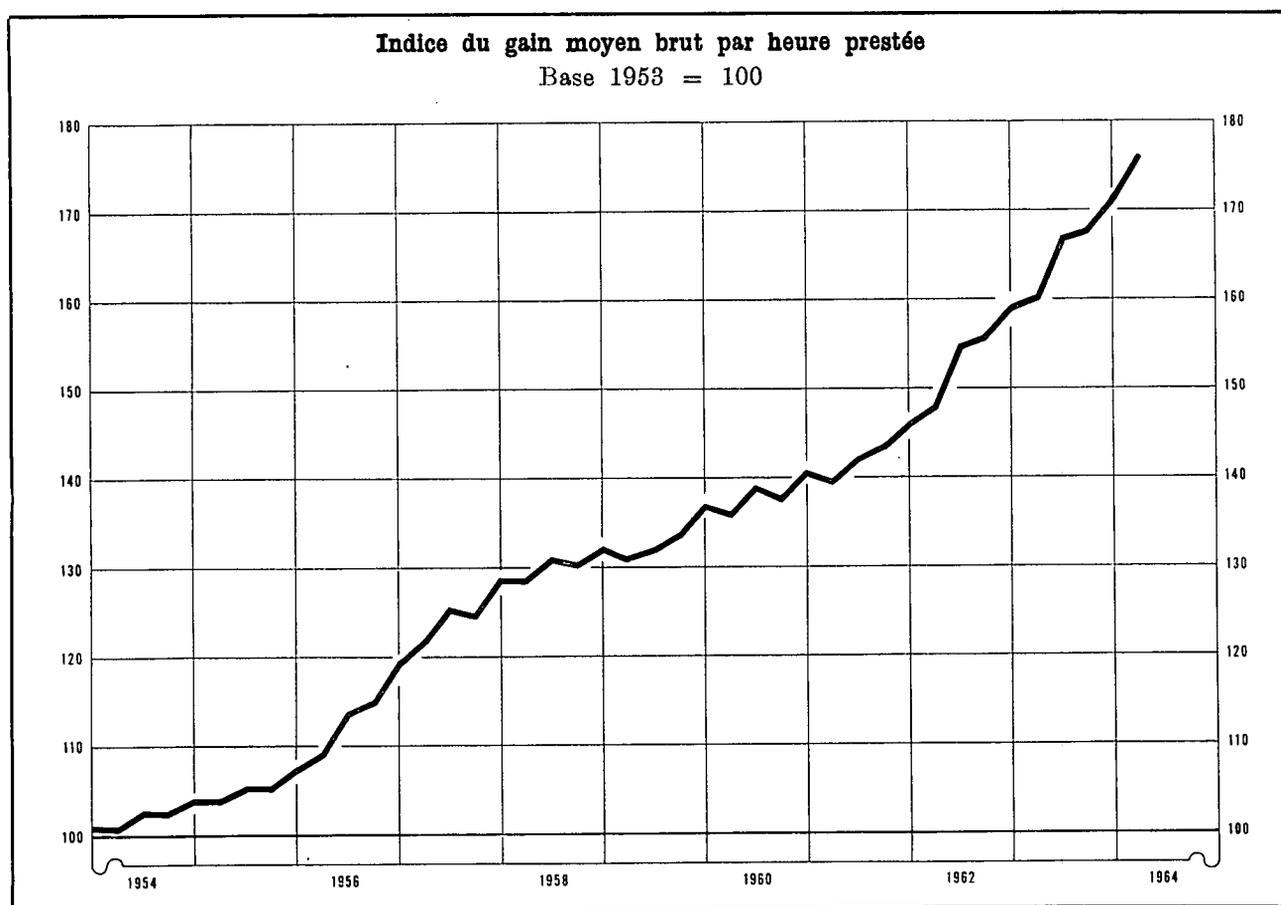
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Équipement professionnel autres que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1961 2 ^e semestre	829	3,5	1,2	2,6	24,4	12,6	14,4	433,1	19,6	9,5	299,1	8,9
1962 1 ^{er} semestre	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
2 ^e semestre	781	3,5	1,1	2,2	26,6	14,1	15,6	368,6	17,3	7,2	319,2	5,1
1963 1 ^{er} semestre	732	4,1	1,2	1,8	35,3	16,4	14,0	347,8	19,7	8,2	277,7	5,9
2 ^e semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
Crédit accordé (millions de francs)												
1961 2 ^e semestre	4.991	419	66	123	1.268	334	124	354	39	444	1.751	69
1962 1 ^{er} semestre	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
2 ^e semestre	5.238	463	66	106	1.407	353	108	384	38	428	1.855	30
1963 1 ^{er} semestre	5.696	636	81	82	1.820	442	108	308	42	473	1.656	48
2 ^e semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1961 2 ^e semestre	100,0	8,4	1,3	2,4	25,4	6,7	2,5	7,1	0,8	8,9	35,1	1,4
1962 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,6	0,8	8,0	31,9	0,8
2 ^e semestre	100,0	8,8	1,3	2,0	26,9	6,7	2,1	7,3	0,7	8,2	35,4	0,6
1963 1 ^{er} semestre	100,0	11,2	1,4	1,4	32,0	7,8	1,9	5,4	0,7	8,3	29,1	0,8
2 ^e semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non-qualifié (3)		
1955	106	105	106	108	106
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	159
1963	167	161	163		p 175
1962 Sept.	156	152	153		161
Déc.	159	153	154		165
1963 Mars	160	156	158		168
Juin	167	160	162		176
Sept.	168	163	165		177
Déc. ... p	172	164	166		p 183
1964 Mars ... p	177	169	173		p 189

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

4	Belgique (francs belges)	Alle-magne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1955	29,91	90,1	98,4	71,9	n.d.	84,2
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	80,7
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	82,4	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	84,5	98,8	89,3
1963	49,20	116,3	93,3	82,9	p 97,6	p 98,5
1960 Août-Octobre	39,93	106,7	99,5	75,6	n.d.	81,4
1961 Février-Avril	41,20	107,4	100,0	78,0	96,6	82,4
Août-Octobre	42,32	116,8	101,3	83,6	97,7	81,7
1962 Février-Avril	43,72	120,0	100,3	84,6	99,9	88,4
Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril	48,09	115,4	94,6	83,3	98,6	95,7
Août-Octobre	50,30	117,1	92,1	82,6	p 98,4	p 101,3

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours de change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1958 octobre	1959 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 avril	1968 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	39,24	39,89	40,09	41,29	45,70	46,26	48,39
Carrières ¹	30,99	31,83	34,61	34,79	37,58	38,53	39,84
Total des industries extractives ¹	38,63	39,36	39,72	40,81	45,10	45,69	47,76
<i>Industries manufacturières :</i>							
Dénrées alimentaires (sauf boissons) ...	24,25	25,24	25,98	27,67	29,41	30,73	32,75
Boissons	27,79	29,05	29,21	30,27	32,30	32,93	34,80
Tabac	21,10	21,54	22,27	22,94	26,12	26,64	29,50
Industries textiles	23,09	23,96	25,04	26,94	27,55	30,26	31,16
Chaussures, habillement	18,92	19,20	20,09	21,23	23,16	24,11	25,39
Bois (sauf meubles)	25,13	25,07	26,67	28,25	30,47	31,42	32,82
Industrie du meuble	26,14	26,08	27,59	30,05	31,38	33,56	35,27
Papier, articles en papier	27,82	26,99	28,98	30,85	33,39	35,07	35,87
Impressions et reliures	31,85	32,58	32,85	34,97	37,02	38,86	39,47
Cuir (sauf chaussures, habillement)	22,53	23,25	24,34	25,80	27,82	29,03	30,90
Industrie du caoutchouc	28,50	30,19	30,85	31,65	34,16	35,78	36,93
Industries chimiques	29,14	30,92	31,64	32,84	35,08	37,66	38,49
Dérivés du pétrole et du charbon	42,54	44,20	45,29	47,48	49,97	54,25	53,74
Produits minéraux non métalliques	28,03	29,23	30,37	32,05	34,43	35,84	37,31
Industries métallurgiques de base	37,45	39,19	41,11	42,13	45,11	45,98	47,96
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,61	30,12	31,08	32,72	35,92	37,89	38,85
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,36	32,46	33,66	34,92	37,70	40,79	40,42
Industrie électrotechnique	28,44	28,89	29,60	30,18	33,57	35,45	35,48
Construction de matériel de transport ...	37,06	36,61	37,36	37,58	42,06	44,68	45,07
Industrie du diamant	23,88	24,90	25,42	25,99	26,72	28,01	31,50
Total des industries manufacturières	27,91	28,56	29,59	31,01	33,26	35,11	36,20
dont : hommes	31,60	32,20	33,30	34,63	37,13	38,95	40,10
femmes	18,58	19,13	20,00	21,10	22,78	24,39	25,45
Construction ¹	30,42	30,72	32,76	33,17	36,21	37,81	38,66
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	29,75	30,24	31,36	32,40	35,00	36,67	37,82
dont : hommes	32,51	32,98	34,16	35,14	37,99	39,60	40,81

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par barril
1956	270	57,9	113	35,5	29	329	788	53,5	2,65
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	30	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	93	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1962 4 ^e trimestre	273	33,5	93	34,9	24	234	863	25,0	2,89
1963 1 ^{er} trimestre	279	33,9	103	35,5	23	234	853	28,3	2,89
2 ^e trimestre	273	33,5	107	35,9	22	234	898	28,7	2,89
3 ^e trimestre	253	33,6	104	35,2	20	234	913	25,3	2,89
4 ^e trimestre	270	35,8	111	35,1	20	235	976	25,7	2,89
1964 1 ^{er} trimestre	272	47,3	117	35,3	20	253	1.072	29,7	2,89
2 ^e trimestre	p 253	p 48,2		p 35,4	p 21	p 302	p 1.084		
1963 Juin	258	34,0	109	35,8	22	234	907	25,0	2,89
Juillet	248	34,1	108	35,4	21	234	901	25,0	2,89
Août	252	33,8	103	35,1	20	234	905	25,0	2,89
Septembre	259	33,8	102	35,0	20	234	934	26,0	2,89
Octobre	269	33,2	106	34,9	20	234	940	26,0	2,89
Novembre	270	36,8	115	35,9	21	234	975	25,0	2,89
Décembre	272	37,3	113	35,2	20	236	1.010	26,0	2,89
1964 Janvier	275	45,4	115	35,3	19	238	1.041	29,0	2,89
Février	273	46,7	119	35,3	20	252	1.109	29,0	2,89
Mars	267	49,9	118	35,4	20	270	1.073	31,0	2,89
Avril	275	48,9	111	35,4	20	312	1.043	32,0	2,89
Mai	p 265	p 48,4		p 35,4	p 21	p 300	p 1.055		
Juin	p 220	p 47,3		p 35,4	p 21	p 293	p 1.155		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1962 4 ^e trimestre	85	89	97	101	89	83
1963 1 ^{er} trimestre	91	90	99	102	93	91
2 ^e trimestre	94	91	100	103	95	101
3 ^e trimestre	92	89	100	102	94	101
4 ^e trimestre	98	90	103	104	100	125
1964 1 ^{er} trimestre	98	92	104	105	100	110
2 ^e trimestre	96	91	103	106	97	
1963 Juin	95	91	101	103	96	101
Juillet	94	90	100	102	95	97
Août	91	88	99	102	92	100
Septembre	91	88	100	102	94	106
Octobre	97	90	102	103	100	129
Novembre	99	90	103	104	101	123
Décembre	98	90	103	104	100	122
1964 Janvier	99	94	104	104	102	123
Février	98	91	104	105	100	106
Mars	96	90	104	105	99	102
Avril	97	91	104	106	99	105
Mai	96	92	103	106	98	
Juin	94	89	102	106	94	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

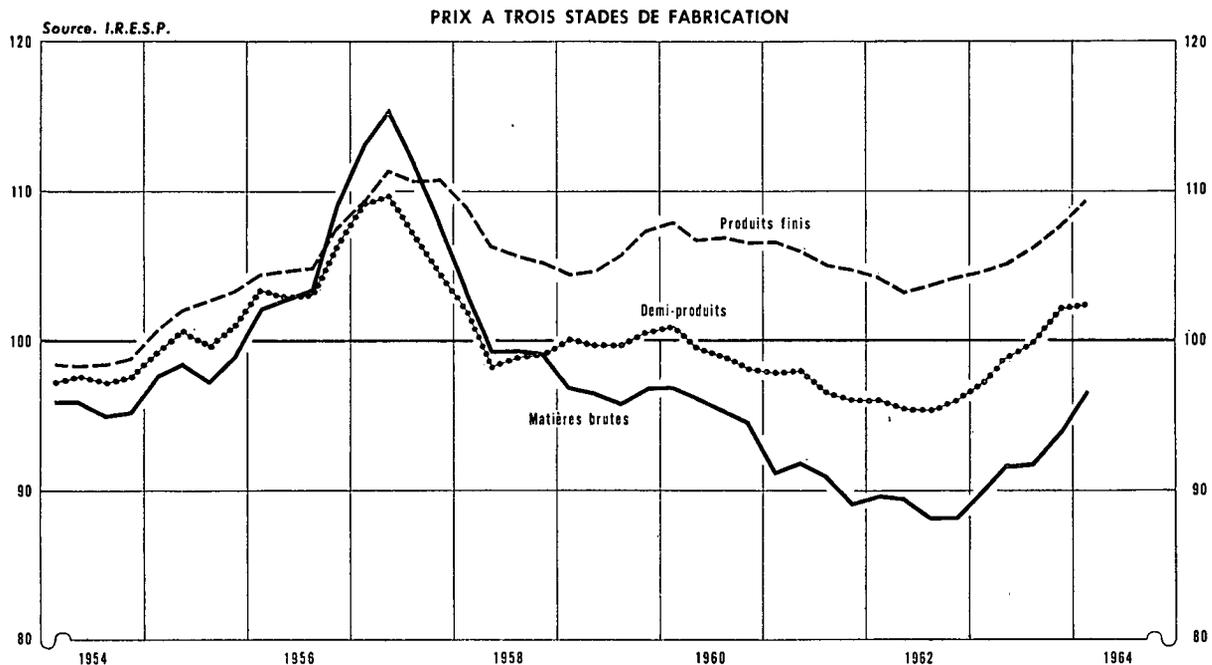
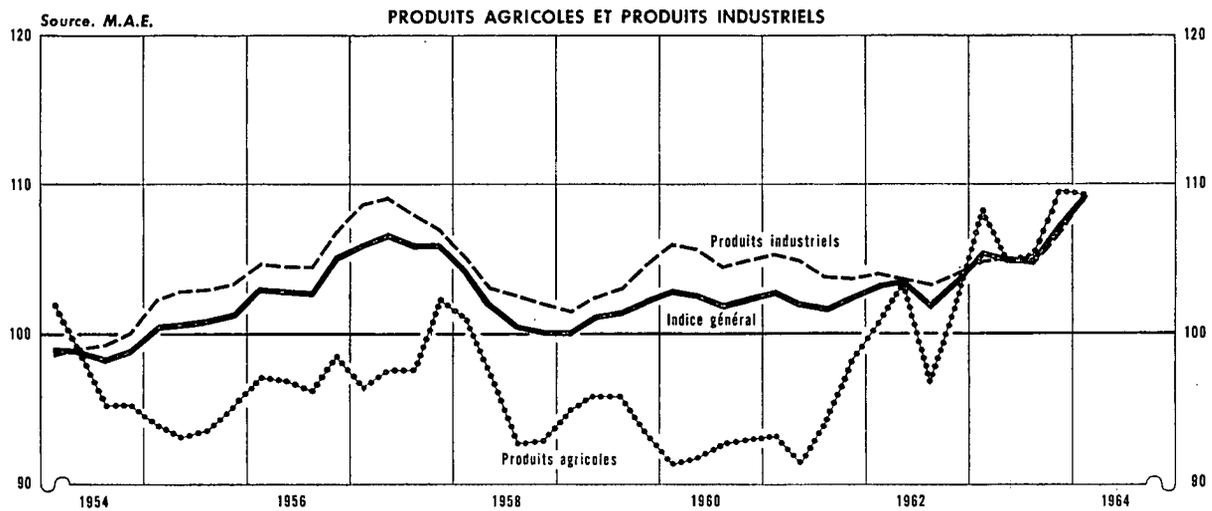
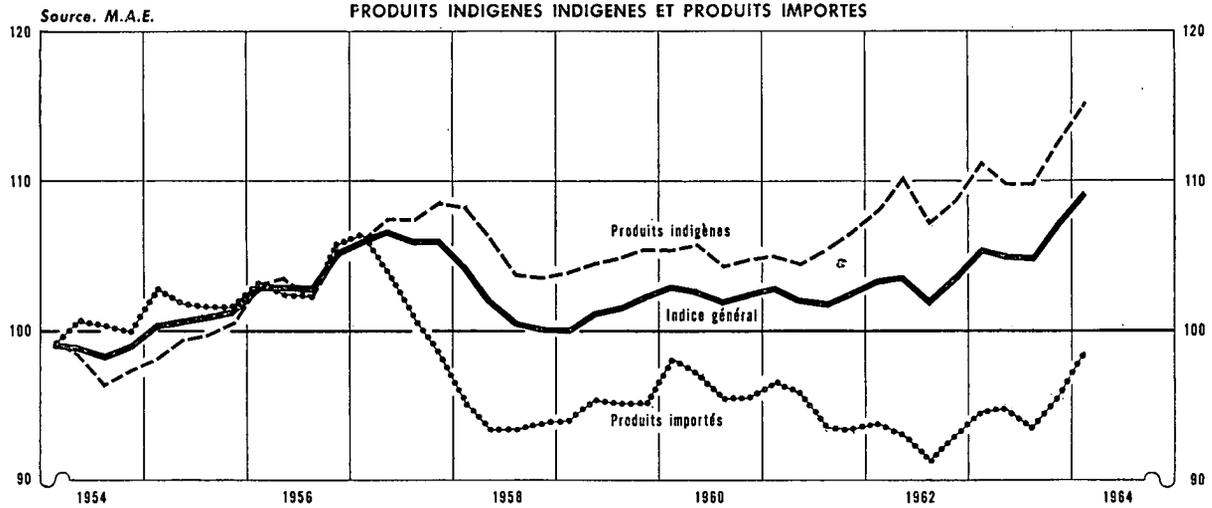
Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,9	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	102,9	103,9	102,0
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,2	107,0	104,7
1957	106,3	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,2	109,2
1958	101,8	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	116,4	96,3	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,4	103,0	108,9
1961	102,4	105,0	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	100,2	103,0	108,5
1962	103,2	108,7	92,7	100,7	100,9	95,1	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,5	103,1	108,6
1963	105,8	110,9	94,5	107,0	117,8	97,5	105,4	99,7	109,4	95,4	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1962 4 ^e trimestre	103,6	108,7	92,9	102,0	108,7	95,9	104,0	98,2	108,2	91,0	104,4	128,6	97,3	103,1	109,3
1963 1 ^{er} trimestre	105,5	111,3	94,5	108,2	114,5	102,3	104,9	98,3	108,5	94,4	105,8	129,0	98,2	103,9	110,2
2 ^e trimestre	105,1	109,9	94,7	104,9	113,5	97,2	105,1	99,6	108,9	94,4	105,3	130,0	98,4	103,9	110,6
3 ^e trimestre	105,0	109,9	93,5	105,2	118,7	93,7	104,9	99,4	109,7	94,6	103,9	130,1	97,6	104,1	110,5
4 ^e trimestre	107,4	112,6	95,6	109,7	125,1	96,9	106,9	101,9	110,6	98,4	105,3	131,1	100,9	106,3	111,5
1964 1 ^{er} trimestre	109,3	115,3	98,5	109,3	126,2	95,3	109,3	103,0	113,1	100,6	108,1	135,4	103,5	108,4	114,0
2 ^e trimestre	110,5	116,7	99,1	110,8	125,4	98,4	110,4	103,7	115,4	98,6	108,7	139,9	103,9	109,9	115,3
1963 Avril	105,0	110,1	94,5	104,7	110,7	99,1	105,0	99,2	108,8	93,8	106,4	129,9	98,3	103,6	110,8
Mai	105,0	109,6	95,2	104,5	113,6	96,4	105,1	99,6	109,0	94,3	105,5	129,9	98,3	104,0	110,6
Juin	105,2	110,0	94,3	105,5	116,3	96,1	105,1	99,9	108,9	95,2	104,1	130,1	98,7	104,0	110,4
Juillet	104,7	109,5	93,4	104,3	115,7	94,5	104,8	99,1	109,6	94,6	103,9	130,1	97,6	104,0	110,4
Août	104,8	109,5	93,4	104,6	119,7	92,0	104,8	99,2	109,7	94,4	104,0	130,1	97,5	104,2	110,3
Septembre	105,4	110,7	93,6	106,7	120,8	94,7	105,0	99,9	109,9	94,9	103,8	130,1	97,7	104,2	110,8
Octobre	106,2	111,3	94,4	107,7	120,8	96,8	105,9	100,6	110,2	96,5	104,6	130,6	99,2	105,2	111,0
Novembre	107,4	112,5	95,5	109,0	124,3	96,1	107,0	101,8	110,6	99,1	105,1	130,6	101,4	106,5	111,4
Décembre	108,7	113,9	96,8	112,4	130,1	97,9	107,8	103,4	110,0	99,7	106,2	132,1	102,2	107,3	112,1
1964 Janvier	109,2	115,6	97,7	112,5	129,7	98,3	108,4	102,9	111,6	100,3	107,7	132,1	102,7	107,6	112,9
Février	109,2	115,0	98,6	107,2	123,5	93,7	109,6	103,3	113,5	101,1	108,2	136,2	104,1	108,6	114,3
Mars	109,6	115,3	99,2	108,1	125,3	94,0	109,9	102,9	114,1	100,3	108,3	137,8	103,7	109,1	114,9
Avril	110,2	116,3	98,6	110,4	124,1	98,8	110,1	103,0	114,6	99,1	109,3	138,2	103,5	109,7	114,9
Mai	110,3	116,3	99,1	110,8	126,5	97,7	110,1	103,9	115,1	98,4	108,3	138,2	104,1	109,7	114,7
Juin	111,1	117,4	99,6	111,1	125,7	98,8	111,0	104,3	116,5	98,3	108,5	143,2	104,2	110,3	116,4

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

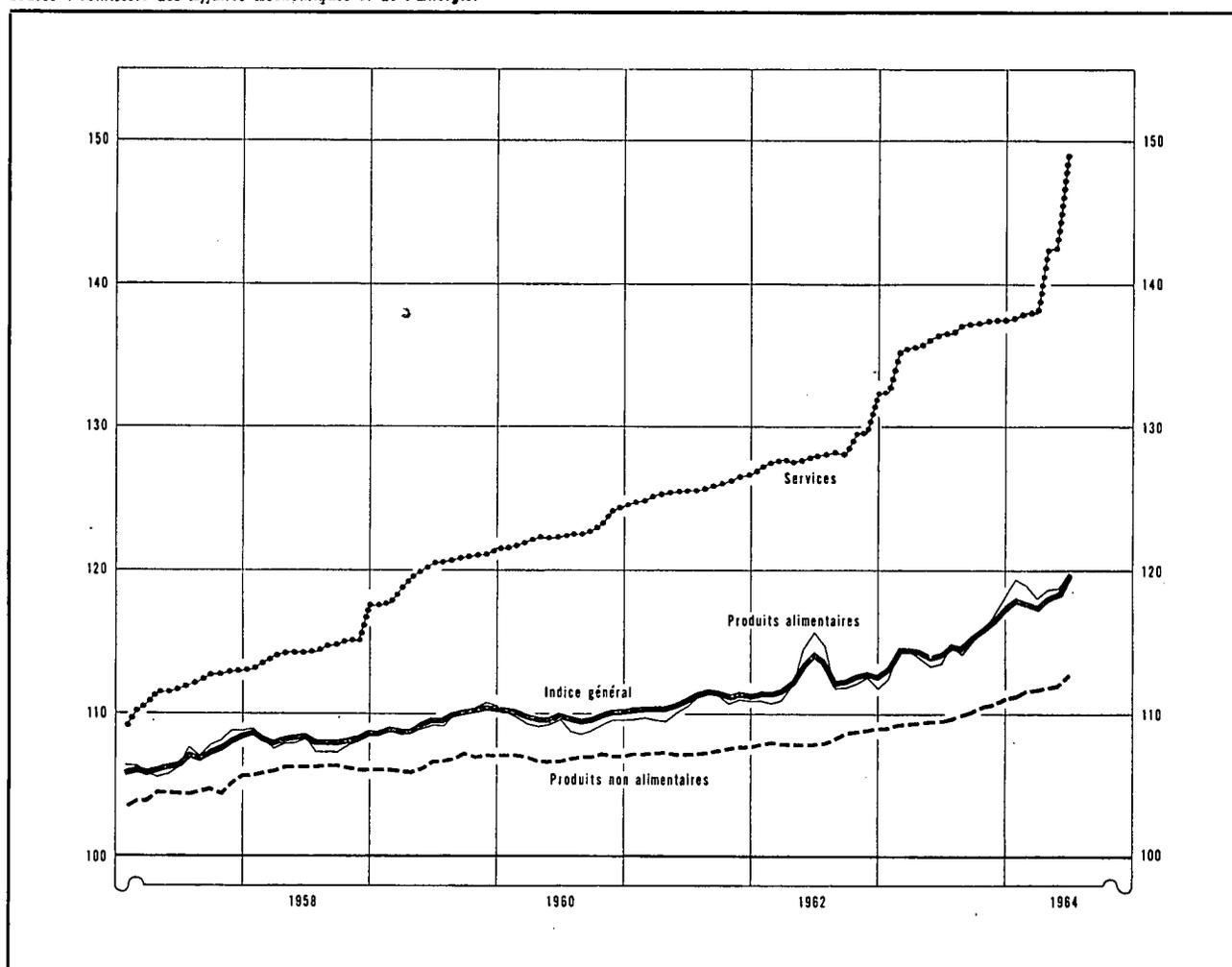
Base 1953 = 100



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

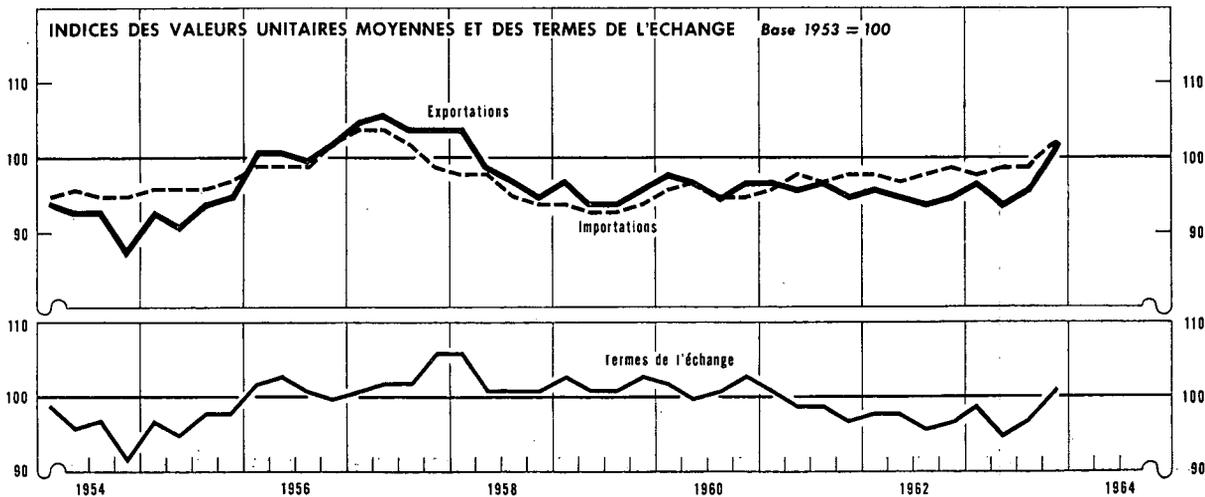
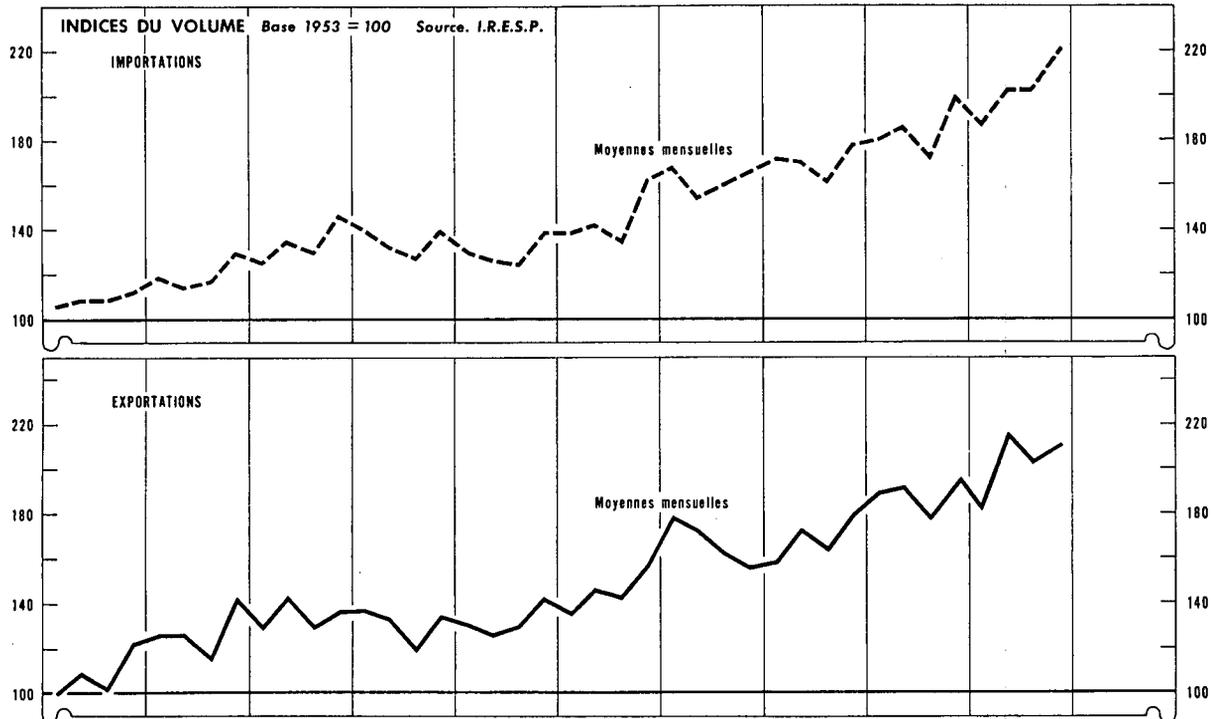
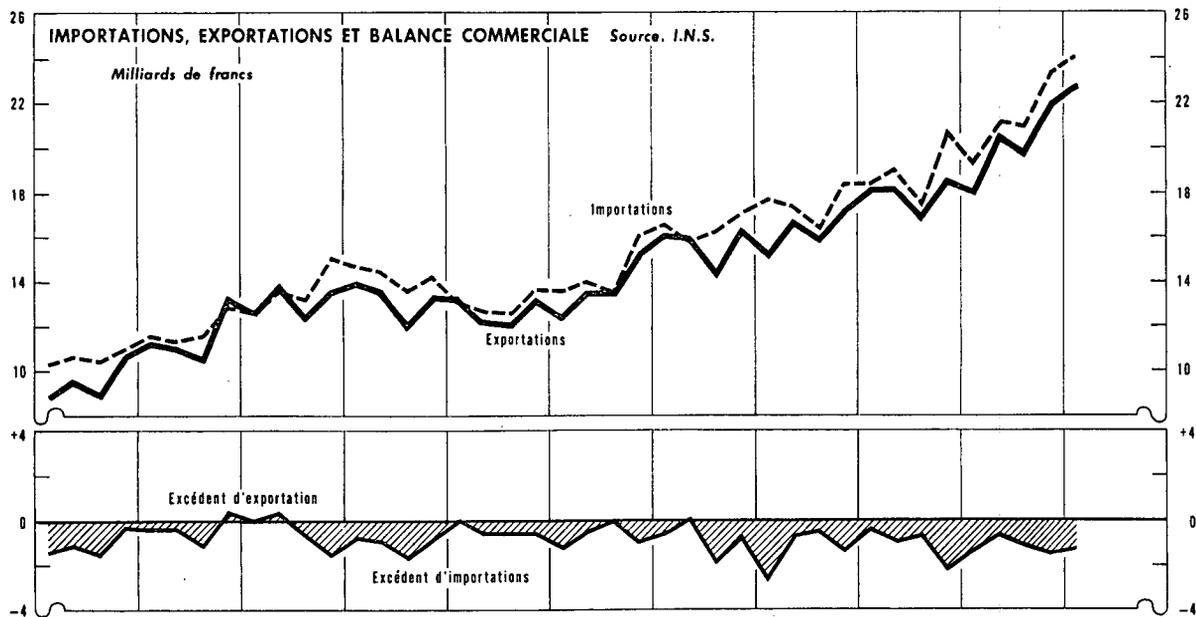
Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 68 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
1954	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,8		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,05		114,7		109,9		136,3	
1 ^{er} trimestre	114,13	117,90	113,7	118,8	109,3	111,6	134,5	137,9
2 ^e trimestre	114,26	118,86	113,6	119,1	109,6	112,2	136,2	144,6
3 ^e trimestre	115,07		114,6		110,0		137,0	
4 ^e trimestre	116,70		117,0		110,8		137,5	
Janvier	113,19	118,11	112,4	119,4	109,1	111,3	132,5	137,6
Février	114,58	117,98	114,4	119,0	109,3	111,7	135,4	138,0
Mars	114,63	117,61	114,4	118,0	109,4	111,8	135,6	138,0
Avril	114,42	118,21	113,9	118,6	109,5	111,9	135,8	142,4
Mai	114,10	118,50	113,3	118,8	109,6	112,0	136,2	142,5
Juin	114,27	119,88	113,5	119,8	109,6	112,8	136,6	149,0
Juillet	114,91	120,84	114,7	121,4	109,7	113,5	136,6	149,3
Août	114,77		114,1		110,0		137,2	
Septembre	115,54		115,1		110,3		137,3	
Octobre	116,02		115,9		110,6		137,4	
Novembre	116,57		116,8		110,8		137,5	
Décembre	117,51		118,2		111,1		137,5	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het Financiële Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1959 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	160	164	96	97	102
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	171	169	97	96	99
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	185	189	98	95	97
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	203	204	99	97	98
1962 3 ^e trimestre	17,6	17,0	- 0,6	97	173	179	98	94	96
1962 4 ^e trimestre	20,8	18,7	- 2,1	90	200	196	98	95	97
1963 1 ^{er} trimestre	19,4	18,1	- 1,3	93	188	183	98	96	98
1963 2 ^e trimestre	21,2	20,6	- 0,6	98	202	216	99	94	95
1963 3 ^e trimestre	21,0	19,9	- 1,1	95	201	203	99	96	97
1963 4 ^e trimestre	23,6	22,0	- 1,6	93	222	211	101	102	101
1964 1 ^{er} trimestre	^p 24,1	22,8	^p - 1,3	^p 95					
1963 Janvier-avril	19,9	18,9	- 1,0	95					
1964 Janvier-avril	^p 24,4	23,2	- 1,2	95					
1963 Mai	21,6	21,1	- 0,5	98					
1963 Juin	19,9	19,7	- 0,2	99					
1963 Juillet	20,0	21,0	+ 1,0	105					
1963 Août	20,6	18,1	- 2,5	88					
1963 Septembre	20,9	20,5	- 0,4	98					
1963 Octobre	24,2	24,7	+ 0,5	102					
1963 Novembre	22,1	20,3	- 1,8	92					
1963 Décembre	22,8	21,0	- 1,8	92					
1964 Janvier	24,6	22,5	- 2,1	92					
1964 Février	23,7	22,4	- 1,3	94					
1964 Mars	^p 24,0	23,4	^p - 0,6	^p 97					
1964 Avril	^p 25,5	24,4	- 1,1	95					
1964 Mai	^p	21,3							

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indice des prix à l'importation}}$

N. B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
1962 3 ^e trimestre	3,03	4,19	1,18	2,72	1,20	0,22	0,47	0,47	0,78	0,62	2,14	17,02
1962 4 ^e trimestre	3,14	4,35	1,42	3,16	1,25	0,22	0,41	0,51	0,88	0,96	2,35	18,65
1963 1 ^{er} trimestre	2,99	4,34	1,33	3,04	1,33	0,16	0,51	0,47	0,90	0,91	2,16	18,14
1963 2 ^e trimestre	3,35	5,35	1,62	3,23	1,49	0,28	0,67	0,47	0,90	0,80	2,49	20,65
1963 3 ^e trimestre	3,24	4,96	1,51	3,02	1,41	0,26	0,80	0,53	0,96	0,80	2,39	19,88
1963 4 ^e trimestre	3,25	5,46	1,71	3,65	1,60	0,29	0,66	0,55	1,08	1,03	2,71	21,99
1964 1 ^{er} trimestre	3,67	6,07	1,68	3,63	1,52	0,32	0,69	0,59	1,10	0,74	2,79	22,80
1963 Mars	3,47	4,82	1,58	3,34	1,49	0,20	0,69	0,46	0,96	1,06	2,42	20,49
1963 Avril	3,49	5,42	1,72	3,28	1,53	0,33	0,60	0,49	0,78	0,96	2,52	21,12
1963 Mai	3,30	5,89	1,54	3,23	1,46	0,27	0,79	0,49	1,15	0,72	2,47	21,11
1963 Juin	3,27	4,95	1,60	3,18	1,50	0,24	0,63	0,43	0,79	0,71	2,41	19,71
1963 Juillet	3,43	5,75	1,60	3,07	1,45	0,24	0,75	0,53	1,02	0,74	2,45	21,03
1963 Août	3,18	4,30	1,23	2,73	1,43	0,26	0,91	0,49	0,60	0,72	2,28	18,13
1963 Septembre	3,10	4,81	1,69	3,26	1,35	0,27	0,74	0,56	1,27	0,96	2,46	20,47
1963 Octobre	3,71	6,06	1,93	4,14	1,84	0,28	0,78	0,60	1,13	1,33	2,91	24,71
1963 Novembre	2,96	5,14	1,43	3,26	1,42	0,28	0,63	0,51	1,11	0,91	2,62	20,27
1963 Décembre	3,08	5,13	1,83	3,55	1,51	0,31	0,57	0,53	1,01	0,86	2,62	21,00
1964 Janvier	3,70	5,95	1,66	3,53	1,61	0,37	0,78	0,58	1,01	0,78	2,57	22,54
1964 Février	3,61	5,77	1,64	3,64	1,48	0,37	0,71	0,57	1,11	0,70	2,84	22,44
1964 Mars	3,69	6,50	1,74	3,72	1,47	0,23	0,58	0,62	1,19	0,75	2,93	23,42

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, no 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, no 1-2, juillet-août 1963.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement (13)	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total			non durables			durables 12
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9	autres produits 10				alimentaires		autres 11	
													liquides 8	autres 9							produits animaux	produits végétaux		
Ancienne série																								
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74				541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74				649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78				809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88				1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94				957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111			897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227			946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488
1960 2 ^e trimestre	11.707	3.931	1.214	1.216	912	342	170	293	107	232			894	672	696		1.028	3.109	380	761	315	1.653	1.897	16.713
Nouvelle série																								
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.224	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.571	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.886	21.300
1962 1 ^{er} trimestre	12.758	4.259	1.683	1.505	733	194	222	220	94	213	79	627	457	720	756	308	688	3.281	367	742	337	1.835	2.472	18.511
2 ^e trimestre	13.115	4.461	1.566	1.523	792	206	182	226	100	259	72	765	396	765	766	313	723	3.411	346	914	313	1.838	2.542	19.068
3 ^e trimestre	11.948	4.233	1.316	1.289	686	344	171	239	102	271	57	474	368	720	702	293	683	3.268	365	754	319	1.890	2.370	17.586
4 ^e trimestre	14.127	4.597	1.761	1.541	874	323	215	263	114	268	92	768	438	923	835	330	785	3.731	432	936	321	2.042	2.900	20.758
1963 1 ^{er} trimestre	13.373	4.435	1.666	1.485	843	168	234	220	109	203	84	855	520	756	809	304	682	3.582	394	808	336	2.044	2.449	19.404
2 ^e trimestre	14.187	4.723	1.561	1.297	945	291	217	260	118	309	87	898	366	1.013	941	344	817	4.011	374	1.003	372	2.262	2.976	21.174
3 ^e trimestre	14.051	4.494	1.621	1.373	913	434	194	277	121	319	71	986	312	973	848	344	771	4.018	512	892	354	2.260	2.949	21.018
4 ^e trimestre	15.968	5.147	1.798	1.763	1.052	369	231	304	127	329	87	994	375	1.097	993	386	916	4.463	568	975	376	2.544	3.174	23.605

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée, à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

VIII - 4 a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5	95,9	94,5	95,8	96,6	95,6	95,9	95,5	94,7	93,7	94,3
Biens de consommation	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3	93,3	93,2	92,9	93,3	92,8	94,6	93,0	94,7	93,3	94,3
Biens d'équipement	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1	102,8	108,4	103,9	106,7	104,4	105,1	108,8	108,1	110,3	108,4
Ensemble ...	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6	95,6	96,1	95,7	95,9	96,8	95,9	96,5	96,5	96,1	95,3	95,7
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1	102,4	97,4	103,6	103,5	102,3	100,8	98,5	97,6	96,6	96,8
Fabrications métalliques	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8	98,6	99,1	98,3	98,3	98,8	100,2	100,0	99,3	99,7	99,3
Métaux non ferreux	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5	92,5	91,4	91,8	94,7	91,1	92,7	92,8	91,8	90,1	91,1
Textiles	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1	83,1	82,7	82,8	82,8	83,5	83,4	82,8	82,8	82,7	82,6
Produits chimiques	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2	89,6	85,9	91,3	88,9	88,5	90,8	87,1	87,7	85,4	85,5
Industrie houillère	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8	89,3	91,4	92,1	89,0	87,0	89,9	86,7	89,2	93,5	97,3
Industrie pétrolière	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4	172,4	168,3	177,9	175,5	167,7	170,7	171,5	170,5	166,2	167,6
Verres et glaces	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7	112,5	111,0	111,8	113,5	114,5	113,2	113,3	112,2	110,1	108,7
Produits agricoles	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7	106,9	111,9	106,2	107,8	104,0	108,7	112,5	116,6	109,0	112,2
Ciments	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0	101,6	100,9	99,4	98,3	103,1	104,8	105,2	100,8	100,6	98,2
Carrières	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3	116,3	114,7	121,6	116,3	115,2	113,8	119,0	113,0	116,6	112,6
Céramiques	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5	103,7	108,9	103,3	100,8	103,9	104,1	104,4	109,0	111,4	108,4
Bois et meubles	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5	102,5	100,1	101,8	104,0	101,0	102,3	98,1	100,2	100,1	100,7
Peaux, cuirs et chaussures	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1	94,8	93,5	95,9	90,4	96,2	95,9	98,3	93,2	93,5	96,2
Papier et livre	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3	89,3	92,1	92,4	91,8	90,8	91,4	92,6	92,5	92,8	90,4
Tabacs manufacturés	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3	93,8	104,2	89,1	93,8	95,9	96,5	97,9	103,8	114,7	101,5
Caoutchouc	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1	78,4	76,4	79,6	77,7	78,4	78,1	76,4	78,4	76,0	74,6
Industries alimentaires	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5	83,5	82,1	83,4	83,4	84,0	84,3	82,7	81,3	82,2	84,0
Divers	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7	92,3	90,0	92,7	95,1	89,3	92,5	86,9	99,8	85,6	93,2
Ensemble ...	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8	97,1	96,2	94,9	96,5	96,5	95,8	96,5	95,5	95,4	94,5	94,9
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3	101,6	100,1	99,2	100,6	99,7	99,9	100,0	99,0	99,3	99,2	99,2

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	172,3	191,6	172,0	173,5	163,8	184,4	186,9	192,1	178,3	206,6
Biens de consommation	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	165,6	170,4	169,2	166,7	160,4	173,9	168,4	169,7	165,8	188,0
Biens d'équipement	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	209,4	228,9	200,5	208,3	197,4	215,1	219,7	227,2	215,7	243,5
Ensemble ...	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	163,9	175,2	191,5	174,6	175,9	166,7	185,7	186,9	191,7	180,1	207,3
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	165,4	179,1	146,4	178,1	168,6	169,4	182,1	187,7	171,4	176,6
Fabrications métalliques	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	194,6	210,6	245,6	205,1	232,7	204,3	231,8	250,2	263,7	232,3	237,3
Métaux non ferreux	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	161,0	165,0	174,0	155,9	149,3	166,9	167,0	174,5	145,9	172,8
Textiles	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	170,4	194,3	167,8	169,8	160,7	184,4	194,3	194,3	180,5	211,6
Produits chimiques	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	198,7	209,8	198,1	204,6	199,6	195,0	219,4	223,1	205,5	202,3
Industrie houillère	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	71,6	69,5	58,2	71,2	80,1	76,8	76,8	71,1	66,8	63,4
Industrie pétrolière	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	166,4	183,4	136,5	164,8	194,2	170,2	193,5	185,5	186,7	164,1
Verres et glaces	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	231,7	269,5	200,7	214,0	258,5	226,6	275,3	283,1	246,8	272,0
Produits agricoles	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	211,2	263,8	237,2	183,5	199,1	271,3	250,9	216,1	295,5	320,4
Ciments	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	73,6	72,3	47,5	83,4	89,7	73,6	57,7	78,5	73,8	79,0
Carrières	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	152,7	178,7	122,0	161,5	165,2	165,7	149,5	191,3	195,5	188,7
Céramiques	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	259,0	221,7	189,5	281,2	297,6	290,6	229,0	245,5	206,9	235,4
Bois et meubles	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	325,5	454,7	276,4	333,7	326,8	408,3	417,3	460,9	427,1	545,5
Peaux, cuirs et chaussures	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	185,2	203,3	185,6	188,9	179,2	190,7	195,8	207,4	197,2	204,1
Papier et livre	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	288,7	333,2	274,4	297,8	277,7	284,9	328,0	334,6	343,6	373,3
Tabacs manufacturés	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	527,8	493,5	537,9	520,4	511,3	540,9	548,4	425,9	474,5	524,1
Caoutchouc	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	248,4	277,7	232,7	276,5	226,0	266,6	274,5	281,7	259,3	304,3
Industries alimentaires	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	154,6	186,4	142,2	143,1	159,3	174,4	179,0	185,4	170,1	213,5
Divers	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	120,2	128,4	133,4	138,7	120,4	123,7	135,2	156,3	96,6	155,0	125,2
Ensemble ...	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	168,3	175,0	195,3	167,6	179,9	173,0	185,1	197,7	200,4	186,9	198,8

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	1,64	1,36	- 0,28	1,47	1,16	- 0,31	1,56	2,40	+ 0,83
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,23	1,46	- 0,77	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1962 3 ^e trimestre	3,48	3,21	- 0,27	2,49	1,97	- 0,52	2,64	3,85	+ 1,21
4 ^e trimestre	3,79	3,56	- 0,23	3,10	2,53	- 0,57	3,07	4,36	+ 1,29
1963 1 ^{er} trimestre	3,56	3,25	- 0,31	2,93	2,59	- 0,34	2,92	3,98	+ 1,06
2 ^e trimestre	4,09	3,90	- 0,19	3,31	3,12	- 0,19	3,12	4,72	+ 1,60
3 ^e trimestre	4,10	3,78	- 0,32	2,89	2,72	- 0,17	3,10	4,54	+ 1,44
4 ^e trimestre	4,66	4,00	- 0,66	3,70	3,32	- 0,38	3,42	4,98	+ 1,56
1964 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 4,69	4,19	<i>p</i> - 0,50	<i>p</i> 3,89	3,53	<i>p</i> - 0,36	<i>p</i> 3,59	5,24	<i>p</i> + 1,65
1963 Mai	4,20	4,02	- 0,18	3,43	3,02	- 0,41	3,26	4,95	+ 1,69
Juin	3,86	3,68	- 0,18	3,11	2,91	- 0,20	2,96	4,49	+ 1,53
Juillet	3,88	3,60	- 0,28	2,95	2,92	- 0,03	2,80	5,15	+ 2,35
Août	3,99	3,75	- 0,24	2,74	2,09	- 0,65	2,97	3,91	+ 0,94
Septembre	4,36	3,99	- 0,37	2,91	3,15	+ 0,24	3,44	4,55	+ 1,11
Octobre	4,66	4,36	- 0,30	3,95	3,39	- 0,56	3,74	5,36	+ 1,62
Novembre	4,52	3,81	- 0,71	3,36	3,25	- 0,11	3,29	4,79	+ 1,50
Décembre	4,57	3,82	- 0,75	3,74	3,34	- 0,40	3,18	4,78	+ 1,60
1964 Janvier	4,45	3,80	- 0,65	3,75	3,54	- 0,21	3,71	5,04	+ 1,33
Février	4,64	4,16	- 0,48	3,98	3,56	- 0,42	3,48	5,13	+ 1,65
Mars	<i>p</i> 4,97	4,62	<i>p</i> - 0,35	<i>p</i> 3,95	3,48	<i>p</i> - 0,47	<i>p</i> 3,57	5,55	<i>p</i> + 1,98
Avril	5,13	4,64	- 0,49	3,82	3,71	- 0,11	3,73	5,84	+ 2,11
Mai	<i>p</i>	4,62			3,33			4,68	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	0,18	0,25	+ 0,07	4,87	5,17	+ 0,30	6,78	7,44	+ 0,66
1956	0,20	0,26	+ 0,07	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,01	5,72	- 0,29	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1962 3 ^e trimestre	0,57	0,63	+ 0,06	9,18	9,66	+ 0,48	11,77	12,47	+ 0,70
4 ^e trimestre	0,57	0,86	+ 0,29	10,53	11,31	+ 0,78	13,68	14,45	+ 0,77
1963 1 ^{er} trimestre	0,62	0,93	+ 0,31	10,03	10,75	+ 0,72	12,94	13,83	+ 0,89
2 ^e trimestre	0,71	0,99	+ 0,28	11,23	12,73	+ 1,50	14,40	16,05	+ 1,65
3 ^e trimestre	0,82	1,08	+ 0,26	10,91	12,12	+ 1,21	13,85	15,21	+ 1,36
4 ^e trimestre	0,79	1,14	+ 0,35	12,57	13,44	+ 0,87	16,14	16,97	+ 0,83
1964 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 0,89	1,00	<i>p</i> + 0,11	<i>p</i> 13,06	13,96	<i>p</i> + 0,90	<i>p</i> 16,45	17,36	<i>p</i> + 0,91
1963 Mai	0,74	0,95	+ 0,21	11,63	12,94	+ 1,31	14,87	16,34	+ 1,47
Juin	0,68	1,04	+ 0,36	10,61	12,12	+ 1,51	13,85	15,34	+ 1,49
Juillet	0,78	0,98	+ 0,20	10,41	12,65	+ 2,24	13,24	15,86	+ 2,62
Août	0,82	1,02	+ 0,20	10,52	10,77	+ 0,25	13,54	13,88	+ 0,34
Septembre	0,80	1,25	+ 0,45	11,51	12,94	+ 1,43	14,34	15,91	+ 1,57
Octobre	0,95	1,33	+ 0,38	13,30	14,44	+ 1,14	17,05	18,67	+ 1,62
Novembre	0,70	1,07	+ 0,37	11,87	12,92	+ 1,05	15,27	15,75	+ 0,48
Décembre	0,72	1,01	+ 0,29	12,21	12,95	+ 0,74	15,60	16,48	+ 0,88
1964 Janvier	0,83	0,96	+ 0,13	12,74	13,34	+ 0,60	16,05	17,01	+ 0,96
Février	0,95	1,03	+ 0,08	13,05	13,87	+ 0,82	16,52	17,13	+ 0,61
Mars	<i>p</i> 0,90	1,00	<i>p</i> + 0,10	<i>p</i> 13,40	14,65	<i>p</i> + 1,25	<i>p</i> 16,79	17,93	<i>p</i> + 1,14
Avril	1,01	0,93	- 0,08	13,69	15,12	+ 1,43			
Mai	<i>p</i>	0,74			13,37				

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	1,31	1,01	- 0,30	1,00	0,74	- 0,26	1,12	0,80	- 0,32
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,98	0,72	- 0,26	0,95	0,80	- 0,15
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,88	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,94	0,81	- 0,13
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1962 3 ^e trimestre	1,67	1,61	- 0,06	1,44	0,87	- 0,57	0,93	0,68	- 0,25
4 ^e trimestre	2,00	1,52	- 0,48	1,65	0,99	- 0,66	1,17	0,78	- 0,39
1963 1 ^{er} trimestre	1,77	1,53	- 0,24	1,69	1,04	- 0,65	1,19	0,86	- 0,33
2 ^e trimestre	1,97	1,72	- 0,25	1,84	1,23	- 0,61	1,37	0,80	- 0,57
3 ^e trimestre	1,90	1,83	- 0,07	1,62	1,11	- 0,51	1,42	0,73	- 0,69
4 ^e trimestre	2,23	1,77	- 0,46	1,89	1,24	- 0,65	1,19	0,84	- 0,35
1964 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 2,16	1,88	<i>p</i> - 0,28	<i>p</i> 1,79	1,24	<i>p</i> - 0,55		0,99	
1963 Mai	1,78	1,88	+ 0,10	1,88	1,28	- 0,60	1,32	0,82	- 0,50
Juin	2,07	1,53	- 0,54	1,94	1,23	- 0,71	1,16	0,76	- 0,40
Juillet	1,88	2,00	+ 0,12	1,60	1,21	- 0,39	1,49	0,85	- 0,64
Août	1,88	1,54	- 0,34	1,64	1,09	- 0,55	1,35	0,68	- 0,67
Septembre	1,86	1,96	+ 0,10	1,54	1,04	- 0,50	1,00	0,67	- 0,33
Octobre	2,23	2,42	+ 0,19	2,06	1,54	- 0,52	0,93	0,96	+ 0,03
Novembre	2,08	1,44	- 0,64	1,85	0,94	- 0,91	1,06	0,71	- 0,35
Décembre	2,27	1,47	- 0,80	1,71	1,26	- 0,45	1,28	0,83	- 0,45
1964 Janvier	2,24	1,88	- 0,36	1,70	1,39	- 0,31	1,65	1,09	- 0,56
Février	2,15	1,90	- 0,25	1,88	1,24	- 0,64	1,20	0,99	- 0,21
Mars	<i>p</i> 2,09	1,86	<i>p</i> - 0,23	<i>p</i> 1,80	1,09	<i>p</i> - 0,71		0,88	
Avril	2,15	2,14	- 0,01	2,02	1,32	- 0,70			
Mai	<i>p</i>	1,79			0,96				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine ¹			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	0,60	0,55	- 0,05	0,97	0,55	- 0,42	0,36	0,41	+ 0,05
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,63	0,72	+ 0,09	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,67	0,46	- 0,21
1962 3 ^e trimestre	0,83	0,55	- 0,28	0,77	0,20	- 0,57	0,65	0,46	- 0,19
4 ^e trimestre	0,91	0,51	- 0,40	0,71	0,16	- 0,55	0,78	0,44	- 0,34
1963 1 ^{er} trimestre	0,89	0,44	- 0,45	0,72	0,17	- 0,55	0,52	0,38	- 0,14
2 ^e trimestre	0,86	0,45	- 0,41	0,67	0,18	- 0,49	0,63	0,47	- 0,16
3 ^e trimestre	0,98	0,46	- 0,52	0,72	0,20	- 0,52	0,76	0,47	- 0,29
4 ^e trimestre	0,96	0,51	- 0,45	0,72	0,27	- 0,45	0,78	0,53	- 0,25
1964 1 ^{er} trimestre		0,56			0,27			0,52	
1963 Mars	0,93	0,46	- 0,47	0,60	0,16	- 0,44	0,51	0,45	- 0,06
Avril	0,86	0,45	- 0,41	0,76	0,18	- 0,58	0,51	0,44	- 0,07
Mai	0,90	0,44	- 0,46	0,89	0,17	- 0,72	0,63	0,56	- 0,07
Juin	0,74	0,47	- 0,27	0,30	0,20	- 0,10	0,72	0,41	- 0,31
Juillet	0,93	0,48	- 0,45	0,63	0,19	- 0,44	0,71	0,46	- 0,25
Août	1,01	0,52	- 0,49	0,85	0,18	- 0,67	0,84	0,41	- 0,43
Septembre	0,95	0,38	- 0,57	0,61	0,23	- 0,38	0,68	0,52	- 0,16
Octobre	1,06	0,59	- 0,47	0,79	0,26	- 0,53	0,75	0,52	- 0,23
Novembre	0,74	0,44	- 0,30	0,70	0,31	- 0,39	0,63	0,44	- 0,19
Décembre	0,83	0,50	- 0,33	0,53	0,23	- 0,30	0,81	0,62	- 0,19
1964 Janvier	1,05	0,59	- 0,46	0,92	0,28	- 0,64	0,75	0,55	- 0,20
Février	0,93	0,58	- 0,35	0,86	0,29	- 0,57	0,60	0,43	- 0,17
Mars		0,52			0,24			0,58	

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics .				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé .	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) valeurs belges .	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	+ 1,5
b) valeurs étrang.	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

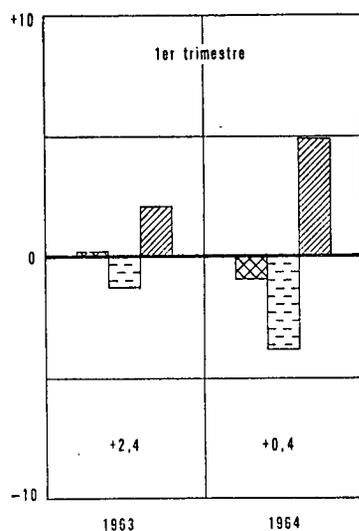
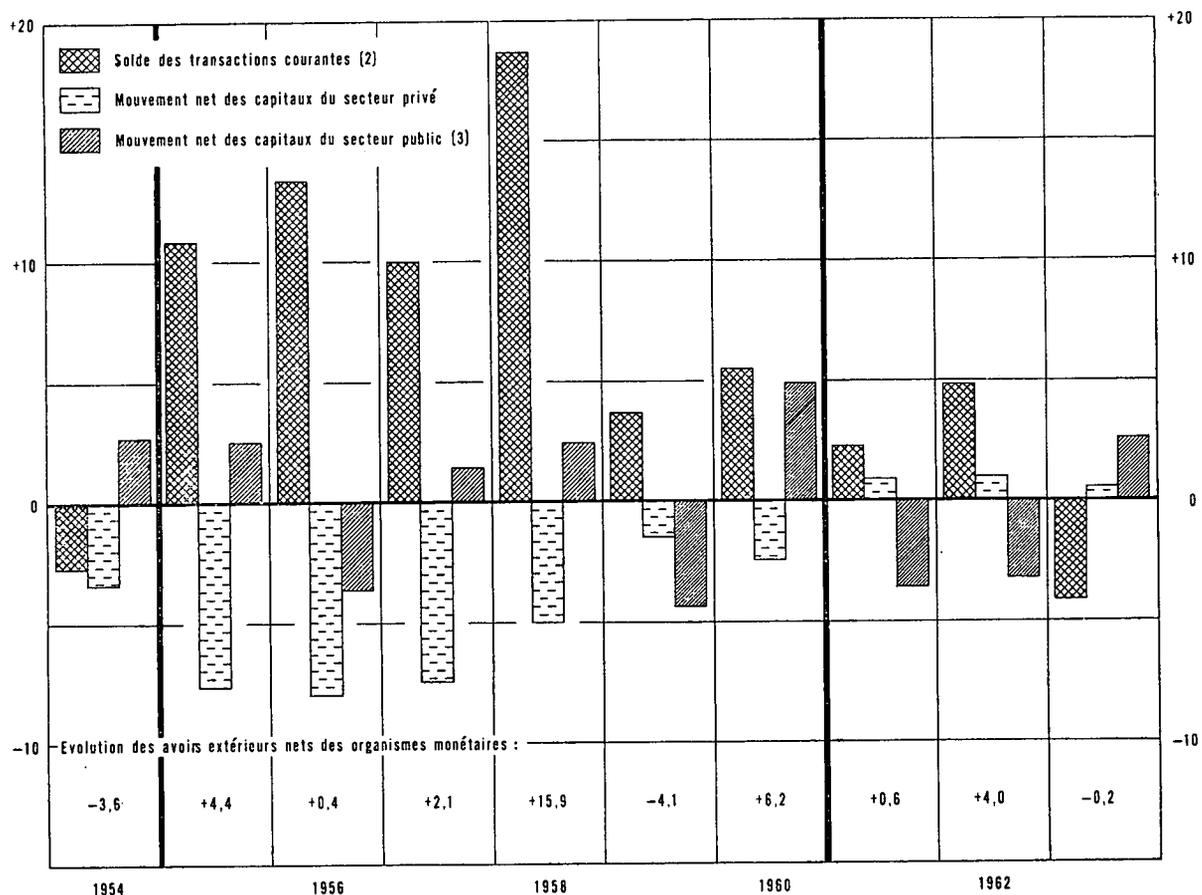
³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 30 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrit par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

IX — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. ¹

(milliards de francs)



¹ La balance de l'année 1954 n'est pas strictement comparable à celles des années suivantes. En outre, les balances des années 1961 à 1963 ne peuvent être rapprochées exactement de celles des années antérieures en raison notamment de la ventilation, pour ces trois années, de la rubrique « Opérations non déterminées » entre le « Solde des transactions courantes » et le « Mouvement net des capitaux du secteur privé ».

² Les transactions courantes groupent les transactions sur biens et services, les transferts privés et les transferts de l'Etat.

³ Le secteur public comprend l'Etat, les pouvoirs publics subordonnés et les organismes paraétatiques administratifs, d'exploitation et de crédit.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961	1962			1968		
	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année
A. Transactions sur biens et services :							
1. Opérations sur marchandises :							
1.1 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 2,9	- 3,5	- 6,4	- 2,7	- 5,6	- 8,3
1.2 Travail à façon	+ 2,7	+ 2,0	+ 1,8	+ 3,8	+ 1,7	+ 1,6	+ 3,3
1.3 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 2,0	+ 1,1	+ 3,1	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,4
2. Or non monétaire	- 0,9	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,1	- 0,6	- 0,7
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ²		+ 0,4	+ 0,3	+ 0,7	...	- 0,3	- 0,3
4. Autres frais de transport	- 0,4 ³	- 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8
5. Déplacements à l'étranger	- 2,4	- 1,2	- 1,0	- 2,2	- 1,1	- 2,1	- 3,2
6. Revenus d'investissements	+ 1,8	- 0,4	+ 1,1	+ 0,7	- 0,7	+ 0,1	- 0,6
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,4	+ 0,6	- 1,2	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 1,4
8. Autres :							
8.1 Ouvriers frontaliers	+ 3,3	+ 1,9	+ 1,8	+ 3,7	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0
8.2 Autres	+ 1,8	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,6	- 0,5	+ 0,1
Total des transactions sur biens et services	+ 1,7	+ 2,8	+ 0,8	+ 3,6	+ 0,2	- 4,1	- 3,9
B. Transferts :							
9. Transferts privés	+ 3,0	+ 1,3	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,4	+ 1,1	+ 2,5
10. Transferts de l'Etat	- 2,1	- 0,7	- 0,7	- 1,4	- 1,3	- 1,4	- 2,7
Total des transferts ...	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,2	+ 0,1	- 0,3	- 0,2
C. Mouvement des capitaux :							
11. Etat	- 5,8	- 1,3	- 1,5	- 2,8	+ 2,9	- 0,9	+ 2,0
12. Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	+ 1,9	+ 0,3	- 0,4	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1
14. Organismes paraétatiques de crédit	+ 0,2	- 0,6	- 0,1	- 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
15. Autres :							
15.1 Court terme recensé	- 1,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,2	- 0,8	+ 0,8	...
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières :							
a) valeurs belges	+ 1,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8
b) valeurs étrangères	- 4,7	- 1,4	- 1,6	- 3,0	- 2,7	- 2,4	- 5,1
15.3 Autres	+ 5,4	+ 1,8	+ 1,6	+ 3,4	+ 1,9	+ 3,0	+ 4,9
Total du mouvement des capitaux ...	- 2,7	- 0,6	- 1,6	- 2,2	+ 2,2	+ 1,1	+ 3,3
16. Erreurs et omissions	+ 0,7	+ 1,3	+ 0,1	+ 1,4	+ 1,4	- 0,8	+ 0,6
17. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	+ 4,1	- 0,1	+ 4,0	+ 3,9	- 4,1	- 0,2

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

- les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
 - les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3^e édition du « Balance of Payments Manual »;
 - la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celles-ci;
 - les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 5) et « Autres mouvements de capitaux » (rubrique 15);
 - les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 8 « Autres services » à la rubrique 7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».
- Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1969, pp. 482 à 485.

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 3 et 4 pour 1962. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, en 1962, sont incluses dans la rubrique 8, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, en 1962, sont inclus dans la rubrique 4.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1962			1963				1964
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre p
1. Transactions sur biens et services et transferts privés	+ 0,4	+ 1,7	+ 0,4	+ 1,2	+ 0,4	- 1,3	- 1,7	- 0,7
2. Transferts de l'Etat	- 0,4	- 0,2	- 0,5	- 1,0	- 0,3	- 0,3	- 1,1	- 0,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation	- 4,2	- 1,8	- 0,1	+ 2,1	+ 1,3	- 0,9	+ 0,2	+ 4,9
4. Mouvement des autres capitaux :								
4.1 Court terme recensé	+ 0,9	- 1,7	+ 1,8	- 1,0	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,4	- 1,7
4.2 Autres	+ 0,5	+ 1,8	- 1,6	- 0,3	- 0,1	+ 0,9	+ 0,1	- 2,1
5. Erreurs et omissions	+ 0,3	- 0,6	+ 0,7	+ 1,4	...	- 1,0	+ 0,2	+ 0,2
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	- 2,5	- 0,8	+ 0,7	+ 2,4	+ 1,5	- 2,2	- 1,9	+ 0,4

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1951-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXIX^e année, vol. I, n^o 5, page 517 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1963 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1963* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100
	U.S.A.	français ou 100 fr. français anciens	Sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	lires italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961	49,86	10,16	139,72	{13,19 ¹ 13,85 ² }	11,54	{11,95 ¹ 12,51 ² }	8,03	9,65	6,98	7,22	{50,469 ³ 48,153 ⁴ }	{50,468 ³ 48,149 ⁴ }	174,21	192,32
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09
1963 2 ^e trimestre .	49,86	10,17	139,64	13,87	11,53	12,51	8,03	9,61	6,98	7,22	46,277	46,276	174,06	193,10
3 ^e trimestre .	49,90	10,18	139,69	13,84	11,55	12,53	8,03	9,62	6,98	7,23	46,164	46,163	174,09	193,37
4 ^e trimestre .	49,87	10,18	139,50	13,84	11,56	12,54	8,01	9,60	6,97	7,22	46,244	46,243	173,95	192,99
1964 1 ^{er} trimestre .	49,82	10,17	139,39	13,82	11,52	12,54	8,00	9,63	6,96	7,21	46,118	46,118	173,80	192,83
2 ^e trimestre .	49,80	10,16	139,33	13,78	11,53	12,53	7,97	9,69	6,97	7,21	46,073	46,072	173,70	192,79
1963 Juin	49,90	10,18	139,74	13,86	11,54	12,54	8,03	9,63	6,99	7,23	46,277	46,276	174,18	193,38
Juillet	49,90	10,18	139,76	13,85	11,54	12,53	8,03	9,63	6,98	7,23	46,221	46,219	174,20	193,38
Août	49,89	10,18	139,69	13,83	11,56	12,52	8,04	9,61	6,98	7,22	46,075	46,073	174,09	193,37
Septembre ...	49,90	10,18	139,61	13,83	11,56	12,54	8,02	9,62	6,97	7,23	46,196	46,196	173,98	193,37
Octobre	49,93	10,19	139,70	13,86	11,57	12,55	8,02	9,61	6,98	7,23	46,320	46,320	174,11	193,28
Novembre ...	49,85	10,17	139,46	13,84	11,55	12,54	8,01	9,60	6,96	7,22	46,251	46,250	173,94	192,77
Décembre	49,83	10,17	139,34	13,83	11,55	12,54	8,01	9,59	6,96	7,22	46,162	46,160	173,79	192,91
1964 Janvier	49,82	10,16	139,40	13,83	11,54	12,53	8,00	9,60	6,96	7,21	46,114	46,114	173,84	192,87
Février	49,82	10,17	139,37	13,82	11,52	12,54	8,00	9,61	6,96	7,20	46,133	46,134	173,76	192,81
Mars	49,82	10,17	139,40	13,82	11,51	12,54	7,99	9,68	6,96	7,22	46,108	46,107	173,81	192,80
Avril	49,79	10,16	139,36	13,80	11,52	12,53	7,97	9,69	6,97	7,22	46,061	46,060	173,74	192,72
Mai	49,77	10,16	139,33	13,78	11,53	12,52	7,97	9,69	6,96	7,21	46,049	46,048	173,71	192,69
Juin	49,85	10,17	139,29	13,77	11,55	12,55	7,98	9,70	6,97	7,21	46,110	46,109	173,65	192,97

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — ² Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁴ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 juin 1964

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses 4 (1)	Recettes (2)	Solde (3) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieures (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³ (12)
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,1	0,5	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,4	+10,5	- 3,7	- 1,5 ²
1962 3 prem. mois	37,6	30,9	- 6,7	3,3	0,1	- 3,2	- 9,9	+ 7,2	+ 4,1	- 1,8	- 0,7	+ 1,1
6 prem. mois	68,6	61,7	- 6,9	7,2	0,2	- 7,0	-13,9	+ 7,7	+13,6	- 6,7	- 1,0	+ 0,3
9 prem. mois	97,7	93,8	- 3,9	11,7	0,3	-11,4	-15,3	+ 9,9	+14,3	- 8,4	- 0,3	- 0,2
1963 3 prem. mois	39,8	32,6	- 7,2	5,5	0,2	- 5,3	-12,5	+ 4,9	+ 6,3	+ 3,6	- 2,6	+ 0,3
6 prem. mois	73,4	63,8	- 9,6	9,2	0,3	- 8,9	-18,6	+ 6,0	+ 7,5	+ 6,7	- 1,6	- 1,2 ²
9 prem. mois	105,3	103,8	- 1,5	15,4	0,3	-15,1	-16,6	+10,1	+ 3,4	+ 7,5	- 5,4	- 1,9 ²
1964 3 prem. mois	40,6	38,4	- 2,2	5,7	0,1	- 5,6	- 7,8	+11,8	- 4,3	+ 1,3	+ 0,4	- 1,4 ²
1963 Mars	14,9	9,9	- 5,0	1,5	...	- 1,5	- 6,5	+ 4,9	+ 1,5	+ 2,1	- 0,9	- 1,1
Avril	11,9	10,0	- 1,9	1,3	0,1	- 1,2	- 3,1	...	+ 3,5	+ 0,6	- 1,4	+ 0,5
Mai	9,4	10,7	+ 1,3	1,2	...	- 1,2	+ 0,1	...	- 1,9	+ 2,1	+ 0,3	- 0,5 ²
Juin	12,3	10,5	- 1,8	1,1	...	- 1,1	- 2,9	+ 1,1	- 0,2	+ 0,3	+ 2,1	- 0,4 ²
Juillet	14,1	18,8	+ 4,7	2,4	...	- 2,4	+ 2,3	+ 4,1	- 3,7	+ 0,3	- 1,6	- 1,4 ²
Août	7,7	10,4	+ 2,7	2,1	...	- 2,1	+ 0,6	...	- 1,1	+ 0,3	- 0,5	+ 0,8 ²
Septembre	10,1	10,8	+ 0,7	1,7	...	- 1,7	- 1,0	...	+ 0,7	+ 0,2	+ 1,2	- 1,2 ²
Octobre	12,9	12,0	- 0,9	2,3	...	- 2,3	- 3,2	+ 7,3	- 2,9	+ 1,5	- 2,3	- 0,4 ²
Novembre	10,0	10,2	+ 0,2	2,3	...	- 2,3	- 2,1	...	- 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,0 ²
Décembre	14,8	13,5	- 1,3	2,0	0,1	- 1,9	- 3,2	...	+ 2,4	+ 0,7	+ 0,3	- 0,2 ²
1964 Janvier	14,6	15,7	+ 1,1	1,2	0,1	- 1,1	...	...	+ 1,4	- 0,2	- 1,2	...
Février	12,8	11,3	- 1,5	2,5	...	- 2,5	- 4,0	+11,8	- 9,2	+ 1,5	...	- 0,1 ²
Mars	13,2	11,4	- 1,8	2,0	...	- 2,0	- 3,8	...	+ 3,5	...	+ 1,6	- 1,3 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : -; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	+ 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1963 3 premiers mois	6,2	...	5,6	- 0,1	11,7	- 0,6	23,5	- 0,7	
1964 3 premiers mois	7,1	+ 0,5	6,3	+ 0,1	14,6	+ 1,6	28,0	+ 2,1	
Exercice 1963	1963 Mai	3,5	+ 0,1	2,3	+ 0,1	4,5	+ 0,3	10,3	+ 0,5
	Juin	3,7	- 0,1	2,1	- 0,1	4,3	+ 0,2	10,1	...
	Juillet	11,1	+ 0,8	2,0	- 0,2	4,3	...	17,4	+ 0,6
	Août	3,7	+ 0,7	2,4	+ 0,2	4,4	+ 0,3	10,5	+ 1,2
	Septembre	3,6	- 0,1	2,2	...	4,6	+ 0,3	10,4	+ 0,2
	Octobre	4,2	+ 0,1	2,4	+ 0,2	4,9	+ 0,3	11,5	+ 0,6
	Novembre	3,1	- 0,3	2,1	- 0,1	4,5	...	9,7	- 0,4
	Décembre	3,4	- 0,1	2,3	- 0,1	5,0	+ 0,3	10,7	+ 0,1
	Ex. 1964	1964 Janvier	5,7	+ 0,4	0,5	+ 0,1	6,2	+ 0,5
Février		1,6	1,6	...
Mars		1,3	- 0,3	1,3	- 0,3
1964 Janvier		2,9	+ 0,1	1,8	+ 0,1	4,6	+ 0,3	9,3	+ 0,5
Février		2,2	+ 0,2	2,2	+ 0,1	4,7	+ 0,6	9,1	+ 0,9
Mars	2,1	+ 0,2	2,2	- 0,2	5,3	+ 0,7	9,6	+ 0,7	
Avril	3,9	+ 0,4	2,5	+ 0,2	5,3	+ 0,6	11,7	+ 1,2	
Mai	3,7	+ 0,3	2,3	...	4,9	+ 0,4	10,9	+ 0,7	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1963 ²		Exercice 1963 : mai 1963		Exercice 1964 : mai 1964	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	54,2	53,2	3,5	3,4	3,7	3,4
contribution foncière	0,2	0,1	...	...	—	—
précompte immobilier	0,9	0,8	—	...	...	...
taxe mobilière	0,6	0,4	0,1	0,1	...	...
précompte mobilier	4,4	5,0	0,5	0,7	0,6	0,6
taxe professionnelle ³	17,8	15,5	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte professionnel	22,1	20,6	1,8	1,8	2,0	1,8
impôt complémentaire personnel ..	3,3	3,5	...	0,1	0,1	0,1
contribution nationale de crise ...	0,2	0,2	...	...	...	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,3	3,3	0,1	...	...	...
divers ⁴	1,4	3,8	0,9	0,6	0,9	0,8
II. Douanes et accises	25,9	26,0	2,3	2,2	2,3	2,3
dont : douanes	7,0	6,8	0,6	0,6	0,7	0,6
accises	17,6	18,9	1,6	1,5	1,5	1,7
taxes spéciales de consommat.	1,0		0,1		0,1	
III. Enregistrement	52,5	51,5	4,5	4,2	4,9	4,5
dont : enregistrement	4,7	4,4	0,4	0,4	0,5	0,4
successions	2,4	2,4	0,2	0,2	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées ..	44,8	44,2	3,9	3,6	4,0	3,8
Total ...	132,6	130,7	10,3	9,8	10,9	10,2
	+ 1,9		+ 0,5		+ 0,7	

Différence par rapport aux éval. budgét.

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1963, commencé le 1^{er} janvier 1963 a été clôturé le 31 mars 1964.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ³	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,69
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1962 3 premiers mois	4,0	2,0	3,9	9,9	0,38
6 premiers mois	3,9	2,0	3,9	9,8	0,25
9 premiers mois	4,1	2,0	3,9	10,0	0,71
1963 3 premiers mois	4,4	2,0	3,9	10,3	0,65
6 premiers mois	3,9	2,1	4,1	10,1	0,41
9 premiers mois	4,7	2,1	4,2	11,0	1,18
1964 3 premiers mois	5,2	2,3	4,9	12,4	0,71
1963 Avril	3,1	2,1	4,2	9,4	0,20
Mai	3,5	2,3	4,5	10,3	0,08
Juin	3,7	2,1	4,3	10,1	0,22
Juillet	11,1	2,0	4,3	17,4	8,14
Août	3,7	2,4	4,4	10,5	0,04
Septembre	3,6	2,2	4,6	10,4	0,03
Octobre	4,2	2,4	4,9	11,5	0,23
Novembre	3,1	2,1	4,5	9,7	0,03
Décembre	3,4	2,3	5,0	10,7	0,20
1964 Janvier	8,6	2,3	4,6	15,5	1,95
Février	3,7	2,3	4,7	10,7	0,06
Mars	3,4	2,2	5,2	10,8	0,12
Avril	3,9	2,5	5,3	11,7	0,28
Mai	3,7	2,3	4,9	10,9	0,10

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

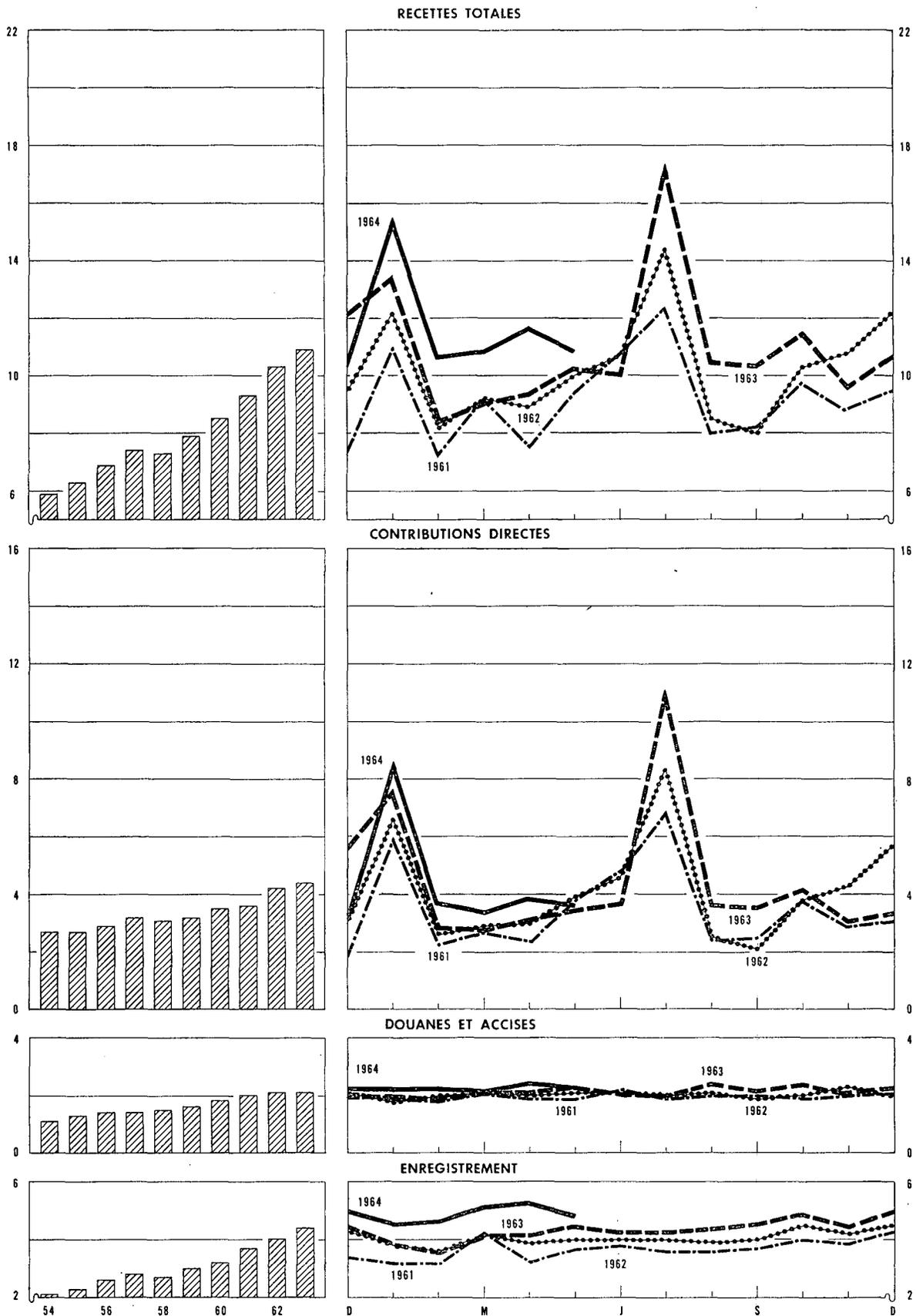
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ Il s'agit uniquement des chiffres annuels et trimestriels.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVIII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1963 : « Les budgets de 1963 et 1964 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

1 a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(Milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE														Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)	
		Secteurs nationaux non financiers							Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (14)		
		Entreprises et particulières (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Organismes monétaires (8)		Fonds des Rentes (9)	Caisies d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (11)	Organismes publics de crédit non monétaires * (12)	Total des intermédiaires financiers (13) = (8) à (12)			
																	données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée
													(15) = (6) + (7) + (13) + (14)				
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particulières (1)	Accept., effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	26,1	—	2,4	—	2,9	31,4	6,6	38,0
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	25,2	—	0,2	—	0,1	25,6	—	25,6
		Obligations	8,0	8,0	0,2	...	—	—	1,0	13,1	...	14,1	...	22,4
		Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	10,5	68,2	22,9	...	68,2	...	169,8
		Divers	4,3	1,1	1,5	0,2	7,5	1,6	6,3	...	0,5	...	23,0
		(Actions et parts)	(154,6)	(0,1)	(...)	...	(...)	(154,7)	...	(0,4)	(—)	(0,7)	(2,0)	(—)	(3,1)	(...)	(157,8)
		Total ...	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	33,2	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	238,8	6,6	278,8
	Parastatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1	0,1
		Accept., effets commerciaux et promesses	...	—	—	—	0,7	—	...	—	0,1	0,8	...	0,9	
		Engag. en comptes courants ou d'avances	1,0	0,1	1,1	...	1,1	
		Oblig. accessibles à tout placeur	15,2	0,1	15,3	3,0	1,5	0,7	3,1	4,9	0,6	10,9	...	29,2	
		Oblig. non accessibles à tout placeur	...	0,3	...	0,1	0,3	0,1	0,3	...	1,5	3,1	...	4,9	0,2	5,6	
		Autres emprunts à moyen et long terme	0,1	0,1	1,4	0,2	2,2	2,4	0,1	4,0	
		Divers	5,1	...	4,3	0,1	9,5	1,0	0,1	0,4	11,0	
(Actions et parts)	(0,7)	...	(13,2)	(3,2)	(...)	(17,2)	...	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(18,0)			
Total ...	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	25,4	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	20,2	0,7	51,9		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,6	2,6	...	31,0	...	...	...	0,4	31,4	5,4	39,4
	Certificats à court terme	—	0,3	—	2,5	2,8	33,8	42,3	2,6	2,0	0,3	10,2	57,4	— 0,1	93,8		
	Oblig. accessibles à tout placeur	101,5	2,2	—	1,4	105,6	8,3	26,3	3,7	27,3	34,5	5,3	97,1	1,4	212,4		
	Oblig. non accessibles à tout placeur	1,3	0,3	—	...	2,1	11,5	37,2	...	2,5	2,6	0,5	42,8	0,8	57,2		
	Divers	...	0,6	—	...	1,1	...	...	...	...	0,1	1,7	1,9	...	3,0
Total ...	104,8	3,3	—	4,5	1,6	114,2	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	230,6	7,5	405,8		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	2,1	...	...	...	...	2,1	...	2,1
	Oblig. accessibles à tout placeur	16,1	0,3	...	0,2	16,5	0,5	1,1	1,0	1,0	6,2	1,0	10,2	— 0,6	26,6		
	Oblig. non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	7,1	...	9,9	...	9,9
	Autres emprunts à moyen et long terme	...	4,2	...	...	4,2	...	...	...	0,6	...	39,4	39,9	...	44,1
Divers	1,5	0,4	3,3	...	5,3	...	...	...	...	...	...	...	1,6	6,9	
Total ...	17,6	4,9	3,3	0,2	26,0	0,5	3,2	1,0	4,3	13,3	40,4	62,1	1,0	89,6			
Sécurité sociale (6)	Réserves de sécurité sociale	9,4	—	—	—	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	9,4		
	Divers	3,2	...	1,9	...	5,1	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,0	6,8
Total ...	12,6	...	1,9	...	14,5	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,0	16,2	
(6) = (1) à (6)		Total des secteurs nationaux non financiers	178,0	9,8	11,0	5,3	9,2	213,3	59,9	194,9	8,0	114,2	103,6	131,6	552,4	16,8	842,3
Etranger (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	—	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
	Accept. et effets commerciaux	...	...	...	...	...	—	5,1	—	0,4	...	1,7	7,2	0,6	7,8
	Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	—	1,1	—	...	...	...	1,1	...	1,1
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations	9,5	...	1,0	...	10,5	—	0,9	0,9	0,4	3,3	0,2	5,7	— 0,1	16,0		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	...	...	15,8	—	15,8	—	4,4	—	—	—	—	4,4	—	20,2
	Divers	...	1,3	9,0	...	10,3	...	...	...	...	...	0,5	0,5	...	10,8
(Actions et parts)	...	(0,1)	(0,4)	...	...	...	(0,8)	(—)	(...)	(1,2)	(—)	(2,0)	(...)	...	
Total ...	9,5	1,3	25,8	...	36,6	—	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	104,0	0,5	141,1			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE																
Organismes monétaires (8)	Monnaie	205,3	1,9	2,3	7,4	0,7	217,5	0,2	1,3	...	1,6	0,9	0,4	2,9	...	220,5	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	2,0	...	2,3
	Engagements bruts envers l'étranger ...	—	—	—	—	—	—	21,5	—	—	—	—	—	—	—	—	21,5
	Dépôts en devises des résidents	7,2	—	—	—	—	7,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,2
	Dépôts sur livrets des résidents	15,6	—	—	—	—	15,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,6
	Dépôts à terme des résidents	18,7	—	—	18,8	—	—	—	—	0,3	...	0,3	19,1
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,2	—	—	0,2	—	8,0	...	—	—	...	8,0	8,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	7,6	—	...	—	—	7,6	—	—	...	—	—	...	—	7,6
	Divers	0,2	...	0,2	0,3	—	7,5	7,9
	(Actions et parts)	(5,8)	—	(0,2)	—	—	(6,0)	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	(0,6)	—	(6,6)	
Total ...	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	267,3	21,8	9,3	...	2,3	1,2	0,4	13,3	7,5	309,9		
Fonds des Rentes (9)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	...	5,8	—	—	—	—	5,8	—	5,8	
	Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Dotation	—	—	2,8	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	2,8		
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1		
Total ...	—	...	2,8	...	...	2,8	...	5,8	—	...	...	...	5,8	0,1	8,7	
Intermédiaires financiers Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Dépôts à vue	2,7	...	...	...	0,1	2,8	—	...	—	...	0,3	0,3	0,6	...	3,4
	Dépôts sur livrets	104,3	...	—	—	—	104,3	—	—	—	—	—	—	—	—	104,3	
	Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	4,3	—	—	—	...	0,1	...	0,1	0,4	4,8
	Obligations (y compris les bons de caisse)	8,0	—	...	—	—	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	
	Divers	4,0	...	0,2	...	...	4,2	0,2	...	0,1	...	...	...	0,3	1,7	6,1
	(Actions et parts)	(1,1)	—	—	—	—	(1,1)	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,1)	
Total ...	120,0	0,6	0,2	...	3,2	124,0	0,2	...	0,2	0,4	0,3	1,0	2,1	127,0			
Organ. d'assurance-vie et acc. de travail, fonds de pension (11)	Oblig. accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,8	...	0,2	4,3	...	5,4	0,4	5,9
	Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,7
	Réserves de sécurité sociale	16,7	—	—	—	—	16,7	—	—	—	—	—	—	—	—	118,8	
	Réserves mathématiques	118,8	—	—	—	—	118,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,6	
	Divers	0,2	...	0,6	...	0,9	1,7	...	...	...	0,5	...	0,5	0,4	144,1	
Total ...	135,7	...	0,6	...	1,0	137,2	0,1	0,8	...	0,2	4,8	...	5,9	0,8			
Organismes publics de crédit non monétaires * (12)	Dépôts à vue	0,9	...	...	0,4	...	1,4	...	...	—	...	...	...	...	...	1,4
	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	...	0,2	0,4	0,8
	Dépôts sur livrets	3,3	...	—	...	...	3,3	—	—	—	—	—	—	—	—	3,3
	Dépôts à terme	0,9	0,2	...	2,3	...	3,5	—	—	—	—	—	—	—	—	3,5	
	Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	0,5	
	Oblig. accessibles à tout placeur	54,6	...	...	0,2	0,8	55,6	1,7	5,4	0,4	9,1	12,8	0,2	27,8	...	85,1
	Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,4	0,4	...	...	...	7,8	8,6	...	16,4	1,9	18,8
	Divers	2,6	...	10,1	0,2	...	12,9	...	...	...	0,2	...	...	0,2	3,0	16,0
(Actions et parts)	(0,6)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(1,4)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,2)	(...)	(1,5)		
Total ...	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	77,1	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	45,1	5,3	129,4		
Secteurs indirects et autres tenants (14)	(13) =	572,6	2,7	16,4	10,6	6,2	608,5	23,8	21,6	0,4	20,4	27,8	0,9	71,1	15,8	719,1	
	(8) à (12)	— 4,2	2,2	1,1	— 1,2	— 0,8	— 2,9	4,2	7,3	0,4	0,5	— 0,2	— 2,0	6,0	—	7,4	
Total des créances (15) = (7) + (14)	(13) + (14)	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	855,4	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	733,5	33,1	1.709,9	
	(15) = (7) + (14)	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	855,4	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	733,5	33,1	1.709,9	
16. Total des dettes [colonne (15)]	278,8	51,9	405,8	89,6	16,2	842,3	141,1	309,9	8,7	127,0	144,1	129,4	719,1	7,4	1.709,9		
17. Solde des créances (+) et des dettes (-) [(15) - (16)]	+477,1	-35,9	-351,5	-75,0	-1,6	+13,1	-53,2	+10,5	+1,0	+8,9	-9,7	+3,6	+14,4	+25,7	—		

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

* Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Récompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, Vol. I, n° 2, février 1963.

XII - 1 b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

Source : Banque Nationale de Belgique.

(Milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

<i>données non disponibles</i> ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée			CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE															(15) = (6) + (7) + (13 + (14))	
			Secteurs nationaux non financiers							Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements		
			Entreprises et particuliers	Parastatutaires d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires *	Total des intermédiaires financiers (13) = (8) à (12)				
																(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particulières (1)	Accept., effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	...	30,5	—	1,9	—	3,3	35,7	7,8	43,5		
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	...	28,9	—	0,2	—	0,1	29,2	...	29,2		
		Obligations	8,1	8,1	0,2	1,0	13,3	...	14,3	...	22,6		
		Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	10,5	76,2	26,4	75,5	178,2	...	188,7		
		Divers	4,7	1,0	1,6	0,2	7,9	1,8	6,8	0,5	9,1	...	24,4		
		(Actions et parts)	(162,1)	(0,1)	(...)	...	(162,4)	(0,5)	(—)	(0,7)	(2,2)	(—)	(3,4)	(...)	(165,8)	
		Total ...	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	266,4	7,8	308,3			
Secteurs nationaux non financiers	Parastatutaires d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	0,1	—	...	0,1	0,1	0,1		
		Accept., effets commerciaux et promesses	...	—	—	0,7	—	0,1	—	0,5	1,2	...	1,3	1,3		
		Engag. en comptes courants ou d'avances	1,3	0,1	1,3	1,3		
		Oblig. accessibles à tout placeur	14,5	0,1	14,7	2,3	1,6	0,6	3,2	4,9	0,5	10,8	...	27,8	27,8		
		Oblig. non accessibles à tout placeur	...	0,3	...	0,1	0,3	2,8	1,0	...	1,3	3,5	...	5,8	— 0,2	...	8,8		
		Autres emprunts à moyen et long terme	0,1	0,1	1,1	0,2	2,5	2,7	0,1	4,1	4,1		
		Divers	5,1	...	4,5	0,2	9,7	1,6	0,1	0,1	0,4	11,7	11,7		
	(Actions et parts)	(0,7)	...	(13,8)	(4,2)	(18,7)	...	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(19,5)	(19,5)			
	Total ...	19,6	0,5	4,5	0,4	25,0	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	21,9	0,3	55,0				
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,2	...	2,0	...	31,1	...	0,4	31,6	7,0	40,5	40,5			
		Certificats à court terme	...	0,3	—	2,7	...	3,0	19,9	51,5	1,1	4,3	0,6	69,7	— 0,1	92,5			
		Oblig. accessibles à tout placeur	105,4	2,2	—	1,4	109,8	9,0	30,3	3,8	28,5	35,6	6,4	104,6	1,4	224,8			
		Oblig. non accessibles à tout placeur	...	0,3	—	...	0,8	16,7	36,8	...	2,5	2,7	0,5	42,5	0,6	60,5			
		Divers	...	0,8	—	...	1,2	...	...	...	0,1	0,6	0,1	0,7	...	1,9
		(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)		
		Total ...	107,3	3,6	—	4,3	116,8	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	249,0	8,8	420,4			
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—		
		Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	3,4	...	...	...	3,4	...	3,4	3,4
		Oblig. accessibles à tout placeur	15,3	0,4	...	0,1	15,8	0,5	0,6	1,2	1,1	6,0	1,1	9,9	— 0,1	26,1			
		Oblig. non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	2,7	7,4	...	10,1	...	10,1
		Autres emprunts à moyen et long terme	...	4,4	...	...	4,4	...	...	...	0,5	...	44,2	44,7	...	49,1
		Divers	1,6	0,4	3,7	...	5,7	...	...	...	...	...	...	...	3,7	9,4
		Total ...	16,9	5,1	3,7	0,1	25,9	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	68,2	3,6	98,1			
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,6	—	—	—	9,6	—	—	—	—	—	—	—	—	9,6			
		Divers	2,4	...	2,3	...	4,8	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	6,5	6,5
		(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)		
		Total ...	12,1	...	2,3	...	14,4	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	16,1	
	Secteurs nationaux non financiers	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)		179,1	10,3	12,0	5,0	9,6	216,0	54,2	217,5	6,7	125,4	108,6	148,0	606,2	21,5	897,9	
		Etranger (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	—
				Accept. et effets commerciaux	5,4	...	1,0	...	2,6	9,0	0,7	9,7	
			Engag. en comptes courants ou d'avances	2,0	2,0	...	2,0	2,0		
			Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	...	...	...	...	...	...	96,2	...	...	...	96,2	...	96,2
			Obligations	9,0	...	0,9	...	9,9	...	1,5	0,9	0,4	3,9	0,2	6,9	— 0,5	16,4		
			Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	...	...	12,2	...	12,2	...	8,0	...	...	...	8,0	...	20,2
	Divers		...	1,1	10,7	...	11,8	...	...	...	...	0,4	0,4	...	12,2	
	(Actions et parts)	(...)	(0,1)	(0,4)	...	(...)	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(2,2)	(...)	(...)	(...)			
	Total ...	9,0	1,1	23,8	...	33,9	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	122,5	0,3	156,7				

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers															
	Organismes monétaires (8)				Fonds des Rentes (9)				Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)				Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (11)			
Monnaie	217,4	2,7	3,3	10,3	0,6	234,3	—	—	—	1,6	1,1	0,4	3,1	...	237,4	
Argent à très court terme .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,6
Engagements bruts envers l'étranger ...	—	—	—	—	—	—	35,3	—	—	—	—	—	—	...	35,3	
Dépôts en devises des résidents	8,0	—	—	—	—	8,0	—	—	—	—	—	—	—	...	8,0	
Dépôts sur livrets des résidents	16,3	—	—	—	—	16,3	—	—	—	—	—	—	—	...	16,3	
Dépôts à terme des résidents	27,0	—	—	—	—	27,0	—	—	—	—	0,3	—	0,3	...	27,3	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	...	—	10,5	3,2	—	—	...	13,7	...	13,8	
Obligations (y compris les bons de caisse)	8,6	—	—	—	—	8,6	—	—	—	—	—	—	—	...	8,6	
Divers	0,1	...	0,2	...	...	0,3	—	—	—	—	—	—	—	8,5	8,8
(Actions et parts)	(6,1)	—	(0,2)	—	—	(6,3)	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	(0,6)	—	(6,9)	
Total ...	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	294,5	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	21,8	8,5	360,2	
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	—	11,0	—	—	—	—	11,0	—	11,0	
Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
Dotation	—	—	2,8	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1	
Total ...	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
Dépôts à vue	2,8	...	...	...	0,3	3,1	—	—	—	—	0,5	0,2	0,8	...	3,9
Dépôts sur livrets	113,4	...	—	—	—	113,4	—	—	—	—	—	—	—	...	113,4	
Dépôts à terme	0,6	0,6	—	—	—	4,3	—	—	—	—	0,1	—	0,1	0,3	4,7	
Obligations (y compris les bons de caisse)	9,0	—	—	—	—	9,0	—	—	—	—	—	—	—	...	9,0	
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,5	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5	
Divers	4,3	...	...	...	...	4,3	0,2	...	0,1	...	...	...	0,3	1,9	6,5
(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	...	(1,2)	
Total ...	130,5	0,6	...	...	3,4	134,5	0,2	...	0,1	0,6	0,2	1,2	2,2	...	137,9
Oblig. accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,9	...	0,1	5,0	...	6,0	0,9	7,1
Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	—	—	17,2	
Réserves mathématiques	128,5	—	—	—	—	128,5	—	—	—	—	—	—	—	—	128,5	
Divers	0,4	...	0,6	...	1,0	2,0	...	...	...	0,9	...	...	0,9	0,9	3,7
Total ...	146,1	...	0,6	...	1,1	147,7	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	6,9	1,8	156,5	
Dépôts à vue	1,0	...	...	0,5	...	1,5	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5
Argent à très court terme .....	—	...	...	...	...	0,1	0,4	...	0,5	...	...	...	0,8	0,2	1,4
Dépôts sur livrets	3,8	...	—	...	...	3,8	...	...	...	...	...	...	...	...	3,8
Dépôts à terme	1,4	0,4	...	2,5	...	4,3	—	—	—	—	—	—	—	...	4,3	
Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	0,1	...	0,6	...	0,6
Oblig. accessibles à tout placeur	62,6	0,1	...	0,1	1,0	63,9	2,0	6,7	0,5	8,9	14,4	0,3	30,8	...	96,7	
Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,4	0,4	0,3	0,5	...	7,6	9,8	...	17,9	2,1	20,7
Divers	2,5	...	10,3	0,2	...	13,0	...	...	...	0,3	...	...	0,3	3,3	16,7
(Actions et parts)	(0,8)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(1,5)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,1)	(...)	(1,7)	
Total ...	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	87,1	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	50,4	5,7	145,8	
Total des intermédiaires financiers	625,4	3,8	17,3	13,6	6,6	666,7	38,1	31,3	6,7	19,9	32,1	1,1	91,2	18,2	814,2	
Secteurs industriels et services (14)	— 4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	— 3,2	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	7,4	—	8,4	
Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	913,3	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	827,4	40,0	1.877,2	
16. Total des dettes [colonne (15)]	308,3	55,0	420,4	98,1	16,1	897,9	156,7	360,2	13,9	137,9	156,5	145,8	814,2	8,4	1.877,2	
17. Solde des créances (+) et des dettes (-) [(15) - (16)]	+500,9	-37,3	-366,0	- 81,0	- 1,2	+15,4	-60,2	+11,6	+ 0,9	+ 9,9	- 12,6	+ 3,3	+ 13,2	+ 31,6	—	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

* Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Récompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1961 ¹

(Milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE														Total des dettes (15) = (6) + (7) + (18) + (14)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (14)			
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) + (5) (1)		Organismes monétaires (8)	Fonds des Rentes (9)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (11)	Organismes publics de crédit monétaires * (12)	Total des intermédiaires financiers (18) = (8) à (12) (8) à (12)				
données non disponibles																		
... nihil ou inférieur à 50 millions																		
— opération non effectuée																		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Accept., effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	...	+ 4,4	—	— 0,5	—	+ 0,4	+ 4,3	+ 1,2	+ 5,4	
			Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	...	+ 3,6	—	— 0,1	—	...	+ 3,6	...	+ 3,6	+ 3,6
			Obligations	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 0,2
			Autres emprunts à moyen et long terme	+ 8,1	+ 3,4	+ 7,3	...	+ 18,7	+ 18,7
			Divers	+ 0,3	— 0,1	+ 0,1	— 0,1	— 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 0,5	...	+ 0,6
			(Actions et parts)	(+ 4,2)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(+ 4,3)	(+ 1,5)	(+ 0,1)	—	(...)	(+ 0,2)	(—)	(+ 0,3)	(...)	(+ 6,0)
		Total ...	+ 0,4	— 0,1	+ 0,1	— 0,1	— 0,2	+ 0,1	...	+ 8,0	—	+ 7,7	+ 3,9	+ 7,7	+ 27,3	+ 1,2	+ 28,5	
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	+ 0,1	—	...	— 0,1
			Accept., effets commerciaux et promesses	...	—	—	+ 0,1	—	+ 0,3	+ 0,4	...	+ 0,4	
			Engag. en comptes courants ou d'avances	...	—	—	+ 0,2	—	+ 0,2	...	+ 0,2	
Oblig. accessibles à tout placeur	— 0,6		...	...	...	...	— 0,6	— 0,7	+ 0,1	— 0,1	...	...	— 0,1	...	— 1,5
Oblig. non accessibles à tout placeur	+ 2,7	+ 0,7	...	— 0,2	+ 0,4	...	+ 0,9	— 0,4	+ 3,2		
Autres emprunts à moyen et long terme	— 0,3	+ 0,3		
Divers	...	...	+ 0,2	...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,8
(Actions et parts)	(...)	(+ 0,5)	(+ 1,0)	(...)	(...)	(+ 1,5)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,5)			
Total ...	— 0,6	+ 0,2	+ 0,2	...	— 0,1	— 0,4	+ 2,2	+ 0,9	— 0,2	— 0,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,7	— 0,5	+ 3,1			
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	— 0,1	...	—	— 0,5	...	— 0,5	...	+ 0,1	...	...	...	+ 0,2	+ 1,6	+ 1,2
	Certificats à court terme	...	...	—	+ 0,2	...	+ 0,2	— 9,9	+ 9,2	— 1,5	+ 2,3	+ 0,3	+ 2,0	— 0,3	+ 2,3	
	Oblig. accessibles à tout placeur	+ 4,6	+ 0,1	—	...	— 0,2	+ 4,4	+ 0,6	+ 4,0	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,1	+ 7,3	+ 12,4			
	Oblig. non accessibles à tout placeur	— 1,3	...	—	...	...	— 1,4	+ 5,1	— 0,8	...	— 0,1	+ 0,1	...	— 0,7	+ 3,3	
	Divers	...	+ 0,2	—	...	— 0,2	+ 0,1	...	...	...	— 1,2	...	...	— 1,2	— 1,1
Total ...	+ 3,2	+ 0,3	—	— 0,3	— 0,4	+ 2,8	— 4,2	+ 12,5	— 1,4	+ 3,5	+ 0,1	+ 3,2	+ 17,9	+ 1,6	+ 18,1			
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,3	...	...	...	...	...	+ 1,3
	Oblig. accessibles à tout placeur	— 0,7	+ 0,1	...	...	...	— 0,7	...	...	+ 0,2	+ 0,1	— 0,2	+ 0,1	+ 0,2	— 0,5
	Oblig. non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	— 0,1	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,2
	Autres emprunts à moyen et long terme	...	+ 0,1	...	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 4,8	...	+ 5,0
	Divers	...	...	+ 0,4	...	...	+ 0,4	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,5
Total ...	— 0,7	+ 0,2	+ 0,4	...	...	— 0,2	...	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 4,9	+ 6,6	+ 2,1	+ 8,5	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 0,2	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2			
	Divers	— 1,3	...	+ 0,4	...	—	— 0,9	...	...	...	...	...	...	...	— 0,8
	Total ...	— 1,1	...	+ 0,4	...	—	— 0,7	...	...	...	...	...	...	...	— 0,7
(6) = (1) à (5)	Total des secteurs nationaux non financiers	+ 1,1	+ 0,6	+ 1,0	— 0,3	— 0,6	+ 1,7	— 2,0	+ 22,7	— 1,4	+ 11,2	+ 4,5	+ 16,4	+ 53,4	+ 4,4	+ 57,6		
	Etranger (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	—	— 0,1	— 0,1	...	— 0,1		
Accept. et effets commerciaux		...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	—	+ 0,6	...	+ 0,8	+ 1,8	+ 1,9
Engag. en comptes courants ou d'avances		...	...	...	...	...	...	...	+ 0,9	—	...	...	+ 0,9	...	+ 0,9
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations		...	...	— 0,1	...	...	— 0,1	—	+ 11,3	—	...	...	+ 11,3	...	+ 11,3
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		+ 0,1	+ 0,7	...	+ 0,7	— 0,4	+ 0,3		
Divers		—	— 0,2	+ 1,7	...	...	+ 1,5	—	+ 3,6	—	—	—	+ 3,6	— 3,6	...	
(Actions et parts)	(— 1,7)	(...)	(...)	...	...	(— 1,7)	—	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(— 1,5)	
Total ...	...	— 0,2	+ 1,6	...	...	+ 1,4	—	+ 16,0	...	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,7	+ 18,0	— 3,8	+ 15,6

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers																					
	Organismes monétaires (8)				Fonds des Rentes (9)				Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)				Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (11)				Organismes publics de crédit non monétaires* (12)				(13) = (8) à (12)	Secteurs improductifs et ajustements (14)
Monnaie	+11,8	+ 0,8	+ 1,0	+ 2,9	...	+16,5	- 0,2	+ 0,2	+ 2,6	- 0,2	+ 0,2	...	+ 0,2	...	+ 2,6	...	+ 16,7					
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	- 0,2	+ 0,2	+ 2,6	- 0,2	...	...	...	...	+ 2,6	...	+ 2,4
Engagements bruts envers l'étranger ...	—	—	—	—	—	—	+14,4	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 14,3					
Dépôts en devises des résidents	+ 0,7	—	—	—	—	+ 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7					
Dépôts sur livrets des résidents	+ 0,6	—	—	—	—	+ 0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6					
Dépôts à terme des résidents	+ 8,0	—	—	—	—	+ 8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,0					
Engagements non rangés ailleurs	+ 1,0	—	- 0,2	—	—	- 0,2	—	+ 2,5	+ 3,2	—	—	—	...	...	+ 5,7	...	+ 5,5			
Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	—	—	—	+ 1,0	—	—	—	—	—	—	...	...	—	...	+ 1,0			
Divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0	+ 1,0
(Actions et parts)	(+ 0,4)	...	(...)	...	...	(+ 0,4)	...	(...)	...	...	(...)	...	(...)	(...)	(...)	...	(+ 0,3)	
Total ...	+22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+26,7	+14,2	+ 2,7	+ 5,8	- 0,2	+ 0,2	...	+ 8,4	+ 0,9	+ 50,3	+ 50,3	+ 50,3					
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Certificats à court terme .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Opérations à réméré .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Dotation .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Divers .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	+ 5,2	...	+ 5,2	...	+ 5,2
Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	+ 0,2	+ 0,2	—	...	—	...	+ 0,2	...	+ 0,2	...	...	...	- 0,4
Dépôts sur livrets	+ 9,1	...	...	...	...	+ 9,1	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	+ 9,1
Dépôts à terme .....	...	+ 0,1	...	...	- 0,2	- 0,2	—	...	—	...	...	...	...	+ 0,1	...	...	- 0,1
Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	—	—	—	+ 1,0	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	...	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...
Divers	+ 0,3	...	- 0,2	...	...	+ 0,1	—	...	—	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,4
(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	(+ 0,1)	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)
Total ...	+10,5	+ 0,1	- 0,2	...	...	+10,3	...	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 10,9	+ 10,9	+ 10,9
Oblig. accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	- 0,2	+ 0,7	...	+ 0,6	+ 0,5	...	...	+ 1,2
Réserves de sécurité sociale	+ 0,1	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1					
Réserves mathématiques	+ 8,7	—	—	—	—	+ 8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,7					
Divers	+ 0,3	...	...	...	+ 0,1	+ 0,3	—	...	...	...	+ 0,4	...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	+ 0,9
Total ...	+ 9,0	...	...	...	+ 0,1	+ 9,1	...	+ 0,1	...	- 0,2	+ 1,0	...	+ 1,0	+ 0,8	+ 10,8	+ 10,8	+ 10,8		
Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,1	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1
Argent à très court terme .....	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	+ 0,2	...	...	...	+ 0,6	- 0,2	...	+ 0,6
Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	+ 0,6	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,6
Dépôts à terme	+ 0,5	+ 0,1	...	+ 0,2	...	+ 0,8	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,8
Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1
Oblig. accessibles à tout placeur	+ 8,0	+ 0,1	...	- 0,1	+ 0,3	+ 8,3	+ 0,3	+ 1,4	+ 0,1	- 0,2	+ 1,6	+ 0,1	+ 3,0	...	...	...	+ 11,6		
Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,5	...	- 0,2	+ 1,1	...	+ 1,4	+ 0,2	...	...	+ 1,9
Divers	- 0,1	...	+ 0,2	...	...	+ 0,1	—	...	—	+ 0,1	...	...	+ 0,1	+ 0,4	...	...	+ 0,6
(Actions et parts)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)					
Total ...	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 9,9	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	- 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 5,3	+ 0,3	+ 16,4	+ 16,4	+ 16,4					
Total des intermédiaires financiers	+50,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 3,0	+ 0,2	+56,1	+15,0	+ 9,8	+ 6,4	- 0,5	+ 4,2	+ 0,2	+20,1	+ 2,4	+ 93,6	+ 93,6	+ 93,6					
...	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 1,3	+ 0,8	—	—	—	- 2,4					
Total des créances	+52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	- 0,3	+59,6	+ 9,4	+51,4	+ 5,0	+11,8	+ 7,9	+16,1	+92,3	+ 3,0	+164,3	+164,3	+164,3					
16. Total des dettes [colonne (15)]	+28,5	+ 3,1	+18,1	+ 8,5	- 0,7	+57,6	+15,6	+50,3	+ 5,2	+10,9	+10,8	+16,4	+93,6	- 2,4	+164,3	+164,3	+164,3					
17. Solde des créances (+) et des dettes (-) [(15) - (16)]	+23,5	- 1,4	-14,4	- 6,1	+ 0,4	+ 2,0	- 6,2	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	- 2,9	- 0,3	- 1,3	+ 5,4	...	...	...		

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

* Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Récompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

1 Pour les années 1958 à 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963.

XII - 3. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	33,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	266,4	7,8	308,3
2. Paraétatiques d'exploitation	19,6	0,5	4,5	0,4	...	25,0	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	21,9	0,3	55,0
3. Etat (Trésor)	107,3	3,6	—	4,3	1,6	116,8	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	249,0	8,8	420,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,9	5,1	3,7	0,1	...	25,9	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	68,2	3,6	98,1
5. Sécurité sociale	12,1	...	2,3	...	...	14,4	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	16,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	179,1	10,3	12,0	5,0	9,6	216,0	54,2	217,5	6,7	125,4	108,6	148,0	606,2	21,5	897,9
7. Etranger	9,0	1,1	23,8	...	...	33,9	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	122,5	0,3	156,7
8. Organismes monétaires	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	294,5	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	21,8	8,5	360,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	130,5	0,6	...	...	3,4	134,5	...	0,2	...	0,1	0,6	0,2	1,2	2,2	137,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	146,1	...	0,6	...	1,1	147,7	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	6,9	1,8	156,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	87,1	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	50,4	5,7	145,8
13. Total des intermédiaires financiers	625,4	3,8	17,3	13,6	6,6	666,7	38,1	31,3	6,7	19,9	32,1	1,1	91,2	18,2	814,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	— 3,2	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	7,4	—	8,4
15. Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	913,3	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	827,4	40,0	1.877,2
16. Solde des créances et des dettes .	+ 500,9	— 37,3	— 366,0	— 81,0	— 1,2	+ 15,4	— 60,2	+ 11,6	+ 0,9	+ 9,9	— 12,6	+ 3,3	+ 13,2	+ 31,6	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 2
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 6	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts 1 en francs belges	Dépôts en devises												
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1958 Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre 3	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,8	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,9
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	+ 6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	+ 6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	+ 7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	+ 8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	+ 9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	-11,1	+10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	-11,1	+10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	+10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	81,6	167,6	7,5	5,0	180,1	79,0	92,8	-11,2	+10,2	- 7,9
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	79,1	166,6	6,9	5,1	178,6	82,2	95,7	-11,3	+10,1	- 9,4
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	77,6	171,7	7,4	5,8	184,9	91,1	104,1	-11,4	+11,0	-10,1
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	p 77,1	p174,6	7,0	p 4,9	p186,5	90,3	107,6	-11,2	p+ 9,9	p- 9,9

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

3 Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre et décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier et février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

6 Y compris les créances sur les fonds de pension.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS
a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels
(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64			
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	59,1	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8			
2. Participation au F.M.I.	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,0	8,2			
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1			
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	...	...	0,6	2,4	0,9	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0			
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	5,5	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1			
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	5,6	7,8	6,2	12,6	15,5	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,6	20,9			
b) en francs belges ²	0,1	...	0,4	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5			
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Total des créances sur l'étranger .	74,8	77,3	70,5	81,5	80,6	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6			
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3			
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...			
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,0	8,4	9,4	6,0	8,4	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6			
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,2	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3			
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0			
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2			0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	1,2	1,0	...	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...			
b) effets commerciaux	2,5	2,4	3,5	3,4	2,8	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0			
c) avances	0,1	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— général. accessibles à tout placeur .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	—			
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...			
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
D. Autres	6,5	8,4	12,5	22,0	25,6	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	36,5			
TOTAL DE L'ACTIF ...	129,9	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6			

¹ Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	81-3-60	80-6-60	80-9-60	81-12-60	81-3-61	80-6-61	80-9-61	81-12-61	81-3-62	80-6-62	80-9-62	81-12-62	81-3-63	80-6-63	80-9-63	81-12-63	81-3-64			
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2		
2. Envers l'U.E.P.	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,7	0,6	0,8	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6		
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total des engagements envers l'étranger	0,8	1,0	0,8	1,0	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8			
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,0	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2			
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4			
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	113,9	117,1	118,5	121,7	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4			
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,4	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5			
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
b) détenues par le Trésor	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	2,7	2,9	...	...	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
D. Autres	7,9	9,7	13,8	23,9	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3			
TOTAL DU PASSIF ...	129,9	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6			

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	81-10-62	80-11-62	81-12-62	81-1-63	28-2-63	31-3-63	30-4-63	31-5-63	30-6-63	31-7-63	31-8-63	30-9-63	31-10-63	30-11-63	31-12-63	31-1-64	29-2-64	31-3-64	30-4-64	31-5-64
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	67,1	67,0	68,3	68,1	68,2	68,6	68,6	68,6	68,6	67,7	68,2	68,4	68,3	68,3	68,6	68,6	68,7	68,8	69,4	69,6
2. Participation au F.M.I.	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,5	6,8	6,8	7,0	7,1	7,1	7,0	7,1	7,1	8,2	8,2	8,2
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,0	3,0	3,8	3,5	1,6	3,0	2,7	2,3	3,1	5,0	4,2	3,8	4,0	3,0	4,1	3,1	1,5	3,0	3,1	2,2
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	13,7	13,1	12,8	14,4	15,7	17,8	19,0	19,4	19,5	20,3	20,2	19,6	20,9	21,5	21,6	21,2	21,0	20,9	20,0	20,9
b) en francs belges ² .....	...	...	...	...	...	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger .	89,9	90,2	92,0	93,0	92,5	96,4	97,3	98,8	99,5	101,5	101,1	100,5	102,0	101,6	103,0	101,7	100,0	102,6	102,4	102,6
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	0,3	...	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	...	0,2	0,2	...	...	0,7	0,2	...	0,1	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	1,5	1,3	0,1	...	0,3	...	...	0,2	1,1	0,4	1,5	0,8	0,3	0,3	1,0	0,9	...	1,2	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,5	4,6	5,2	7,3	9,2	8,8	8,6	9,3	9,9	6,1	9,2	8,2	8,0	9,2	9,3	6,4	7,8	9,6	9,0	9,9
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles																				
à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,3	2,4	2,4
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles																				
à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	0,7	2,7	...	...	0,1	...	...	...	1,0	...	0,5	0,3	...	1,7	...	...	...	...	...
b) effets commerciaux	1,7	1,6	3,6	2,5	2,4	2,4	2,2	2,1	2,5	3,1	2,4	1,5	1,9	1,7	3,5	3,1	3,2	3,0	2,7	2,8
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations:																				
— général. accessibles à tout placeur .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	0,6	...	...	1,0	...	...	...	...	0,2	0,6	...	...	0,6	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,5	1,0	0,6	0,3	...	0,3	0,3	0,3	...	0,1	...	...	...	0,5	0,8	0,7	0,2	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	21,6	19,5	19,9	21,5	26,6	28,2	30,5	31,6	33,4	33,9	33,8	34,4	35,2	36,4	36,4	36,2	37,2	36,5	36,5	39,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	160,1	156,3	162,7	161,6	167,6	174,5	175,8	179,0	182,4	183,9	183,9	184,2	185,2	186,5	192,3	186,7	186,4	188,6	188,9	191,6

¹ Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	81-10-62	80-11-62	81-12-62	81-1-63	28-2-63	81-3-63	80-4-63	81-5-63	80-6-63	81-7-63	81-8-63	80-9-63	81-10-63	80-11-63	81-12-63	31-1-64	29-2-64	31-3-64	30-4-64	31-5-64
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6	0,5	0,6	0,4	0,7	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,8	1,0	0,9	0,9	1,0	0,8	0,7	0,8	0,6	0,9	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,3	2,2	2,6	2,4	2,4	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	2,3	2,6	2,5	2,4	2,8	2,4	2,5	3,2	2,6	2,7
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	0,1	0,1	1,6	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	2,3	0,1	0,1	1,4	0,1	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	132,2	131,8	135,9	134,7	136,9	138,0	139,7	141,8	143,8	144,7	144,7	144,1	144,5	144,7	147,7	145,3	145,6	145,4	147,5	148,7
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,5	0,3	0,4	0,5	0,3	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	0,8	...	...	...	...	...	0,1	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	23,4	21,1	21,1	23,2	27,0	30,5	32,3	33,7	34,9	35,6	35,6	36,1	37,1	38,2	38,2	37,8	36,9	37,3	37,7	39,1
TOTAL DU PASSIF ...	160,1	156,3	162,7	161,6	167,6	174,5	175,8	179,0	182,4	183,9	183,9	184,2	185,2	186,5	192,3	186,7	186,4	188,6	188,9	191,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-8-60	30-8-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63 ₂	31-12-63	31-3-64		
A. Créances sur l'étranger :																			
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,2	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,1	—
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																			
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger .	1,2	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,1	—
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																			
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	—
2. Autres :																			
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	—
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	...	—
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																			
1. Sur l'Etat :																			
a) à un an au plus	29,2	30,9	32,0	34,4	33,2	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	41,2	40,2	44,3	42,9	—
b) à plus d'un an :																			
— obligations généralement accessibles à tout placeur	4,8	4,9	4,9	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																			
a) à un an au plus	2,1	1,9	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	—
b) à plus d'un an :																			
— obligations généralement accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																			
a) acceptations	1,1	2,1	0,4	0,4	0,8	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,2	—
b) effets commerciaux	0,4	0,4	0,4	0,3	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	—
c) avances .....	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—
d) obligations :																			
— général. accessibles à tout placeur .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																			
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																			
— obligations généralement accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—
D. Autres	3,4	3,9	3,5	2,8	3,7	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	—
TOTAL DE L'ACTIF ...	42,5	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,3	56,9	

¹ Offices des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres » ; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64			
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,8	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,1	3,1
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,1	3,1
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1
c) envers les banques de dépôts	2,1	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	2,3	2,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	4,9	5,0	5,1	5,2	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	25,5	26,8	25,6	28,2	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,1	33,8	33,8	33,8
b) détenue par les pouvoirs publics	7,5	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	11,3	11,3
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	0,9	2,5	...	...	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,1	0,2	0,2	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	42,5	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,3	56,9	56,9	56,9

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Résecompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64			
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,7	1,0	0,9	0,9	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,7	0,8	0,9	p 0,9			
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,9	0,8	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	2,1	1,7	1,2	1,6			
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	9,4	10,4	12,4	11,8	12,2	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,0	25,4	23,4	p28,5			
b) en francs belges ²	2,2	2,3	2,8	2,4	2,2	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	3,8	4,1	4,0	4,5			
7. Ajustement statistique	-0,7	-0,3	-0,3	-0,9	-0,5	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger .	12,5	14,2	16,3	14,7	15,7	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	30,6	32,0	29,5	p35,5			
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,0	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1			
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4			
b) sur les organismes publics	2,1	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3			
c) sur les banques de dépôts	2,2	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3			
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	33,1	35,0	39,4	32,9	39,0	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,1	24,0	22,4	p25,5			
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
à tout placeur	18,1	17,6	17,7	18,0	18,3	19,3	19,7	20,7	22,9	23,6	25,0	28,5	29,9	29,2	32,2	32,0	32,3	p32,6			
— autres	3,1	3,1	3,1	3,2	3,2	2,4	2,4	2,8	2,6	2,6	2,7	21,9	20,2	20,3	20,3	20,3	21,3	p22,0			
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
à tout placeur	1,5	1,6	1,7	1,5	1,6	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,3	0,4	0,3	p 0,3			
— autres	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	p 1,2			
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,0	0,8	0,6	1,4	1,2	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	4,9	4,3	3,9	3,8			
b) effets commerciaux	18,6	17,2	17,0	20,3	19,6	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	33,4	35,1	38,1	38,8			
c) avances	24,8	25,9	25,6	26,2	26,4	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5			
d) obligations :																					
— général. accessibles à tout placeur .	2,0	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	p 1,9			
— autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	p 1,1			
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,1	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	—			
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1			
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
à tout placeur	5,1	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	p 9,6			
— autres .....	...	...	...	...	...	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	p 0,5			
D. Autres	20,2	22,0	20,5	21,9	22,0	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,4	31,5	31,7	p37,5			
TOTAL DE L'ACTIF ...	155,4	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0			

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Révision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-8-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64			
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	5,6	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	28,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5			
b) en francs belges ^{1 2 3}	9,2	10,0	10,7	11,2	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7			
4. Ajustement statistique	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—			
Total des engagements envers l'étranger	14,0	16,5	19,0	19,3	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2			
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...			
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	2,2	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3			
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	60,4	62,4	55,8	57,4	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3			
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires:																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	20,3	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4			
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,8	15,7	15,6	15,7	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9			
— dépôts en devises	4,8	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1			
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	6,9	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2			
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,6	...	...	...	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	—	
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4			
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	30,4	32,2	32,7	33,3	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2			
TOTAL DU PASSIF ...	155,4	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0			

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 4	30-9-63	31-12-63	31-3-64			
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	59,1	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8			
2. Participation au F.M.I.	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2			
3. Obligations	0,8	1,1	1,0	1,0	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,8	0,9	1,0	p 1,0			
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,1	2,2	2,0	3,3	3,2	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	5,3	5,5	5,5	4,7			
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	5,5	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1			
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	15,0	18,2	18,6	24,4	27,7	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,5	45,0	44,9	p 49,4			
b) en francs belges ²	2,3	2,3	3,2	2,4	2,2	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	5,3	5,6	5,5	6,0			
7. Ajustement statistique	- 0,7	- 0,3	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	-	-	-	-			
Total des créances sur l'étranger .	88,5	92,9	87,7	96,6	98,0	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	130,2	132,5	132,7	p 138,2			(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,7	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5			
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4			
b) sur les organismes publics	2,1	1,5	2,6	3,1	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4	2,4			
c) sur les banques de dépôts	2,2	2,1	3,4	2,1	2,3	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0	5,3			
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	71,3	74,3	80,8	73,3	80,6	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	73,2	72,4	76,0	p 78,0			(7)
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
à tout placeur	25,2	24,8	24,8	25,4	25,6	26,7	27,1	28,1	30,4	31,1	32,4	36,1	37,7	37,0	40,1	40,0	40,3	p 40,6			(7)
— autres	37,1	37,1	37,1	37,2	37,2	36,4	36,4	36,8	36,6	36,6	36,7	55,9	54,2	54,3	54,3	54,3	55,3	p 56,0			(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,1	1,8	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1			(9)
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
à tout placeur	1,6	1,9	2,0	1,8	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,5	0,6	0,5	p 0,6			(9)
— autres	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	p 1,2			(9)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	2,1	2,9	2,2	2,8	2,0	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	5,0	4,9	6,1	4,0			(11)
b) effets commerciaux	21,5	20,0	20,9	24,0	23,0	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,6	37,4	42,4	42,7			(11)
c) avances	24,9	26,3	25,7	26,2	26,4	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6			(11)
d) obligations :																					
— général. accessibles à tout placeur .	2,0	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	p 1,9			(15)
— autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	p 1,1			(15)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ³	6,1	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	—			(8)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8	0,1			(14)
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
à tout placeur	5,1	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	p 9,6			(14)
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	p 0,6			(14)
D. Autres	30,1	34,3	36,5	46,7	51,3	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,3	69,0	71,2	p 77,6			(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	327,8	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,4	511,5			

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

⁴ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II. n° 8. septembre 1963. pp. 174 à 176.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64			
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2			
2. Envers l'U.E.P.	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	5,6	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5			
b) en francs belges ^{1 2}	10,5	11,6	12,0	13,5	12,7	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4			
4. Ajustement statistique	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—			
Total des engagements envers l'étranger	15,6	18,4	20,5	21,8	24,6	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1			
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ³	2,7	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5			
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	2,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	...			
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	0,1	0,1			
c) envers les banques de dépôts	6,1	4,0	4,2	5,9	6,2	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0			
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ⁴	118,8	122,1	123,6	126,9	125,5	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4			(1)
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	86,2	89,6	81,9	86,4	88,4	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,1	111,6			(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	7,5	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3			(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	20,3	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4			(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,8	15,7	15,6	15,6	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9			(2)
— dépôts en devises	4,8	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1			(3)
b) détenues par le Trésor	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...			(4)
4. Emprunts obligataires	6,9	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2			(13)
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	4,2	5,4	...	...	4,4	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	—			(8)
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4			(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			(7)
D. Autres	38,4	42,1	46,7	57,5	59,7	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5			(15)
TOTAL DU PASSIF ...	327,8	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,4	511,5			

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C 5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

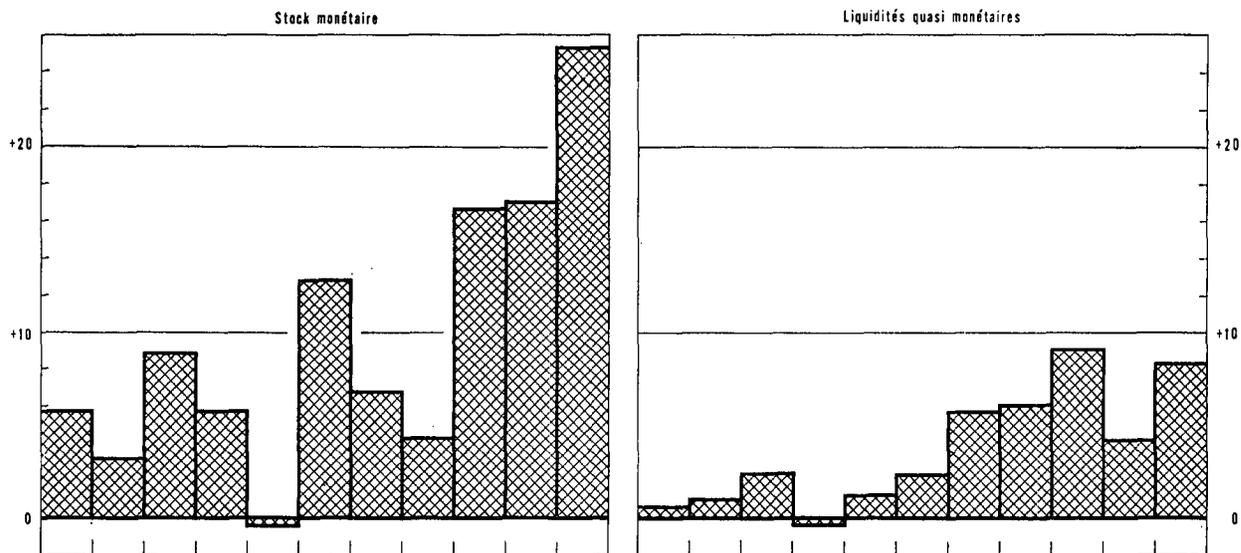
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 5, septembre 1963, pp. 174 à 176.

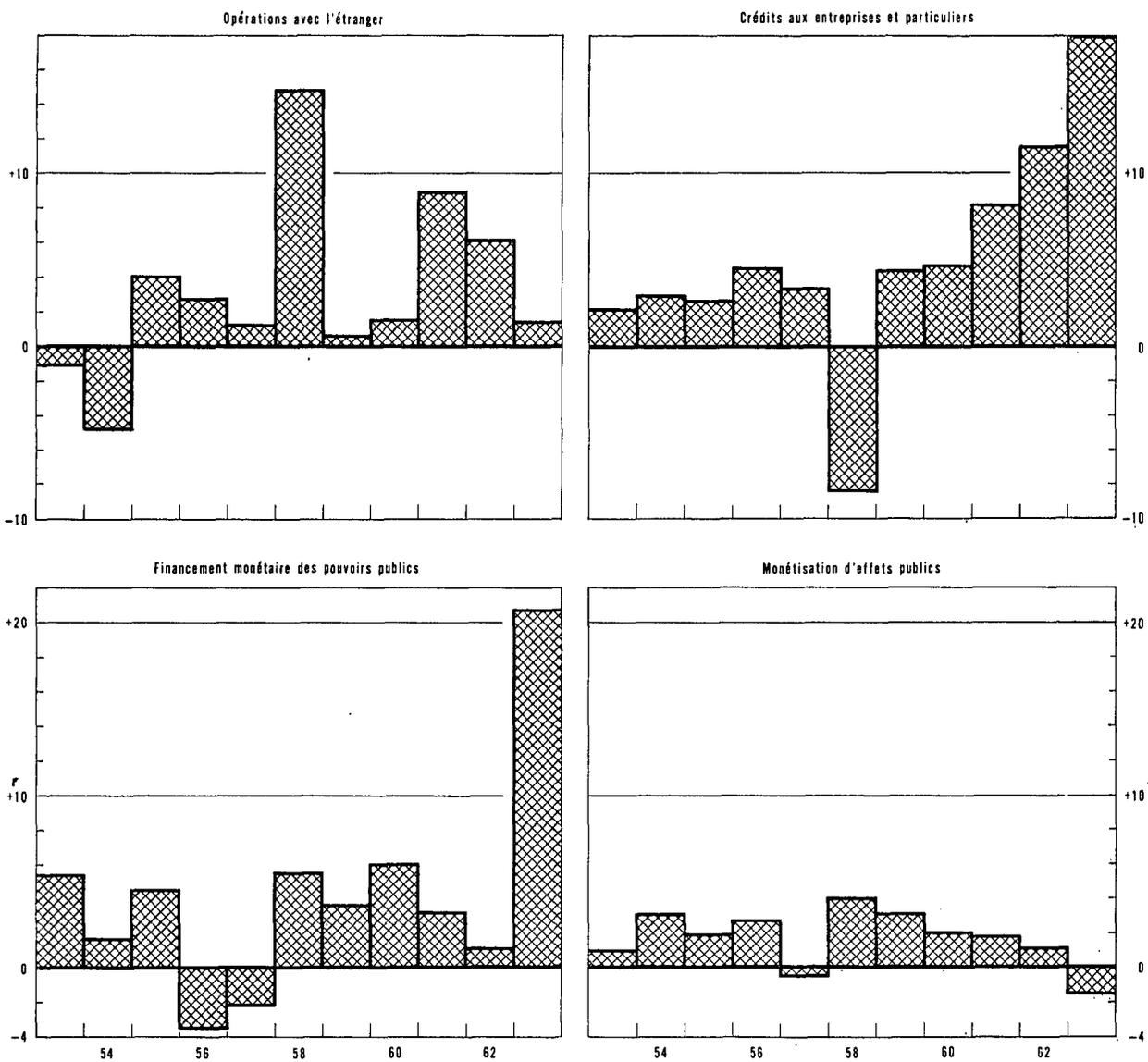
XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des transferts et des opérations en capital des pouvoirs publics) (4)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'acceptations et d'acceptations aux entreprises et particuliers résidant en Belgique (10)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (11)	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Divers (13)
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics ³ (7)	achats sur le marché par les organismes monétaires (8)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (9)				
					par cession de titres de la dette (5)	par cession nette de devises (6)							
1958 1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 ^e trimestre	- 2,7 ¹	+ 0,7 ¹	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+12,9 ¹	+ 2,4 ¹	+15,3	+14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,8	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	+ 0,6	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	...	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,2	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,9	...
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 5,2 ²	+ 2,8 ²	- 2,4 ²	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,4	- 2,5
4 ^e trimestre	+ 6,1 ²	...	+ 6,1 ²	+ 1,6	- 5,2	+ 5,3	+ 1,3	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,4	- 0,5
Total ...	+ 4,4 ²	+ 6,1 ²	+10,5 ²	+ 1,6	+ 3,0	+ 0,9	+ 2,2	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	- 0,1	- 3,2
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ²	+ 3,3 ²	+ 5,4 ²	- 1,5	+ 5,2	...	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,4	+ 5,9	- 6,4	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,7
3 ^e trimestre	+ 1,7 ²	+ 3,6 ²	+ 5,3 ²	+ 4,5	+ 3,6	- 1,5	- 0,4	+ 0,4	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ²	+ 1,8 ²	+10,6 ²	+ 5,6	- 6,2	+ 0,6	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5
Total ...	+16,7 ²	+ 9,1 ²	+25,8 ²	+ 9,0	+ 8,5	- 7,3	+ 2,1	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	- 1,0	+ 2,4	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 4,0	- 1,2	+ 2,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	+ 0,4	- 0,5	- 0,2	- 1,1
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 2,0	+ 4,0	- 4,1	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	- 0,7	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 0,4	+ 4,4	- 2,2	+ 0,9	+ 0,4	- 0,1	+ 3,3	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 0,2	- 4,3	+ 0,1	+ 1,6	- 0,7	+ 0,9	+ 6,1	- 0,6	+ 0,6	+ 1,9
Total ...	+17,1	+ 4,3	+21,4	+ 6,2	+ 2,9	- 3,9	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	+11,6	- 2,4	+ 2,5	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+10,3	+ 3,0	+ 9,8	+ 0,8	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 1,6	- 0,1	+ 0,5	- 4,0
2 ^e trimestre (est.)	+10,6	+ 1,5	+12,1	+ 0,4	+ 5,2	+ 0,8	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	+ 4,2	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 1,0	- 0,7	- 1,2	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 3,2	- 0,1	- 0,2	- 1,5
4 ^e trimestre	+11,1	+ 2,7	+13,8	- 1,0	+ 7,3	- 1,0	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	+ 9,0	- 0,1	+ 0,3	- 0,6
Total ...	+25,3	+ 8,3	+33,6	+ 1,4	+21,6	- 0,6	- 0,2	- 1,6	- 0,1	+18,0	- 0,4	+ 0,6	- 5,1
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	p - 2,7	p + 3,2	p + 0,2	p + 0,3	p - 1,6	+ 0,1	- 0,9	+ 0,2	p + 0,4	p + 0,4

N.B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Les comptes bancaires à plus d'un mois des sociétés financières qui jusqu'en juillet 1958 étaient englobés dans le stock monétaire ont pu être reclassés dans les liquidités quasi monétaires à partir d'août 1958. Les chiffres qui figurent aux colonnes (1) et (2) du présent tableau pour les variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires au 3^e trimestre de 1958 et durant l'année 1958 font abstraction des mouvements comptables qui ont résulté de cette modification de la statistique. — 2 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3 0,2 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (3) du présent tableau. — 3 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-statistiques ²		Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Avril	6,2	142,2	145,5	11,4	0,3	32,2	73,5	106,0	117,4	262,9	55,4
Mai	6,2	144,2	147,6	11,7	0,3	31,9	75,7	107,9	119,6	267,2	55,3
Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Juillet	6,3	147,3	150,7	10,6	0,4	34,2	73,1	107,7	118,3	269,0	56,0
Août	6,3	147,1	150,7	10,1	0,3	30,9	75,2	106,4	116,5	267,2	56,4
Septembre	6,3	146,8	150,1	11,2	0,3	31,3	74,9	106,5	117,7	267,8	56,1
Octobre	6,3	146,9	150,4	9,3	0,2	33,3	75,4	108,9	118,2	268,6	56,0
Novembre	6,3	147,1	150,6	10,8	0,3	31,1	77,0	108,4	119,2	269,8	55,8
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Janvier	6,3	147,7	151,3	9,5	0,3	34,1	76,0	110,4	119,9	271,2	55,8
Février	6,3	148,1	151,6	10,5	0,4	31,8	75,8	108,0	118,5	270,1	56,1
Mars	6,3	148,6	151,4	11,3	0,4	32,6	78,6	111,6	122,9	274,3	55,2
Avril	6,3	150,2	153,6	10,0	0,3	35,2	77,0	112,5	122,5	276,1	55,6
Mai	6,3	151,5	154,8	11,8	0,4	33,7	81,3	115,4	127,2	282,0	54,9

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire. (cf. tableau XIII - 1, note 4).

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution						Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Transferts et opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des transferts et des opérations en capital des pouvoirs publics) (9) = (6) - (7) - (8)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (6)] et ceux de la balance des paiements [col. (11)] 5	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1953 Année	52,7	- 2,4	50,3	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+ 17,1	- 0,8	+ 16,3	+ 1,4	...	+ 14,9	- 0,4	+ 15,9
1959 1 ^{er} trimestre	70,6	- 0,3	70,3	- 4,9	+ 2,9	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^e trimestre	73,5	- 3,8	69,7	+ 2,9	- 3,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^e trimestre	74,7 ⁷	- 3,5	71,2 ⁷	- 1,6 ⁷	+ 0,9	- 0,7 ⁷	+ 0,3	- 0,7 ⁸	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^e trimestre	72,3 ⁷	- 1,6	70,7 ⁷	- 2,5 ⁷	+ 1,9	- 0,6 ⁷	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
				- 6,1 ⁷	+ 2,0	- 4,1 ⁷	- 4,0	- 0,8 ⁸	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre	74,0	- 1,2	72,8	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 ^e trimestre	76,3	- 1,8	74,5	+ 2,3	- 0,7	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 1,7
3 ^e trimestre	69,7	- 2,5 ⁹	67,2 ⁹	- 6,6	+ 0,3 ⁹	- 6,3 ⁹	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 ^e trimestre	80,5	- 5,7 ⁹	74,8 ⁹	+ 10,8	- 3,7 ⁹	+ 7,1 ⁹	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,6	...	+ 7,1
				+ 8,2	- 3,9 ⁹	+ 4,3 ⁹	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,6	+ 1,9	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁹	73,3 ⁹	- 0,8	- 1,0 ⁹	- 1,8 ⁹	...	- 0,3	- 1,5	+ 0,6	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	- 14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 6,4	+ 0,3	+ 0,4	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	- 15,1 ⁹	70,9 ⁹	+ 3,4	- 0,4 ⁹	+ 3,0 ⁹	- 1,5	...	+ 4,5	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	- 14,9 ⁹	77,8 ⁹	+ 6,7	- 0,4 ⁹	+ 6,3 ⁹	+ 0,6	+ 0,1	+ 5,6	- 0,3	+ 6,0
				+ 12,2	- 10,4 ⁹	+ 1,8 ⁹	- 7,3	+ 0,1	+ 9,0	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,3	+ 0,3	+ 4,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 4,1	...	+ 2,0	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 2,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	- 10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,1	...	- 0,2	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 3,9	+ 0,4	+ 6,2	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	- 11,6	83,8	+ 4,4	- 0,6	+ 3,8	+ 0,8	...	+ 3,0	- 1,4	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	- 14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 0,8	...	+ 0,4	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série 10</i>											
2 ^e trimestre	98,6	- 17,0	81,6								
3 ^e trimestre	99,6	- 20,5	79,1	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 1,2	...	- 1,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	- 24,6	77,6	+ 2,6	- 4,5	- 1,9	- 1,0	+ 0,1	- 1,0	...	- 1,9
				+ 11,2	- 10,3	+ 0,9	- 0,6	+ 0,1	+ 1,4	- 1,1	- 0,2
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	p-24,7	p77,1	- 0,4	+ 0,1	p- 0,3	p+ 0,2	p+ 2,2	p- 2,7	+ 0,7	+ 0,4

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 3.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

5 Cette différence comprend : a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) jusqu'au 31 décembre 1960, les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.; d) depuis le 3^e trimestre 1963 l'ensemble des avoirs nets des résidents luxembourgeois auprès des banques belges.

6 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser, dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (9). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

9 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 2^e et 3^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

10 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	—	—	—	—	1	1	1	2
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre
ACTIF					
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	—	—	—	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)					
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...
c) F.M.I.	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064
d) autres accords .....	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	247
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430
Divers	515	698	544	1.778	1.186
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241
Compte d'ordre :					
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500
PASSIF					
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508
Comptes courants :					
{ compte ordinaire ...	7	24	1	5	3
{ taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	309
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)					
a) A.M.E.	344	249	200	185	126
b) autres accords	224	263	365	413	333
<i>Total des engagements à vue ...</i>	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453
Capital	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241
Compte d'ordre :					
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1963 8 avril	1964 6 avril	1963 6 mai	1964 4 mai	1963 10 juin	1964 8 juin	1963 8 juillet	1964 6 juillet
ACTIF								
Encaisse en or	68.605	68.926	68.608	69.568	68.665	69.607	68.643	69.658
Monnaies étrangères	18.765	20.543	19.332	19.964	20.237	21.146	20.523	20.459
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	8.195	12.738	8.200	12.299	9.355	13.113	9.867	12.965
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	1.500	—	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	209	102	179	98	175	94	170	90
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I.	6.738	8.214	6.738	8.214	6.738	8.214	6.488	8.215
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	18.349	20.069	18.536	19.329	19.955	20.725	20.642	20.249
Effets de commerce	4.191	6.971	4.572	6.206	3.868	4.680	8.341	10.252
Avances sur nantissement	244	1.973	277	1.058	280	2.297	1.156	3.785
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.175	6.575	9.525	9.575	9.500	9.900	6.325	8.050
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	367	276	347	281	328	255	312	278
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	2	2	2	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.702	2.794	2.702	2.793	2.702	2.793	2.703	2.792
Immeubles, matériel et mobilier	1.593	1.657	1.593	1.657	1.593	1.657	1.593	1.657
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.329	1.493	1.336	1.502	1.338	1.503	1.347	1.512
Divers	990	1.046	785	1.225	1.073	1.104	1.368	1.564
Compte d'ordre :	174.454	188.879	176.732	189.271	181.309	192.590	184.979	197.028
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.345	1.091	1.255	909	1.128	727	903	611
PASSIF								
Billets en circulation	141.157	148.785	142.386	150.225	143.934	151.325	147.730	156.004
Comptes courants :								
compte ordinaire ...	3	24	1	2	12	...	10	10
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	24	16	26	15	25	15	24	14
compte spécial liquidation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	549	343	353	316	263	303	257	346
Comptes courants divers	782	875	1.726	883	2.122	768	695	853
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	146	128	112	127	114	102	127	134
b) autres accords	212	317	269	275	321	330	302	352
Total des engagements à vue ...	142.873	150.488	144.873	151.843	146.791	152.843	149.145	157.713
Monnaies étrangères et or à livrer	26.541	32.832	26.738	31.668	29.292	33.886	30.490	33.249
Caisse de Pensions du Personnel	1.329	1.493	1.336	1.502	1.338	1.503	1.347	1.512
Divers	1.008	1.273	1.082	1.465	1.185	1.565	1.294	1.761
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.303	2.393	2.303	2.393	2.303	2.393	2.303	2.393
Compte d'ordre :	174.454	188.879	176.732	189.271	181.309	192.590	184.979	197.028
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.345	1.091	1.255	909	1.128	727	903	611

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global ¹ (moyennes journalières)	Avoirs des particuliers ² (moyennes journalières)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,0	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,8	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,3	92
1962 4 ^e trimestre	907	44,2	31,6	54,7	128,4	52,8	128,4	364,3	92
1963 1 ^{er} trimestre	913	48,8	34,5	52,1	127,5	52,9	127,5	359,8	93
2 ^e trimestre	915	46,8	35,0	52,0	121,8	51,5	121,8	347,0	92
3 ^e trimestre	924	48,5	34,6	56,6	133,8	57,6	133,8	381,7	91
4 ^e trimestre	933	47,7	35,1	58,4	139,0	56,4	139,0	392,7	93
1964 1 ^{er} trimestre	937	49,1	36,1	57,8	140,0	58,5	140,0	396,4	93
2 ^e trimestre	939	50,1	37,0	62,3	146,0	61,5	146,0	415,8	93
1963 Juin	915	46,4	35,6	52,2	118,6	48,9	118,6	338,4	92
Juillet	917	53,5	35,3	69,1	159,6	69,8	159,6	458,0	93
Août	919	45,8	34,5	49,9	123,6	53,4	123,6	350,3	89
Septembre	924	46,2	34,0	50,8	118,2	49,5	118,2	336,7	92
Octobre	929	48,0	34,7	60,0	145,9	59,0	145,9	410,7	93
Novembre	931	45,9	34,9	51,5	127,4	53,0	127,4	359,2	92
Décembre	933	49,1	35,7	63,7	143,7	57,2	143,7	408,3	93
1964 Janvier	935	51,6	36,5	61,7	153,6	64,9	153,6	433,8	93
Février	936	47,5	36,0	53,9	132,7	55,8	132,7	375,2	93
Mars	937	48,3	35,8	57,9	133,7	54,9	133,7	380,2	93
Avril	937	49,8	36,4	63,0	150,1	63,1	150,1	426,4	93
Mai	938	48,8	37,2	58,7	139,0	58,3	139,0	395,1	93
Juin	939	51,8	37,3	65,1	148,9	63,0	148,9	425,9	93

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1963 30 avril	1964 30 avril	1963 31 mai	1964 31 mai
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux, C.N.C.P.	5.993	7.533	6.523	7.851	3.254	3.513	3.230	3.786
Prêts au jour le jour	1.277	1.214	1.272	2.095	1.448	518	856	1.636
Banquiers	8.103	10.782	13.192	16.665	13.073	20.344	14.024	21.309
Maison-mère, succursales et filiales	3.236	4.287	4.717	6.286	6.171	5.634	5.831	5.733
Autres valeurs à recevoir à court terme	6.017	6.742	8.248	8.787	8.813	9.285	9.629	10.277
Portefeuille-effets	55.155	66.088	46.685	72.460	58.683	80.979	60.235	81.660
a) Effets publics ²	33.627	40.213	16.569	29.415	22.592	35.858	23.251	35.912
b) Effets commerciaux ³	21.528	25.875	30.116	43.046	36.091	45.121	36.984	45.748
Reports et avances sur titres	1.168	1.237	1.317	1.230	1.218	1.267	1.168	1.187
Débiteurs par acceptations	12.682	14.318	17.927	18.784	17.535	19.875	18.424	20.928
Débiteurs divers	26.064	30.726	38.608	45.661	39.423	46.928	40.254	46.124
Portefeuille-titres	39.274	53.444	75.148	72.105	76.978	72.399	77.323	73.366
a) Valeurs de la réserve légale	401	429	468	541	511	569	512	570
b) Fonds publics belges ^{2 4}	36.199	50.094	71.460	67.875	73.260	68.050	73.697	69.091
c) Fonds publics étrangers ⁴	275	473	317	556	299	543	235	506
d) Actions de banques	1.291	1.261	1.282	1.545	1.485	1.593	1.485	1.593
e) Autres titres	1.108	1.187	1.621	1.588	1.423	1.644	1.394	1.606
Divers	1.570	1.552	2.339	2.576	2.008	2.073	1.868	2.357
Capital non versé	7	9	9	—	9	—	9	—
Total disponible et réalisable ...	160.486	197.932	215.985	254.500	228.613	262.815	232.851	268.363
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	20	19	17	18	17	17	18	16
Immeubles	1.190	1.251	1.301	1.434	1.361	1.535	1.372	1.538
Participations dans les filiales immobilières	258	273	265	255	265	265	265	265
Créances sur les filiales immobilières	345	278	312	336	311	349	313	351
Matériel et mobilier	153	166	200	289	207	302	207	307
Total de l'immobilisé ...	1.966	1.987	2.095	2.332	2.161	2.468	2.175	2.477
Total de l'actif ...	162.452	199.919	218.080	256.832	230.774	265.283	235.026	270.840

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parastatiques
(millions de francs)

1960 31 décembre	6.547	1962 31 décembre	8.486	1963 30 avril	6.824	1964 30 avril	10.446
1961 31 décembre	6.999	1963 31 décembre	8.673	1963 31 mai	6.861	1964 31 mai	11.082

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les Fonds publics étrangers.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

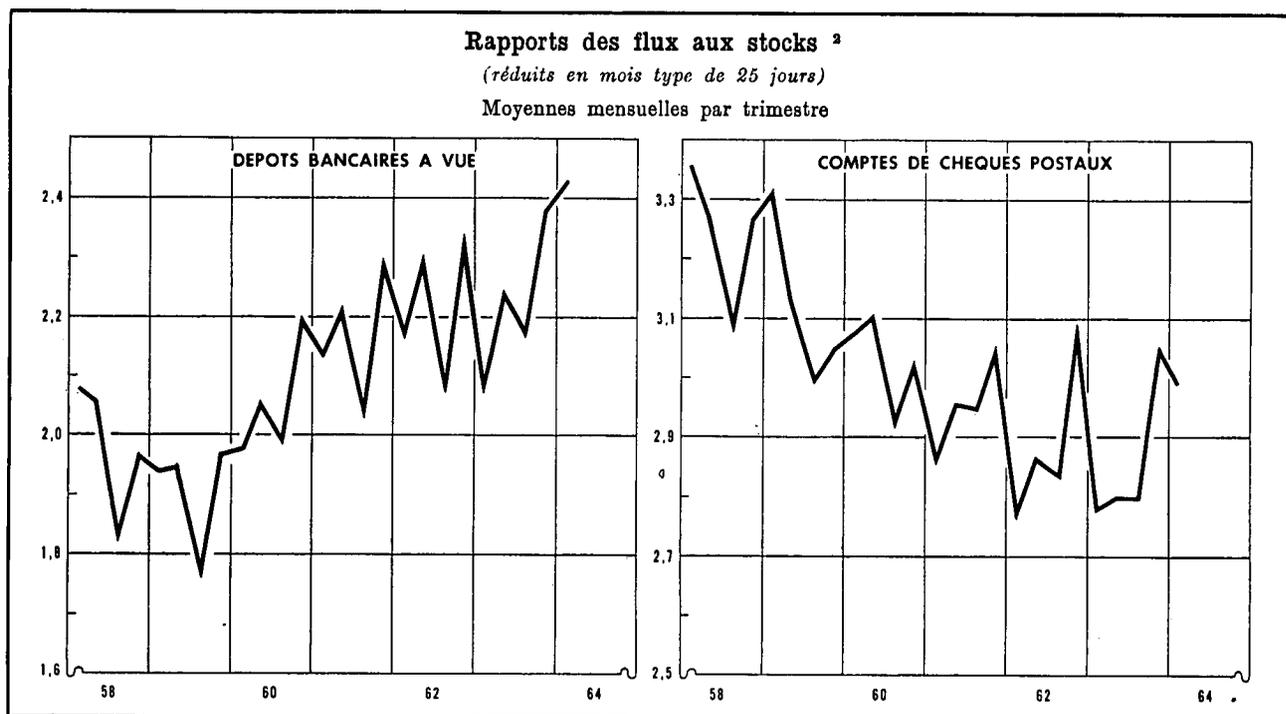
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1963 30 avril	1964 30 avril	1963 31 mai	1964 31 mai
A. Opérations d'épargne (art 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	330	398	1.747	804	563	1.742	568	2.320
Emprunts au jour le jour	1.332	2.110	871	1.406	2.805	1.835	2.185	1.648
a) Garantis par des sûretés réelles	1.247	1.986	815	1.232	2.595	1.658	2.082	1.355
b) Non garantis par des sûretés réelles	85	124	56	174	210	177	103	293
Banquiers	14.208	28.067	26.553	38.661	31.842	43.570	32.181	44.197
Maison-mère, succursales et filiales	3.165	3.911	4.300	7.884	4.371	6.622	4.686	6.312
Acceptations	12.683	14.319	17.928	18.784	17.535	19.874	18.424	20.928
Autres valeurs à payer à court terme	2.382	2.776	3.875	4.901	5.353	5.072	5.110	5.055
Créditeurs pour effets à l'encaissement	990	967	1.095	1.216	1.035	1.173	1.051	1.248
Dépôts et comptes courants	103.790	121.118	130.986	150.290	135.448	152.436	139.295	155.824
a) A vue	61.080	66.746	71.259	81.543	72.980	79.090	75.002	82.839
b) A un mois au plus	4.873	6.112	5.532	5.159	5.865	6.256	6.573	6.081
c) A plus d'un mois	19.200	27.902	29.392	30.007	29.627	30.744	30.347	30.218
d) A plus d'un an	956	1.529	2.201	1.138	1.521	1.096	1.535	1.094
e) A plus de deux ans	1.975	2.495	2.671	3.049	2.973	3.101	2.995	3.098
f) Carnets de dépôts	14.115	14.613	17.937	27.355	20.472	30.138	20.831	30.479
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.591	1.721	1.994	2.039	2.010	2.011	2.012	2.015
Obligations et bons de caisse	7.573	8.619	11.060	11.433	11.144	11.151	11.211	11.220
Montants à libérer sur titres et participations	635	615	689	672	690	687	691	696
Divers	4.940	6.007	6.104	6.809	6.512	6.654	6.113	6.904
<i>Total de l'exigible ...</i>	152.028	188.907	205.208	242.860	217.298	250.816	221.515	256.352
C. Non exigible :								
Capital	6.201	6.520	7.636	8.221	7.760	8.289	8.011	8.489
Fonds indisponibles par prime d'émission	284	292	785	838	793	919	793	919
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	406	428	467	541	511	568	512	570
Réserve disponible	3.363	3.652	3.828	4.179	4.232	4.388	4.011	4.206
Provisions	170	120	156	193	180	303	184	304
<i>Total du non exigible ...</i>	10.424	11.012	12.872	13.972	13.476	14.467	13.511	14.488
<i>Total du passif ...</i>	162.452	199.919	218.080	256.832	230.774	265.283	235.026	270.840

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1956	83,2	70,3	153,5	1,98	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1962 3 ^e trimestre	112,3	98,0	210,3	2,12	2,10	2,84
1962 4 ^e trimestre	130,1	105,3	235,4	2,36	2,34	3,09
1963 1 ^{er} trimestre	117,8	103,8	221,6	2,12	2,09	2,78
1963 2 ^e trimestre	133,8	105,6	239,4	2,24	2,26	2,80
1963 3 ^e trimestre	131,1	104,8	235,9	2,24	2,18	2,80
1963 4 ^e trimestre	147,4	114,0	261,4	2,41	2,38	3,05
1964 1 ^{er} trimestre	150,2	115,0	265,2	2,46	2,43	2,99
1963 Avril	132,9	103,9	236,8	2,30	2,30	2,74
1963 Mai	138,8	109,3	248,1	2,34	2,34	2,97
1963 Juin	129,9	103,5	233,4	2,07	2,15	2,68
1963 Juillet	143,6	113,2	256,8	2,47	2,38	2,93
1963 Août	118,9	103,8	222,7	2,08	2,00	2,81
1963 Septembre	130,7	97,5	228,2	2,17	2,17	2,66
1963 Octobre	139,9	111,8	251,7	2,46	2,28	3,03
1963 Novembre	138,2	113,0	251,2	2,16	2,25	3,07
1963 Décembre	164,1	117,1	281,2	2,60	2,60	3,04
1964 Janvier	146,3	120,5	266,8	2,42	2,33	3,10
1964 Février	154,2	114,9	269,1	2,52	2,52	3,03
1964 Mars	150,1	109,7	259,8	2,45	2,45	2,85
1964 Avril	159,3	122,3	281,6	2,64	2,54	3,13
1964 Mai	154,6	131,9	286,5	2,26	2,45	3,32

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (cf. N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1 3	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.927
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.980	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	46
1959	4.582	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.653	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1962 Janvier	6.149	200	...	6.831	75	9.996	...	—	...	...
Février	6.235	220	...	3.300	2.696	9.253	...	—	...	...
Mars	6.188	130	...	3.188	1.600	7.961	...	—	...	...
Avril	6.112	1.018	...	3.521	1.878	9.391	...	—	...	...
Mai	6.215	280	...	3.003	2.192	8.492	...	—	...	...
Juin	6.701	11	...	2.108	2.923	8.589	...	—	...	...
Juillet	6.887	438	...	2.069	1.972	8.336	...	—	...	...
Août	6.803	200	1.175	2.041	1.401	8.593	...	—	...	...
Septembre ...	6.910	248	1.100	1.724	1.681	8.623	...	—	...	...
Octobre	7.233	572	1.200	796	2.564	9.248	...	—	...	...
Novembre ...	7.946	1.175	2.100	1	790	8.905	...	—	...	...
Décembre	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963 Janvier	7.061	550	...	...	1.457	6.020	...	—	...	...
Février	6.941	1.159	900	...	154	6.054	...	—	...	...
Mars	8.212	1.663	100	...	706	6.471	...	—	979	...
Avril	8.387	1.330	...	70	973	7.702	...	—	...	...
Mai	8.604	1.319	...	390	1.408	8.650	...	—	...	...
Juin	9.008	1.058	500	...	489	7.949	...	—	...	...
Juillet	8.690	1.100	...	...	71	6.828	...	—	...	...
Août	8.396	1.315	...	...	126	6.569	...	—	228	...
Septembre ...	8.646	1.370	...	...	...	6.282	...	—	639	...
Octobre	8.543	1.629	...	...	...	6.459	572	—	...	...
Novembre ...	8.562	1.721	...	...	...	6.851	280	—	...	...
Décembre	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...

1 Y compris les opérations à réméré.

2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

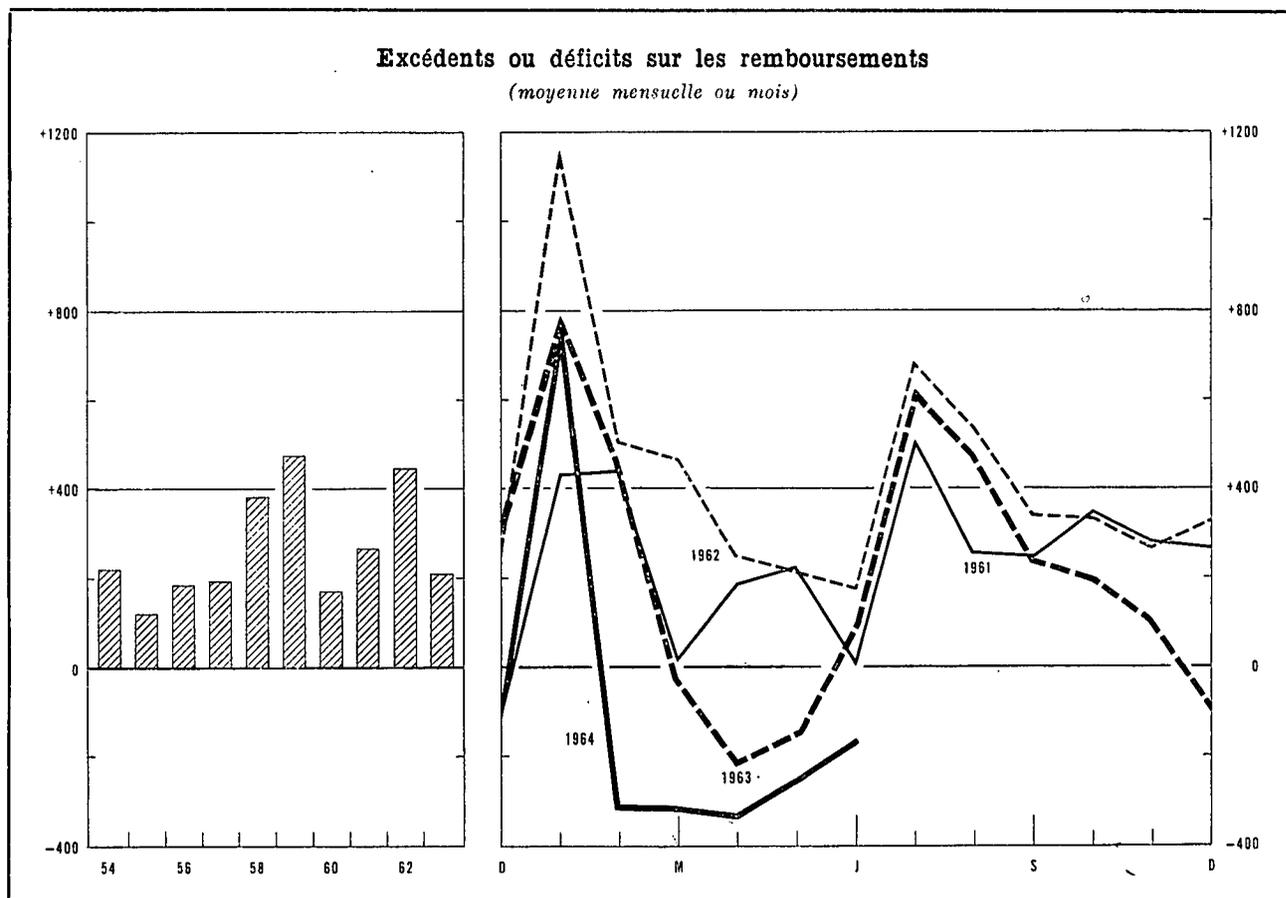
3 Il s'agit des valeurs nominales pour les chiffres de fin d'année et des valeurs comptables pour les autres mois.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (1) - (2)	(6)	(7)	
1953	13.204	9.684	3.520	45.493 ¹				
1954	13.383	10.764	2.619	49.459 ¹				
1955	13.624	12.176	1.448	52.354 ¹				
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654 ¹				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980 ¹				
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
Janvier	2.388	p 2.798	1.600	p 2.032	788	p 766	93.442	p 98.746
Février	2.020	p 2.207	1.556	p 2.517	464	p -310	93.906	p 98.436
Mars	2.016	p 2.115	2.047	p 2.431	- 31	p -316	93.875	p 98.120
Avril	2.051	p 2.225	2.260	p 2.558	-209	p -333	93.666	p 97.787
Mai	2.168	p 2.108	2.304	p 2.356	-135	p -248	93.531	p 97.539
Juin	2.199	p 2.356	2.095	p 2.522	103	p -166	93.634	p 97.373
Juillet	2.640		2.013		627		94.261	
Août	2.254		1.765		489		94.749	
Septembre	2.122		1.877		245		94.995	
Octobre	2.293		2.082		211		94.206	
Novembre	2.047		1.926		120		95.326	
Décembre	2.191		2.262		- 71		97.980	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Disponible ¹	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	7,6	7,7	9,1	10,8	12,4	15,1
Avances à l'industrie	—	2,0	3,3	5,2	7,3	8,6
Crédit d'exportation	—	...	0,2	0,4	0,5	0,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	0,4	1,6	1,7	2,4	2,5	3,0
Certificats de Trésorerie	1,5	5,2	4,3	2,0	4,3	6,2
Prêts au jour le jour	1,3	0,8	1,1	0,8	0,7	0,9
Total des placements provisoires ...	10,8	17,3	19,7	21,6	27,7	34,5
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	18,4	17,3	19,7	20,0	20,2	23,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	13,6	15,4	16,5	17,8	16,6	14,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6
et communes	1,5	1,2	1,2	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
complémentaires aux prisonniers politiques, et						
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la						
guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	2,8	2,9	3,3	3,8	4,3	4,8
Crédit agricole	3,4	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8
Avances à la Société nationale du logement, aux						
sociétés agréées et aux communes en vue de la						
construction d'habitations sociales	18,3	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0
Total des placements définitifs ...	60,8	62,8	68,2	71,0	71,0	74,1

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	60,0	66,5	74,3	78,7	84,5	92,5
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,6	4,9	3,8	3,7	3,7	4,9
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	...
Total des dépôts sur livrets ...	65,0	71,8	78,5	82,8	88,5	97,6
Dépôts en comptes courants ²	1,9	3,5	3,7	3,0	3,4	4,1
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotations, fonds de prévisions diverses et fonds						
de réserve	6,2	6,7	7,3	7,9	8,7	9,4

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	7,2	7,5	7,7	7,3	7,1	6,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,1	10,1	11,0	11,6	12,5	13,9
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	1,4	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9
Prêts hypothécaires	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	19,5	20,5	21,5	21,5	22,0	22,5
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	13,2	13,5	13,8	13,1 ¹	13,4	13,6
Réserves mathématiques ²	6,7	7,4	8,2	8,8	9,4	10,1
Total ...	19,9	20,9	22,0	21,9	22,8	23,7

* La C.G.E.R. publie séparément :

a) *Depuis 1957* :

- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.
 - 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation. En vertu de la loi du 8 avril 1962, cette gestion est reprise par la Caisse Nationale des Pensions pour Employés. Le transfert des fonds correspondant a été effectué en 1963 conformément à la situation de clôture au 31 décembre 1962.
 - 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois, depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.
- b) *Depuis 1958* : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).
- c) *Depuis 1960* : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 » et, ultérieurement, par la loi du 8 avril 1962, conçues selon le principe de capitalisation.
- ¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».
- ² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	2,0	1,9	2,2	3,0	2,9	2,8
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,7	1,1	1,3	2,0	2,6	3,4
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	3,6	4,0	4,5	6,0	6,5	7,1
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ¹	2,7	2,9	3,2	4,6 ¹	4,9	5,3
Fonds de réserve	1,0	1,2	1,4	1,5	1,8	2,0

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieures à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 3 ^e trimest.	22,1	6,1	5,1	33,3	2,5	19,6	0,5	22,6	6,7	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,9	36,5
4 ^e trimest.	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 1 ^{er} trimest.	24,1	6,7	5,5	36,3	2,2	20,9	0,5	23,6	7,6	0,2	0,1	0,4	0,4	6,6	15,9	38,9
2 ^e trimest.	24,8	7,0	5,7	37,5	2,2	21,9	0,5	24,6	7,6	0,3	0,1	0,4	0,4	7,2	16,0	40,6
3 ^e trimest.	25,7	7,2	5,9	38,8	2,4	22,7	0,5	25,6	8,1	0,3	0,1	0,5	0,5	7,3	16,8	42,4
4 ^e trimest.	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 1 ^{er} trimest.	28,3	8,0	6,3	42,6	2,9	24,3	0,6	27,8	9,4	0,4	...	0,5	0,6	7,9	18,8	46,6
2 ^e trimest.	29,0	8,7	6,3	44,0	3,0	24,9	0,5	28,4	9,8	0,4	...	0,5	0,6	8,3	19,6	48,0
3 ^e trimest.	29,9	9,3	6,2	45,4	3,2	25,7	0,4	29,3	10,2	0,5	...	0,5	0,5	8,6	20,3	49,6
4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
Nouvelle série 1 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	6,7	8,6	9,8	10,5	10,9	11,7
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	5,1	5,5	6,2	6,7	7,2	8,0
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	7,1	7,8	10,5	13,1	15,7	19,6
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	1,9	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5
Crédits commerciaux à moyen terme	1,0	0,8	0,8	1,3	1,0	1,5
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,4	2,5	2,7	2,7	2,8	2,7
PASSIF						
Obligations	21,4	24,9	30,1	35,9	37,5	39,4
Bons de caisse	4,1	5,7	6,3	6,9	7,3	8,4
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,9	1,9	1,8	1,7	1,7	1,4
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	0,7	0,8	1,1	1,2	1,2	1,3

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'Aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »											Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dettes à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	créditeurs	débiteurs	
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total						
Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(2) + (3) + (4) = (5)	(6) + (7) = (8)						(1) + (5) - (8) = (9)	(12)	(13)	(14)		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1954	1.320	3.650		2.146	5.796	165	5.250	5.415	1.701	22.868	1.850	1.785	349	15.518
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.356	2.288	24.877
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516 ¹	6.827	1.589	3.214	26.300
1962 Juin	3.368	745	88	116	949	30	797	827	3.490		7.050	1.725	1.579	1.801
Juillet	3.490	865	141	109	1.115	35	733	768	3.837		6.798	1.404	2.158	3.202
Août	3.837	715	105	126	946	34	758	792	3.991		6.536	1.334	2.368	1.458
Septembre	3.991	521	125	105	751	17	881	898	3.844		6.855	1.188	2.543	1.460
Octobre	3.844	682	147	114	943	24	917	941	3.846		6.682	1.067	3.234	2.338
Novembre	3.846	633	154	83	870	40	827	867	3.849		6.654	1.164	3.456	1.390
Décembre	3.849	551	118	146	815	31	753	784	3.880	52.178	7.337	1.333	3.086	2.247
1963 Janvier	3.880	479	155	56	690	13	784	797	3.773	52.158	7.352	1.059	4.235	3.781
Février	3.773	675	214	140	1.029	15	607	622	4.180	53.033	6.848	1.273	3.778	1.944
Mars	4.180	820	154	78	1.052	15	758	773	4.459	53.984	7.632	1.419	3.797	1.992
Avril	4.459	599	69	110	778	26	415	441	4.796	54.035	7.582	1.496	3.282	2.401
Mai	4.796	566	28	82	676	20	757	777	4.695	54.611	7.930	1.689	2.824	1.743
Juin	4.695	562	59	65	686	17	788	805	4.576	55.174	8.156	1.644	3.081	1.574
Juillet	4.576	724	125	173	1.022	27	880	907	4.691	55.672	7.892	1.557	3.512	3.470
Août	4.691	432	130	103	665	13	794	807	4.549	56.216	7.999	1.692	3.299	1.121
Septembre	4.549	692	112	110	914	16	922	938	4.525	57.066 ¹	7.736	1.726	3.002	1.842
Octobre	4.525	689	148	192	1.029	38	1.053	1.091	4.463	57.385 ¹	7.323	1.628	2.892	2.589
Novembre	4.463	516	160	67	743	17	750	767	4.439	58.061 ¹	6.962	1.922	2.459	1.583
Décembre	4.439	727	163	175	1.065	24	1.064	1.088	4.416	58.516 ¹	6.827	1.959	2.409	2.260
1964 Janvier	4.416	891	174	114	1.179	11	870	893	4.714	58.883 ¹	6.724	1.489	2.817	4.967
Février	4.714	651	219	96	966	19	759	778	4.902	59.731 ¹	6.813	1.945	2.339	2.512
Mars	4.902	538	159	148	845	26	1.047	1.073	4.674	60.404 ¹	6.616	1.657	2.386	2.214
Avril	4.674	664	151	80	895	25	760	785	4.784	60.599 ¹	7.305	1.614	2.504	2.469
Mai	4.784	578	130	97	805	19	955	974	4.615	61.294 ¹	7.603	2.187	1.999	1.637
Juin	4.615	673	258	121	1.052	23	1.089	1.112	4.555	61.177 ¹	7.719	1.878	2.355	2.138

¹ Dont consolidation de déficits ordinaires des comptes communaux.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	1,7	2,3	2,6	3,1	3,5	1,1	1,2	1,4	1,6	1,7
Prêts hypothécaires	7,8	9,0	10,5	11,4	12,1	2,0	2,3	2,7	3,2	3,6
Prêts sur police	1,0	1,1	1,2	1,3	1,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	3,5	4,8	5,3	5,7	5,9	3,1	3,2	3,4	3,6	3,7
Valeurs étrangères	0,8	1,3	1,9	1,5	1,9	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5
Titres garantis par le Congo	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	3,1	4,2	4,2	4,6	5,0	0,4	0,7	0,7	0,8	0,8
Titres des autres organismes										
parastataux	1,2	1,4	1,4	1,6	1,6	1,0	0,9	1,0	1,1	1,1
Titres des provinces et com-										
munes	1,7	1,4	1,7	1,8	1,9	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	7,2	7,2	7,4	8,1	9,0	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	1,7	2,1	2,2	2,3	2,9	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7
Total des valeurs mobilières ...	19,6	22,5	24,2	25,7	28,3	6,5	6,7	7,2	7,7	7,9

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	31,0	35,3	38,7	41,7	45,3	9,8	10,7	11,6	12,6	13,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1962 3 ^e trimestre .	3,13
4 ^e trimestre .	3,41
1963 1 ^{er} trimestre .	3,05
2 ^e trimestre .	2,99
3 ^e trimestre .	3,48
4 ^e trimestre .	3,80
1964 1 ^{er} trimestre .	3,68

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Modalités d'épargne	1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	5,0		5,0		6,0		5,5		9,8		9,9		6,6		9,3		14,2	
Banques	3,0		2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1		4,0		10,4		5,9	
Institutions parastatales de crédit ..	0,3		-0,2		0,3		-0,5		2,2		0,3		1,2		1,7		1,7	
Total ...		8,3		7,0		5,6		6,1		16,6		15,3		11,8		21,4		21,8
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	3,4		3,7		3,5		5,1		5,0		3,2		2,5		3,0		1,9	
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,0		1,1		1,2		1,0		1,1		0,9		0,7		1,1		1,0	
Caisses de vacances annuelles	0,1		0,3		0,1		0,4		-0,1		-0,1		-0,1		-0,1		0,2	
Organismes d'assurances sur la vie ..	3,1		3,4		3,5		3,5		3,8		5,4		6,8		4,9		4,6	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,1		0,2		0,2		0,2		0,2		0,1		0,2		0,2		0,2	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,2		0,3		0,3		0,4		0,3		0,4		0,4		0,5		1,2	
Total ...		7,9		9,0		8,8		10,6		10,3		9,9		10,5		9,6		9,1
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,9		2,9		1,8		2,1		1,8		1,8		1,1		2,4		3,3	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	5,2		6,2		6,5		7,0		7,4		8,5		9,2		9,9		12,5	
Constructions d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	7,3		7,9		7,4		8,9		9,1		10,3		11,4		12,5		13,8	
Total ...		15,4		17,0		15,7		18,0		18,3		20,6		21,7		24,8		29,6
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public	13,1		10,5		7,9		13,6		16,2		13,4		17,0		13,8		18,1	
Total (1 à 4) ...		44,7		43,5		38,0		48,3		61,4		59,2		61,0		69,6		78,6
Doubles emplois ² ...	0,6		0,2		-0,6		0,2		-1,4		0,6		0,1		0,1		-0,2	
Total net (1 à 4) ...		45,3		43,7		37,4		48,5		60,0		59,8		61,1		69,7		78,4
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	23,8		25,4		28,5		30,9		29,8		30,7		35,0		35,9		34,3	
Epargne nette	7,8 ³		9,6 ³		10,0		9,2		5,2		5,2		7,7		8,4		6,0	
Total ...		31,6		35,0		38,5		40,1		35,0		35,9		42,7		44,3		40,3
Total général (1 à 5) ...		76,9		78,7		75,9		88,6		95,0		95,7		103,8		114,0		118,7

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC
1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹
(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (9) = (1) - (2)							(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (4)	(6)	(7)	(8) + (4)
1. Etat (dette directe uniquement)	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	r 3,9	0,7	r 3,2	r 5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
3. Organismes paraétatiques de crédit	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9
	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	r 13,5	4,0	r 9,5	r 36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
6. Congo et Rwanda-Burundi	1958	4,0	0,4	3,6	...	3,6	...	...	...	3,6
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1958	27,9	13,9	14,0	10,2	24,2	5,8	3,5	2,3	26,5
	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	r 13,5	4,0	r 9,5	r 36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
7. Rectifications à apporter pour :	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁶	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁷	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,8; en 1963 : 8,8.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de l'E.A.M. a été libérée.

⁷ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ¹ (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1961	Juin	8	Etat belge 1961-1973	5,25-5,50-5,75 ³	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	7.007 5,83
	août	24	Ville d'Anvers	5,25-5,50-5,75-6,00 ⁴	98,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800 5,83
	Octobre	2	Etat belge 1961-1981	5,25-5,50-5,75 ⁵	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	6.000 5,75
	Novembre	20	S.N.C.I.	5,25-5,50-5,75 ⁵	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.650 5,88 ²
	Décembre	11	Fonds des Routes	5,25-5,50-5,75 ⁵	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500 5,78
1962	Février	1	Etat belge 1962-1982, 1 ^{re} série	5,00-5,25-5,50 ⁶	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	7.450 5,54
	Mars	1	Ville de Liège 1962-1982	5,25-5,50-5,75 ⁵	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800 5,75
	Mars	29	R.T.T. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ⁶	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500 5,54
	Mai	2	S.N.C.B. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ⁶	99,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.550 5,48
	Mai	28	Ville de Bruxelles 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ⁶	99,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000 5,43
	Juin	14	Etat belge 1962-1982, 2 ^e série	5,00 — 5,25 ⁷	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	8.100 5,26
	août	27	Ville d'Anvers 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ⁶	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000 5,37
	Septembre	24	Fonds des Routes	5,00 — 5,25 ⁷	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	2.500 5,20
	Novembre	12	Etat belge 1962-1982, 3 ^e série	4,75-5,00-5,25 ⁸	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	10.480 5,06
1963	Mars	4	Etat belge 1963-1983, 1 ^{re} série	5,00 — 5,25 ⁷	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900 5,09 ⁹
	Avril	18	R.T.T. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.350 5,55 ⁹
	Mai	16	S.N.C.B. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.800 5,55 ⁹
	Mai	30	C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20 — 5,50 ¹⁰	100,00	à 5 ou 10 ans	350 5,49 ^{2 9}
	Juin	20	Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50 — 5,75 ¹¹	99,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.250 5,72 ⁹
	Septembre	3	Ville de Liège 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ¹²	99,00	à 10 ou 20 ans	1.000 5,90 ⁹
	Septembre	3	Ville de Gand 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ¹²	99,00	à 10 ou 20 ans	600 5,90 ⁹
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983, 3 ^e série	5,50-5,75 ¹¹	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	3.232 5,80 ⁹
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983	6,00	100,00	à 20 ans	4.270 6,00 ⁹
	Novembre	18	Fonds des Routes 1963-1983	6,00	99,00	à 20 ans	2.500 6,12 ⁹
	Décembre	11	Ville de Brux. 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ¹³	98,00	à 10 ou 20 ans	516 6,14 ⁹
	Décembre	11	Ville d'Anvers 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ¹³	98,00	à 10 ou 20 ans	781 6,14 ⁹
1964	Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ¹⁴	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000 6,44 ⁹
	Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50 ¹⁴	100,00	à 5 ou 10 ans	5.000 6,44 ⁹
	Mai	25	Etat belge 1964-75	6,25 — 6,50 ¹⁵	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085 6,41 ⁹

¹ Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistrés par la C.A.D.G.
² Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
³ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 4 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.
⁴ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,75 % de la 11^e à la 15^e année et 6 % de la 16^e à la 20^e année.
⁵ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 10 dernières années.
⁶ Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années, 5,25 % pendant les 5 années suivantes et 5,50 % pendant les 10 dernières années.
⁷ Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.
⁸ Intérêts : 4,75 % pendant les 10 premières années, 5 % pendant les 5 années suivantes et 5,25 % pendant les 5 dernières années.
⁹ Rendement sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.
¹⁰ Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.
¹¹ Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.
¹² Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,40 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.
¹³ Intérêts : 5,30 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.
¹⁴ Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.
¹⁵ Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1961	Mai	16	S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50 4,50 ²
	Mai	18	Etat belge 1961-1981	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75 4,75
	Juillet	3	Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 50 4,75
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3 5,00 ²
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	{ U.S. \$ 20 5,32 ² ou D.M. 80
	Octobre	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22 4,92
	Novembre	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30 5,61 ²
	Novembre	28	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25 5,88
	Décembre	12	Sabena 1961-1981 ³	5,00	100,0	20 ans	FLux 250 5,06
1962	Mars	27	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30 5,55
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20 4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11 5,24 ⁴

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communicant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.
² Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
³ Emprunt de conversion.
⁴ Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou de toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.
⁵ Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au Moniteur belge.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dettes indirectes	Dettes totales ²
	intérieure				extérieure						
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2			
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962 Juin	220,7	20,0	82,4	32,7	355,8	19,9	20,1	40,0	395,8	25,3	421,1
Juillet	223,8	20,0	79,3	34,0	357,1	19,8	19,9	39,7	396,8	25,2	422,0
Août	223,6	20,0	82,0	32,3	357,9	19,8	19,0	38,8	396,7	25,2	421,9
Septembre	223,4	20,0	82,8	32,4	358,6	19,7	18,4	38,1	396,7	25,2	421,9
Octobre	222,9	22,0	82,3	33,1	360,3	19,7	17,0	36,7	397,0	27,5	424,5
Novembre	232,2	20,9	76,3	33,0	362,4	19,7	16,7	36,4	398,8	27,5	426,3
Décembre	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2
1963 Janvier	250,7	16,7	56,1	37,4	360,9	19,5	18,1	37,6	398,5	27,5	426,0
Février	249,9	16,8	60,2	34,4	361,3	19,5	19,1	38,6	399,9	27,5	427,4
Mars	254,6	16,7	60,5	35,4	367,2	19,3	21,2	40,5	407,7	27,5	435,2
Avril	253,9	16,3	63,4	36,4	370,0	19,2	21,9	41,1	411,1	27,4	438,5
Mai	253,8	16,2	61,9	35,8	367,7	19,2	24,0	43,2	410,9	27,4	438,3
Juin	254,0	16,2	61,4	36,1	367,7	19,0	24,3	43,3	411,0	27,4	438,4
Juillet	257,7	15,8	56,0	37,8	367,3	18,9	24,6	43,5	410,8	27,2	438,0
Août	257,5	15,7	58,3	34,3	365,8	18,9	24,9	43,8	409,6	27,2	436,8
Septembre	256,7	15,7	58,3	35,2	365,9	18,7	25,1	43,8	409,7	27,1	436,8
Octobre	263,5	13,3	55,9	37,4	370,1	18,6	26,6	45,2	415,3	27,0	442,3
Novembre	262,3	13,7	57,1	35,1	368,2	18,6	27,4	46,0	414,2	27,9	442,1
Décembre	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0
1964 Janvier	260,2	14,3	56,7	38,9	370,1	18,4	27,9	46,3	416,4	29,2	445,6
Février	270,6	9,0	55,0	36,6	371,2	18,4	29,3	47,7	418,9	29,2	448,1
Mars	270,1	9,8	55,0	38,2	373,1	18,1	29,3	47,4	420,5	29,1	449,6
Avril	269,3	6,0	56,2	39,6	371,1	18,1	29,8	47,9	419,0	34,1	453,1
Mai	269,0	6,0	57,9	38,0	370,9	18,1	30,4	48,5	419,4	34,0	453,4
Juin	275,4	5,8	54,6	39,9	375,7	17,9	30,4	48,3	424,0	33,9	457,9

¹ E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

² Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. Etat 2	170,6	187,7	204,2	216,2	231,8	48,7	45,9	44,9	42,5	66,67	219,3	233,6	249,1	258,7	298,47
2. Organismes publics de crédit non monétaires	64,9	74,2	84,5	96,1	106,0	15,6	17,3	18,9	20,2	21,9	80,5	91,5	103,4	116,3	127,9
3. Paraétatiques d'exploitation	23,5	26,8	26,2	25,4	26,5	4,1	5,3	5,5	6,0	6,5	27,6	32,1	31,7	31,4	33,0
4. Fonds de pension	—	—	—	—	—	3,1	4,4	5,9	7,1	9,8	3,1	4,4	5,9	7,1	9,8
5. Secteur public non compris ailleurs	26,2	27,0	26,2	25,7	26,2	8,3	9,2	9,9	10,1	10,6	34,5	36,2	36,1	35,8	36,8
B. Trésor congolais (fonds publics congolais)	12,8	12,2	10,8	10,8	10,8	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	14,1	13,5	12,1	12,1	12,1
Total ...	298,0	327,9	351,9	374,2	401,3	81,1	83,4	86,4	87,2	116,7	379,1	411,3	438,3	461,4	518,0

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particuliers 3	163,4	180,2	194,9	207,0	214,7	9,9	8,7	6,3	5,5	7,7	173,3	188,9	201,2	212,5	222,4
2. Paraétatiques d'exploitation	1,7	2,2	2,5	2,8	3,1	0,2	0,2	0,5	0,5	0,4	1,9	2,4	3,0	3,3	3,5
3. Secteur public non compris ailleurs 4	1,4	1,6	1,8	1,6	1,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,5	1,7	1,9	1,7	1,8
4. Sécurité Sociale	1,1	1,0	1,0	1,3	1,4	0,6	0,6	1,0	1,0	0,9	1,7	1,6	2,0	2,3	2,3
B. Etranger : Congo et Rwanda-Burundi 5	4,1	4,0	3,4	2,6	2,6	1,1	0,7	0,3	0,3	0,2	5,2	4,7	3,7	2,9	2,8
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires 6	31,5	35,4	35,6	41,1	49,9	36,5	36,3	37,7	37,6	59,6	68,0	71,7	73,3	78,7	109,57
2. Fonds des Rentes	3,3	4,5	6,6	6,9	7,8	—	—	—	—	—	3,3	4,5	6,6	6,9	7,8
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	34,6	38,8	40,7	41,9	45,4	12,7	13,6	14,8	14,2	14,8	47,3	52,4	55,5	56,1	60,2
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	51,4	53,7	58,3	60,8	64,8	20,0	23,2	25,7	28,0	30,7	71,4	76,9	84,0	88,8	95,5
5. Organismes publics de crédit non monétaires	5,5	6,5	7,1	8,2	9,9	—	—	—	—	2,3	5,5	6,5	7,1	8,2	12,2
Total ...	298,0	327,9	351,9	374,2	401,3	81,1	83,4	86,4	87,2	116,7	379,1	411,3	438,3	461,4	518,0

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Rwanda-Burundi ».

4 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

5 Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Rwanda-Burundi.

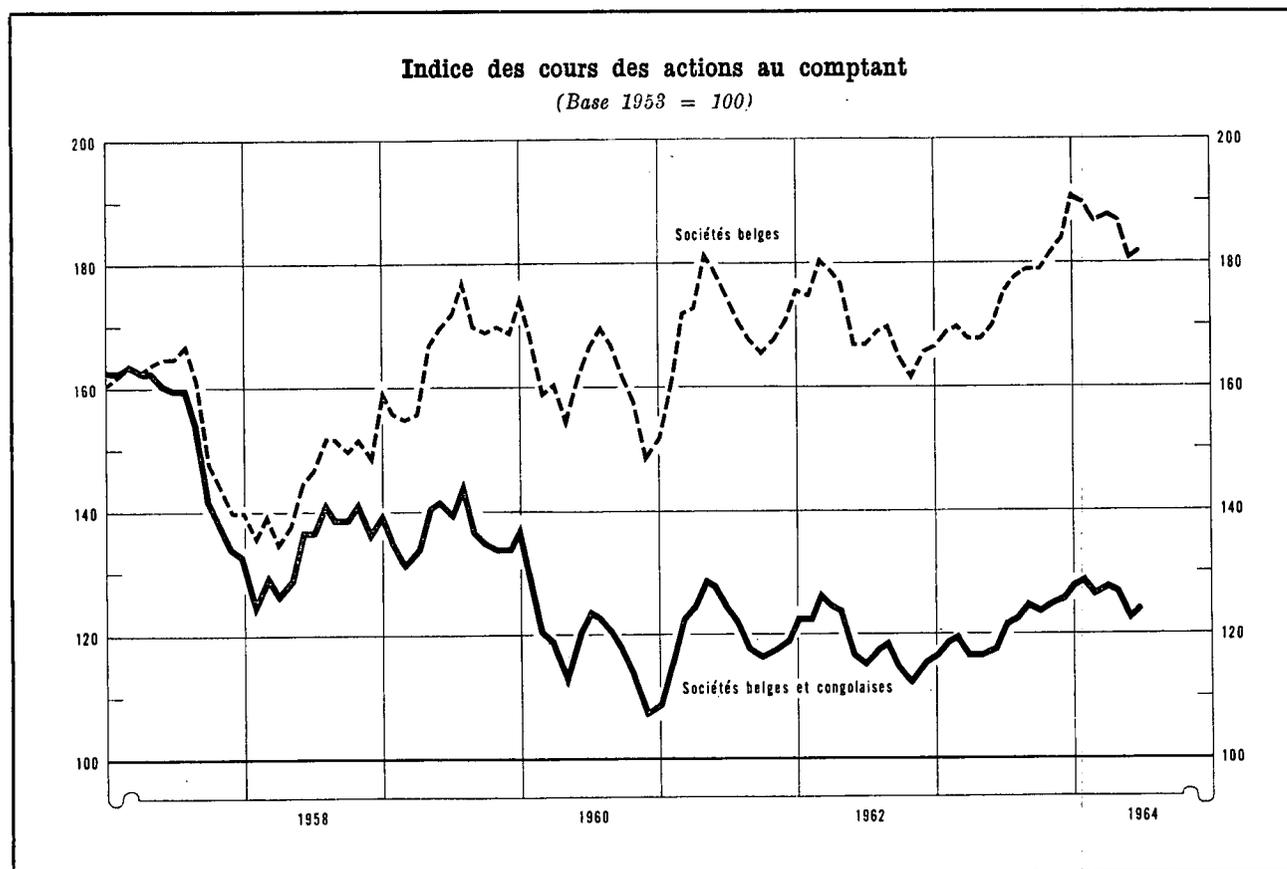
6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

7 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 8, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ».

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances - (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement % 3						
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges									
(Base 1953 = 100) 2 4												
1954 Moyenne mensuelle .	110	118	116	108.	3,3	n.d.						
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	n.d.						
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,3	n.d.						
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	3,6	n.d.						
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	n.d.						
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9						
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8						
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1						
1962 Moyenne mensuelle .	82	119	171	113	3,2	3,2						
1963 Moyenne mensuelle .	88	121	174	116	2,7	3,0						
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
Janvier	93	137	117	128	167	191	113	118	2,9	2,4	3,2	2,7
Février	89	118	119	129	169	190	117	115	2,9	2,5	3,1	2,7
Mars	79	83	120	127	170	187	116	113	2,9	2,5	3,2	2,8
Avril	89	82	117	128	168	188	114	117	2,9	2,5	3,2	2,9
Mai	83	85	117	127	168	187	114	115	2,8	2,6	3,1	3,0
Juin	83	72	118	123	170	181	114	110	2,7	2,6	3,0	3,0
Juillet	89		122	124	176	182	116	115	2,5		2,9	
Août	84		123		178		118		2,5		2,8	
Septembre	87		125		179		119		2,5		2,8	
Octobre	85		124		179		116		2,4		2,8	
Novembre	95		125		182		117		2,4		2,7	
Décembre	98		126		184		117		2,4		2,7	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	p10.800	447

Sociétés financières et immobilières ⁵

1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	p12.928	602

Industrie des fabrications métalliques

1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	p 1.856	117

Métallurgie du fer

1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	p 5.437	286

Industrie textile

1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	p 346	24

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	<i>p</i> 751	52

Industrie chimique

1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	<i>p</i> 962	66

Electricité

1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.063	0,1	1.690	82	<i>p</i> 6.997	340

Industrie du charbon

1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	<i>p</i> 398	27

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.348	<i>p</i> 45.172	2.259

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1954	487	29.262	16.173	8.246	156	4.917	429	1.659	73
1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	898	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	p 1.019	35

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.989	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	p 46.191	2.294

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 Janvier	151	4,0	1,0	0,4	...	0,2	0,4
2 premiers mois	390	4,8	2,9	1,0	...	0,8	0,8
3 premiers mois	2.198	19,9	12,9	3,6	0,3	2,0	1,1
4 premiers mois	5.582	55,9	33,5	8,9	1,0	4,5	1,5
5 premiers mois	9.506	122,1	71,5	17,7	2,5	9,2	1,8
6 premiers mois	11.500	139,6	84,6	20,8	2,8	10,6	2,2
7 premiers mois	12.189	147,2	91,0	22,1	3,0	11,2	2,6
8 premiers mois	12.408	148,1	91,6	22,2	3,0	11,2	2,9
9 premiers mois	12.786	150,0	92,9	22,5	3,0	11,3	3,2
10 premiers mois	13.369	157,2	96,7	23,6	3,2	11,8	3,6
11 premiers mois	13.760	171,2	107,5	25,1	3,7	12,8	3,9
12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	p 103	2,2	0,7	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	p 263	2,9	2,5	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	p 1.660	19,9	11,4	3,1	0,4	2,1	0,6
4 premiers mois	p 4.089	52,3	29,4	7,7	0,9	4,2	0,8
5 premiers mois	p 6.875	116,9	70,2	15,0	1,7	8,1	1,0
6 premiers mois	p 8.455	138,7	85,4	18,5	2,2	9,8	1,3
7 premiers mois	p 9.021	143,7	90,1	19,1	2,3	10,1	1,4
8 premiers mois	p 9.290	145,0	91,0	19,3	2,3	10,2	1,6
9 premiers mois	p 9.662	146,9	92,2	19,6	2,4	10,3	1,7
10 premiers mois	p 10.145	156,3	98,6	20,8	2,6	10,6	1,9
11 premiers mois	p 10.501	167,4	105,9	22,0	2,7	11,4	2,2
12 mois	p 10.877	183,5	113,9	23,7	2,8	12,7	2,4

Notes : Voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 Janvier	3	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	17	0,3	0,1	...	...	...	...
4 premiers mois	41	1,3	0,5	0,1	...	...	...
5 premiers mois	87	19,8	11,8	4,4	0,1	2,4	...
6 premiers mois	194	30,0	14,4	5,4	0,2	2,8	...
7 premiers mois	237	33,5	16,2	5,6	0,3	2,9	...
8 premiers mois	240	33,6	16,2	5,6	0,3	2,9	...
9 premiers mois	250	34,3	17,1	5,6	0,5	2,9	...
10 premiers mois	267	34,7	17,2	5,6	0,5	2,9	...
11 premiers mois	285	37,1	18,2	5,8	0,6	3,0	...
12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	2	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	6	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	24	1,7	0,6	...	...	...	...
4 premiers mois	45	2,8	0,9	...	...	...	...
5 premiers mois	85	20,2	15,8	2,0	0,1	0,8	...
6 premiers mois	192	31,2	22,1	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	228	34,4	23,9	2,7	0,4	1,1	...
8 premiers mois	231	34,4	24,0	2,7	0,4	1,1	...
9 premiers mois	240	34,7	24,0	2,7	0,4	1,1	...
10 premiers mois	255	35,7	24,4	2,7	0,4	1,1	...
11 premiers mois	273	38,6	26,0	2,8	0,6	1,2	...
12 mois	291	40,7	27,4	2,8	0,6	1,2	0,1

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 Janvier	154	4,0	1,0	0,4	...	0,2	0,4
2 premiers mois	398	4,9	2,9	1,0	...	0,8	0,8
3 premiers mois	2.215	20,2	13,0	3,6	0,3	2,0	1,1
4 premiers mois	5.623	57,2	34,0	9,0	1,0	4,5	1,5
5 premiers mois	9.593	141,9	83,3	22,1	2,6	11,6	1,8
6 premiers mois	11.694	169,6	99,0	26,2	3,0	13,4	2,2
7 premiers mois	12.426	180,7	107,2	27,7	3,3	14,1	2,6
8 premiers mois	12.648	181,7	107,8	27,8	3,3	14,1	2,9
9 premiers mois	13.036	184,3	110,0	28,1	3,5	14,2	3,2
10 premiers mois	13.636	191,9	113,9	29,2	3,7	14,7	3,6
11 premiers mois	14.045	208,3	125,8	30,9	4,3	15,8	3,9
12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	105	2,2	0,7	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	269	3,0	2,5	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	1.684	21,6	12,0	3,1	0,4	2,1	0,6
4 premiers mois	4.134	55,1	30,3	7,7	0,9	4,2	0,8
5 premiers mois	6.960	137,1	86,0	17,0	1,8	8,9	1,0
6 premiers mois	8.647	169,9	107,5	21,2	2,5	10,9	1,3
7 premiers mois	9.249	178,1	114,0	21,8	2,7	11,2	1,4
8 premiers mois	9.521	179,4	115,0	22,0	2,7	11,3	1,6
9 premiers mois	9.902	181,6	116,2	22,3	2,8	11,4	1,7
10 premiers mois	10.400	192,0	123,0	23,5	3,0	11,7	1,9
11 premiers mois	10.774	206,0	131,9	24,8	3,3	12,6	2,2
12 mois	11.168	224,2	141,3	26,5	3,4	13,9	2,5

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I., et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels
(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par le B.N.B. ²).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1954	7.358	3.489	1.777	879	898	529	1.427	4.916	8.331
1955	14.192	4.273	1.560	1.257	303	532	835	5.108	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.404	297	389	686	4.189	6.562
1957	27.682	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.507	1.637	1.288	2.925	7.833	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.568	1.628	814	2.442	6.202	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.645	22	844	866	6.880	12.660
1962	19.173	7.707	3.138	1.845	1.293	1.747	3.040	10.747	15.477

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1954	2.760	1.764	392	66	326	...	326	2.090	1.445
1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	269	128	...	85	— 85	— 24	— 109	19	— 64
1962	398	204	...	36	— 36	...	— 36	168	159

Total général

1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.776
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.514	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.620	2.324	833	3.157	10.489	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.631	1.963	1.339	3.302	9.372	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.655	1.756	793	2.549	6.922	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.282	6.142	1.667	1.730	— 63	820	757	6.899	12.596
1962	19.571	7.911	3.138	1.881	1.257	1.747	3.004	10.915	15.686

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)
1961 3 premiers mois ...	2.929	645	176	821	28	...	...	...
6 premiers mois ...	6.873	1.847	357	2.204	145	6	...	6
9 premiers mois ...	8.945	2.648	472	3.120	145	6	...	6
12 mois	19.013	3.681	777	4.458	209	45	...	45
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.172	6.519	1.840	8.359	399	196	...	196
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.399	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	3.960	9.204	232	40	...	40
1962 Septembre	1.573	723	...	723	139	165	...	165
Octobre	1.202	790	...	790	...	...	...	...
Novembre	958	155	50	205	4	...	...	...
Décembre	3.067	490	200	690	...	...	...	...
1963 Janvier	422	129	102	231	...	...	...	...
Février	500	200	100	300	...	...	...	...
Mars	692	364	504	868	...	...	...	...
Avril	1.526	1.042	1.475	2.517	...	...	...	...
Mai	1.724	843	96	939	200	40	...	40
Juin	940	251	83	334	32	...	...	...
Juillet	800	193	210	403	...	...	...	...
Août	463	132	95	227	...	...	...	...
Septembre	1.654	698	252	950	...	...	...	...
Octobre	1.145	328	120	448	...	...	...	...
Novembre	2.149	273	212	485	...	...	...	...
Décembre	3.154	791	711	1.502	...	...	...	...
1964 Janvier p	1.236	259	...	259	...	...	...	...
Février p	886	272	...	272	...	...	...	...
Mars p	2.530	481	...	481	...	...	...	...
Avril p	2.046	825	...	825	...	...	...	...
Mai p	1.182	411	...	411	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par				Capitaux empruntés par				Total (9) = (1) + (2) + (8) + (4) ou (5) + (6) + (7) + (8)	Reprises de capitaux (10)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)		
1954	2.330	...	21	2.985	19	2.295	2.733	289	5.336	...
1955	2.325	...	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	15	2.780	22	2.313	2.602	286	5.223	185
1957	2.288	...	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	8	1.821	15	968	2.504	420	3.907	577
1959	2.191	159	...	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	...	1.561	1.025	10	3.001	1.047	5.083	37
1961	2.487	1.811	...	1.523	1.817	1	3.014	989	5.821	23
1962	1.518	943	10	1.593	1.517	1	1.275	1.271	4.064	307
1963	1.585	202	73	1.568	1.600	122	925	781	3.428	49
1962 4 ^e trimestre	1.509	820	26	1.431	1.279	...	1.134	1.373	3.786	92
1963 1 ^{er} trimestre	1.780	221	46	1.651	1.430	163	1.198	907	3.698	174
2 ^e trimestre	1.608	373	25	1.609	1.822	56	1.000	737	3.615	20
3 ^e trimestre	1.115	169	64	1.493	1.766	19	591	465	2.841	3
4 ^e trimestre	1.855	51	155	1.523	1.384	252	923	1.025	3.584	...
1964 1 ^{er} trimestre	1.810	...	162	1.862	1.426	765	677	966	3.834	45
2 ^e trimestre	1.585	7	2.072	...	1.243	111	2.310	...	3.664	...
1963 Juin	1.246	382	31	1.662	1.948	...	784	589	3.321	...
Juillet	944	343	40	1.471	1.713	...	511	574	2.798	9
Août	1.058	52	119	1.737	1.926	5	672	363	2.966	...
Septembre	1.358	96	35	1.276	1.662	55	599	449	2.765	...
Octobre	1.800	...	12	1.532	1.171	420	827	926	3.344	...
Novembre	1.114	60	304	1.646	1.767	159	334	864	3.124	...
Décembre	2.585	100	177	1.400	1.271	153	1.560	1.278	4.262	...
1964 Janvier	2.033	...	127	2.118	1.288	705	1.264	1.021	4.278	...
Février	1.712	...	196	2.119	1.626	1.084	392	925	4.027	141
Mars	1.669	...	165	1.352	1.380	523	333	950	3.186	...
Avril	1.853	20	1.729	...	980	270	2.352	...	3.602	...
Mai	1.399	...	2.821	...	1.713	53	2.454	...	4.220	...
Juin	1.470	...	1.801	...	1.123	...	2.148	...	3.271	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	520	356	311	78	823	428
1962 2 ^e trimestre	39	3	169	474	182	477	351	282	65	759	416
3 ^e trimestre	39	3	172	436	198	439	370	276	68	715	438
4 ^e trimestre	39	3	143	504	231	507	374	304	73	811	447
1963 1 ^{er} trimestre	39	3	140	451	208	454	346	285	72	739	418
2 ^e trimestre	39	3	133	505	206	508	339	308	71	816	410
3 ^e trimestre	39	2	112	508	239	510	351	312	72	822	423
4 ^e trimestre	39	2	132	576	253	578	386	339	77	916	462
1963 Avril	39	3	126	519	221	522	347	318	75	840	422
Mai	39	3	158	526	209	529	367	322	74	851	441
Juin	39	2	116	471	188	473	304	284	65	757	369
Juillet	39	3	118	546	272	549	390	340	76	889	466
Août	39	2	112	468	225	470	337	283	66	753	403
Septembre	39	2	106	509	220	511	326	314	72	825	398
Octobre	39	2	134	596	283	598	417	352	80	950	497
Novembre	39	2	103	512	232	514	335	300	69	814	404
Décembre	39	2	160	620	244	622	404	363	82	985	486
1964 Janvier	39	2	157	597	262	599	419	340	83	939	502
Février	39	2	128	535	265	537	393	312	78	849	471
Mars	39	2	109	589	252	591	360	352	79	943	439
Avril	39	3	142	620	287	622	429	370	83	992	512
Mai	39	2	139	537	234	539	374	320	72	859	446
Juin	39	3	130	644	281	647	411	391	86	1.038	497

¹ Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

² Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	autres effets publics 2	
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 366 jours 1	certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours			
1958 28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %		Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	5,25 5,—	
30 octobre ...	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—					
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75	»		»	4,75 5,—	
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25					
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	»		»	6,25	
		représentatives d'importations | d'exportations					»		»	6,25	
10 novembre .	5,—	5,— | 4,—	5,50	5,75	6,25	6,25					
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %		Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours	6,—
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75	
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50	
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25	
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—	
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	—	3,50	4,—	5,—	
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	—	4,—	4,50	5,50	
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	—	4,50	5,25	6,25	
1964 4 février ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	—	4,75	5,50	6,50	
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	—	5,00	5,50	6,50	

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 30 juin 1964.

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyenne 1	
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1962	2,13
1963	2,28
1963 Juillet	2,87
Août	2,49
Septembre	2,55
Octobre	2,16
Novembre	2,78
Décembre	2,73
1964 Janvier	3,16
Février	3,24
Mars	3,77
Avril	3,16
Mai	3,22
Juin	3,56

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7			
	1 mois	3 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois	
1958										
1959 Du 1-1 au 16-11 ...										
Du 17-11 au 31-12 ...										
1960	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860	
1961	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25	1960 5 janv.	4,171	*	4,354	
1962	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,27	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1963 Juin	2,50	2,75	3,—	—	3,40	3,40	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
Juillet .	2,80	3,10	3,40	—	3,75	3,65	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
Août ...	2,80	3,10	3,40	—	3,80	3,80	1963 3 sept.	3,900	3,950	4,037
Sept. ...	2,85	3,15	3,45	—	3,85	3,82	8 oct.	4,075	4,200	4,120
Oct. ...	3,25	3,50	3,75	—	4,—	3,92	12 nov.	*	*	4,500
Nov. ...	3,30	3,60	3,90	—	4,20	4,18	10 déc.	*	4,600	4,750
Déc. ...	3,50	3,80	4,10	—	4,35	4,31	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1964 Janv. .	3,60	3,90	4,20	—	4,55	4,46	11 févr.	4,850	4,950	5,050
Févr. .	3,65	3,95	4,25	—	4,65	4,64	10 mars	4,900	5,000	*
Mars ...	3,75	4,00	4,25	—	4,75	4,72	14 avril	4,950	5,000	5,100
Avril ...	3,80	4,05	4,30	—	4,75	4,75	12 mai	4,950	4,950	5,100
Mai ...	3,80	4,05	4,30	—	4,75	4,75	9 juin	4,950	5,000	*
Juin ...	3,80	4,05	4,30	—	4,80	4,77	14 juil.	5,000	*	5,200

1 Les moyennes publiées ci-dessous sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. Jusqu'au 16 novembre 1959, moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers. Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens. Nous signalons que l'I.R.G. établit ses moyennes en comptant le nombre total de jours du mois.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8238).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches (10.000, 5.000 et 4.828 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif I 1 Compte de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 100.000 F	de 100.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,00	1,50	0,50
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,00	1,50	0,50
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	jusqu'à 200.000 F 3,00	au-delà de 200.000 F 2,00	
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	jusqu'à 250.000 F 3,00 ³	au-delà de 250.000 F 2,00	
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00	
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00 ³	2,00 ³	
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00 ³	2,00 ³	
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
1963 Mai	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Juin	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Juillet	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Septembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Octobre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
Décembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
1964 Janvier	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
Février	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
Mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ³	2,00 ³	
Avril	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ³	2,00 ³	
Mai	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ³	2,00 ³	
Juin	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ³	2,00 ³	

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Prime de fidélité égale à 10 % des intérêts acquis sur toutes sommes restées en dépôt pendant l'année civile entière. Pour les sommes jusqu'à 250.000 F, pas de majoration en 1959. Pour les dépôts excédant 250.000 F, la prime de fidélité est appliquée depuis le 1-1-1960.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dette unifiée	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
		(rendement eu égard au cours seulement)	Etat	Paraétatiques et villes	Etat		Paraétatiques et villes
	4% 1 ^{re} s.	3,5 à 5,5 %	3 à 5,5 %	4 à 5,75 %	3 à 6 %	
1955	4,20	—	3,89 ¹	4,59 ²	—	4,46
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11
1961	4,39	5,65	5,69	6,07	5,80	5,89
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94
1963 Juin	4,00	4,60	4,51	4,94	4,88	4,88
Juillet	4,03	4,71	4,54	5,03	4,92	4,94
Août	4,02	4,71	4,50	5,03	4,95	4,95
Septembre	4,02	4,74	4,47	5,02 ³	4,95 ³	4,94 ³
Octobre	4,02	4,84	4,67	5,12 ³	5,01 ³	5,03 ³
Novembre	4,03	4,89	4,82	5,17 ³	5,08 ³	5,09 ³
Décembre	4,03	4,99	4,87	5,26 ³	5,16 ³	5,18 ³
1964 Janvier	4,04	5,04	4,92	5,32 ³	5,21 ³	5,23 ³
Février	4,09	5,36	5,16	5,54 ³	5,38 ³	5,45 ³
Mars	4,07	5,34	5,18	5,51 ³	5,44 ³	5,44 ³
Avril	4,00	5,37	5,21	5,50 ³	5,47 ³	5,45 ³
Mai	4,07	5,49	5,30	5,57 ³	5,50 ³	5,52 ³
Juin	4,07	5,48	5,34	5,60 ³	5,55 ³	5,55 ³
Juillet	4,06	5,44	5,37	5,62 ³	5,53 ³	5,54 ³

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %. — 3 Uniquement pour les emprunts émis avant le 1^{er} décembre 1962.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1956 Mai	19	5,50														
Août			24	3,—							25	3,25				
Septembre .	6	5,—									22	3,75				
Octobre ...													22	4,—		
Novembre .																
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—										
Mai															15	2,50
Juillet ...											17	4,25	11	5,—		
Août			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai													3	4,50		
Juin	27	3,—					22	5,50								
Août							19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Septembre .			12	2,—			14	4,50								
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—	31	4,50		
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet ...															3	2,50

1 Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 6 juin	1964 4 juin	1963 4 juillet	1964 9 juillet
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	3.969	5.744	9.985	13.355	16.249	18.644	16.554	19.091
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹ .....	...	656	1.314	2.546	2.571	3.154	2.531	2.996
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>				2.204	2.229	2.812	2.189	2.703
<i>Autres opérations</i>				342	342	342	342	293
Annuités de Prêt de la B.I.R.D.	—	—	—	—	340	613	340	613
Monnaies divisionnaires	101	23	18	8	10	23	18	18
Comptes courants postaux	669	561	553	481	797	871	738	818
Prêts à l'Etat ²	6.500	6.500	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.640	901	2.358	3.221	3.876	4.427	4.070	4.427
Portefeuille d'escompte	16.392	18.851	18.675	20.608	15.196	15.729	16.413	17.835
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	4.232	5.118	5.846	6.310	6.111	7.145	7.025	6.264
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	1	1	1	1	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	699	878	797	1.223	311	65	148	45
<i>Obligations cautionnées</i>						1.273		2.274
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	11.460	12.864	12.031	13.074	8.773	3.225	9.240	5.138
<i>Autres crédits à moyen terme</i>						4.020		4.114
Effets négociables achetés en France ⁵	2.827	3.554	2.878	2.412	3.544	4.080	3.866	3.988
Avances à 30 jours sur effets publics ...	169	205	187	166	137	25	165	17
Avances sur titres	83	70	74	67	70	84	78	80
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	863	529	553	870	521	635	628	502
Divers	627	764	834	885	1.043	1.298	1.032	1.548
Total ...	39.162	42.680	48.251	54.391	54.126	59.355	56.205	61.705

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	34.947	39.320	44.348	50.082	50.442	55.209	52.506	57.514
Comptes créditeurs :	2.943	2.066	2.590	2.718	2.142	2.391	2.151	2.332
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	...	1	...	...	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	1.965	967	1.561	200	249	466	181	179
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .				1.291	808	751	870	922
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>				976	1.098	1.029	1.226	1.085	1.174	1.100	1.230
Capital de la Banque	150	150	150	150	150	250	150	250
Divers	1.122	1.144	1.163	1.441	1.392	1.505	1.398	1.609
Total ...	39.162	42.680	48.251	54.391	54.126	59.355	56.205	61.705

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1900 29 February	1901 28 February	1902 28 February	1903 28 February	1903 5 June	1904 8 June	1903 8 July	1904 8 July
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	----------------	----------------	----------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.136	2.237	2.313	2.338	2.438	2.588	2.438	2.638
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	2	1	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.150	2.250	2.325	2.350	2.450	2.600	2.450	2.650
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.150	2.250	2.325	2.350	2.450	2.600	2.450	2.650

Notes Issued :								
In Circulation	2.116	2.212	2.302	2.309	2.390	2.541	2.407	2.606
In Banking Department	34	38	23	41	60	59	43	44
Total ...	2.150	2.250	2.325	2.350	2.450	2.600	2.450	2.650

Banking Department

Government Securities	274	425	507	266	186	235	142	208
Other Securities :								
Discounts and Advances	33	28	44	54	59	42	139	87
Securities	20	19	20	22	20	24	21	24
Notes	34	38	23	41	60	59	43	44
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	362	511	595	384	326	361	346	364

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits	12	18	13	11	13	12	16	10
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	155	241	—	—	—	—	—
Other Deposits :								
Bankers	264	251	249	280	223	251	238	254
Others Accounts	67	68	73	74	72	80	74	82
Total ...	362	511	595	384	326	361	346	364

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1961 31 December	1962 31 December	1963 31 December	1963 5 June	1964 3 June	1963 3 July	1964 8 July
ASSETS							
Gold certificate account	15.445	14.430	13.819	14.247	13.759	14.159	13.729
Redemption fund for F.R. notes	1.170	1.266	1.418	1.274	1.417	1.298	1.456
Total gold certificates reserves ...	16.615	15.696	15.237	15.521	15.176	15.457	15.185
Cash	320	288	182	342	150	338	124
Discounts and advances	130	38	63	171	365	565	416
Acceptances :							
Bought outright	48	52	70	42	48	40	48
Held under repurchase agreement	3	58	92	—	18	4	56
U.S. Government securities :							
Bought outright :							
Bills	3.193	2.442	4.142	2.997	4.887	3.555	5.594
Certificates	1.699	13.182	7.066	14.443	...	14.464	...
Notes	19.984	10.717	17.729	9.699	24.905	9.781	24.912
Bonds	3.846	4.137	4.645	4.392	4.681	4.489	4.711
Total bought outright ...	28.722	30.478	33.582	31.531	34.473	32.289	35.217
Held under repurchase agreement	159	342	11	30	182	394	243
Total U.S. Government securities ...	28.881	30.820	33.593	31.561	34.655	32.683	35.460
Total loans and securities	29.062	30.968	33.818	31.774	35.086	33.292	35.980
Cash items in process of collection	6.125	6.518	6.435	5.019	5.326	5.608	5.509
Bank premises	111	104	104	102	103	102	103
Other assets	237	357	400	341	394	399	397
Total assets ...	52.470	53.931	56.176	53.099	56.235	55.196	57.298

LIABILITIES

Federal Reserve notes	28.802	30.151	32.381	30.129	32.120	30.730	32.816
Deposits :							
Member bank reserves	17.387	17.454	17.049	16.800	17.250	17.538	17.589
U.S. Treasurer - general account	465	597	880	499	804	884	785
Foreign	279	247	171	164	119	167	125
Other	320	424	291	189	212	192	213
Total deposits ...	18.451	18.722	18.391	17.652	18.385	18.781	18.712
Deferred availability cash items	3.825	3.584	3.835	3.714	3.981	4.086	4.006
Other liabilities and accrued dividends ...	59	73	82	80	115	77	106
Total liabilities ...	51.137	52.530	54.689	51.575	54.601	53.674	55.640

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	445	467	497	480	512	481	516
Surplus	888	934	990	934	990	934	990
Other capital accounts .....	...	...	...	110	132	107	152
Total liabilities and capital accounts ...	52.470	53.931	56.176	53.099	56.235	55.196	57.298
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	126	86	92	83	147	84	144
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined ...	34,8 %	31,8 %	29,7 %	32,3 %	29,8 %	31,1 %	29,3 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liabilities combined » includes \$ 861 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1960 31 december	1961 31 december	1962 31 december	1963 31 december	1963 10 juni	1964 8 juni	1963 8 juli	1964 6 juli
ACTIVA								
Goud	5.487	5.698	5.698	5.770	5.698	5.770	5.698	5.770
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.107	484	586	1.081	949	770	902	676
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	40	14	7	15	5	32	3	33
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	48	...	...	1	25	...	23
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	249	523	597	729	295	560	407	560
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	12	52	72	25	4	5	5	31
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	51	21	13	16	14	12	16	13
Belegging van kapitaal en reserves	174	183	183	178	181	187	187	187
Gebouwen en inventaris	1	1	1	...	1	...	1	...
Diverse rekeningen	12	8	10	11	9	11	8	11
Totaal ...	7.133	7.032	7.167	7.825	7.157	7.372	7.227	7.304
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	4.900	5.279	5.758	6.225	5.752	6.381	5.919	6.635
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.603	1.421	1.036	1.261	1.037	670	920	348
's Rijks schatkist	934	995	620	1.095	462	185	634	188
Banken in Nederland	619	283	283	122	443	448	189	122
Andere ingezetenen	150	143	133	44	132	37	97	38
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	59	77	112	76	114	70	121	70
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	48	71	106	70	109	64	118	66
Andere niet-ingezetenen	11	6	6	6	5	6	3	4
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	320	14	18	16	24	16	33	18
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	164	168	168	168	168	167	168	167
Diverse rekeningen	67	53	55	59	42	48	46	46
Totaal ...	7.133	7.032	7.167	7.825	7.157	7.372	7.227	7.304
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	110	69	63	62	62	62	62	63

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1960 dicembre	1961 dicembre	1962 dicembre	1963 dicembre	1963 aprile	1964 aprile	1963 maggio	1964 maggio
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	—	—	—	—	—	—	—	—
Cassa ¹	10	13	12	25	31	18	27	29
Portafoglio ²	443	500	616	942	595	1.071	625	1.030
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	64	107	260	337	325	337	271	355
Prorogati pagamenti	7	6	12	42	21	31	3	11
Ufficio italiano dei cambi	1.257	1.810	2.146	1.770	2.053	1.464	2.038	1.463
Disponibilita in divisa all'estero	63	63	63	65	64	64	64	64
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	75	83	244	168	136	181	135	183
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	119	123	132	229	145	249	147	254
Partite varie	2	—	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro	64	—	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	485	485	440	440	410	440	410
Emissioni per forze alleate	—	—	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	20	—	—	—	—	—	—	—
C/c servizio tesoreria	—	—	—	506	—	414	—	492
Servizi diversi per conto dello Stato	—	1	—	—	—	—	—	18
Spese	43	45	56	71	11	11	14	15
Totale attivo ...	3.652	4.236	5.026	5.595	4.821	5.250	4.764	5.324
Circolazione dei biglietti ⁵	2.424	2.779	3.235	3.699	3.075	3.333	3.090	3.375
Vaglia assegni e debiti a vista ⁶	23	39	43	62	23	24	19	25
Conti in correnti liberi	117	118	122	87	50	51	39	48
Conti correnti vincolati	694	797	988	1.305	1.310	1.340	1.297	1.390
Creditori diversi	170	189	237	352	238	481	235	463
C/c servizio tesoreria	159	263	320	—	75	—	27	—
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	—	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	16	—	18	10	31	2	34	—
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	3	4	4	5	5	5	5	5
Fondo di riserva straordinario	2	2	2	3	2	3	3	3
Rendite	44	45	57	72	12	11	15	15
Totale passivo e patrimonio ...	3.652	4.236	5.026	5.595	4.821	5.250	4.764	5.324
Depositanti di titoli e valori	4.407	4.775	4.845	4.273	4.588	4.374	4.465	4.443
1 Comprese monete di Stato	5	6	8	5	8	5	8	5
2 Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	} 437	246	298	343	292	362	296	364
— istituti speciali		235	290	274	271	275	278	275
8 Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	n. d.	104	256	334	323	335	269	352
— privati	3	3	4	2	2	2	2	2
4 Compresi BOT per investimento riserve obbligatorie	n. d.	n. d.	81	7	29	41	27	24
5 Compresi biglietti presso il Tesoro	1	2	3	2	2	3	1	
6 Compresi vaglia e assegni	14	21	18	29	16	14	14	18

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1961 31 Dezember	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1963 7 Juni	1964 5 Juni	1963 5 Juli	1964 7 Juli
AKTIVA							
Gold	14.426	14.490	15.138	14.786	16.082	14.815	16.125
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	11.387	10.929	12.894	11.522	11.129	11.719	11.912
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	292	329	417	356	431	362	464
Kredite an internationalen Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.442	2.289	2.122	2.270	2.104	2.253	2.089
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	1.038	897	751	884	739	872	729
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342
Deutsche Scheidemünzen	57	45	81	84	123	83	130
Postcheckguthaben	281	546	376	180	172	148	172
Inlandswechsel	1.146	1.967	1.647	2.430	3.018	3.266	2.715
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	...	125	...	...	...	75
Lombardforderungen	220	158	208	41	29	73	34
Kassenkredite	167	739	1.749	19	25	...	6
Wertpapiere	1.484	1.369	1.222	1.335	1.176	1.334	1.176
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.432	4.958	3.990	3.999	3.560	5.153	4.203
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.636	2.156	2.294	2.185	2.905	2.164	2.875
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.778	3.703	3.595	3.595	3.456	3.595	3.456
Sonstige Aktiva	307	253	406	243	353	289	310
	42.055	43.931	46.264	43.045	44.563	45.254	45.742
PASSIVA							
Banknotenumlauf	22.992	24.147	25.426	23.767	25.555	24.526	25.494
Einlagen von	16.600	16.795	18.006	16.732	16.280	17.984	17.334
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter)</i>	11.615	12.232	13.607	11.656	12.794	11.018	12.822
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	4.733	4.284	4.126	4.833	3.197	6.711	4.232
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	252	279	273	243	289	255	280
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsges- chäft	368	374	270	360	298	382	261
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	274	353	234	333	266	348	223
<i>Sonstige</i>	94	21	36	27	32	34	38
Rückstellungen	867	950	1.076	1.075	1.260	1.076	1.260
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	588	638	701	701	776	701	776
Sonstige Passiva	350	737	495	120	104	295	327
	42.055	43.931	46.264	43.045	44.563	45.254	45.742

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1963 7 juin	1964 6 juin	1963 6 juillet	1964 7 juillet
ACTIF								
Encaisse or	9.455	11.078	11.078	12.204	10.621	10.936	10.767	11.148
Devises	583	842	867	1.083	749	1.275	751	1.474
Portefeuille effets sur la Suisse	53	70	124	142	56	82	60	89
<i>Effets de change</i>	53	70	79	107	56	82	59	89
<i>Rescriptions de la Confédération suisse</i> .....	...	...	45	35	...	...	1	...
Avances sur nantissement	38	66	72	97	15	37	17	40
Bons du Trésor de l'étranger en FS	—	—	207	207	207	207	207	207
Titres	43	43	43	52	173	57	43	59
<i>pouvant servir de couverture</i>	1	17	16	...	146	1	16	1
<i>autres</i>	42	26	27	52	27	56	27	58
Correspondants :	52	65	88	71	23	25	12	86
<i>en Suisse</i>	45	58	78	62	8	12	4	24
<i>à l'étranger</i>	7	7	10	9	15	13	8	62
Autres postes de l'actif	30	30	41	35	31	37	39	42
Total ...	10.254	12.194	12.985	13.891	11.875	12.656	11.896	13.145

PASSIF

Fonds propres	52	53	54	55	55	56	55	56
Billets en circulation	6.854	7.656	8.506	9.035	7.890	8.512	8.021	8.659
Engagements à vue	2.756	2.947	2.800	3.188	2.290	2.420	2.168	2.749
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	2.288	1.996	2.294	2.700	1.924	1.885	1.855	2.207
<i>Autres engagements à vue</i>	468	951	506	488	366	535	313	542
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	390	293	373	357	400	400	400	400
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	—	—	—	6	—	9
Autres postes du passif	202	210	217	221	205	227	217	237
Total ...	10.254	12.194	12.985	13.891	11.875	12.656	11.896	13.145

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art 5. des statuts)]

Actif	31 décembre 1962	31 décembre 1963	30 avril 1963	30 avril 1964	31 mai 1963	31 mai 1964	Passif	31 décembre 1962	31 décembre 1963	30 avril 1963	30 avril 1964	31 mai 1963	31 mai 1964
I. Or en lingots et monnayé	1.883	1.603	2.444	2.128	2.455	2.554	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	49	40	62	48	71	43	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable	667	729	267	558	206	331	II. Réserves	25	25	25	25	25	25
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	9	96	9	69	9	69	1. Fonds de Réserve légale	12	12	12	12	12	12
V. Dépôts à terme et avances : ...	1.344	1.666	1.206	1.462	1.354	1.457	2. Fonds de réserve générale ..	13	13	13	13	13	13
a) à 3 mois au maximum ...	1.184	1.427	1.071	1.037	1.233	1.290	III. Dépôts (or) :	2.214	2.733	2.287	2.693	2.283	2.735
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	4	3	3	1. Banques centrales :						
c) de 3 à 6 mois	121	227	91	337	74	79	a) de 9 à 12 mois	38	21	—	21	—	20
d) de 6 à 9 mois	29	9	4	9	4	13	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
e) de 9 à 12 mois	4	—	30	66	40	63	c) de 3 à 6 mois	10	10	38	21	48	31
f) à plus d'un an	3	—	7	9	—	9	d) à 3 mois au maximum ...	559	764	288	755	278	521
VI. Autres effets et titres :	740	1.195	833	1.659	782	1.644	e) à vue	1.479	1.825	1.919	1.728	1.915	1.993
1. Or :							2. Autres déposants :						
a) à 3 mois au maximum ...	3	161	65	146	66	148	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 3 à 6 mois	10	—	134	119	146	127	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	75	69	46	22	33	16	c) de 3 à 6 mois	—	—	—	—	—	—
d) de 9 à 12 mois	87	41	—	23	—	29	d) à 3 mois au maximum ...	—	—	—	69	—	69
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	e) à vue	128	113	42	99	42	100
2. Monnaies :							IV. Dépôts (monnaies) :	2.160	2.180	2.213	2.727	2.271	2.860
a) à 3 mois au maximum ...	65	380	161	590	88	468	1. Banques centrales :						
b) de 3 à 6 mois	367	445	303	579	294	756	a) à plus d'un an	84	48	156	150	48	80
c) de 6 à 9 mois	34	14	18	86	16	5	b) de 9 à 12 mois	—	—	—	15	106	73
d) de 9 à 12 mois	28	24	45	7	60	9	c) de 6 à 9 mois	69	82	21	7	29	50
e) à plus d'un an	71	60	61	87	79	86	d) de 3 à 6 mois	272	364	384	323	432	374
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1	e) à 3 mois au maximum ...	1.343	1.364	1.218	1.823	1.220	1.854
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	f) à vue	19	19	21	18	22	15
<i>Total actif ...</i>	4.761	5.398	4.890	5.993	4.946	6.167	2. Autres déposants :						
							a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
							b) de 6 à 9 mois	—	—	28	—	28	—
							c) de 3 à 6 mois	—	6	15	46	—	16
							d) à 3 mois au maximum ...	359	275	354	326	371	376
							e) à vue	14	22	16	19	15	22
							V. Effets :						
							à 3 mois au maximum	—	77	—	158	—	158
							VI. Divers	40	54	43	60	24	35
							VII. Comptes de profits et pertes ...	8	8	8	8	21	25
							VIII. Prov. pour charges éventuelles	189	196	189	197	197	204
							<i>Total passif ...</i>	4.761	5.398	4.890	5.993	4.946	6.167

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)							Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
2. Effets de bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Gouvernem. allem.	76	76	76	76	76	76
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
							<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élevaient à l'équivalent de francs or 149.920.880,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
4. Affectation du produit national :		4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
a) Estimations à prix courants	I - 4a	b) Indices du volume	VIII - 4b
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b	5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	3. Chiffres trimestriels	IX - 3
III. — Agriculture et pêche.		X. — Marché des changes.	
1. Production agricole	III - 1	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
IV. — Industrie.		XI. — Finances Publiques.	
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1	1. Situation de Trésorerie	XI - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Détail des recettes fiscales	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
5. Construction : données annuelles	IV - 5	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960	XII - 1a
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961	XII - 1b
V. — Services.		2. Mouvements des créances et des dettes en 1961	XII - 2
1. Transports :		3. Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961, totaux sectoriels	XII - 3
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	XIII. — Organismes monétaires.	
b) Navigation maritime	V - 1b	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
c) Navigation intérieure	V - 1c	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
2. Tourisme	V - 2	a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
3. Commerce intérieur :		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
a) Indices des ventes	V - 3a	c) Banque de dépôts	XIII - 2c
b) Ventes à tempérament	V - 3b	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
VI. — Revenus.		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	4. Stock monétaire	XIII - 4
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
VII. — Prix et indices de prix.		6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4	8. Situation globale des banques	XIII - 8
		9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9

	Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays **XV**

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX - — Balance des paiements de l'U.E.B.L. .	IX
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
15 SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 5